Le Monde



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15589 – 7 F — VENDREDI 10 MARS 1995 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Scandale politico-militaire en Belgique

Le suicide de l'ancien chef de l'armée de l'air belge relance les « affaires » liées à la modernisation de l'armée du Royaume. Ces scandales, qui mettent en cause des firmes italiennes et françaises, sont, sans doute, à l'origine de l'assassinat, en 1991, du socialiste André Cools. Elle éclabousse une grande partie de la classe politique et compromettent aussi l'avenir du secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes. p. 2

■ La nouvelle bataille de Kaboul

Les « étudiants-soldats » (*taliban*) ont lancé mercredi 8 mars, dans le sud-ouest de la capitale afghane, leur premier assaut contre les forces du président Rabbani, dirigées par le commandant Massoud. Cette attaque a été repoussée. p. 5

■ Le passé nazi de la Deutsche Bank

La Deutsche Bank, première banque allemande, reconnaît avoir aidé le régime nazi en participant à l'« aryanisation » des biens juifs et en partageant les objectifs expansionnistes du Troisième Reich. p. 32

■ Angoisses khmères

Les Cambodgiens ont une forte tendance à voir le monde extérieur à travers le prisme de leurs obsessions. Celles-ci les conduisent à accepter que le maintien de l'ordre l'emporte sur toute autre considération. p. 14



■ Le retour d'Ornette Coleman

Le festival Banlieues bleues accueille l'un des initiateurs du free jazz. Le saxophoniste américain développe pour *Le Monde* sa théorie de l'harmolodie, qui donne le sens de ses inventions oermanentes. p. 26

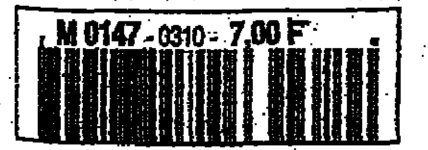
■ Le dernier secret des particules

Après la découverte du quark « top », sixième et dernier d'une famille de six particules élémentaires, la détection du boson de Higgs est le prochain objectif des physiciens. p. 22

■ Les éditoriaux du « Monde »

Corruption d'Etat ; Le piège des « affaires ». p. 16

Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 950 m ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 0310 - 7,00 F

M. Chirac intensifie sa campagne de « terrain » pour profiter des difficultés de M. Balladur

Le premier ministre est atteint par la polémique sur son patrimoine

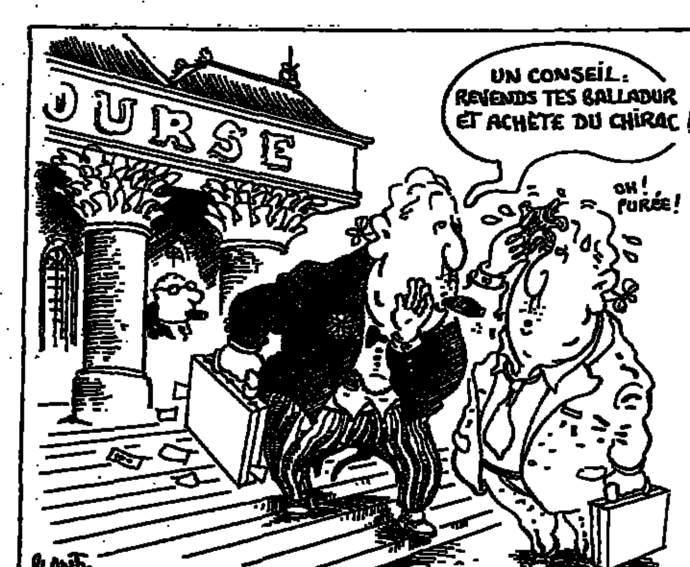
LA POSITION conquise par Jacques Chirac dans les sondages d'intentions de vote, s'ajoutant aux difficultés rencontrées par Edouard Balladur, donne au maire de Paris un avantage qu'il va essayer de concrétiser en intensifiant sa campagne de « terrain ». M. Chirac a reçu, mercredi 8 mars, le renfort de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui prend ainsi la tête de la petite troupe d'élus giscardiens décidés à empêcher la victoire de M. Balladur.

Le premier ministre-candidat a annoncé, mercredi, qu'il va rendre public l'état de son patrimoine. M. Balladur espère mettre fin ainsi aux accusations portant sur ses relations avec la Générale de services informatiques (GSI), entreprise dont il avait été le PDG de 1977 à 1986 et dont il était redevenu salarié en 1988. Il avait refusé jusqu'à présent de préciser le montant de sa rémunération en tant que conseiller du président de cette société, de 1988 à 1993, de même que celui de la plus-value qu'il avait réalisée en revendant, à son entrée à Matignon, les actions qu'il avait achetées cinq ans auparavant.

M. Balladur parie, d'autre part, sur une série d'émissions télévisées, auxquelles il doit participer, pour rétablir en tant que candidat, avec l'opinion, la relation dont il avait bénéficié dans ses fonctions de premier ministre.

Son entourage estime qu'il doit accentuer son engagement dans la campagne en se démarquant de son statut de chef de gouvernement et en acceptant la polémique avec ses rivaux et adversaires.

Lire pages 6 et 7



La Bible antijuive des communautés chrétiennes

ON NE L'Y REPRENDRA PLUS. Rien n'est sans doute plus humiliant pour un évêque que de devoir retirer son *imprimatur* à un ouvrage. C'est à ce pas de clerc qu'a pourtant dû se résoudre, mercredi 8 mars, Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles, en demandant de faire cesser la vente d'un livre – dont il avait encouragé la diffusion en préface – et de rappeler tous les exemplaires en stock.

L'objet du scandale est la *Bible des communautés chrétiennes*, parue en mai 1994 chez Mediaspaul, déjà vendue en France et en Belgique à 60 000 exemplaires. Auparavant, elle avait été diffusée à 18 millions d'exemplaires, en anglais et en espagnol, dans toute l'Amérique latine, aux Philippines, en Corée, etc. Elle est l'œuvre de Bernard Hurault, originaire du diocèse de Versailles, missionnaire au Chili, qui, pour combattre l'influence des sectes dans les bidonvilles, avait travaillé d'arrache-pied à une traduction en langue populaire de la Bible, mais accompagnée de notes et de commentaires qui reproduisent les pires stéréotypes de la littérature catholique antijuive d'avant le concile Vatican II (1962-1965).

Tout y est. La dérision envers les coutumes et rites juifs, réduits à *« des obligations folkloriques de circoncision ou de chapeau »*, à *« des problèmes de cuisine et de temps de prière »* ; le cliché du juif habile en affaires : *« La circoncision* [NDLR, souhaitée par les premiers judéo-chrétiens] *leur ouvrira la porte des foyers juifs, une bonne façon d'avoir des contacts et de faire des affaires »* ; l'accusation de déicide : *« Durant des siècles, on a parlé du peuple juif comme de celui qui avait tué Dieu. C'était vrai en un sens, puisque ce peuple n'avait pu dominer son fanatisme »* ; l'antisionisme : *« Les juifs ont relégué ou totalement oublié les écrits prophétiques de la Bible, se repliant sur les lois de Moïse où la foi et la religion d'Israël étaient intimement liées à l'existence d'un peuple d'Israël en Palestine. Ceci explique bien des erreurs commises au nom du sionisme (...) »*.

Comme dans la polémique sur le carmel d'Auschwitz, l'alerte vient de Belgique. Menahem Macina, chercheur à l'université catholique de Louvain, saisit les responsables des communautés juives belge et française, Robert Grosman et Jean Kahn. Conscient de sa bévue, Mgr Thomas exige alors une édition expurgée, fait joindre à chaque ouvrage un fascicule qui aide le chrétien à lire autrement cette Bible, présente ses excuses à la communauté juive. Rien n'y fait. Les « corrections » sont lamentables. *« Une bonne façon d'avoir des contacts et de faire des affaires »* devient *« une bonne façon d'avoir des contacts dans un monde de négoce »* ! Jean Kahn sonne l'alarme au Vatican. De Rome, l'évêque de Versailles reçoit un courrier affirmant que cette Bible *« contredit »* l'enseignement de Vatican II. Il décide alors de lever son blanc-seing canonique.

Péché d'aveuglement ? Bernard Hurault, l'auteur, aujourd'hui à Taïwan, son frère Louis, le traducteur en français, également prêtre dans le quartier des Indes à Sartrouville, ne passent pas pour des antisémites. Leur mésaventure révèle l'extrême difficulté de l'Eglise catholique à convaincre ses fidèles de porter un nouveau regard sur le judaïsme et la résistance d'habitudes forgées par deux mille ans d'ignorance et de haine.

Henri Tincq

Plus pauvres ou plus inégaux ?

L'OBJECTIF MAJEUR donné au sommet de Copenhague – mobiliser les Etats, les nations et la *« communauté internationale »* contre la pauvreté dans le monde – a incité à des analyses globalisantes un peu trompeuses. On tend à opposer deux mondes, un *« riche »* et un *« pauvre »*, additionnant en quelque sorte les *« nations prolétaires »* et les *« exclus »* d'Occident, donnant ainsi une image unique et inexacte d'une réalité multiforme.

Comme le montre le dernier *Rapport sur le développement humain* publié par le Programme des Nations unies pour le développement, les pays qui ont le PNB par tête le plus élevé sont aussi ceux qui offrent confort, éducation et santé au plus grand nombre : les Etats d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, devant l'Europe de l'Est, les *« nouveaux pays industrialisés »* d'Extrême-Orient et les plus modernes des latino-américains. La pauvreté n'a pas le même sens dans le delta du Gange, dans un bidonville de Lima et dans une ville nord-américaine : si, dans cette dernière, le logement est décrépit, la nourriture mauvaise, on a un toit solide, un réfrigérateur et une télévision, quel que soit leur état... Et l'on pourrait ajouter que la situation varie selon que l'on habite en Californie, dans un ghetto urbain du Nord-Est ou dans la campagne de Louisiane. En France, un RMiste ne vit pas de la même façon dans une banlieue parisienne et dans une commune rurale du Midi...

Signe révélateur, la définition du *« seuil de pauvreté »* varie. La Banque mondiale le fixe, pour tous les pays, à 370 dollars par an, soit l'équivalent de 1 820 francs environ. Tantôt il représente les ressources nécessaires pour un panier de services, tantôt, comme en Grande-Bretagne ou dans la norme de l'Union européenne, 50 % du revenu moyen... En France, on peut considérer comme *« pauvres »* les personnes disposant de moins de 60 francs par jour et par *« unité de consommation »*, comme le faisait l'ancien Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), ou les 10 % de ménages ayant les revenus les plus bas, comme l'Insee dans une analyse récente. Cette diversité pour approcher une même réalité – ce qui est nécessaire pour survivre de façon autonome – est significative.

La diversité n'est pas seulement dans l'espace. Avec le temps aussi, la pauvreté a changé de visage. L'évolution n'a pas, toujours et dans tous les domaines, joué contre le tiers-monde et contre les *« moins avancés »*. Depuis la seconde guerre mondiale, les revenus réels moyens ont plus que doublé dans les pays en développement, comme le rappellent les Nations unies, même si les diverses régions du monde en ont inégalement profité.

Guy Herzlich

Lire la suite page 16

Les marchés ont bien réagi aux initiatives des autorités monétaires

LE CALME semblait revenir, jeudi matin 9 mars, sur les marchés des changes. Le dollar est remonté autour de 1,4080 mark et 91,55 yens (contre 1,3450 mark et 88,75 yens la veille). Parallèlement les devises européennes ont regagné des couleurs face à la monnaie allemande : le franc est revenu à 3,55 pour un mark (contre 3,59 à son plus bas cours historique atteint mercredi).

Les marchés avaient réagi favorablement mercredi aux initiatives apaisantes des autorités monétaires. La Banque de France a relevé le taux de ses prises en pension à 24 heures à 8 %. La Belgique et le Danemark ont opéré des relèvements similaires. Un peu plus tard dans la journée, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, et Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, ont souligné le caractère excessif de la baisse du dollar. Les trois grandes banques centrales des Etats-Unis, du Japon et d'Allemagne, n'ont toutefois pas modifié leurs taux d'intérêt contrairement aux attentes des marchés.

Lire pages 17 à 19

Un président peu encombrant en Grèce



COSTIS STÉPHANOPOULOS

COSTIS STÉPHANOPOULOS, conservateur de 69 ans, a été élu, mercredi 8 mars, à la présidence de la République hellénique en remplacement de Constantin Caramanlis, au troisième tour de scrutin. Il a dû son élection au soutien massif du Parti socialiste d'Andréas Papandréou, le Pasok, bien qu'il fût présenté par le petit parti néonationaliste d'Antonis Samaras, le Pola. Ce ralliement des socialistes ne serait pas sans rapport avec l'attitude de M. Stéphanopoulos lors de l'affaire du banquier escroc Koskotas : il s'était en effet opposé au renvoi d'Andréas Papandréou, impliqué dans le scandale, devant une cour spéciale.

Comme les présidents français sous les IIIe et IVe Républiques, le chef de l'Etat dispose en Grèce de pouvoirs limités. Les députés ont donc choisi un personnage peu encombrant. Qualifié par un de ses partisans d'*« homme politique honnête dont l'action sera fructueuse pour le pays »*, M. Stéphanopoulos a dissous sa formation politique, le Diana, en juin 1994, après qu'elle eut obtenu moins de 3 % aux élections européennes.

Le nouveau président aura du mal à faire oublier son prédécesseur, Constantin Caramanlis, 88 ans, qui se retire après avoir dominé pendant plus d'un demi-siècle la vie politique grecque.

Lire page 2

SCANDALE **Le général Jacques Lefèbvre, ancien chef d'état-major de la force aérienne belge, qui a aussi occupé les fonctions de chef de cabinet du roi Baudouin, a mis fin à ses jours, mercredi 8 mars, dans un hôtel bruxellois. Il n'aurait pas supporté les soupçons pesant sur lui à propos de malversations liées à l'acquisition de nouveau matériel militaire par l'armée de l'air belge. ● APRÈS ANDRÉ COOLS, un des dirigeants du Parti socialiste francophone, assassiné en juillet 1991, et dont le meurtre paraît de plus en plus certainement lié à l'affaire Agusta, c'est donc le deuxième décès dans le cadre de celle-ci. ● CE SCANDALE, qui éclabousse une grande partie de la classe politique du royaume, risque de favoriser les partis d'extrême droite, notamment en Flandre, lors des élections législatives de mai.**

Le suicide de l'ancien chef de l'armée de l'air relance les « affaires » en Belgique

Le général Lefebvre avait été accusé d'avoir joué un rôle dans l'achat litigieux des hélicoptères italiens et dans des marchés passés, selon le quotidien belge « Le Soir », avec Dassault Electroniques

BRUXELLES
de notre correspondant

Manifestement dépassé par les rebondissements des enquêtes sur la corruption en Belgique, Jean-Luc Dehaene, premier ministre, disait récemment avoir rayé le mot « inimaginable » de son vocabulaire. Il avait bien fait. Mercredi 8 mars, dans un hôtel de l'avenue Louise, à Bruxelles, le garçon d'étage qui apportait un petit déjeuner à l'heure demandée la veille, a trouvé le corps d'un client suicidé à côté de plusieurs flacons de whisky vides et de lettres adressées au directeur de l'établissement et à la famille du mort. Il s'agissait du général Jacques Lefebvre, ancien chef d'état-major de la force aérienne et ancien aide de camp du roi Baudouin. Il s'était présenté la veille à la réception de l'hôtel situé à quelques centaines de mètres de son domicile. Une autopsie devrait dire, dans quelques jours, quel produit a été utilisé pour le suicide.

Un mois auparavant, son domicile avait été perquisitionné, puis un interrogatoire avait eu lieu. Chef de l'armée de l'air au moment de la signature du contrat Agusta, Jacques Lefebvre était accusé d'avoir trempé dans l'affaire des pots-de-vin par le représentant belge de la firme italienne. Certains se demandent aussi s'il n'était pas au courant du versement de 10 millions de francs qu'une firme française aurait effectué en Suisse au profit du Parti socialiste flamand pour un autre marché. Les hélicoptères livrés par Agusta étaient destinés à l'armée de terre et le général était un aviateur, ce qui semble contradictoire. Mais il aurait pu user de son influence auprès de ses pairs chargés de l'examen technique du dossier Agusta.

Les contrats militaires s'accompagnent souvent de « compensations » examinées par les ministres compétents. Il s'agit généralement d'investissements effectués dans le pays acheteur par la firme vendeuse, en principe dans une filière technologique pouvant produire sur place de petits équipements éventuellement utilisés pour la fabrication des armements vendus. Il y a aussi des « compensations indirectes », dans des industries civiles, sans rapport avec la production militaire, mais créatrices d'emplois, ce qui est électoralement payant pour les décideurs politiques. Le contrat Agusta s'accompagnait de telles « compensations », équitablement partagées entre la Flandre et la Wallonie, comme il se doit en Belgique. Reste la possibilité, bien moins morale, de pots-de-vin au profit des partis politique, voire au profit personnel de politiciens indélicats ou de leur entourage. Il semble que les trois aient été réunis dans l'affaire Agusta.



En apparence, le général Lefebvre était bien différent des individus menottés qui ont défilé ces derniers temps au journal télévisé. Né en 1930, il avait eu un bon cursus de pilote avant de devenir, dans les années 70, chef de cabinet adjoint puis chef de cabinet du social-chrétien Paul Vanden Boeynants, alors ministre de la défense. En 1982, le roi Baudouin, chef des armées, l'avait choisi comme aide de camp, ce qui était un brevet d'honorabilité dans une cour à cheval sur les principes. Nommé chef d'état-major de la force aérienne en 1985, il était parti à la retraite en janvier 1989 et s'était apparemment reconverti dans le conseil en aéronautique (lire ci-dessous). Certains disent qu'il a peut-être commis des imprudences et que, se sentant acculé par la justice, il s'est révélé plus fragile que les hommes politiques. L'enquête sur les pots-de-vin a d'abord mis en cause des ministres du PS francophone, en janvier 1994, puis, en février, leurs homologues du SP flamand. Elle se rapproche maintenant des militaires, qui avaient eu aussi leur mot à dire dans les marchés suspects.

Les paradoxes ne manquent pas. En Flandre, les médias et l'opinion publique sont méfiants à l'égard des entreprises françaises. Pourtant, dans l'affaire Agusta, ce sont des hommes politiques flamands qui, dans un premier temps, étaient partisans de préférer Aérospatiale à la firme italienne, bien introduite en Wallonie.

ARRIÈRE-PLAN RÉGIONAL

Accusé d'avoir été acheté par Agusta, le ministre wallon Guy Coëme s'est étonné, mercredi, de ces préférences des dirigeants flamands et a laissé planer un soupçon. Il a affirmé n'avoir agi que dans l'intérêt de la Wallonie en se prononçant pour Agusta et ses « compensations ». Mis de côté tout angélisme quant aux pratiques universelles dans les contrats d'armement, l'affaire Agusta a donc un caractère spécifiquement belge à cause de cet éternel arrière-plan régional et linguistique. Même les circuits de corruption semblent « communautarisés », et cela ne doit pas simplifier le travail des enquêteurs.

Cette affaire a sans doute brisé la carrière de plusieurs ministres. Elle compromet l'avenir de Willy Claes comme secrétaire général de l'OTAN. Elle pèsera sur les élections législatives du 21 mai. Selon un sondage publié mercredi, le SP, pilier de l'actuelle coalition gouvernementale, est dépassé dans les intentions de vote par le Vlaams Blok, parti d'extrême droite prônant l'indépendance de la Flandre.

Comble de la dérision : avec le recul du temps, des experts jugent peu judicieuses les dépenses engagées par l'armée belge en 1988. Agusta a livré 28 hélicoptères antichars et 18 hélicoptères d'observation. La menace d'une invasion des blindés soviétiques ayant disparu, le matériel antichar perd de son utilité. L'accent est maintenant mis sur les besoins en « aéromobilité », pour des missions rapides sur de petits théâtres d'opération.

Jean de la Guérivière

Acteurs et suspects

● **Willy Claes** : secrétaire général de l'OTAN, ministre des affaires économiques au moment de la signature du contrat. Soupçonné de n'avoir pas dit toute la vérité quant à des pots-de-vin au profit du Parti socialiste flamand (SP).

● **Guy Coëme** : personnalité du Parti socialiste francophone (PS), ministre de la défense en décembre 1998. Soupçonné de corruption et renvoyé devant la Cour de cassation (seule habilitée à juger les ministres) en février 1994. L'enquête sur son compte suit son cours.

● **André Cools** : personnalité marquante du Parti socialiste francophone, ancien vice-premier ministre. Il a été assassiné à Liège le 18 juillet 1991.

● **Georges Cywie** : homme d'affaires liégeois, représentant belge d'Agusta. Accusé de corruption active et incarcéré. A porté diverses accusations, notamment contre le général Lefebvre.

● **Georges Delfosse** : affairiste liégeois. Dit avoir appris en prison la vérité sur l'assassinat d'André Cools.

● **Etienne Mangé** : ancien trésorier du SP, arrêté le 17 février pour corruption passive. A parlé d'un « don » italien, équivalant à environ 9 millions de francs français, au profit du SP.

● **Guy Mathot** : socialiste liégeois, apparemment compromis dans diverses affaires. A démissionné de ses fonctions de ministre régional en janvier 1994 et a vu lever son immunité parlementaire. Présenté par Georges Delfosse comme l'instigateur de l'assassinat d'André Cools.

● **Philippe Moureaux** : ancien vice-premier ministre, élu socialiste de Bruxelles, ami d'André Cools. Prend au sérieux les accusations de Georges Delfosse et demande que toute la lumière soit faite.

● **Alfons Puelinckx** : avocat d'affaires arrêté le 16 février. A servi d'intermédiaire pour le versement du « don » d'Agusta au SP.

● **Guy Spitaels** : président du PS au moment de la conclusion du contrat, puis ministre-président de la région wallonne, a démissionné le 21 janvier 1994, son nom ayant été cité dans l'affaire Agusta.

● **Frank Vandenbroucke** : actuel ministre des affaires étrangères, président du Parti socialiste flamand lors du versement du « don » d'Agusta à ce parti.

Costis Stéphanopoulos succède à Constantin Caramanlis à la tête de l'Etat grec

ATHÈNES
de notre correspondant

Elu, mercredi 8 mars, président de la République hellénique par les trois cents députés du Parlement, Costis Stéphanopoulos, succède à Constantin Caramanlis, mettant ainsi un terme à la carrière politique d'un homme qui a marqué la vie politique grecque pendant plus d'un demi-siècle. M. Stéphanopoulos, soixante-neuf ans, a été élu au troisième tour de scrutin par les 170 députés de la majorité socialiste et les 11 parlementaires du Printemps politique (POLA, néo-nationaliste) d'Antonis Samaras, alors que la majorité requise était de 180 voix. Il avait obtenu le même nombre de voix lors des deux premiers tours, le 24 février et le 2 mars, où la barre était de 200 voix. Son unique adversaire, Athanase Tsaldaris, a recueilli les 109 voix du principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie (ND, conservateur). Les 9 députés du Parti communiste grec et un député indépendant se sont abstenus.

C'est M. Samaras qui avait présenté M. Stéphanopoulos, un dissident conservateur, à la succession de Constantin Caramanlis. Après la décision d'Andréas Papandréou de ne pas briguer le poste, surtout honorifique, de chef de l'Etat, le Pasok socialiste s'était rallié au choix du POLA pour éviter le recours à des élections anticipées. M. Papandréou s'est félicité de l'élection *« très importante »* de M. Stéphanopoulos qui témoigne, a-t-il déclaré, des *« racines profondes de la démocratie en Grèce »*. Le chef de l'opposition conservatrice, Miltiades Evert, a qualifié M. Stéphanopoulos d'*« homme politique honnête dont l'action sera fructueuse pour le pays »*.

Après le scandale provoqué par le banquier-escroc Georges Koskotas et la chute des socialistes en 1989, M. Stéphanopoulos s'est opposé à la comparution d'Andréas Papandréou devant une cour spéciale pour son rôle dans l'affaire Koskotas. Cette attitude explique en partie le soutien que M. Papandréou lui a apporté. L'échec aux élections européennes de juin 1994, où sa formation, le Diana, n'est pas arrivée à passer la barre des 3 %, avait décidé M. Stéphanopoulos à dissoudre son parti et à se retirer de la vie politique.

Si son arrivée au palais présidentiel est vue d'un bon œil par l'ensemble de la classe politique, il aura toutefois du mal à effacer le souvenir de son prédécesseur, Constantin Caramanlis. Ce dernier, né le 8 mars 1907, en Macédoine, a été élu douze fois député, a été ministre pendant huit ans, premier ministre pendant quatorze ans et deux fois président de la République. Aucun homme politique grec ne peut s'enorgueillir d'une carrière politique si riche. Grand et droit, fier et solitaire, Caramanlis est le fils d'un instituteur d'origine paysanne qui a grandi dans un climat de guerre, de résistance contre le Turc ou le Bulgare. Il entre en politique en adhérant au Parti populiste (conservateur) et est élu député en 1935, à l'âge de vingt-huit ans. Retrouvant son siège après la guerre, il sera nommé ministre du travail en janvier 1947.

TRAVERSÉE DU DÉSERT

Il occupera ensuite une série de portefeuilles avant d'être nommé, en octobre 1955, à l'âge de quarante-huit ans, premier ministre. Il dirigera le pays pendant huit ans, mettant un terme à l'instabilité politique, mais sans résorber les séquelles de la guerre civile (1946-1949), toujours présentes. La gauche, laminée par la débâcle communiste de 1949, s'est relevée et accuse Caramanlis d'avoir faussé les élections d'octobre 1961, qui se sont déroulées dans un climat de violence.

L'assassinat du député de l'EDA (Gauche démocratique), Grigoris Lambrakis, à Salonique en mai 1963, par des éléments para-militaires porte un coup sévère à l'image de Caramanlis qui restera longtemps dans l'esprit de la gauche le représentant de la droite autoritaire. Des démêlés avec le Palais le poussent à démissionner en juin 1963, puis à s'exiler volontairement à Paris. La traversée du désert durera plus de dix ans. Il sera l'homme du recours que les militaires d'Athènes appelleront pour sortir le pays de l'impasse après la déconfiture de la dictature.

Il prend en juillet 1974 la tête d'un gouvernement d'union nationale, et, en moins d'un an, rétablit la démocratie. Il légalise le Parti communiste, marque l'indépendance de son pays en se retirant de l'OTAN (jusqu'en 1980), en raison de l'invasion de Chypre par les troupes turques pour laquelle les Alliés n'ont pas bronché. Il règle la question du régime par un référendum, où près de 70 % des Grecs se prononcent pour la République. Tout est accompli sans heurt, l'armée rentre dans ses casernes. On compare alors Caramanlis à de Gaulle.

En juin 1975, pour *« échapper à la fatalité des interventions étrangères »* et assurer *« la stabilité des institutions démocratiques »*, il demande l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne, ce qui sera chose faite le 1er janvier 1981. Elu, une première fois, président de la République en mai 1980, ce partisan de l'alternance permet, en octobre 1981, le passage au pouvoir des socialistes d'Andréas Papandréou, puis, après la fin de son mandat, se retire de la vie politique et s'enferme dans le silence.

Après la victoire de la Nouvelle Démocratie en 1990, il sera, en mai, de nouveau élu président à l'âge de quatre-vingt-trois ans, n'ayant de cesse, dès lors, d'exhorter ses compatriotes à l'unité pour développer le pays. Vieilli et fatigué, il s'est déclaré *« soulagé »* de quitter son poste. La semaine dernière, à l'issue de son dernier tête-à-tête politique avec son meilleur ennemi, Andréas Papandréou, il concluait : *« Tout est bien, qui finit bien. »*

Didier Kunz

« Le Soir » : « La mort d'un fidèle de l'industrie française »

DANS SON ÉDITION du 9 mars, le quotidien francophone belge *Le Soir* explique que le général Jacques Lefèbvre avait toujours joué un rôle important dans l'acquisition par la Belgique de matériel militaire, en tentant de favoriser les industries françaises.

Selon *Le Soir*, *« en tant que chef de la section « Etudes et plans » de la force aérienne, il arriva à inverser la décision d'acquérir des F-5 américains en faveur des Mirage V. (...) Dans les années 80, Jacques Lefèbvre était considéré comme un fidèle relais de l'industrie militaire française. Chef d'état-major de la force aérienne, il mena un* lobbying *intense en faveur de l'avion Rafale de Dassault, qu'il souhaitait voir succéder aux Mirage et aux F-16.*

» Il initia le programme ECM de protection des chasseurs bombardiers F-16. Le marché, appelé « Carapace » allait être décroché par la société française Dassault Electroniques (perquisitionnée cette semaine) et mis en œuvre à la Sabca (également perquisitionnée cette semaine). Un marché curieux : le système « Carapace » français (qui n'existait alors que sur papier) devait être adapté sur des avions américains !

» Lefèbvre fut – contre l'avis des services opérationnels de la force aérienne – à l'origine du programme de modernisation des Mirage V (toujours au profit de Dassault et de la Sabca, sa filiale belge). Son successeur à la tête de la force aérienne, le général Moriau, tenta d'annuler le contrat. Mais le ministre de la défense de l'époque, Guy Coëme, empêcha Moriau d'aboutir.

» Le 1er mars 1990, Lefèbvre devenait président et administrateur délégué d'Europavia Belgium. Ce groupe de pression défend, notamment, les intérêts de l'industrie aéronautique française au niveau européen. Europavia est une filiale de GBL, le groupe Bruxelles-Lambert, et de l'OGA, l'Office générale d'aviation, un lobby *français dirigé, à l'époque, par le général Jacques Mitterrand, frère du président de la République, et président de l'Aérospatiale. »*

Le chemin de la normalisation entre Athènes et Ankara est encore long

AU LENDEMAIN de la signature, lundi 6 mars à Bruxelles, de l'accord entre la Turquie et l'Union, une nouvelle dispute était en passe de se développer entre Athènes et Ankara. Un ministre grec, s'élevant contre des propos *« insultants »* tenus par le chef de la diplomatie turque, menaçait de remettre en cause cet accord et réclamait une réunion d'urgence de l'Union européenne. Alain Juppé, qui préside le conseil des ministres de l'UE, a dû intervenir mardi pour mettre un terme à la polémique.

Parallèlement à l'union douanière, l'accord entre la Turquie et l'Europe prévoit que cette dernière ouvrira des négociations avec Chypre, en vue de l'adhésion de l'île, six mois après la révision du traité de Maastricht. Lundi soir à Bruxelles, Murat Karayalcin, le chef de la diplomatie turque, avait déclaré que son pays était opposé à l'ouverture de telles négociations avant le règlement du problème intérieur chypriote et que, dans un tel cas de figure, *« la Turquie n'aurait d'autre option que de prendre les mesures pour achever une intégration similaire avec la République turque de Chypre du Nord »*.

M. Karayalcin, assimilant en quelque sorte l'ouverture de négociations entre l'UE et Nicosie à une annexion de la partie sud de l'île par la Grèce, reprenait ainsi des menaces faites par le passé par divers dirigeants de la « République » turque de Chypre du Nord, autoproclamée et reconnue seulement par Ankara. Bien que cela ne soit pas spécifié dans l'accord de Bruxelles, on imagine mal que des négociations sur l'adhésion de Chypre à l'UE puissent se conclure sans qu'ait été réglé le problème interne de l'île, dans un sens conforme aux résolutions de l'ONU. Les propos du ministre turc étaient particulièrement mal venus, au moment où l'Europe s'entrouvre à la Turquie et attend d'elle quelques gestes de bonne volonté sur différents dossiers, dont celui de Chypre. Il en faut moins pour déclencher la colère des Grecs, laquelle, en l'occurrence, avait quelque fondement.

La France avait donc intérêt à éteindre au plus vite l'incendie qui menaçait de réduire en cendres cet accord de Bruxelles dont elle fut, avec l'Allemagne, le principal artisan. C'est ce qu'a fait Alain Juppé mardi, sans épargner le ministre turc. Il a qualifié ses propos de *« nuls et non avenus »* et de *« contraires aux résolutions de l'ONU »*, qui préconisent la réunification de Chypre (divisée depuis l'invasion turque de 1974) sous forme d'une fédération bicommunautaire. *« L'Union européenne n'acceptera pas de qui que ce soit un veto à son rapprochement avec Chypre »*, a ajouté M. Juppé. Il a noté aussi que *« beaucoup reste à faire sur la voie de la bonne intelligence »* entre Ankara et Athènes...

C. T.

Vladimir Meciar s'en prend à la presse et à la présidence slovaques

PRAGUE
de notre correspondant

La guerre que se livrent, depuis bientôt deux ans, le président slovaque, Michal Kovac, et le premier ministre, Vladimir Meciar, a repris de plus belle, lundi 6 mars, lorsque le Parlement a retiré des pouvoirs du chef de l'Etat celui de nommer le chef des services secrets, transférant cette prérogative au premier ministre.

Toutefois, M. Meciar, dont la chute, il y a un an, avait été largement provoquée par le chef de l'Etat, et qui est revenu au pouvoir à l'automne dernier, se défend d'adapter les lois à sa convenance. Son chef de cabinet a affirmé que *« la nomination des chefs des services secrets sont du ressort du premier ministre dans la plupart des pays »*. Mais cette décision intervient au terme d'un vaste remaniment au profit des partisans de M. Meciar à la tête de l'administration de l'Etat, de la police et de l'audiovisuel.

Pour compliquer la tâche de M. Kovac, le gouvernement a décidé une coupe claire dans le budget de la chancellerie présidentielle, qui devra se séparer de la moitié de ses employés. Cette mesure, qui a été acceptée avec philosophie par le chef d'Etat, soucieux de calmer la scène politique slovaque, a suscité de violentes critiques de l'opposition. Elle accuse le gouvernement de M. Meciar, coalition nationaliste hétéroclite, d'utiliser l'arme financière pour paralyser ses adversaires.

PAGE BLANCHE

Un groupe de députés du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), parti de M. Meciar, a déposé, dans ce sens, un projet de loi visant à considérablement augmenter la TVA sur les médias privés, notamment ceux détenus partiellement ou totalement par des capitaux étrangers. Les journaux radiotélévisés ont déjà été largement aseptisés, la plupart des émissions d'informations indépendantes annulées et une pétition circule dans le pays pour protester contre l'interdiction de trois programmes humoristiques télévisés qui prenaient souvent pour cible le HZDS. Maintenant, les amis de M. Meciar cherchent à s'en prendre à la presse écrite, majoritairement opposée au gouvernement. Une hausse de la TVA de 6 % à 50 %, comme le prévoit le texte présenté, mettrait en péril des journaux qui vivent déjà à la limite de la rentabilité. Pour protester, les quotidiens slovaques, à l'exception du très gouvernemental *Slovenska Republika*, sont parus, lundi, avec une première page blanche avec pour seul texte une déclaration intitulée *« Inquiétude »*.

Martin Plichta

La mafia italienne a déclaré la guerre aux repentis

Les assassinats se sont multipliés ces derniers jours en Sicile

Une dizaine de personnes liées à d'anciens « parrains » de la mafia qui ont décidé de collaborer avec la justice ont été assassinées ces derniers jours à Palerme et à Catane. Pour les enquêteurs, il s'agit d'une campagne d'intimidation contre les repentis, à laquelle s'ajoute peut-être le début d'une nouvelle guerre entre clans.

ROME
de notre correspondant

« Avec la mafia, c'est toujours la même histoire : au moment où il faudrait lui donner le coup de grâce, l'Etat semble hésiter et Cosa Nostra relève la tête... » Ces considérations sont de Tommaso Buscetta, le parrain qui, le premier, a dévoilé la structure de l'organisation criminelle en se confiant, il y a une dizaine d'années, au juge Giovanni Falcone, assassiné en 1992. Le vieux parrain, amer, écrivait ces quelques lignes dans un article paru lundi dernier dans *La Repubblica*. Le quotidien romain lui avait demandé de faire un commentaire sur le premier épisode de « La Pieuvre », une série télévisée sur la lutte entre Cosa Nostra et l'Etat qui a suscité des polémiques : le film, selon ses détracteurs, donnait une mauvaise image de l'Italie à l'étranger...

Et pourtant, encore une fois, la réalité a dépassé la fiction. Au moment où l'ex-parrain écrivait, la mafia, la vraie, décidait de passer à l'action, précisément contre Tommaso Buscetta. Lundi soir, elle assassinait – en plein centre de Palerme – son neveu, Domenico, un grand bijoutier. Dans l'après-midi de ce lundi 6 mars, trois personnes avaient été assassinées près de Catane. Deux d'entre elles étaient liées au clan de Giuseppe Pulvirenti, le parrain arrêté il y a quelque temps et qui a décidé de collaborer, lui aussi. La semaine dernière, parmi les cinq autres victimes de cette liste macabre, on trouvait le neveu d'un autre célèbre repenti, Totuccio Contorno. Pour les enquêteurs, il n'y a pas de doute : la mafia a lancé sa campagne de terreur contre les repentis qui ont permis de démanteler une partie de l'organisation. Le message est que Cosa Nostra ne pardonne jamais ; il vise aussi à intimider ceux qui vont devoir bientôt répéter leurs accusations devant les juges. En effet, le nouveau système judiciaire prévoit que tout doit être reconstitué devant la cour. Combien de repentis pourraient être tentés de faire marche arrière ?

Comme le souligne Giancarlo Caselli, le procureur général de Palerme, cette reprise du terrorisme mafieux fait suite à une campagne visant à discréditer les mafieux qui collaborent. Petites phrases des uns, déclarations venimeuses des autres, lettres anonymes qui mettent en cause les repentis, tout est bon. Récemment, des transcriptions d'écoutes téléphoniques – en l'occurrence régulièrement autorisées – ont circulé à propos du plus important des derniers repentis, Balduccio Di Maggio. Il s'agit du chauffeur du « parrain des parrains », Toto Riina, celui qui l'a « livré » en 1993.

DÉCLARATIONS MANIPULÉES

Selon un document qu'un député d'Alliance nationale (AN) a remis à la commission parlementaire d'enquête sur la mafia, Di Maggio était encore, après son arrestation, en contact avec les clans. Ses déclarations contre Giulio Andreotti – c'est lui qui affirme avoir assisté personnellement au baiser échangé entre l'ancien président du conseil et Riina – seraient manipulées. Pour les enquêteurs, il ne s'agit que d'une énième tentative de la mafia pour brouiller les pistes. Mais à force d'accuser, même grossièrement, le doute reste.

C'est dans un tel contexte que s'inscrit l'actuelle « campagne de mort ». Autre épisode encore peu clair : samedi dernier, un maréchal des carabiniers, Antonino Lombardo, s'est suicidé. Quelques jours auparavant, au cours d'une émission télévisée, le maire de Palerme, Leoluca Orlando, l'avait accusé d'être de mèche avec la mafia. Alors que le débat faisait rage sur l'usage « assassin » de la télévision, on apprenait que le carabinier était sur une piste qui l'avait récemment conduit aux Etats-Unis. Il aurait été en contact avec le parrain Tano Badalamenti, actuellement détenu aux Etats-Unis, pour le convaincre de collaborer avec la justice italienne. Selon les dernières informations, il devait se rendre la semaine précédant son suicide aux Etats-Unis, pour ramener Badalamenti, prêt à parler. Or sa mission a été mystérieusement suspendue. Pourtant, la collaboration de Badalamenti devrait être précieuse puisque Tommaso Buscetta affirme qu'il lui avait parlé, en 1976, du meurtre d'un journaliste trop curieux, Mino Pecorelli, tué par la mafia sur instigation de... Giulio Andreotti. Les révélations du journaliste sur une question d'argent sale auraient, en effet, mis dans une mauvaise posture l'ancien président du conseil.

Ce dernier est d'ailleurs actuellement impliqué officiellement dans l'affaire, soupçonné d'avoir été le commanditaire du meurtre. Quelle est la vraie raison qui a poussé le carabinier au suicide ? S'est-il senti *« lâché »* ? Les meurtres de ces jours-ci sont-ils des messages à Badalamenti pour qu'il ne collabore pas ? Autant de questions encore sans réponse. Sans compter que les enquêteurs n'excluent pas non plus que derrière cette offensive de la mafia contre les repentis se cache aussi une guerre souterraine entre les clans. Comme chaque fois que la guerre des mafias s'annonce, de nombreux mafieux recherchés se sont rendus. Mieux vaux la prison qu'une balle d'une famille rivale.

Salvatore Aloise

L'industrie américaine de l'armement en ordre de bataille

Les Etats-Unis captent la moitié des marchés mondiaux

EN CINQ ANS, les Etats-Unis sont presque parvenus à dominer le marché international des armements, réalisant 48 % du montant total des contrats officiellement avoués dans le monde en 1993, contre 30 % en 1989. Ils sont le seul pays exportateur à avoir globalement gagné du terrain, surtout dans les pays en développement, où ils ont progressé de 35 %. Face à eux, tous les autres exportateurs s'écroulent, les Etats européens naturellement – et parmi eux la France –, mais, bien davantage, la Russie, qui peine à conserver sa seconde place dans le monde. C'est cette position dominante que Bill Clinton entend encore conforter, au nom de la sauvegarde de l'emploi aux Etats-Unis.

Plusieurs affaires très récentes ont démontré ce que leurs concurrents appellent une *« agressivité sans précédent »* des Etats-Unis sur la scène internationale, qui se traduit par des pressions ouvertes ou clandestines. Ouvertes, d'abord : le président des Etats-Unis profite du séjour à Washington du premier ministre néerlandais pour lui rappeler qu'il doit acheter des hélicoptères américains, et non pas un modèle rival franco-allemand, parce qu'il est membre de l'OTAN et qu'il convient de standardiser les matériels. Clandestines, ensuite : prise la main dans le sac, au Brésil ou à Taïwan, où elle veut torpiller des offres européennes face à des propositions américaines, la CIA se justifie en affirmant qu'elle protège les intérêts des industriels d'outre-Atlantique qui n'ont pas droit – à la différence des concurrents – de verser des commissions illicites et sont contrôlés par des investigations du Congrès.

En février dernier, M. Clinton a adressé une directive à l'ensemble de son administration, *« les ventes d'armes sont un instrument légitime de la politique étrangère américaine »* et *« plus on exporte et plus on maintient l'emploi sur le territoire américain »*. Diplomates, officiers, conseillers commerciaux et agents secrets sont priés d'aider à dynamiser cette « machine de guerre » à l'exportation.

En quelques phrases, le président des Etats-Unis a mis son industrie de l'armement *« en ordre de bataille »*, pour prendre l'expression d'un « patron » français. Serge Dassault, président du conseil des industries de défense (CIDEF), l'organisation professionnelle du secteur, lance à dessein en précampagne électorale : *« J'ose espérer que ce langage de Bill Clinton sera aussi celui du prochain président de la République. »*

Le sous-secrétaire américain au commerce, Jeffrey E. Garten, chargé des questions internationales, a confié, à la mi-février, qu'on verrait les premiers résultats de la nouvelle politique Clinton dès 1995. En réalité, les dernières statistiques connues – celles, par exemple, que rassemble l'Institut suédois pour la paix – montrent que les Etats-Unis ont réussi à asseoir définitivement leur suprématie entre 1989 et 1993 en exportant pour 56 624 millions de dollars (valeur constante 1990) d'armes durant ces cinq années-là : selon les années, de 5,7 à 7,8 milliards de dollars vers les principales puissances industrielles et de 3,5 à 4,8 milliards de dollars en direction des pays dits en développement. La Russie (35,4 milliards de dollars entre 1989 et 1993) s'est écroulée après 1991 : la clientèle des Etats industriels, notamment, s'est raréfiée parce qu'elle redoute l'instabilité du gouvernement de Boris Eltsine, le désordre du pays et son incapacité à assurer l'après-vente des contrats signés.

Durant la même période, la France (7,7 milliards de dollars), la Grande-Bretagne (6,6 milliards de dollars) et la Chine (5,7 milliards de dollars) ont amorcé un déclin très sensible. Seule des pays européens en situation d'avoir une industrie d'armement exportatrice, l'Allemagne (avec un total de 8,7 milliards de dollars) tire son épingle du jeu : à partir de 1991, les Allemands ont commencé à dépasser la France et le Royaume-Uni, se plaçant au troisième rang des exportateurs d'armes.

LE COUP DE GRÂCE

Comment en est-on arrivé là ? Trop souvent, les Européens, dont le secteur de l'armement vivote en ordre dispersé, négligent le fait que les industriels américains ont su, avant l'heure, s'organiser et rationaliser leur production. *« L'industrie d'armement américaine,* constate Alain Crémieux, qui dirige la section « armements » de la délégation française auprès de l'OTAN à Bruxelles, *est aujourd'hui en excellente santé. »*

Entre 1989 et 1993, elle a su réduire ses effectifs de près de 100 000 emplois par an, procéder à des fusions, tirer profit d'une dépréciation du dollar qui la favorise sur les marchés tiers et obtenir des gains de productivité considérables. A ces atouts, il faut ajouter une pratique propre aux Etats-Unis qui repose, sur la possibilité offerte au Pentagone de céder des matériels à titre gracieux, ou sur l'avantage donné au client de financer son importation par des obligations émises sur les marchés américains.

Aujourd'hui, le coup de grâce vient d'être donné par Bill Clinton, qui va plus loin que Ronald Reagan et George Bush. Il préconise l'offensive en matière d'exportation, et cette politique – dont on n'a probablement pas fini de mesurer toutes les conséquences sur le terrain – peut avoir deux objectifs majeurs, si l'on en croit ses détracteurs : une *« militarisation »* de la politique étrangère des Etats-Unis et une *« mise au pas »* de la concurrence européenne, voire sa disparition ou son absorption à terme.

Jacques Isnard

Neuf contribuables sur dix en délicatesse avec le fisc

*« **LE DRAME** des finances publiques italiennes, ce ne sont pas les dépenses, ce sont les recettes »*, nous avouait naguère un certain directeur général de la Banque d'Italie. Depuis, Lamberto Dini a fait du chemin, mais les problèmes budgétaires que son gouvernement doit résoudre sont toujours aussi épineux. Il va donc relever les impôts, alors que les Italiens sont déjà parmi les contribuables les plus taxés au monde.

Théoriquement, du moins. Car ces impôts, encore faudrait-il qu'ils soient effectivement perçus. Or on estime que l'évasion fiscale se monte bon an mal an à 100 000 milliards de lires (330 milliards de francs), cinq fois plus que le collectif budgétaire.

Cette somme résulte d'une extrapolation faite par l'administration à partir des contrôles fiscaux et sembleraient plutôt pécher par défaut que par excès. Neuf fois sur dix, les contrôles se révèlent positifs ! Le quotidien économique *Il Sole-24 Ore* a publié lundi 20 février le détail de l'évasion fiscale en Italie, région par région et impôt par impôt. La région la plus « vertueuse » est le Frioul Vénétie Julienne, où les contrôles fiscaux, en 1993, n'ont révélé « que » 80 % de fraudeurs ; dans le Molise, le taux dépasse 95 %. Si, grosso modo, le Sud paie plus mal que le Nord, le cliché doit être nuancé : le Piémont, avec 92 % de fraude, ou la Lombardie (89,4 %) sont plus mal placée que les Marches (84,9 %).

Le fisc italien annonce qu'il a ainsi récupéré 5 000 milliards de lires en 1993 et 6 500 milliards en 1994, soit 16 milliards et 21 milliards de francs respectivement. Un lecteur d'*Il Sole* s'étonne : *« Les 400 000 agents du fisc ont réalisé en tout 236 239 contrôles en 1994. Un couple d'agents réussit donc à contrôler une déclaration par an, alors qu'il s'en fait environ 23 millions annuellement. Dois-je en déduire qu'il faudrait 40 millions de fonctionnaires pour contrôler toutes les déclarations ? »* L'ironie n'est pas sans pertinence quand on voit le taux de réussite des contrôles !

Les collectivités locales ne sont pas plus heureuses que l'Etat central. Toujours selon l'enquête d'*Il Sole*, 38,6 % des logements échappent à la taxe d'habitation en Calabre, 28,8 % en Sicile, 9,7 % à Rome. Et le recensement des fraudes aux charges sociales, à la vignette automobile, à la redevance TV, aux impôts fonciers agricoles, etc., se poursuit sur deux pages entières du journal.

Pour assainir ses finances publiques, l'Italie devrait en outre régler un autre problème, celui du travail au noir. Près de 11 millions de personnes travaillent sans être déclarées, soit 37 % de la population active, selon le rapport 1995 de l'Institut de recherche romain Eurispes. La plupart (7 millions) exercent, pour avoir la couverture sociale, un autre métier « officiel ». Fraudeurs, peut-être, mais pas paresseux !

Sophie Ghérardi

Des membres de Pharmaciens sans frontières sont détenus par les Serbes de Bosnie

CINQ PERSONNES appartenant à l'association humanitaire Pharmaciens sans frontières (PSF) sont détenues depuis le samedi 4 mars par les forces serbes de Bosnie dans la ville de Lukavica. Les membres de PSF (quatre Français et un Américain) ont été interpellés après avoir traversé en convoi l'aéroport de Sarajevo et s'être dirigés par erreur dans une zone controlée par les militaires serbes. Simplement entendus dans un premier temps, les représentants de l'organisation ont ensuite été officiellement arrêtés par les forces serbes.

Selon l'organisation humanitaire, les autorités locales ont expliqué cette arrestation en invoquant *« un service logistique rendu à l'armée bosniaque par PSF »*. Dans un communiqué, publié mardi à Clermont-Ferrand, PSF a précisé que, *« selon le principe d'universalité du droit à la santé, des programmes d'approvisionnement pharmaceutique en faveur des populations démunies sont développés en Croatie, Serbie, Bosnie et Monténégro depuis trois ans sans distinction politique, dans un souci de neutralité »*. L'organisation indique que *« les négociations avec les autorités serbes se poursuivent, via les ambassades de France et des Etats-Unis, le CICR, l'UNHCR et la Forpronu, afin de permettre leur libération dans les plus brefs délais »*. Jeudi, PSF ne disposait toujours d'aucune assurance sur le sort réservé à son personnel.

A Paris, le Quai d'Orsay a pour sa part demandé la *« libération immédiate »* des membres de PSF, et a entrepris des démarches auprès des forces serbes de Bosnie et auprès de Belgrade, tout en multipliant les contacts sur les lieux avec la composante civile de la Forpronu, et tout particulièrement le HCR. Le ministère des affaires étrangères déclarait jeudi que, selon ses dernières informations, les cinq personnes étaient détenues dans des *« conditions correctes »*.

D. H.-G.

Le « parti-Etat » mexicain apparaît à bout de souffle

Le président Zedillo parie sur la transformation démocratique d'un système dont l'opposition dénonce le caractère mafieux et l'impossibilité de le réformer

« Parti-Etat au pouvoir depuis 1929 à Mexico, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) survivra-t-il à la série de séismes politiques, économiques et de règlements de comptes sanglants qui ont bouleversé le pays ces derniers mois ? » Telle est la question que chacun avait en tête lors de la récente célébration du 66e anniversaire de la création de ce qui est apparu comme un véritable système de *« démocratie simulée »*, selon ses détracteurs. Le président Ernesto Zedillo, qui exerce sa fonction depuis décembre, veut convaincre qu'un *« nouveau PRI »* plus démocratique peut surgir de la tourmente et entend imposer d'importantes réformes devant conduire à l'établissement d'un véritable Etat de droit. L'opposition, en revanche, est persuadée que le PRI *« vit ses derniers moments »*, miné par les pouvoirs que se sont arrogés les mafias de la drogue ou les potentats locaux. Par ailleurs, le rôle croissant de l'armée, en particulier au Chiapas, où les militaires ont finalement imposé leur point de vue au gouvernement, suscite de vives préoccupations.

MEXICO
de notre correspondant

Le vieux PRI est mort ! Vive le nouveau PRI... démocratique ! Tel est, *en substance*, le message qu'a répété avec insistance le président Ernesto Zedillo à l'occasion de la célébration, samedi 4 mars, du 66e anniversaire de la création et de l'arrivée au pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnel.

Durement secoué, au cours des derniers mois, par une impressionnante série de séismes politiques et de règlements de comptes sanglants, le PRI avait un besoin urgent de réconfort. Les quelque 1 250 notables de la plus ancienne formation politique du pays (dirigeants de l'appareil, gouverneurs, députés, syndicalistes, etc.)ont ovationné à maintes reprises le chef de l'Etat, en particulier lorsqu'il leur a assuré que les *« progrès de la démocratie ne passaient pas par la destruction du PRI »*.

Reprenant les grands points de l'« accord national » signé par tous les partis le 17 janvier, M. Zedillo a insisté sur la nécessité de préparer une réforme électorale *« définitive »* pour en finir avec les dénonciations de fraude de la part de l'opposition. *« Un nouveau PRI va surgir qui nous permettra de rester à l'avant-garde des changements au Mexique et d'en terminer avec les humiliations et les affronts »*, a martelé M. Zedillo, énumérant les événements des derniers mois : *le soulèvement dans l'Etat du* Chiapas, l'assassinat du candidat officiel à la présidence, Luis-Donaldo Colosio, celui du secrétaire-général du PRI, José-Francisco Ruiz, et la grave crise économique provoquée par la dévaluation désastreuse du peso, le 20 décembre. Ovation debout pour le défunt Colosio, qui fut *« notre meilleur homme, le plus intègre de nos dirigeants, la plus grande espérance du Mexique pour la fin du siècle »*.

En prononçant ces paroles, M. Zedillo ne pouvait ignorer que son « ami » avait été victime d'un complot ourdi au sein du parti et que les adversaires de Colosio, sans doute présents dans l'amphithéâtre, *participaient, sans vergogne, au tonnerre* d'applaudissements. Un an plus tôt, Colosio avait été invité à prononcer le discours de circonstance. En pleine campagne électorale, il avait choisi le 65e anniversaire du PRI pour annoncer un programme audacieux en faveur de la démocratisation du système, prévoyant notamment la séparation entre le parti « officiel » et l'Etat, pour permettre à l'opposition de lutter à armes égales avec la formation au pouvoir. Moins de trois semaines plus tard, le 23 mars, il était abattu de deux balles au cours d'un meeting à Tijuana, près de la frontière avec les Etats-Unis. L'un des assassins fut arrêté sur les lieux et l'enquête révéla la complicité apparente du service de sécurité du candidat. Il reste à identifier les instigateurs du crime qui, selon des informations non confirmées, appartiendraient à un des clans du PRI.

Le choc fut rude pour les Mexicains, qui n'avaient pas vécu ce *genre de violence depuis la naissance*, en 1929, du PRI, précisément créé pour mettre un terme aux affrontements sanglants entre les diverses factions issues de la Révolution de 1910. Depuis, avec une régularité qui tranche avec l'instabilité politique du reste de l'Amérique latine, le PRI avait désigné tous les six ans le président, que les Mexicains avaient ensuite « élu » sans se faire prier. Les divers clans de la grande « famille priiste » se *succédaient* au pouvoir, s'enrichissant chacun leur tour. *« La paix sociale était garantie grâce aux syndicats officiels, dont la mission consiste encore à neutraliser les revendications des travailleurs et à les faire voter pour le PRI »*, explique un ancien militant communiste, Joel Ortega.

DÉCOMPOSITION

Ainsi fonctionnait le système de « démocratie simulée » que l'écrivain péruvien Mario Vargas-Llosa pouvait encore qualifier récemment de *« dictature parfaite »*. Les premières fissures apparaissent à partir de 1987, lorsqu'un secteur du PRI décide de quitter le parti pour présenter son propre candidat, Cuauhtémoc Cardenas. Ce dernier s'allie à l'opposition de gauche pour fonder par la suite le Parti de la révolution démocratique (PRD). La victoire de Carlos Salinas aux élections de 1988, qualifiée de *« frauduleuse »* par tous les partis d'opposition, allait remettre en question la stabilité politique du Mexique et la « paix sociale », jusqu'alors présentée comme la meilleure réalisation du PRI.

Le raidissement du pouvoir et le recours systématique à la fraude électorale dans les nombreux scrutins locaux *ont conduit* à *des affrontements violents* qui se sont traduits par la mort de plus de deux cents militants du PRD depuis 1988 et par l'apparition d'un mouvement de guérilla au Chiapas. Pour des raisons tactiques, le PRI est plus tolérant à l'égard des conservateurs du Parti d'action nationale (PAN), qui dirige déjà les gouvernements de quatre Etats sur trente et un. *« Nous devrions être en mesure de remporter la prochaine élection présidentielle, en l'an 2000 »*, pronostique l'ancien président du PAN, le sénateur Luis Alvarez. *« Le PRI vit ses derniers moments,* ajoute-t-il, *et constitue aujourd'hui le principal obstacle sur le chemin de la démocratisation, mais il n'a plus les moyens de l'empêcher. »*.

Le pouvoir des mafias

Pour Porfirio Munoz-Ledo, le président du PRD, Carlos Salinas *« a couvert les instigateurs du crime de Colosio en manipulant les résultats de la première investigation »*. *« C'est la preuve,* ajoute-t-il, *de la détérioration brutale du système priiste, pénétré par les cartels de la drogue »*, qui auraient eu des raisons de craindre un homme apparemment décidé à rompre les liens entre certains secteurs du pouvoir et les principaux fournisseurs de stupéfiants des Etats-Unis. *« Salinas a porté des coups très rudes aux cartels de la drogue*, répond Jorge Fernandez, le directeur adjoint de l'organe du PRI, *El Nacional*. *Ce faisant, il a provoqué des réactions au sein de groupes liés au pouvoir qui ont cherché à déstabiliser le pays par des actions violentes, en particulier l'assassinat de Colosio. »* Certains intellectuels mexicains estiment que le PRI constitue en lui-même une constellation de *« mafias régionales, syndicales et politiques »* – jusqu'à présent tolérées et surveillées par les plus hautes instances de l'Etat. *« Il faut éviter,* avertit l'écrivain Gabriel Zaid, *que l'écroulement du pouvoir présidentiel ne se traduise par une plus grande autonomie des mafias. »*

Les critiques les plus dures contre le parti-Etat viennent souvent de l'intérieur même du PRI, où la cohabitation idéologique, de l'extrême-gauche au néolibéralisme le plus pur, a fait place de nouveau à une lutte impitoyable pour le pouvoir. *« C'est la fin d'un système qui, durant soixante-six ans, a monopolisé le pouvoir grâce à la corruption, la complicité, l'absence de démocratie et la fidélité absolue à l'égard du président »*, reconnaît l'ancien député « priiste » Demetrio Sodi.

Le 21 août dernier, le candidat du PRI, Ernesto Zedillo, a obtenu le plus faible score de l'histoire du parti – un peu moins de 50 % des suffrages exprimés. La présence d'observateurs internationaux, notamment, permit de limiter la fraude, mais l'opposition dénonça l'*« inégalité »* de la lutte électorale, dans la mesure où le *PRI n'a pas cessé* d'avoir accès aux ressources de l'Etat et contrôle toujours les principaux moyens de communication.

Cette victoire n'a pas contribué à *réduire les tensions* au sein de la formation « officielle », qui ne parvient pas à régler la crise du Chiapas et se déchire à la suite de l'assassinat, le 28 septembre, de son secrétaire général, José-Francisco Ruiz. Trois semaines après son arrivée au pouvoir, M. Zedillo dévalue le peso dans des conditions catastrophiques, qui révèlent les faiblesses du modèle économique imposé par le gouvernement précédent. L'industrie nationale n'a pas résisté à l'endettement excessif du pays et à la levée des barrières protectionnistes, accélérée par l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada entré en vigueur le 1er janvier 1994.

Au cours des dernières semaines, la victoire des conservateurs du Parti d'action nationale (PAN) dans un des principaux Etats du pays, le Jalisco, et de nouvelles révélations sur les deux meurtres, qui ont bouleversé le Mexique, ont confirmé le degré de décomposition de la « famille priiste ». L'arrestation de Raul Salinas, frère de l'ex-président, qui serait le commanditaire de l'assassinat de son ex-beau-frère, José-Francisco Ruiz – les mobiles n'ont pas encore été précisés –, allait déclencher une véritable tempête et donner des armes au PRD pour entamer une nouvelle offensive contre le parti au pouvoir sur le thème : « le Mexique est gouverné par la mafia ».

Certains commentateurs proches du PRD sont cependant préoccupés par le rôle croissant de l'armée, en particulier au Chiapas, où les militaires ont finalement imposé leur point de vue à M. Zedillo, qui tente par ailleurs de renouer le dialogue avec les rebelles « zapatistes ». *« Il faut éviter une rupture violente au sein de la classe au pouvoir,* souligne l'un d'eux, Miguel Granados. *Cela pourrait en effet secouer dangereusement la structure du pouvoir, qui, malgré ses graves défauts, maintient encore la cohésion sociale. »*

Bertrand de la Grange

Cuba de nouveau condamné à l'ONU

GENÈVE
de notre correspondante

Par 22 voix pour, 8 contre et 23 abstentions, la commission des droits de l'homme des Nations unies a adopté, mardi 7 mars, une résolution sévère qui demande aux autorités de La Havane de *« permettre l'exercice pacifique de la liberté d'expression et de réunion et de cesser immédiatement de détenir des militants des droits de l'homme »*. Le texte regrette qu'une nouvelle fois le rapporteur spécial de l'ONU pour Cuba n'ait pu se rendre sur l'île.

De son côté, la délégation cubaine n'avait ménagé aucun effort pour faire condamner les Etats-Unis. Elle avait présenté un projet de résolution disant que la commission est *« profondément préoccupée par les arrestations arbitraires, les passages à tabac, les assassinats, l'incarcération et le traitement brutal des travailleurs migrants, par les actes racistes de la police et des gardiens de prison et par les pratiques judiciaires discriminatoires qui existent aux Etats-Unis, motivées par des raisons qui tiennent au racisme »*. Ce texte a été finalement rejeté par 32 voix contre, 3 pour et 18 abstentions. La *délégation cubaine avait été encouragée* dans sa démarche par le succès qu'elle avait obtenu en faisant adopter au cours de la même session, grâce notamment à la solidarité des pays latino-américains suivis par certains pays d'Afrique, une résolution qui, sans citer nommément les Etats-Unis, *« condamne le fait que certains pays, tirant parti de leur position dominante dans l'économie mondiale, continuent d'avoir recours de plus en plus à des mesures coercitives unilatérales telles que restrictions commerciales, blocus, embargos, gel des avoirs »*.

Isabelle Vichniac

Les zapatistes obtiennent des amendements à la loi sur le dialogue

MEXICO
de notre correspondant

Les rebelles « zapatistes » ont remporté une victoire politique partielle avec l'adoption par le Sénat mexicain, mercredi 8 mars, de plusieurs modifications au projet de loi sur la reprise du dialogue, interrompu à la suite de l'offensive militaire déclenchée le 9 février dans l'Etat du Chiapas.

Tenant compte des critiques présentées par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), qui avait reproché aux autorités de les considérer comme des *« délinquants »*, les sénateurs ont reconnu que l'EZLN était *« une organisation de citoyens mexicains, en majorité indiens et paysans, qui ont exprimé leur mécontentement pour diverses raisons »*. Les mandats d'arrêt lancés contre cinq dirigeants zapatistes ne sont pas annulés mais *« suspendus pour la période de négociation »* et les rebelles, détenus depuis le 9 février, ne seront libérés qu'après l'adoption d'une amnistie.

Dans un communiqué publié dimanche, l'EZLN avait salué *« l'effort sincère »* et *« l'esprit de dialogue »* de la commission législative et du gouvernement en vue de *« parvenir à une solution, juste, digne et définitive du conflit »*, déclenché le 1er janvier 1994. Sans exiger explicitement le retrait total de l'armée de leur zone d'influence, ils demandaient la démilitarisation des *« espaces de négociation »*. Les parlementaires ont invité *« les deux parties à prendre des mesures visant à créer les conditions politiques nécessaires au dialogue »*. Pour l'EZLN, il s'agit en priorité de permettre le retour dans leurs villages de ses sympathisants qui, par milliers, ont fui à l'arrivée de l'armée régulière, abandonnant tous leurs biens pour se réfugier au plus profond de la forêt lacandone. A Mexico, des dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi pour exprimer leur soutien au principal dirigeant de l'EZLN, le *« sous-commandant Marcos »*, qui n'a pas fait d'apparition publique depuis fin décembre.

B. de L.G.

Désinformation high-tech

Des scientifiques ont reçu de la guérilla zapatiste un message informatique alarmiste sur la situation des paysans du Chiapas comportant des informations infondées

« NOUS VENONS de recevoir un appel urgent de nos amis du Mexique. Ils disent que l'armée mexicaine a encerclé la ville de San Cristobal au Chiapas et que l'hôpital de la ville voisine de Comitan est submergé de blessés. La presse est exclue de la zone. Les personnes attaquées sont des Indiens Mayas et d'autres paysans pauvres, qui se sont vu refuser terre et nourriture depuis la conquête. »

Fin février, de nombreux scientifiques français (chercheurs en biologie ou en mathématiques notamment), abonnés au réseau informatique international Internet, ont reçu, sur les écrans de leurs ordinateurs, ce message envoyé à leur adresse informatique personnelle par des collègues d'autres pays. Ils se sont souvent émus et ont transmis ce message à la presse, comme on le leur demandait parfois explicitement. Ils ne sont pas les seuls. A travers le monde, les « zapatistes » ou leurs sympathisants ont apparemment visé la communauté scientifique, cherchant peut-être à user de son aura et de sa réputation de sérieux pour répandre, en temps réel, de fausses informations, allant même dans certains messages jusqu'à faire état de *« bombardements aériens »* au Chiapas, de *« viols »* et d'*« enfants tués »*.

Quelques journaux ont publié ces informations sans les vérifier. La plupart, se fiant à leurs envoyés spéciaux au Chiapas ou aux nouvelles des grandes agences de presse, s'en sont bien gardés. Mais ils ont été accusés – le courrier du *Monde* en fait foi ces derniers temps – de rendre compte de manière incomplète ou biaisée des événements du Chiapas...

Après que le président mexicain Ernesto Zedillo eut ordonné à l'armée, le 9 février, de se déployer dans les bastions zapatistes du Chiapas pour y capturer cinq dirigeants de l'EZLN, aucun témoignage n'a pu corroborer ces informations fantaisistes. Effectivement empêchées pendant quelques jours, à la mi-février, de se rendre sur place, la presse et les organisations humanitaires ont établi, sur le terrain, le bilan suivant, dont *Le Monde* a fait état dès que possible : un lieutenant-colonel a été tué, un Indien est mort dans des circonstances non élucidées, deux autres Indiens ont témoigné sur les tortures qu'ils ont subies. Le village de La Estrella, que ses habitants avaient déserté avant l'arrivée des soldats, comme dans d'autres hameaux, a, lui, été brutalement investi par les soldats (voir notamment l'article de notre envoyé spécial daté du 20 février). Et des dizaines de personnes ont été arrêtées, *« arbitrairement »*, dit Amnesty International. Mais point de massacres, viols, bombardements ou hôpitaux submergés de blessés, jusqu'à présent.

RISQUES DE CANULARS

Les dirigeants zapatistes diffusent depuis l'an passé, sur le réseau Internet, leurs communiqués signés du sous-commandant « Marcos », qui s'est évanoui dans la nature fin décembre. Et ils continuent de le faire soit directement, soit par l'entremise de sympathisants, à Mexico ou aux Etats-Unis, dont certains sont professeurs d'université. Dans un récent article, le *Washington Post* n'exclut pas que « Marcos » soit lui-même équipé d'un micro-ordinateur avec modem et téléphone cellulaire, qui lui donnerait accès à *tous* les réseaux informatiques. Le quotidien souligne qu'au Chiapas la commission des droits de l'homme de l'Eglise catholique, à San Cristobal, utilise elle-même Internet pour diffuser ses communiqués.

Les chefs zapatistes n'avaient jamais donné, jusqu'à présent, dans ce type de désinformation, arme dont s'est aussi longtemps servi le pouvoir mexicain, par des voies plus habituelles. Sont-ils à l'origine de ces messages d'Internet ou ont-ils été dépassés par quelques supporters zélés ? Cherchaient-ils à faire pression sur le président Zedillo, dont les services ont été submergés d'appels téléphoniques et de télécopies ? Leur action – et l'immense manifestation d'appui aux zapatistes, le 11 février – a-t-elle contribué à ce que le chef de l'Etat ordonne, le 14 février, à l'armée d'interrompre sa progression au Chiapas, dans l'espoir de renouer le dialogue avec les rebelles ?

De plus en plus, le réseau Internet, qui fait gagner un temps précieux à ses milliers d'abonnés – aux scientifiques aussi – est inondé d'informations diffusées par les protagonistes de conflits (celui du Pérou et de l'Equateur, celui de la Bosnie ou de la Tchétchénie par exemple) ou par des organisations humanitaires qui lancent des appels à l'aide (après le tremblement de terre de Kobé, par exemple). Davantage de « communicateurs » le découvrent chaque jour : Internet, cette « autoroute de l'information », apparaît moins coûteuse, plus pratique, rapide et efficace que les télécopies ou le téléphone pour toucher, soit un maximum de personnes en tout point du globe, soit des publics très ciblés. Mais le risque de voir des canulars et de la pure propagande diffusés sur toute la planète augmente, lui, tout aussi proportionnellement.

Martine Jacot

هكذا من الاصل

Un affrontement a eu lieu entre les « taliban » et les forces présidentielles afghanes

Les « étudiants-soldats » ont lancé un assaut dans le sud-ouest de Kaboul

Pour la première fois depuis le début de la campagne victorieuse qu'ils ont lancée à l'automne dans le sud de l'Afghanistan contre les moudjahidins sortis vainqueurs du régime communiste, les *taliban* ont attaqué, mercredi 8 mars, dans les quartiers du sud-ouest de Kaboul, les lignes tenues par les troupes d'Ahmed Shah Massoud, fidèles au président Rabbani. Leur attaque a été nettement repoussée, après un choc en apparence très dur.

KABOUL
de notre envoyée spéciale

Alors que des discussions en vue d'un compromis se poursuivaient entre le mouvement *talib* et le président Rabbani, mercredi 8 mars, vers 16 heures, des « étudiants-soldats » ont affronté des combattants du commandant Massoud sur une de ses positions du quartier sud-ouest de la ville. Ce premier accrochage d'envergure a créé une totale surprise du côté gouvernemental. Les leaders *taliban* n'avaient, en effet, cessé de prôner leur volonté de rétablir la paix sans heurt, pour le plus grand bien de la population civile. Cependant, depuis la veille, une animation militaire était perceptible au sud de la capitale, terrain contrôlé par les *taliban* depuis la fuite du leader intégriste Gulbuddin Hekmatiar, le 14 février.

Mercredi 8 mars, vers 13 heures, partant de Charasyab, à une vingtaine de kilomètres au sud de Kaboul, où est installé le quartier général de campagne des *taliban*, une colonne devancée par trois chars et deux jeeps s'est dirigée vers les quartiers sud-ouest de Kaboul. Cette zone, très peuplée, restant contrôlée par Ali Mazari, chef de l'alliance chiite Wahdat depuis le 6 mars à l'aube, les forces présidentielles avaient entrepris de l'en déloger. Des combats violents, mêlant artillerie, infanterie et pilonnage aérien, ont fait un nombre indéterminé de morts, peut-être des centaines, et près d'un millier de blessés. Mardi 7 mars au soir, la défaite de M. Mazari semblait imminente.

Mais, ce même soir, il rencontrait des leaders *taliban*. Il leur aurait offert, assure-t-on de bonne source, de leur laisser progressivement, et sans combat, ses propres positions, qu'il conserve avec le concours de son allié, le général Rashid Dostom, chef des milices ouzbèkes qui avaient soutenu le régime communiste. Ainsi, par ce marché, les *taliban* pouvaient-ils conserver leur image de pacificateurs, puisqu'ils auraient réussi, aux yeux de l'opinion, à désarmer la faction Wahdat dans la capitale.

Mais lorsque les troupes *taliban* ont avancé vers les forces gouvernementales, elles se sont retrouvées au coeur de la ligne de front, près de la rivière Kaboul. Rapidement repoussées, elles se sont repliées vers l'ancienne ambassade soviétique et le palais de Darulaman. Une trentaine de *taliban* ont été tués dans ce dur affrontement. Une quarantaine d'autres ont été fait prisonniers, apparemment sans grande opposition. Ce sont ces hommes qui auraient confirmé l'offre faite à leur mouvement par M. Mazari.

Le camp présidentiel contrôle l'essentiel de Kaboul

2 km
Hôtel
Aéroport
MICRO-RAYAN
Hôtel Kaboul
Place Dehmazang
Fort Bala Hissar
KABOUL
QUARTIERS CHIITES
Palais de Darulaman contrôlé par le Wahdat
Mazar-i-Sharif
Hérat
KABOUL
AFGHANISTAN
Kandahar
Source : AFP

Pour les proches du commandant Massoud, le mouvement des *taliban* a ainsi abaissé ses cartes. M. Abdullah, porte-parole du ministère de la défense, nous a, jeudi 9 mars, déclaré le souci prioritaire du camp présidentiel d'éviter des souffrances inutiles aux civils : *« Nous laissons la porte ouverte à la négociation avec les* taliban, *comme nous l'avons toujours fait depuis le début »*, nous a-t-il répété. Mercredi 8, MM. Rabbani et Massoud ont reçu à dîner le président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée pakistanaise qui s'était offert, il y a peu, à servir de médiateur entre le gouvernement afghan et ceux qui se dressent aujourd'hui face à lui.

En attendant, les combats se sont interrompus à Kaboul. *« Mais l'opération de nettoyage des quartiers occidentaux de la capitale est loin d'être terminée »*, nous a assuré M. Abdullah. M. Mazari, une partie des forces de son allié le général Dostom, et les troupes de ses nouveaux amis *taliban* campaient sur leur position, jeudi 9 mars, en fin de matinée.

Danielle Rouard

« Porte ouverte à la négociation »

« Nous attendons, ce jeudi 9 mars, les résultats de la négociation en cours avec les taliban, via le député pakistanais médiateur, ***a indiqué à l'envoyée spéciale du*** **Monde** ***M. Abdullah, porte-parole du ministère de la défense, proche du commandant Massoud. Cette négociation est prioritaire car nous n'aimons pas plus que les taliban*** **les souffrances infligées à la population. Nous ne voulons pas les attaquer, pas plus aujourd'hui dans les quartiers occidentaux qu'hier ailleurs dans le pays. Au début de leur avancée, à partir du Sud, nous étions très optimistes sur la possibilité d'un compromis avec eux. Nous avons apprécié qu'ils rouvrent au peuple les routes du Sud. Mais ils viennent de se montrer malhonnêtes en menant leur offensive surprise du 8 mars, alors que nous continuions à négocier. Cela étant, nous laissons la porte ouverte à la négociation avec eux et nous maintiendrons cette position, même si d'autres affrontements devaient malheureusement se produire dans les heures qui viennent. »** ***M. Abdullah semble tirer un certain optimisme de ce qu'il perçoit comme un manque d'unité des points de vue dans le camp des taliban : « Une chose est sûre, ce mouvement ne manque pas de mollahs qui, Coran en main, énoncent leur vérité. Ses porte-parole sont nombreux »,*** **nous dit le porte-parole du ministère de la défense.**

■ **Téhéran : c'est une « erreur stratégique »** de la part du camp présidentiel que d'avoir lancé, lundi 6 mars, l'offensive contre les forces de l'alliance Wahdat, a, selon l'AFP, déclaré mercredi 8 la radio iranienne. Anticipant le mouvement politique de ses alliés chiites, Téhéran indiquait que cette attaque allait pousser le Wahdat a *« s'allier avec les adversaires de Rabbani »*, c'est-à-dire les « étudiants-soldats » du mouvement talib. Pour la radio iranienne, *« seule une solution logique et pacifique fondée sur la participation de toutes les factions afghanes, ainsi que sur le vote de la population, peut résoudre la crise »*.

Bill Clinton se déclare « scandalisé » par l'assassinat de deux diplomates américains au Pakistan

WASHINGTON
de notre correspondant

L'administration américaine a réagi avec vigueur, mercredi 8 mars, à l'attentat qui avait eu lieu la veille à Karachi, au cours duquel deux diplomates américains ont été tués, et un blessé, par des tireurs non identifiés. Bill Clinton s'est déclaré *« scandalisé »* par l'assassinat de Jackie Van Landingham et de Mark McLoy, qui occupaient les fonctions respectives de secrétaire et de technicien au consulat des Etats-Unis dans la capitale économique du Pakistan. Qualifiant ce double meurtre d'*« acte lâche »*, le président américain a ordonné qu'une équipe du FBI se rende sur place pour participer à l'enquête ouverte par les autorités d'Islamabad.

Alors que, dans cette capitale, le premier ministre Benazir Bhutto a assuré que l'attentat faisait partie d'une *« campagne de terrorisme bien planifiée »* (euphémisme par lequel les responsables pakistanais mettent en cause, en général, l'Inde), les autorités américaines se sont gardées d'avancer une explication. Karachi est une métropole incontrôlable où sévit une violence endémique. Les règlements de comptes entre mouvements ethniques, religieux et politiques rivaux y sont monnaie courante, les armes à feu étant partout disponibles.

« ATTENTION INSUFFISANTE »

Le Pakistan a, aux Etats-Unis, la réputation d'un pays où les terroristes de tout poil trouvent facilement refuge et soutien logistique. En 1992, préoccupés notamment par l'intensification de la tension indo-pakistanaise dans la région du Cachemire, les Etats-Unis avaient adressé un avertissement aux autorités d'Islamabad, les menaçant de placer le Pakistan sur la liste des pays qui encouragent le terrorisme. Les relations bilatérales, qui étaient très fortes depuis les années 50, et avaient été très actives pendant la période de l'occupation soviétique en Afghanistan, se sont refroidies depuis la fin de 1990. L'administration avait donc particulièrement apprécié la coopération du gouvernement de Mme Bhutto à l'occasion de l'arrestation (puis de l'extradition aux Etats-Unis), le 7 février, de Ramzi Ahmed Yousef, suspect « numéro un » dans l'attentat dirigé contre le World Trade Center de New York, en février 1993. Le procès des auteurs présumés de cet acte terroriste, qui avait fait six morts et plus d'un millier de blessés, est en cours à New York.

Le double meurtre commis à Karachi constitue-t-il une réponse à l'arrestation de Ramzi Ahmed Yousef, un homme que Bill Clinton avait décrit comme *« l'un des terroristes les plus recherchés dans le monde »* ? L'administration américaine se contente dans l'immédiat de rapprocher les deux événements, tout en soulignant le caractère délibérément anti-américain de cette attaque. Washington a cependant précisé qu'il n'était pas question de remettre en question la visite que Hillary Clinton doit effectuer à Islamabad à la fin du mois. La Maison Blanche accorde une grande importance au voyage de l'épouse du président américain dans la région : lors de sa récente conférence de presse, le 3 mars, Bill Clinton avait estimé que, pendant plusieurs années, les Etats-Unis ont accordé une *« attention insuffisante »* à l'Asie du Sud.

L. Z.

Algérie : un tribunal de femmes condamne les islamistes

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, un tribunal symbolique, constitué à l'initiative du Rassemblement algérien des femmes démocrates (RAFD), a condamné à mort, mercredi 8 mars à Alger, les principaux chefs du Front islamique du salut (FIS), accusés de *« crimes contre l'humanité »*. L'ancien ministre et ancien porte-parole du gouvernement, Leïla Aslaoui, en robe de magistrat, a joué le rôle du procureur, a indiqué l'agence officielle APS.

Vrais gendarmes et vrais policiers protégeaient l'accès de la salle, où plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles l'ancien ministre de l'intérieur, Selim Saadi, ont suivi le *« spectacle »*. Le tribunal a renvoyé devant une *« juridiction compétente »* l'ancien président Chadli et *« l'alliance Sant'Egidio »* (du nom de la communauté catholique sous l'égide de laquelle les principaux partis de l'opposition se sont réunis, à la mi-janvier, à Rome), accusés respectivement de *« violation »* de la Constitution et d'*« apologie du crime »*. Par ailleurs, le quotidien privé *La Tribune*, suspendu dimanche pour une durée indéterminée, a été autorisé à reparaître, mercredi. Selon le journal *El Watan*, un groupe armé a incendié, mardi, un train en stationnement à la gare de Gué de Constantine, dans la banlieue d'Alger, blessant deux cheminots. – *(AFP, Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **La commission des droits de l'homme de l'ONU** a exprimé, mercredi 8 mars, son *« indignation »* devant le recours à la force militaire par les belligérants de la guerre civile qui divise le Soudan. Elle a dénoncé les pratiques esclavagistes, les bombardements aveugles de cibles civiles, les enlèvements d'enfants. La commission a par ailleurs condamné les violations des droits de l'homme en Iran, *« le grand nombre d'exécutions et de cas de torture »* et s'est inquiétée du *« traitement discriminatoire »* infligé aux minorités. L'Irak a aussi été condamné pour violation *« massive et extrêmement grave »*. Bagdad est accusé d'oppression, de déplacement forcé des populations, de tortures, d'exécutions sommaires et de châtiments cruels. – *(AFP.)*

■ **ARABIE SAOUDITE : un opposant au régime,** Mohammed El Massari, a obtenu gain de cause devant un tribunal administratif britannique, qui a refusé d'autoriser son extradition vers le Yémen, réclamée par le ministère britannique de l'intérieur, ont indiqué mercredi 8 mars à Londres des sources concordantes. M. El Massari est le porte-parole du Comité de défense des droits légitimes (CDDL), un groupe d'inspiration islamiste, qui mène une campagne très active contre le régime saoudien. – *(AFP.)*

■ **SYRIE : le produit national brut** a enregistré une hausse de 14,4 % en 1994, à 785 milliards de livres (90 milliards de francs), et le produit intérieur brut de 15 % (460 milliards de livres), selon un rapport officiel publié mercredi 8 mars par la presse syrienne. La production pétrolière a atteint 33 millions de tonnes. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **HAÏTI : le Fonds monétaire international a octroyé un crédit-relais,** mercredi 8 mars, d'environ 31 millions de dollars à Haïti sur douze mois pour soutenir le programme économique du gouvernement. L'objectif est de ramener en 1995 le taux annuel d'inflation à 15 % et de favoriser une croissance de 4,5 %, en raison surtout d'une importante augmentation des investissements publics, financée par l'aide extérieure.– *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **CÔTE D'IVOIRE : des félicitations ont été adressées** par le Fonds monétaire international (FMI) à la Côte d'Ivoire pour sa gestion de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 et ses résultats économiques *« très encourageants »*. *« Le plus difficile est passé »*, a estimé Christian François, conseiller principal au département Afrique du FMI, mercredi 8 mars, au cours d'une cérémonie officialisant la signature d'une deuxième lettre d'intention dans le cadre de l'accord triennal conclu entre la Côte d'Ivoire et le FMI en janvier 1994. – *(AFP.)*

■ **BURUNDI : vingt et un Hutus ont été massacrés,** après l'assassinat d'un comptable tutsi, dimanche 5 mars, dans la province de Mutyinga, au nord-est du Burundi. Dans la province de Citiboke, au nord-ouest du pays, dix membres d'un groupe de *« criminels »*, sans doute des maquisards hutus, ont été tués par l'armée, a annoncé mercredi soir la radio burundaise sans préciser la date de cette incident. Les militaires ont saisi des armes et des munitions et ont enregistré des *« pertes faibles »*. L'armée burundaise est presque exclusivement composée de Tutsis. – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

■ **RUSSIE : Le chef de la diplomatie française,** Alain Juppé, est arrivé, mercredi 8 mars, à Moscou, pour des entretiens avec les autorités russes, portant notamment sur la situation en Tchétchénie. M. Juppé sera rejoint, jeudi matin, par ses homologues allemand, Klaus Kinkel, et espagnol, Javier Solana. La Troïka européenne expliquera aux autorités russes les raisons du gel, par les quinze membres de l'Union européenne, de l'accord commercial intérimaire entre l'Union et la Russie, motivé par la crise tchétchène.– *(AFP.)*

Le VVD (libéral) devient le premier parti des Pays-Bas

Avec 50 % de participation aux élections provinciales, le parti libéral VVD est devenu le premier mouvement politique des Pays-Bas. Le VVD a rassemblé 27,2 % des voix, contre 19,9 % lors des élections législatives du printemps dernier. Les deux autres partis au pouvoir avec le VVD ont fortement chuté. Pour les réformateurs du D66, la participation tant attendue au gouvernement a un goût amer. Le parti du ministre des affaires étrangères Hans van Mierlo passe de 15,5 % à 9,2 %. Les sociaux-démocrates (PvdA) payent également une lourde addition. Menés par le ministre-président Wim Kok, ils passent de 24 à 17,1 %. Ainsi, le VVD et le CDA (+ 0,9 %) deviendront-ils les partis majoritaires à la première Chambre avec 42 sénateurs. Pour la seconde Chambre, les projections en termes de siège montrent un VVD gagnant 12 députés (43 au total), devant les chrétiens-démocrates (de 34 à 36), tandis que le PvdA et le D66 perdent chacun dix sièges (respectivement 27 et 14). – *(Corresp.)*

PRÉSIDENTIELLE Balladuriens et chiraquiens jugent décisives les trois semaines à venir pour les deux candidats issus des rangs du RPR. Edouard Balladur mise sur deux prochains passages à la télévision pour combler son retard. Jacques Chirac, pour sa part, accentue sa campagne de « terrain » pour accroître son avantage dans les sondages. ● OBSCURITÉS Malgré la publication, par l'état-major de M. Balladur, d'un communiqué, mercredi 8 mars, sur les relations financières passées du chef du gouvernement avec GSI, des imprécisions et des incohérences demeurent dans le dossier ● ÉLECTORATS Selon les analyses du directeur des études politiques de la Sofres, Jérôme Jaffré, M. Balladur s'appuie sur un électorat traditionnel et *légitimiste*, tandis que M. Chirac bénéficie du soutien des électeurs d'une France dynamique et aisée.

M. Balladur est atteint par la polémique sur son patrimoine

Le chef du gouvernement cherche à s'appuyer sur ses deux prochains passages à la télévision pour tenter de remonter un fort courant contraire, aggravé par les complications relatives à ses relations avec la société GSI. Jacques Chirac, de son côté, renforce sa présence sur le « terrain »

CHACUN le sent bien sur les deux rives du RPR : les trois semaines qui viennent sont décisives pour l'avenir présidentiel d'Edouard Balladur et de Jacques Chirac. Que le premier se relève, et il préserverait ses chances. Qu'il ne parvienne pas à reprendre la main, et le chemin du second tour serait compromis. Que le second fasse perdurer l'embellie, et il pourrait envisager l'avenir avec optimisme. Qu'il ne tienne pas la distance, et les choses se compliqueraient. Le souci du premier ministre-candidat est maintenant de revenir dans la roue de son concurrent de parti pour jouer l'arrivée au sprint, alors que celui du maire de Paris est de porter l'estocade en faisant le trou définitivement pour s'assurer un second tour face au candidat de gauche.

On est bien loin du scenario rêvé, il n'y a pas si longtemps encore par les balladuriens, d'une victoire sans véritable combat. *« On a voulu donner à croire que l'élection se réduisait à la ratification du bilan du gouvernement et on a voulu nous persuader que l'élection ne serait qu'une formalité. La messe était dite, et c'était une messe de couronnement »*, a dit Philippe Séguin, avec une cruelle ironie, mercredi 8 mars, à Nice. De fait, M. Balladur a fait une erreur d'analyse sur l'organisation de sa campagne et il n'a pas réussi, jusqu'ici, à lui fournir le souffle que M. Chirac, secondé par le président de l'Assemblée nationale, est parvenu à donner à la sienne.

Les chiraquiens, même s'ils n'en pensent pas moins en leur fort intérieur, ne veulent pas laisser transparaître le bonheur qui les envahit. *« Malgré un renversement de tendance spectaculaire, rien n'est acquis »*, écrit ainsi *La Lettre de la Nation*, l'organe officiel du RPR, qui appuie la campagne de M. Chirac, dans son édition du 6 mars. Pour ne pas tomber sous les coups convergents de tous leurs adversaires de droite et de gauche, les partisans de l'ancien président du RPR donnent dans le registre : « Faites comme si nous n'étions pas en tête ! »

Pourtant, pour la garder et accentuer son avance dans les intentions de vote, l'appareil chiraquien tourne à plein régime. On charge au maximum le programme des déplacements du candidat. En une semaine, M. Chirac va passer par Béziers, Montpellier, Avignon, Meaux, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Limoges et il rendra public, le 16 mars à Paris, ses projets sur l'Europe, les affaires étrangères et la défense. Une telle activité, à plus de six semaines du premier tour, est destinée à l'évidence à faire croître l'avantage dont dispose M. Chirac dans les sondages. C'est précisément le moment que choisit Charles Millon pour annoncer un ralliement qui ne faisait guère de doute depuis que le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale s'était, lui-même, retiré de la compétition.

LA « RÉCONCILIATION »

L'absence de la compétition de l'ancien président de la République et de son ancien premier ministre est-elle de nature à favoriser M. Balladur ? Le choix de M. Millon, dont le poids politique est somme toute relatif, a pour vocation, précisément, de montrer que la confédération libérale n'est pas tout entière derrière M. Balladur. Le président du conseil régional Rhône-Alpes et d'autres élus UDF après lui ont donc pour mission de prouver que M. Chirac « ratisse » au-delà des rangs du RPR et qu'il a donc cette image de « rassembleur » dont son concurrent prétendait avoir le monopole.

Pour contrecarrer cette offensive, M. Balladur va profiter de deux invitations successives à la télévision, dans l'émission de TF 1, « 7 sur 7 », et celle de France 2, « La France en direct », avant de participer à un grand rassemblement, le 25 mars à Paris. Soumis à une avalanche de coups en sa qualité de premier ministre, il devrait, selon les conseils de ses proches, jouer pleinement sa carte de candidat. *« Les Français avaient envie que Balladur souffre. Ils le voient »*, affirme-t-on dans son entourage, en espérant secrètement que la nouvelle pugnacité et la détermination affichée par ce prétendant à l'Elysée lui permettront de se remettre debout, après avoir mis un genou à terre. Les chiraquiens, eux, voudraient bien lui voir mettre le second.

Dans cette sourde bataille à l'avenir incertain, Charles Pasqua peut curieusement affirmer, dans *Le Figaro* du 9 mars, que *« la réconciliation se fera sans difficulté »* entre les deux protagonistes. La veille, il déclarait, dans son fief des Hauts-de-Seine, que ceux qui viennent aux réunions publiques de M. Balladur sont des *« électeurs »* qui se déplacent *« tout seuls et écoutent »*, alors que ceux qui font la même chose au profit de M. Chirac sont des *« militants »* qui *« se déchaînent »*. Et Michèle Alliot-Marie, ministre des sports, qui s'est assigné le rôle de *« passerelle »*, œuvre, imperturbablement, pour préserver l'unité du mouvement néogaulliste.

Olivier Biffaud

Les obscurités des relations avec GSI

EN DIFFUSANT, mercredi 8 mars, un communiqué expliquant ses relations financières avec GSI (*nos dernières éditions*), Edouard Balladur s'est efforcé d'éteindre la polémique autour de ses liens avec la société de services informatiques. Cet effort de transparence n'en pèche pas moins par certaines imprécisions ou incohérences. Des *« erreurs »*, plaide-t-on à GSI ou à Matignon, où l'on évoque l'ancienneté des faits et la complexité intrinsèque des opérations.

De 1980 à 1993, GSI a connu deux grandes évolutions de son capital. Filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE) jusqu'en 1987, elle a été reprise par ses salariés via le mécanisme du RES (reprise d'entreprise par ses salariés). En juillet 1993, elle a réformé ses structures juridiques pour se transformer en commandite. Or, une procédure de type RES est un dossier techniquement difficile, et GSI, à cette date, n'est pas encore cotée en Bourse : il n'y a donc pas de cours « public » permettant, au fil du temps, de connaître l'évolution dans le temps de la valeurs des actions.

De 1977 à 1986, Edouard Balladur est président de GSI, société de services informatiques alors spécialisée dans les logiciels de paie, de gestion des ressources humaines et les applications bancaires. GSI est encore, à l'époque, une filiale de la CGE, groupe public pour quelques mois encore, présidé par Georges Pébereau. En mars 1986, M. Balladur intègre le gouvernement Chirac et quitte ses fonctions à la tête de cette entreprise. Il en devient cependant le président d'honneur, *« non rémunéré »*, précise aujourd'hui Matignon.

LE MÉCANISME DU RES

En 1987, Pierre Suard, nommé par Edouard Balladur, remplace Georges Pébereau à la tête de la CGE, dont il doit mener à bien la privatisation. Rompant avec la stratégie de son prédécesseur, M. Suard va se débarrasser de ses filiales dans les services informatiques, jugeant leur activité « périphérique » par rapport à ses métiers principaux de télécommunications. M. Suard accepte une reprise par les salariés pour GSI. La société prend son autonomie par un mécanisme alors à la mode et inspiré des techniques financières anglo-saxonnes, le RES.

Pour les collaborateurs qui participent à l'opération – en gros 60 % des 2 350 salariés –, l'affaire se révèle excellente. Valorisée 240 millions de francs en 1987, GSI vaut cinq fois et demie plus, soit 1,2 milliard de francs, en 1993. Toutes les interrogations sur les relations financières entre M. Balladur et GSI tournent autour de ce fameux RES.

Le principe d'une telle opération est le suivant : les salariés, ou le management, rachètent leur entreprise en s'endettant. Ils complètent une mise initiale par des emprunts, donnant droit à de multiples avantages fiscaux, qui sont remboursés ensuite par les bénéfices de la société rachetée. Ces avantages fiscaux accompagnant le RES ont été étendus par une loi du 18 juin 1987, signée par M. Balladur, ministre de l'économie et des finances, réformant la loi du 11 juillet 1984.

Avant 1986, président de GSI, M. Balladur avait pu acquérir des titres de la société, grâce à deux programmes successifs de distribution d'actions, le premier portant sur 8 % du capital en 1980, le second, sur 7 %, sous la forme de « stock-options » en 1982. Ainsi, précise aujourd'hui le communiqué, M. Balladur a acheté 2 070 titres GSI de 1980 à 1985 pour un prix de 429 365 francs, soit une valeur moyenne du titre de 207 francs. Ces titres ont été revendus en 1986, poursuit le document, à la Compagnie générale électronique, un sous-holding de la CGE qui est l'actionnaire majoritaire de GSI, pour 747 780 francs, soit 361,2 francs le titre. La plus-value dégagée est donc, ici, de 318 415 francs. Malgré son souci du détail, le communiqué est une première fois imprécis : il évoque des titres, sans plus. Sans préciser si cette revente d'actions concerne aussi les stocks-options. Quand les options ont-elles été exercées ? Pas d'indication.

En 1988, M. Balladur retourne chez GSI comme conseiller du président, Jacques Raiman, nommé en 1986. Salarié de la société, il en redevient aussi actionnaire. Il acquiert entre 1988 et 1992, indique le communiqué, *« 4 095 actions de la société GSI-Participations, devenue ensuite GSI-Partenaires »*, payées 1 106 500 francs, soit un prix unitaire par action de 270,2 francs. Ces 4 095 actions représentaient, indique aujourd'hui GSI, environ 0,5 % de GSI-Participations, dont le capital a varié entre 910 000 et 1 million d'actions. En 1993, indique Matignon, nommé premier ministre, M. Balladur quitte ses fonctions chez GSI et cède la totalité des actions pour 3 562 650 francs, soit 870 francs l'action. La plus-value est de 2 456 150 francs.

SOUPÇON DE « PORTAGE »

Le communiqué est, cette fois, approximatif. Contrairement à ce qui y est affirmé, GSI-Participations n'est jamais devenue GSI-Partenaires. Ces deux entités distinctes de 1988 à juillet 1993, date de l'échéance du RES, ont été créées pour cette opération. GSI-Participations est le holding mis en place pour racheter GSI. GSI-Partenaires rassemblait les salariés participant au RES qui ont pu acquérir leur titre au prix préférentiel de 100 francs l'action. GSI-Partenaires détenait 71,2 % de GSI-Participations, le solde étant entre les mains d'investisseurs financiers.

M. Balladur ne pouvait donc pas posséder de titres GSI-Partenaires, car il n'était ni actionnaire de GSI entre 1986 et 1988, selon ses affirmations, ni salarié, et n'a pas donc pas pu participer au RES. Sauf... en cas de « portage », opération qui consiste à faire « porter » par autrui ses titres pendant un laps de temps. Or cette possibilité est vigoureusement démentie par Matignon. Bref, il y a là une contradiction manifeste.

En 1993, rien n'obligeait M. Balladur à revendre ses actions GSI. Il l'a fait, dit-il, par souci de toujours séparer activité publique et vie privée. Cela l'a t-il pour autant conduit *« à une perte de capital »*, comme l'affirme le communiqué ? L'expression est maladroite. C'est, en fait, d'un manque à gagner qu'il s'agit car, indique le texte, *« si le premier ministre, n'avait pas vendu ses titres GSI en 1986, son patrimoine en actions GSI aurait été du double »*. *« Les 2 070 actions de 1986 auraient valu plus de 7 millions de francs en 1993 »*, est-il précisé. Peut-être. Le calcul tient du plan sur la comète.

Caroline Monnot

La stratégie défensive du premier ministre

● **27 janvier** : la Télévision suisse romande révèle qu'Edouard Balladur figure toujours sur le registre du commerce de Genève comme PDG de GSI-International. Les proches de M. Balladur assurent que la lenteur administrative suisse est la cause d'un quiproquo et que le premier ministre a abandonné toute fonction au sein de la société en mars 1986 (*Le Monde* du 1er février).

● **3 février** : cette affirmation est démentie par une indiscrétion du *Nouvel Economiste* laissant entendre que M. Balladur a eu de 1988 à 1993 une fonction de conseil auprès du président de GSI et qu'il aurait perçu, à ce titre, une rémunération de 100 000 francs mensuels. L'entourage de M. Balladur admet alors que si le premier ministre n'a pas eu, durant cette période, de fonction de direction, il a effectivement eu un rôle de conseil, mais, tout en assurant qu'il s'agissait d'un vrai travail, il se refuse à confirmer le montant de la rémunération (*Le Monde* daté 5-6 février).

● **1er mars** : le porte-parole du candidat, Nicolas Sarkozy, interrogé sur la publication du patrimoine de M. Balladur, déclare qu'il ne faut pas *« confondre la transparence et l'exhibition »*.

L'électorat de la droite scindé en deux

EN QUELQUES SEMAINES, la donne de l'élection présidentielle s'est profondément modifiée. De grand favori, Edouard Balladur est passé à la position de compétiteur, au coude à coude avec Jacques Chirac. L'origine de ce bouleversement s'explique en grande partie par la série des difficultés rencontrées par le gouvernement au cours du mois de février, avec le mouvement étudiant et le retrait de la circulaire sur les IUT, les écoutes téléphoniques dans l'affaire Schuller-Maréchal et l'épisode des agents de la CIA. En quelques jours, l'image d'autorité et d'efficacité gouvernementale patiemment bâtie depuis deux ans s'est trouvée mise à mal.

En second lieu, le débat s'est focalisé sur la compétition entre Edouard Balladur et Jacques Chirac, les autres candidats donnant l'impression d'avoir disparu de la scène, y compris le candidat socialiste, Lionel Jospin, tout au moins jusqu'à la présentation de son programme. Dans ces conditions, le maire de Paris a pu fédérer à son profit les fractions de l'électorat critiques envers l'action du premier ministre.

L'examen de la composition sociologique des électorats de M. Balladur et de M. Chirac au premier tour de scrutin éclaire sur les ressemblances et les différences des deux grands compétiteurs de la droite *(voir graphiques)*. Sur le plan politique, ce sont les ressemblances qui l'emportent, ce qui indique bien que, contrairement à ce qu'on dit parfois, l'électorat de gauche – tout au moins au premier tour – ne s'immisce pas ou peu pour départager les deux candidats issus du RPR. L'électorat de M. Chirac reste, comme par le passé, très orienté à droite : 66 % de ses électeurs se classent à droite ou à l'extrême droite sur la traditionnelle échelle gauche-droite de la SOFRES, et les deux tiers sont des sympathisants du RPR.

Le centre de gravité de l'électorat de M. Balladur se situe également au sein de la majorité, mais il associe à parts égales ses deux familles : 36 % de ses électeurs sont issus de l'UDF, 37 % du RPR. L'examen de leurs soutiens politiques donne bien la clef de la violence de l'affrontement entre les deux hommes, puisqu'ils se disputent le même électorat.

LA FRANCE DES ÉLITES

Sur le plan sociologique, en revanche, les différences sont beaucoup plus sensibles. Contrairement à certaines idées reçues, M. Chirac ne draine pas l'électorat populaire : il attire 31 % d'ouvriers et d'employés, contre 29 % pour M. Balladur, soit des proportions très voisines. En revanche, M. Chirac s'appuie sur un électorat plus jeune, d'un niveau de revenu plus élevé et appartenant davantage aux catégories sociales supérieures : 67 % de ses électeurs ont moins de cinquante ans, contre 51 % pour M. Balladur ; 30 % ont un niveau de revenu mensuel supérieur à 15 000 francs, contre 20 % pour M. Balladur ; 25 % sont cadres ou de professions intermédiaires, contre 15 % parmi les partisans du premier ministre. Aujourd'hui, la France des élites marque sa préférence pour M. Chirac.

De son côté, M. Balladur s'appuie sur les catégories traditionnellement ancrées à droite. Son électorat est plus âgé : 28 % de ses électeurs ont plus de soixante-cinq ans, contre 16 % pour M. Chirac. Il compte une nette majorité de femmes (57 %, au lieu de 50 % pour M. Chirac) et une proportion importante de catholiques pratiquants, réguliers ou occasionnels. Il bénéficie davantage que le maire de Paris du soutien des personnes de revenu modeste ou de niveau d'instruction faible. M. Balladur s'appuie sur la France traditionnelle et légitimiste, qui, depuis des lustres, départage les affrontements au sein de la droite, tandis que M. Chirac a réussi à sortir de sa position de faiblesse grâce au soutien de la France dynamique et aisée.

L'évolution de la campagne électorale dépendra en partie de la persistance ou non de cette distribution sociologique. Si M. Chirac, apparaissant désormais comme un vainqueur plausible, parvient à attirer à son profit une part significative du vote légitimiste, il poursuivra son ascension. En sens inverse, une plus grande mise en valeur du projet de M. Balladur et de ses ambitions pour la France pourrait redonner vie à ses soutiens dans la partie dynamique et active de la population et le replacer en position de favori.

Jérôme Jaffré

★ Jérôme Jaffré est directeur des études politiques de la Sofres.

vote Chirac | vote Balladur

Résultats en pourcentage du nombre de personnes interrogées

18-24 : 17 ; 25-34 : 19 ; 35-49 : 31 ; 50-64 : 17 ; + 65 : 16

travaille à son compte : 18 ; cadres profess. intermed. : 25 ; employés ouvriers : 31 ; inactifs retraités : 26

enseignement supérieur : 27 % ; sans diplôme : 9 % ; certificat d'études : 16 % ; BEPC : 37 % ; baccalauréat : 11 %

22 % ; 11 % ; 22 % ; 34 % ; 11 %

moins de 7,5 : 27 ; 7,5 à 10 : 15 ; 10 à 15 : 19 ; 15 à 20 : 15 ; plus de 20 : 15 ; non précisé : 9

en milliers de francs

Source : Baromètre présidentiel Nouvel Observateur/SOFRES, 2 000 interviews du 21 fév. au 2 mars 1995

Charles Millon soutient Jacques Chirac

L'UDF redevient un enjeu

Président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, président du conseil régional Rhône-Alpes et, un temps, candidat à l'élection présidentielle, Charles Millon a annoncé, mercredi 8 mars, son ralliement à la candidature de Jacques Chirac. Il estime que ce dernier représente mieux qu'Edouard Balladur l'ambition de la réforme.

L'UDF redevient un enjeu. Un enjeu modeste, car il n'est pas sûr que les mouvements divers observés du côté de la confédération libérale soient déterminants au moment du vote, mais un enjeu tout de même. Privé d'une grande partie de ses soutiens RPR, Edouard Balladur est devenu, de fait, le candidat de la majorité de l'UDF, puisque cinq composantes, le PR, le CDS, le Parti radical, le PSD et les Adhérents directs ont déjà pris fait et cause pour lui. L'objectif des adversaires du premier ministre est aujourd'hui de montrer que le socle UDF est beaucoup plus partagé qu'il n'y paraît.

Portée actuellement par les enquêtes d'opinion qui avaient assuré jusqu'à ces dernières semaines l'hégémonie du premier ministre, l'UDF antiballadurienne a les mains libres depuis l'annonce de leur non-candidature par Raymond Barre et par Valéry Giscard d'Estaing. Alain Madelin et Philippe Vasseur, qui avaient les premiers sauté courageusement le pas en compagnie de rares députés, comme Yves Bonnet (Manche), aux pires instants de la campagne de Jacques Chirac, ont reçu, mercredi 8 mars, le soutien de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

M. Millon a expliqué son *« choix clair »* pour l'ancien président du RPR par sa *« prise de conscience des menaces qui pèsent sur la cohésion de la société et le souci d'engager des réformes qui s'inspirent du message social de l'UDF »* et *« son engagement de restaurer l'Etat républicain et sa conception équilibrée du pouvoir »* ainsi que l'engagement européen. *« J'ai décidé de soutenir la démarche de Jacques Chirac, (...) l'esprit tranquille, avec le sentiment du devoir accompli parce que Jacques Chirac m'a confirmé sa volonté d'assurer aujourd'hui, et plus encore demain, l'équilibre de la majorité »*, a ajouté M. Millon.

L'IRONIE DE M. LÉOTARD

Tout a opposé et tout oppose sans doute encore le maire de Paris au président de la région Rhône-Alpes, ancien barriste fervent, sauf la foi dans la nécessité d'une politique énergique. *« C'est la descente aux enfers qui continue »*, a ironisé François Léotard, proche du premier ministre. Leur association ne surprendra pourtant personne. Depuis l'entrée en fonctions de M. Balladur et la composition de son gouvernement, où il n'a pu trouver sa place, M. Millon n'a cessé de s'éloigner du premier ministre et de se rapprocher de Jacques Chirac.

La publication, jeudi, d'une liste de députés UDF favorables à M. Chirac sera suivie, le 11 mars, de la réunion des Clubs Perspectives et Réalités, dernière composante de l'UDF, organisée de manière à relayer cette offensive. Le lendemain, une convention de l'UDF balladurienne pourrait être l'occasion de concentrer les critiques sur M. Millon. L'argument des balladuriens est de bon sens : puisque la majorité de l'UDF a rallié le premier ministre, le président du groupe à l'Assemblée nationale se doit d'exprimer une position conforme, ou se démettre.

Plus importants seront les choix de MM. Barre et Giscard d'Estaing, dont les jugements ont gagné encore en autorité du fait de leur non-candidature. M. Barre a répondu sèchement aux balladuriens qui le pressaient sans vergogne de venir les rejoindre, après avoir agoni de sarcasmes son éventuelle candidature. Cette prise de distance ne vaut pas pour autant blanc-seing pour M. Chirac, envers qui M. Barre cultive la rancune engendrée par l'affrontement du premier tour de l'élection présidentielle de 1988, favorable au maire de Paris.

En revanche, M. Giscard d'Estaing, en affirmant que sa vieille hostilité envers l'ancien président du RPR ne jouera pas dans son choix et en couvrant d'éloge Alain Juppé, soutien de M. Chirac, a montré qu'il s'assurera certainement, le moment venu, de la défaite de M. Balladur.

Gilles Paris

L'idée de « quotas » de femmes dans la vie politique refait surface

Les candidats à l'Elysée cherchent à pallier la sous-représentation féminine dans les lieux de pouvoir. Les uns par conviction, les autres, par opportunisme

LES HOMMES POLITIQUES ne pouvaient faire moins, mercredi 8 mars, journée internationale des femmes : dire tout le bien que l'on pense d'elles, se plaindre de leur sous-représentation dans la vie politique et lancer des propositions pour y remédier, relevait de l'exercice obligé. Edouard Balladur et Lionel Jospin, Dominique Voynet et Simone Veil ont sacrifié au rite, les uns par conviction, les autres par opportunisme.

Le programme d'Edouard Balladur n'est pas marqué par une volonté de renforcer la place des femmes dans la vie publique. Or la France reste, selon Simone Veil, *« la lanterne rouge de l'Europe »* avec la Grèce dans ce domaine. On ne compte ainsi que 6 % de femmes à l'Assemblée nationale, contre une moyenne de 17 % dans l'Union européenne. *« S'il faut modifier la Constitution, eh bien, modifions-la ! Ce qui est en jeu dans cette affaire est essentiel : la moitié du pays ne peut rester durablement en dehors des responsabilités politiques ou n'y participer que de manière symbolique »*, a précisé le ministre des affaires sociales, mercredi lors d'un colloque à la Sorbonne.

M. Balladur a visiblement senti que son programme était singulièrement pauvre sur ce point. Il a annoncé, mercredi sur LCI : *« On devra sans doute prévoir pour les élections régionales et municipales un quota minimal de femmes. Cela suppose une modification de la Constitution. Voilà une chose qui peut être faite dans les cent jours. »* Non sans préciser qu'il s'agissait d'*« une idée de Simone Veil »* et qu'il était *« réticent au départ »*. L'ancienne présidente du Parlement européen estime qu'en fixant des quotas dans ces scrutins de listes on créera ainsi *« un vivier de responsables expérimentées qui pourraient ensuite tout naturellement exercer des responsabilités nationales »*.

La gauche a toujours eu une position plus réformatrice sur l'égalité des sexes (loi Roudy de 1983), même si les deux septennats de François Mitterrand n'ont pas été marqués par une percée des femmes dans la vie politique. Aux élections européennes de juin 1994, Michel Rocard avait tenu à ce que sa liste comporte autant de candidates que de candidats. Cette « liste chabada bada » lui avait valu les sarcasmes de la majorité, mais aussi certaines critiques à gauche.

« PATERNALISME MASCULIN »

La place que Lionel Jospin accorde aux femmes dans ses « Propositions pour la France » n'est donc pas de circonstance. *« Pour les femmes et pour la démocratie, je veux résolument faire avancer cette grande idée de la parité »*, annonce-t-il. S'il est élu, il recréera un ministère des droits de la femme, dont il veut faire *« un lieu de cohérence politique et administrative, une structure dotée de réels pouvoirs »* et proposera *« la tenue d'Etats généraux des femmes pour créer l'élan nécessaire vers une nouvelle étape »*.

Mercredi à Strasbourg – la plus grande ville de France gérée par une femme, socialiste de surcroît –, il n'a pas hésité à user de cette originalité de la gauche pour s'en prendre à l'*« archaïsme formidable »* et au *« paternalisme masculin »* de ses adversaires de droite, les accusant de vouloir *« de façon ouverte ou déguisée »* renvoyer les femmes à la maison (notamment, à travers la politique familiale).

UNE IDÉE ANCIENNE

Les femmes sont sur-représentées dans les emplois précaires ou à temps partiel. En revanche, elles sont sous-représentées dans les postes d'encadrement (15 %) et dans la haute fonction publique (10 %). Que dire, alors, des partis politiques, *« ces bastions machistes »*, dénoncés mercredi par Dominique Voynet. *« Le milieu politique est le seul qui reste réfractaire aux femmes »*, a affirmé la candidate des Verts à l'élection présidentielle. Soulignant qu'*« il faut féminiser la vie politique, changer les règles du jeu de la société »*, elle a plaidé pour *« la parité à tous les niveaux dans la société »*. Mais elle a aussi dénoncé la prudence de M. Jospin : *« On ne va pas passer cinquante ans à se réunir pour discuter de la parité. Il faut la faire, la mettre en œuvre rapidement, l'inscrire dans la loi et la faire respecter. »*

Cette idée de « quotas » est ancienne. En 1982, sans être saisi par le gouvernement ou le Parlement, le Conseil constitutionnel avait rejeté un article de la loi électorale prévoyant que les listes aux municipales ne pouvaient pas comporter plus de 75 % de candidats du même sexe. Gisèle Halimi avait alors dénoncé l'*« antique réflexe de misogynie »* de la société française. Aujourd'hui, Simone Veil assure que le Conseil d'Etat juge une telle réforme possible.

Michèle Aulagnon et Jean-Michel Bezat

La « France douce » d'Antoine Waechter

AFFIRMANT avoir recueilli cinq cents promesses de signatures, Antoine Waechter, président du Mouvement écologiste indépendant et candidat à la présidence de la République, a présenté, mercredi 8 mars, son programme. Il se prononce pour *« une France douce investissant dans la qualité de la vie pour tous, ménageant un territoire vivant et équilibré »*, de préférence à une *« France forte »* reposant sur la compétitivité et la compétition. M. Waechter, qui ne donnera pas de consigne de vote pour le second tour, s'interroge sur *« le sens de l'activité économique »* et présente *« neuf chantiers prioritaires »*.

● **Emploi.** Antoine Waechter privilégie le temps choisi, selon des formes diverses : semaine de quatre jours avec une aide aux entreprises en contrepartie des embauches correspondantes ; accords de branches sur la réduction de la durée du travail annuelle ou hebdomadaire, etc. Par des exonérations de charges, l'Etat pourrait faciliter l'exploitation du *« gisement d'emplois qui réside dans les services de proximité »*.

● **Aménagement du territoire.** Afin de *« mettre l'environnement au cœur des décisions »*, M. Waechter préconise un *« grand »* ministère d'Etat de l'environnement, des ressources et du territoire, *« ayant tutelle sur la filière énergétique, avec comme mission prioritaire de réaliser l'objectif du programme LIFE »* sur la protection des espaces naturels sensibles. Il se prononce pour une *« revitalisation »* des bourgs-centres dans les campagnes, maintenant des services de proximité, publics ou privés. Il demande l'arrêt du programme nucléaire et la fermeture des réacteurs *« au fur et à mesure de l'émergence des gisements de remplacement »*.

● **Santé.** Pour M. Waechter, *« plus qu'un droit au médecin et aux médicaments, la santé doit être conçue comme le droit à un environnement sain, à une alimentation de qualité et à des modes de vie plus épanouissants »*.

● **Transports.** Une politique des transports doit, explique M. Waechter, arbitrer entre les différents modes de déplacement. Il demande une taxation accrue pour le diesel et le *« super plombé »* et une amélioration des transports en commun en ville.

● **Education.** *« L'école doit retrouver sa dimension éducative, celle qui permet d'apprendre à apprendre, en particulier à la maternelle et au primaire »*, déclare M. Waechter, qui envisage l'allègement des rythmes scolaires et une diversification des méthodes pédagogiques.

● **Agriculture.** Le candidat écologiste souhaite que l'agriculture soit *« réorientée vers une production de qualité, mieux adaptée aux besoins nationaux et régionaux »*.

● **Urbanisme.** Freiner la croissance des villes est un thème qui revient comme un leitmotiv chez M. Waechter. Il inscrit dans son projet la résorption des grands ensembles des banlieues pour recréer *« des quartiers à taille humaine »*.

● **Institutions.** Le candidat écologiste veut instituer le référendum d'initiative populaire et *« injecter une dose de proportionnelle »* aux élections législatives.

● **Europe.** M. Waechter proprose de passer par une *« phase confédérale »* et une monnaie commune avant la monnaie unique.

Christiane Chombeau

Lionel Jospin favorable à la représentation proportionnelle

EN DÉPLACEMENT, mercredi 8 mars à Strasbourg, pour célébrer à sa façon la Journée internationale de la femme, Lionel Jospin a envisagé une modification du mode de scrutin des élections législatives qui *« introduirait la proportionnelle ou une dose de proportionnelle »*. Le candidat socialiste entendait, en la circonstance, traiter de l'un des chapitres importants de son projet présidentiel : l'égalité entre hommes et femmes dans les lieux de décision politique. *« Nous ne pourrons avancer vers une plus grande mixité, voire à terme vers la parité*, a-t-il expliqué, *que si on adopte un scrutin proportionnel ou avec une dose de proportionnelle. Un scrutin mixte en France serait la manière de réaliser une meilleure égalité hommes-femmes. »*

Cette déclaration de M. Jospin ne peut être interprétée, pour l'instant, que comme une déclaration d'intention électoraliste et d'attention politique vis-à-vis de l'électorat féminin, mais aussi en direction des écologistes et du PCF, qui, dans la perspective du rassemblement indispensable pour le second tour de l'élection présidentielle, pourraient faire, eux, de cette proposition une condition.

Force est de constater que le candidat socialiste se montre encore, pour l'heure, plus prudent que le PS. La plate-forme de campagne de ce parti (*Le Monde* 2 février) proposait clairement de *« modifier la loi électorale afin que 20 % des députés soient désignés au scrutin proportionnel »*. Cette promesse représentait, au demeurant, une véritable avancée, compte tenu de la prudence des socialistes sur le sujet depuis 1986. A l'automne dernier encore, dans sa motion de synthèse, le premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli n'avait abordé la question qu'à demi-mot, en précisant simplement qu'*« il est nécessaire de réfléchir au choix de scrutins plus cohérents et plus justes, qui tiennent compte, cependant, de nos traditions électorales »*.

Aujourd'hui, ce retour vers la proportionnelle ne semble plus soulever de difficultés dans le parti, pas même auprès des rocardiens, alors qu'ils s'étaient opposés à toute modification du mode de scrutin avant les élections législatives de mars 1993.

M. Jospin n'a pas fait figurer cet engagement du PS dans ses « Propositions pour la France », présentées le 7 mars. Il s'en était expliqué au cours de sa conférence de presse. *« Je souhaite*, avait-il déclaré, *qu'une réflexion ait lieu pour l'avenir, mais je ne veux pas prendre de décision à court terme. L'expérience montre que ce genre de modification ne peut pas être proposée avant une élection, sinon nous donnerions l'impression d'une manipulation. »*

D. C.

Les milieux économiques redoutent un « blocus » de la Corse

Trois mille fonctionnaires ont manifesté à Ajaccio

La grève déclenchée le 27 février, en Corse, par les agents de l'Etat et des services publics, qui demandent une augmentation de leurs primes en raison du coût de la vie dans l'île, semble marquer le pas. Quelque trois mille personnes ont participé, mercredi 8 mars, à la manifestation organisée à Ajaccio par les syndicats de fonctionnaires. Les milieux économiques craignent un « blocus » des transports.

AJACCIO
de notre correspondant

Deux mille huit cents personnes, selon l'estimation officielle (alors que les organisateurs en revendiquent cinq à six mille), ont participé, mercredi 8 mars, à la manifestation organisée à Ajaccio par la CGT et FO avec la FSU et la FEN, pour soutenir le mouvement de grève dans la fonction publique. Le mauvais temps, il est vrai, n'avait guère favorisé le déplacement des Bastiais et des syndicalistes de la Haute-Corse, le franchissement du col de Vizzavone, où la neige était tombée, paraissant toujours un obstacle qu'il est prudent d'éviter.

Parallèlement, la proportion des grévistes, qui est de l'ordre de 55 %, ne s'est, ce jour-là, que faiblement accrue. Il semble ainsi à beaucoup que, malgré les efforts de la CGT et de FO pour renforcer la mobilisation, le mouvement de grève déclenché le 27 février marque le pas. Les secteurs forts restent le Trésor, depuis le 15 février, avec 75 %, la Poste depuis le 22 février, avec 70 %, les douanes depuis le 23, les affaires maritimes depuis le 27, avec 80 %, et l'équipement depuis le 27 avec 75 %. Dans les autres administrations, services publics ou collectivités territoriales, le nombre des grévistes est variable et même, parfois, nul.

L'INDEMNITÉ DE TRANSPORT

On n'attendait pas d'aggravation en fin de semaine, chacun s'accordant à considérer que le grand tournant se situera le 13 mars dans le cas où le préavis de grève dans les transports maritimes et aériens, déposé par le Syndicat des travailleurs corses (STC) serait suivi d'effet. D'obédience nationaliste, le STC est le deuxième syndicat insulaire en nombre d'adhérents, mais il n'a pas participé à la manifestation d'Ajaccio, bien qu'il ait invité ses adhérents à entrer dans la grève le 6 mars. Il annonce, d'ailleurs, l'organisation d'un rassemblement le 9 mars à Ajaccio, auquel appelle également la CFDT.

Si les relations avec le continent étaient paralysées, la Corse serait plongée dans une crise très grave, dont l'Etat serait, comme toujours, tenu pour responsable. En effet, le monde socioprofessionnel subit déjà les conséquences de l'arrêt de la distribution du courrier, effectif depuis le 22 février, ce qui a conduit le préfet de Corse, Jacques Coëffé, à demander aux banques de prendre des mesures en faveur des entreprises, notamment celles qui sont attributaires de marchés publics.

Les transporteurs routiers, pour leur part, entendent bloquer les axes de circulation si les voies maritimes et aériennes sont coupées. Quant au Rialzu Economicu, organisation nationaliste qui regroupe commerçants et artisans, il annonce des actions *« très dures »*, estimant que les syndicats de salariés n'ont pas le droit de prendre l'île en otage, mais que l'Etat a l'impérieux devoir de mettre fin au conflit pour éviter le marasme.

Le secteur privé (plus de soixante mille salariés contre vingt-quatre mille au secteur public) entend bénéficier également des mesures annoncées par le gouvernement (*Le Monde* du 7 mars). Comme le STC, la CFDT s'en fait le porte-parole, demandant que *« l'Etat engage une négociation régionale »* pour aboutir à un accord sur une *« prime de vie chère »*.

Dans l'atmosphère de surenchère actuelle, il faut observer que le coût des mesures annoncées par le gouvernement, soit une augmentation de 112 % de l'indemnité de transport, s'élèvera à 149,1 millions de francs par an, contre 71 millions en 1994. La répartition est la suivante : 90,3 millions de francs (contre 43 millions) pour les 14 600 agents de la fonction publique de l'État ; 39,9 millions de francs (contre 19 millions) pour les 6 350 agents de la fonction publique territoriale ; 18,9 millions de francs (contre 9 millions) pour la fonction publique hospitalière. S'y ajoutent 20 millions de francs pour les fonctionnaires locaux.

Paul Silvani

Le Front national et les « assassinats »

DANS UNE LETTRE publiée par *Le Monde* du mardi 7 mars et répondant à un article qui lui était consacré dans *Le Monde* du 24 février, à la suite du meurtre d'un jeune homme par trois colleurs d'affiches du Front national, à Marseille, Bruno Mégret, délégué général du mouvement d'extrême droite et directeur de la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen, a affirmé que *« trois militants du FN* [ont été] *assassinés lors de diverses actions de collage »* en 1994.

Interrogé sur l'identité de ces trois militants, le Front national nous a indiqué qu'il s'agit de Sébastien Dezieu, Steve Taillepied et Aurélien Mathieu. Le parti lepéniste se réfère ainsi au numéro 207 de *La Lettre de Jean-Marie Le Pen* (novembre 1994), qui, sur deux pages, recensait des actions visant des militants du Front national depuis 1986.

Ancien militant de l'Œuvre française, Sébastien Deyzieu, qui n'était pas membre du Front national, est mort, le 9 mai 1994, à Paris, en tombant du toit d'un immeuble où, poursuivi par la police après une manifestation interdite, il s'était réfugié. L'enquête a conclu à un accident (*Le Monde* des 10, 11, 16 et 18 mai et du 30 juillet 1994).

Membre du service sécurité du Front national, Steve Taillepied a été renversé par une voiture, le 18 mai, vers 23 heures. Il était posté sur une voie express, à Rouen, afin d'ouvrir la voie au cortège de M. Le Pen après une réunion publique. Selon la police, la thèse de l'accident ne fait aucun doute (*Le Monde* du 20 mai 1994).

Selon la relation faite par l'organe officiel du Front national, *« Aurélien Mathieu (dix-sept ans), responsable du FNJ* [Front national de la jeunesse], *est tué dans un "accident de voiture", par un revendeur de drogue avec qui il a eu maille à partir »*. Cette publication précise que ces faits se sont déroulés en juin 1994, à Saint-Maur-des-Fossés, dans le Val-de-Marne.

S'agissant de l'année 1994, il apparaît, dans la liste établie par le Front national, qu'aucun militant de ce parti n'a été assassiné *« lors de diverses actions de collage »*, comme l'écrivait M. Mégret. En revanche, *La Lettre de Jean-Marie Le Pen* indique, à la date de mars 1994 : *« Une équipe de collage essuie* [à Quimper] *des salves de chevrotines tirées au fusil à pompe. La mort frôle les colleurs. »* Elle ajoute que *« pendant un collage, un militant se fait traiter de "sale Français" et se fait tirer dessus à coups de revolver »* à Beauvais, en septembre, l'agresseur étant *« condamné à quatre mois de prison ferme »*.

O. B.

M. Hue juge « bien mou » le programme de M. Jospin

LE CANDIDAT COMMUNISTE à l'élection présidentielle, Robert Hue, a réagi fermement mais *« sans esprit de querelle »*, mercredi 8 mars, à Rennes, au programme de Lionel Jospin, en jugeant que celui-ci est *« bien mou »*. *« J'ai envie de dire : ça recommence »*, a précisé le secrétaire national du Parti communiste français. *« Ce programme propose de continuer dans la voie qui a déjà été essayée et qui a échoué. On a déjà arrondi les angles en 1981, on ne recommencera plus. »* Après la réunion publique, qui a rassemblé près de trois mille personnes, M. Hue a confié qu'il était déçu et surpris par les propositions de M. Jospin, qu'il juge en retrait par rapport aux orientations du dernier congrès du Parti socialiste à Liévin (Pas-de-Calais).

Concernant la rivalité qui oppose les deux candidats issus du RPR, M. Hue a ironisé en reprenant une formule rapportée de son récent séjour en Martinique et en Guadeloupe : *« Même bête, même poil. »*

■ **MAJORITÉ : Philippe de Villiers**, candidat de Mouvement pour la France, juge, dans un entretien à *Presse-Océan, Le Courrier de l'Ouest, L'Eclair et Le Maine libre*, datés du 9 mars, que son *« poids du premier tour »* lui *« donnera l'influence nécessaire et sera une garantie pour lester le second, dans le sens d'une victoire de la majorité »*. *« S'il y a un duel Chirac-Jospin, le poids que j'aurai au premier tour, je le mettrai au service de la victoire du candidat de la majorité. »*

■ **CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Roland Dumas, nouveau président** du Conseil constitutionnel, Etienne Dailly et Michel Ameller, nouveaux membres, ont *« juré »* de *« bien remplir* [leurs] *fonctions en toute impartialité, de garder secret le contenu de* [leurs] *délibérations (...), de ne prendre aucune position publique »*, mercredi 8 mars, lors de la cérémonie de prestation de serment à l'Elysée, en présence de François Mitterrand et d'Edouard Balladur.

■ **BUDGET : Philippe Douste-Blazy**, ministre délégué à la santé et porte-parole du gouvernement, a précisé, mercredi 8 mars, que le premier ministre, Edouard Balladur, avait demandé le gel de 18 milliards de francs de crédits, et non de 20 milliards, comme cela avait été évoqué.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

■ **CALENDRIER ÉLECTORAL : Charles Pasqua**, ministre de l'intérieur, a présenté, mercredi 8 mars, en conseil des ministres, un décret fixant la date des élections municipales aux 11 et 18 juin.

■ **CHÂTEAUROUX : Antonin de Bono (UDF-CDS)**, qui avait été investi officiellement par le RPR et l'UDF pour conduire la liste commune à Châteauroux (Indre) face au maire socialiste Jean-Yves Gateaud, a annoncé, mercredi 8 mars, qu'il a décidé de renoncer à se présenter. M. de Bono explique notamment qu'il n'a *« pas reçu le soutien et l'encouragement suffisamment forts pour être le fédérateur dont a tant besoin la ville »*.

■ **PARIS : quatre mouvements écologistes** parisiens ont rendu public, mercredi 8 mars, un *« appel pour des listes écologistes et alternatives »* au premier tour des élections municipales à Paris. Ce texte prévoit qu'*« au deuxième tour »*, les signataires mettront *« tout en œuvre pour un changement de majorité, de mode de fonctionnement et de politique dans les conseils d'arrondissement comme au Conseil de Paris »*. Ce document a reçu l'aval des Verts-Paris-Ecologie, de l'AREV, de Convergence Ecologie et Solidarité, d'Ecologie Autrement, auxquels s'est jointe la Coordination et liaison des associations de quartier (CLAQ). En revanche, le Mouvement Ecologie indépendant (MEI) et Génération Ecologie ont fait savoir qu'ils n'approuvaient pas cette démarche qui consiste à soutenir la gauche au second tour.

Tempête syndicale autour de la durée légale du travail

LES DERNIÈRES PROPOSITIONS de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) préconisant d'abolir toute référence à la durée légale du travail (39 heures hebdomadaires) et de substituer au droit réglementaire un droit contractuel du travail ont provoqué un tir croisé de tous les syndicats, qui ont crié à la *« provocation »*. Le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, a vertement condamné les intentions de l'UIMM, qui visent selon lui à *« fermer la porte de la négociation avant qu'elle ne soit ouverte »*. Pour la CFDT, la proposition est tout simplement *« irrecevable »*. FO, quant à elle, estime le projet *« provocateur et dangereux »*. La CFE-CGC juge *« inquiétantes »* ces propositions et craint, tout comme la CFTC, *« un risque de déstabilisation de la dynamique contractuelle »*.

La France et l'Espagne signent un traité de coopération transfrontalière

De l'Atlantique à la Méditerranée

Afin de donner une impulsion et, surtout, un cadre juridique précis, qui faisait jusqu'à présent défaut aux collaborations transfrontalières entre collectivités territoriales des deux pays, le Royaume d'Espagne et la République française devaient signer, vendredi 10 mars à Bayonne, un traité facilitant cette coopération.

BAYONNE
de notre correspondant

Si l'Espagne fait partie de l'Europe depuis 1986, si le marché unique est en vigueur depuis janvier 1993, si la libre circulation des personnes doit se mettre en place à partir du 26 mars, pour autant, les relations transfrontalières de part et d'autre des Pyrénées n'en sont pas toujours simples. « *Nous avons à plusieurs reprises exprimé notre volonté d'agir ensemble, avec nos voisines espagnoles d'Irun et de Fontarrabie*, explique le maire socialiste de Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), Raphaël Lassalette. *Mais ça n'a pas été beaucoup plus loin. Nous voulions faire un eurodistrict, monter des équipements communs, mais, en l'absence de moyens juridiques, on ne savait pas trop comment s'y prendre.* »

De même, entre le district Bayonne-Anglet-Biarritz (BAB, 100 000 habitants) et la province basque espagnole de Guipuzkoa (région de Saint-Sébastien), un protocole de coopération a été signé le 18 janvier 1993. « *Depuis, nous avons beaucoup réfléchi à des projets concernant l'urbanisme, l'environnement, la culture ou les plates-formes de fret*, confie Jean Gayas, directeur du district BAB. *Le problème, aujourd'hui, est qu'on ne peut pas aller beaucoup plus loin, faute d'outils communs.* » Autant de blocages que résumait ainsi l'économiste bayonnais François Fourquet : « *La conurbation Bayonne-Saint-Sébastien est plus désirée que réelle, elle n'existe que sur le papier, par addition du nombre des habitants.* »

Deuxième du nom, le traité de Bayonne du 10 mars va donner un cadre juridique aux relations transfrontalières franco-espagnoles. Déjà, un texte avait été ratifié en 1856, dans cette ville, pour officialiser le bornage de la frontière et les règles de migration pastorale. Cette fois, le ministre français des affaires européennes, Alain Lamassoure, et son collègue espagnol, Carlos Westendorp, signeront un acte qui veut dépasser les limites ancestrales et donner aux collectivités territoriales les moyens de travailler ensemble de l'Atlantique à la Méditerranée.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

Par ce traité, les deux Etats donnent le droit aux communes, régions et communautés autonomes espagnoles de participer à des structures existantes ou agréées, des deux côtés des Pyrénées. Ainsi, des municipalités françaises seront-elles en mesure de s'associer à des *consorcios* (ententes de vallées en Navarre), et des villes espagnoles pourront être parties prenantes de sociétés d'économie mixte ou de syndicats de communes français. Ainsi, toutes deviendront ensemble maîtres d'ouvrage, et organiseront la gestion d'un réseau de transport urbain. « *Dorénavant*, estime Raphaël Lassalette, *nous aurons un moyen légal pour organiser, par exemple, un traitement commun des ordures ménagères.* »

Autre disposition du texte : une commission mixte est constituée par les Etats, qui y convieront les collectivités territoriales pour tout ce qui les intéresse : « *Cette structure permanente désamorcera les conflits et stimulera les initiatives* », souligne Alain Lamassoure. « *Ce traité va nous faire avancer, nous allons enfin signer une convention particulière pour la mise en œuvre, à notre niveau, du programme européen Interreg II* [programme communautaire de coopération transfrontalière], affirme Jean Gayas. *Les Etats seront là, ils devront se déterminer ici, avec nous, sur les financements.* »

Une fois levé l'obstacle juridique, demeurent néanmoins des différences sensibles de compétences et de moyens entre les partenaires : alors que la région Aquitaine dispose d'un budget de 2,6 milliards de francs, celui de la communauté autonome basque est dix fois supérieur. Et l'on ne peut pas dire non plus que la dévaluation de la peseta du 6 mars rende vraiment plus faciles les relations entre élus, chefs d'entreprise, et consommateurs, des deux côtés de la Bidassoa.

Michel Garicoix

■ SOCIAL : l'Observatoire de l'action sociale décentralisée (ODAS, association créée en 1990, dont la mission est de bâtir des dispositifs d'observation afin de faciliter la coordination et l'optimisation sur le terrain des politiques d'action sociale) a procédé, mardi 7 mars, au renouvellement de son conseil d'administration. Nouveaux entrants au titre des personnalités qualifiées, Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'Association des maires de France (AMF), et Jean Auroux (PS), président de la Fédération française des villes moyennes (FMVM), rejoignent le bureau en tant que vice-présidents aux côtés de Jacques Larché (UDF-PR), président du conseil général de Seine-et-Marne, et de Christian Proust (MDC), président du conseil général du Territoire de Belfort. Pierre Méhaignerie (UDF-CDS), ministre de la justice et président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, entre également au conseil. René Lenoir, ancien ministre et ancien directeur de l'ENA, président par intérim, est reconduit dans ses fonctions.

■ COLLOQUE : le ministère de la culture prépare une importante rencontre sur le thème « Culture, collectivités territoriales et Europe », qui se déroulera les 24 et 25 mars à Paris. Elle doit accueillir des représentants des institutions et des Etats européens. L'Aménagement culturel du territoire, l'espace urbain, la coopération culturelle entre les régions et des pays tiers seront les principaux thèmes abordés

Saint-Jean-de-Luz et Hendaye refusent de travailler sous la houlette de Michèle Alliot-Marie

BAYONNE
de notre correspondant

Deux communes des Pyrénées-Atlantiques, et non des moindres, viennent de faire marche arrière après s'être engagées, comme vingt-deux autres, derrière Michèle Alliot-Marie et son Association pour la revitalisation économique du Pays basque : Hendaye et Saint-Jean-de-Luz ne trouvent plus leur compte dans cette initiative associative et en appellent à une véritable intercommunalité, à quelques mois des élections municipales.

Il y a deux ans, le ministre RPR de la jeunesse et des sports avait amorcé une démarche originale, dans la circonscription de la côte basque qui l'a réélue député en 1988 et 1993, après sa première élection à la proportionnelle en 1986. Voulant associer les vingt-quatre communes (moins Biarritz) des quatre cantons de son fief, la Région Aquitaine, le département des Pyrénées-Atlantiques et l'Etat, elle entendait mettre en œuvre un programme quinquennal de revitalisation. Trois cent dix millions de francs seraient investis en cinq ans, qui créeraient deux cent cinquante emplois autour de pôles locaux comme l'agroalimentaire, la pêche, la plasturgie ou la filière cerise. Dans une deuxième étape, les partenaires ont signé le 3 décembre 1994 une charte pour le développement local, dans laquelle s'est engagé le président du conseil régional, le RPR Jacques Valade.

Mais, dès ce jour-là, sont apparues les premières fissures, lorsque le maire de Saint-Jean-de-Luz, le CDS Paul Badiola, a déclaré : « *La charte signée est vide* », en soulignant l'absence de toute intercommunalité dans cette initiative où « *les communes ne figurent pas en tant que telles* ». En effet, l'association montée par le ministre a quasiment tout pouvoir pour gérer les aspects financiers de ce partenariat. Le 17 février, cette analyse a été ratifiée par le conseil municipal luzien qui ne veut adhérer qu'à une structure à caractère public.

Même son de cloche dans la ville voisine de Hendaye. Le maire socialiste, Raphaël Lassalette, a décidé, le 9 février, de suspendre toute participation, y compris financière, à l'association, sa ville ne figurant plus parmi les bénéficiaires de projets proposés par celle-ci. A ses yeux, l'engagement financier de l'Etat et du département se fait trop attendre. Et de toute façon, cette opération a de trop gênantes connotations politiques. Invoquant le procès d'intention, les proches du ministre de la jeunesse demandent de la patience et cinq ans pour faire leurs preuves.

HANDICAPS

L'initiative de Michèle Alliot-Marie, qui avait pourtant, au départ, suscité l'intérêt (*Le Monde* du 2 mai 1994), souffre aujourd'hui de plusieurs handicaps : l'absence de résultats visibles, la superposition locale de démarches publiques, telles le conseil-développement du Pays basque, né en 1993, ou l'association Pyrénées-Atlantiques-Expansion lancée en décembre dernier par le conseil général. Cette abondance de structures à vocation économique contraste avec la laborieuse mise en place de l'intercommunalité autour de Saint-Jean-de-Luz, dont le centriste Paul Badiola est précisément le promoteur. Elle traduit également la lutte d'influence qui oppose le RPR à l'UDF locale, animée par le sénateur et maire de Biarritz, Didier Borotra, et François Bayrou, président du conseil général. D'autant que Michèle Alliot-Marie pourrait se déclarer candidate à la mairie de Saint-Jean-de-Luz.

M. Ga.

La politique d'urbanisme de Boulogne-Billancourt suscite une nouvelle polémique

L'opposition accuse le maire d'être responsable d'un désastre financier



L'ANNONCE, jeudi 2 mars, par le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) de la mise en liquidation de la SA 2 B, société d'économie mixte de la ville de Boulogne-Billancourt (*Le Monde* daté 5-6 mars), deuxième ville d'Ile-de-France par la population, a relancé la polémique dans les rangs de la municipalité, à trois mois des élections municipales. Créée en 1990 pour donner un nouvel élan à l'urbanisme de la ville, la SA 2 B, dans laquelle la municipalité détenait 75 % des 3 millions de francs du capital social aux côtés de la Caisse des dépôts et consignations (12 %), risque d'être un handicap pour le maire (RPR), Paul Graziani.

C'est au printemps 1992 que les premiers nuages sont apparus dans le ciel de la SA 2 B, qui avait la responsabilité d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) au cœur du centre-ville, juste derrière la mairie. Quelques mois auparavant, en pleine euphorie immobilière, les promoteurs n'avaient pas hésité à se lancer dans cette opération, qui devait comprendre 80 000 mètres carrés de logements, 45 000 mètres carrés de bureaux et 10 000 mètres carrés d'activités diverses. La COGEDIM à elle seule obtenait 600 millions de francs de droits à construire, soit plus de la moitié du programme envisagé.

PROCÉDURE DE REDRESSEMENT

Le marché immobilier marquant le pas, le maire souhaita désormais faire piloter les opérations d'aménagement par la ville. Réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires de la SA 2 B décidaient la dissolution à l'amiable. L'activité était progressivement transférée à la ville au début de 1993. Mais, à l'automne, nouvel orage, les promoteurs, dont la COGEDIM, veulent renégocier les conditions de leur contrat initial au sein de la SEM. Paul Graziani refuse, arguant que les risques financiers ne doivent pas être à la seule charge de la collectivité, et les profits au bénéfice des promoteurs. Ceux-ci portent l'affaire devant le tribunal, et la SA 2 B est condamnée, en avril 1994, à rembourser à la COGEDIM et à la SAE – autre promoteur engagé – les acomptes versés pour l'acquisition des droits à construire, soit 250 millions de francs.

Dans le même temps, un accord amiable entre les promoteurs et la ville ayant échoué, la SA 2 B fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire. Début juillet 1994, le maire, devançant ses détracteurs, évoquait lui-même les conséquences futures d'une liquidation : « *Si le plan proposé par l'administrateur judiciaire échoue, le troisième étage de la fusée débouchera sur la liquidation de la SA 2 B. Dans ce cas, si on nous demande de payer, nous ferons valoir les sommes qui sont dues à la ville par la SA 2 B, et nous n'aurons rien à régler* », expliquait-il, réaffirmant haut et fort, comme il le fera chaque fois qu'il sera mis en cause dans cette affaire, « *que les Boulonnais sont protégés* », et que le déficit ne sera pas à la charge des contribuables.

L'opposition municipale, qu'elle soit de droite ou de gauche, ne partage pas ce point de vue et a déclenché un véritable tir de barrage en direction de la mairie, à l'annonce de la liquidation. Le quatrième adjoint, Pierre-Christophe Baguet (UDF-PSD), qui avait perdu ses délégations en 1992, pour s'être opposé à la dissolution de la SA 2 B, et qui conduira une liste contre le maire en juin, s'indigne que « *Paul Graziani se réjouisse de voir certains promoteurs pénalisés, alors que la ville elle-même va perdre 270 millions de francs d'avances à la SA 2 B* ». « *A-t-il seulement le droit de se prétendre encore maire ?* » s'interroge-t-il. De son côté, Pierre Gaborit, conseiller municipal socialiste et prochaine tête de liste PS aux municipales, a porté plainte auprès du procureur de la République, « *après que la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France ait révélé de nombreuses fautes de gestion, et une fausse présentation des comptes* ». Pour lui, « *Paul Graziani porte l'entière responsabilité de ce désastre* ».

Le maire, qui indique que la SA 2 B va faire appel, attend sereinement l'arrêt de la cour d'appel de Versailles, qui pourrait intervenir au plus tôt dans les deux mois, c'est-à-dire avant les municipales, ou juste après. Si Paul Graziani a, dans cette affaire, tout intérêt à jouer la montre, son opposition rappelle que chaque jour qui passe voit, du fait des intérêts, la dette de la SA 2 B grossir. Le passif de la SEM est estimé à 700 millions de francs alors que le budget de la ville est de 1,2 milliard. Les contribuables boulonnais risquent tôt ou tard d'avoir à mettre la main à la poche.

Jean-Claude Pierrette

■ HAUTS-DE-SEINE : *Les Ecrivains et les Hauts-de-Seine*, tel est le titre du cinquième volume de la collection sur le patrimoine artistique et culturel des Hauts-de-Seine publiée par le conseil général. Après les peintres, les musiciens, le cinéma et la Libération, cet ouvrage évoque, sous la plume de Philippe Barthelet, la vie de cinq cents auteurs plus ou moins illustres, au cours de leurs séjours à l'ouest et au sud de Paris : Baudelaire à Neuilly, Balzac à Ville d'Avray, Chateaubriand à Châtenay-Malabry, Céline à Meudon... *(136 pages, 150 illustrations, 350 francs aux Editions Cyrnéa).*

SECRET DE L'INSTRUCTION Dans un arrêt rendu le 27 février, la *cour d'appel d'Aix-en-Provence* a condamné Jean-Claude Guidicelli, avocat à Toulon, à un an d'interdiction d'exercer pour *« manquement à l'honneur et à la probité »*. Les magistrats reprochent à Mᵉ Guidicelli d'avoir demandé à l'un de ses collaborateurs de porter à la maison d'arrêt de Toulon une copie d'un dossier d'instruction qui a ensuite été transmise à *un prévenu*. ● *LE PROCUREUR* général avait été saisi, au début de cette affaire, par le juge d'instruction Thierry Rolland, qui est également le magistrat instructeur de l'affaire Piat. *Mᵉ Guidicelli, qui défendait* l'un des assassins présumés de Yann Piat, nous a déclaré que, selon lui, l'acharnement de l'institution judiciaire à son encontre est lié à cette dernière affaire. ● LES ORGANISATIONS professionnelles d'avocats protestent contre la décision de la cour d'appel.

Un avocat est sanctionné pour « manquement à l'honneur »

La cour d'appel d'Aix-en-Provence a condamné Mᵉ Guidicelli, du barreau de Toulon, à un an d'interdiction d'exercer pour avoir remis une copie d'un dossier d'instruction à un détenu qu'il défendait. Une sanction disproportionnée, selon les organisations d'avocats

AVOCAT à Toulon depuis dix-huit ans, Jean-Claude Guidicelli n'a plus le droit de porter la robe. Condamné pour *« manquement à l'honneur et à la probité »*, il vient de se voir infliger par la cour d'appel d'Aix-en-Provence une sanction d'une grande sévérité : dans un arrêt rendu le 24 février, la cour lui a interdit de faire partie d'un conseil de l'ordre pendant dix ans et d'exercer sa profession pendant un an.

« Cette sanction, qui est théoriquement provisoire, est en fait irréversible, constate Mᵉ Guidicelli. *On ne peut pas fermer un cabinet pendant douze mois et le rouvrir ensuite comme si de rien n'était. De toute façon, je n'en ai pas envie, je suis moralement atteint. Cet arrêt est une condamnation à mort professionnelle. »*

LE CONSEIL DE L'ORDRE SAISI

Le *« manquement à l'honneur et à la probité »* invoqué par la cour d'appel a eu lieu le 10 février 1993. Ce jour-là, l'un des collaborateurs de Mᵉ Guidicelli se rend à la maison d'arrêt de Toulon afin d'y déposer la copie d'un dossier d'instruction qui sera ensuite remise à l'un de ses clients.

« Il s'agissait d'une affaire de trafic de voitures volées, raconte Mᵉ Guidicelli. *Je demandais une copie du dossier au juge d'instruction depuis un mois, mais il tardait et nous ne savions toujours pas exactement ce qui lui était reproché ! Mon client devait être entendu par le juge le 10 février dans l'après-midi et le dossier ne m'a été remis que le jour même, à midi moins le quart. J'ai donc demandé à mon collaborateur de le porter à la maison d'arrêt pour que mon client puisse le consulter avant son audition. Cela s'appelle tout simplement le respect des droits de la défense... »*

Le procureur général ne l'entend cependant pas ainsi : estimant que ce geste constitue un manquement aux obligations professionnelles des avocats, il saisit le conseil de l'ordre de Toulon le 10 août 1993. Au mois d'octobre 1994, Mᵉ Guidicelli est relaxé par ses pairs : le conseil, qui rappelle que le dossier a été remis au détenu par les services de la maison d'arrêt *« en toute connaissance de la nature des pièces et avec l'accord de la hiérarchie »*, estime que l'avocat *« est libre du choix de l'usage des copies du dossier »*.

Quatre mois plus tard, la cour d'appel d'Aix-en-Provence conteste cette interprétation : affirmant qu'il est impossible de *« contrôler l'usage des documents susceptibles de constituer un risque de violation du secret de l'instruction »*, elle précise que l'avocat *« doit rester le seul détenteur des copies qui lui ont été délivrées »*.

Personne ne conteste aux avocats le droit de discuter avec leurs clients de la teneur d'un dossier – c'est précisément dans ce travail que réside leur mission de défense – mais la transmission intégrale du dossier est plus controversée.

« Certains avocats donnent des copies, d'autres non, explique le premier vice-président de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, Eric Azoulay. *Lorsque le client est en détention provisoire, la plupart des avocats partent en maison d'arrêt avec le dossier et en discutent avec le prévenu pendant la visite mais ils le remportent ensuite. Certains barreaux admettent cependant qu'on le laisse au prévenu en partant. C'est une tolérance liée au fait que ce geste ne porte préjudicide à personne. Ce n'est d'ailleurs pas une pratique clandestine ou masquée : elle se déroule au vu et au su de l'administration pénitentiaire. »*

Les textes, il est vrai, manquent de clarté. *« J'ai parfaitement le droit d'adresser à mon client une lettre citant des passages entiers des dépositions des témoins mais il est interdit de lui faire parvenir la photocopie du procès-verbal,* constate Mᵉ Alain Molla, qui a défendu Mᵉ Guidicelli devant la cour d'appel. *C'est parfaitement hypocrite ! »* La Convention européenne des droits de l'homme proclame que tout accusé a le droit de *« disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense »*, mais le code de procédure pénale se montre plus restrictif : dans son article 118, il précise que l'avocat peut se faire délivrer des copies de tout ou partie de la procédure *« pour son usage exclusif »*. Toute la discussion porte bien entendu sur l'interprétation de cet *« usage exclusif »* : comprend-il, ou non, le client ?

Dans un arrêt du 2 février 1994, la Cour de cassation a choisi une interprétation stricte. *« Si l'avocat,* notent les magistrats, *peut communiquer la teneur des [pièces] à son client pour les besoins de la défense, il ne peut en revanche lui remettre ces copies qui ne lui sont délivrées que pour son « usage exclusif », ces pièces devant rester secrètes tant que dure l'instruction. »*

L'INTERPRÉTATION DES TEXTES

Le 27 juin 1994, la cour d'appel de Toulouse a cependant donné une interprétation différente des textes : s'appuyant sur la Convention européenne, elle estime que la communication des pièces doit être *« laissée à la prudence de l'avocat »*, qui a le droit de les confier à son client *« s'il l'estime nécessaire et opportun »*. Dans cette dernière affaire, la Cour de cassation n'a pas encore tranché.

Révoltées par la sévérité de la sanction, la plupart des organisations professionnelles d'avocats ont apporté leur soutien à Mᵉ Guidicelli. La Confédération nationale des avocats estime que la décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence *« interdit l'exercice normal du droit de la défense »*, tandis que la FNUJA, par la voix de Mᵉ Azoulai, juge la sanction *« totalement disproportionnée »*.

Pour sa part, le Syndicat des avocats de France, qui s'étonne de la gravité de la sanction, souhaite que les fautes disciplinaires des avocats ne soient plus examinées en appel par une juridiction composée exclusivement de magistrats, *« afin de retrouver un équilibre dans les décisions disciplinaires et d'échapper, comme dans la présente affaire, à une soumission de l'avocat à ses juges »*.

Au-delà des problèmes de principes, cette affaire a des conséquences très directes sur certaines affaires sensibles : Jean-Claude Guidicelli, qui défendait l'un des présumés assassins de Yann Piat, va devoir abandonner ce dossier. *« Je suis d'ailleurs persuadé que l'acharnement de l'institution judiciaire à mon encontre est lié à l'instruction Piat,* estime l'avocat. *Je ne suis ni docile ni servile, et certains magistrats n'aiment pas cela. Le juge d'instruction toulonnais Thierry Rolland, qui a saisi, au tout début, le procureur général, est d'ailleurs le juge de l'affaire Piat. On a trouvé un faux prétexte pour me chasser de ce dossier. »*

A. C.

La discipline des avocats

Les fautes disciplinaires des avocats sont soumises en première instance à la juridiction du conseil de l'ordre, qui est composé d'avocats élus par leurs pairs. Sont considérés comme des fautes disciplinaires les manquements aux obligations et aux devoirs prévus par les lois, les usages ou les règlements intérieurs ainsi que les faits – publics ou privés – qui sont de nature à constituer un manquement à *« la dignité, l'honneur ou la probité »*. Les sanctions sont l'avertissement, le blâme, l'interdiction temporaire d'exercer – qui ne peut excéder trois ans – et la radiation du tableau. Les trois premières sanctions peuvent être assorties d'une interdiction de faire partie du conseil de l'ordre pendant dix ans. L'arrêté disciplinaire, qui est notifié à l'avocat concerné, au procureur général et, éventuellement, au client qui a porté plainte, doit être motivé. Si l'avocat condamné ou le parquet général de la cour d'appel le souhaitent, ils peuvent faire appel dans un délai d'un mois. Ce recours est alors examiné par l'assemblée des chambres de la cour d'appel, qui est constituée des magistrats des deux premières chambres de la cour.

« On a condamné à mort un voleur de pommes »

TOULON
de notre correspondant régional

Jugée disprortionnée et, surtout, attentatoire aux droits de la défense comme aux prérogatives de la profession tout entière, la sanction disciplinaire prise à l'encontre de Mᵉ Jean-Claude Guidicelli a mis en effervescence le barreau de Toulon.

Dès qu'elle s'est répandue, jeudi 2 mars, la nouvelle de la décision prise par la cour d'appel d'Aix-en-Provence a provoqué une réaction spontanée des confrères de l'avocat : plusieurs dizaines d'entre eux, solennellement revêtus de leur robe, se sont réunis sur les marches du palais de justice afin de lui manifester leur solidarité. *« On a,* disent-ils, *condamné à mort un voleur de pommes. »*

La mesure qui frappe Mᵉ Guidicelli, un pénaliste de quarante ans au tempérament bagarreur, inscrit au barreau de Toulon depuis 1978, équivaut, en effet, à la ruine de son cabinet. Aussi le bâtonnier de Toulon, Jean-Martin Guisiano, a-t-il décidé, le même jour, de désigner onze administrateurs, tous membres du conseil de l'ordre, qui auront pour tâche de gérer les dossiers de leur confrère jusqu'à ce que celui-ci puisse reprendre ses activités professionnelles.

Dans une atmosphère tout aussi tendue, les avocats toulonnais ont participé, le lendemain, pendant plus de deux heures, à une réunion d'information, à huis clos, au terme de laquelle le bureau du conseil de l'ordre a publié un long communiqué. Si les responsables de l'ordre reconnaissent que le geste de leur confrère – remettre une copie d'un dossier d'instruction à son client – est *« controversé »*, ils précisent qu'il ne s'inscrit pas *« dans une démarche malhonnête »* : Mᵉ Guidicelli a pu *« se tromper à travers des doctrines judiridiques et des décisions de justice contradictoires ». « L'honneur de l'avocat,* insistent-ils, *n'est pas en cause »* puisqu'il s'agit *« simplement, d'un choix professionnel »* effectué *« dans le seul intérêt de son client »*.

MANIFESTATION DE SOUTIEN

Mᵉ Guidicelli a également été réconforté par de très nombreux témoignages de sympathie et de soutien émanant de confrères, de plusieurs barreaux de France, de syndicats d'avocats, d'associations de pénalistes, dont celle de Nice, mais aussi de simples justiciables à l'image de ces commerçants du centre de Toulon qui ont lancé une pétition en sa faveur...

Le bâtonnier de Bastia, Mᵉ Tiberi, lui a fait savoir qu'il engageait tous les avocats pénalistes de son barreau à remettre leurs dossiers d'instruction à leurs clients détenus. *« Si le parquet réagit,* a-t-il promis, *je demanderai, moi-même, à être suspendu. »* Autre initiative : celle du président de l'association Avenir des barreaux de France, Mᵉ Fleuriot, qui a annoncé son intention d'introduire une procédure de tierce opposition devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Une manifestation réunissant les avocats du ressort de la cour d'appel d'Aix-en-Provence est également prévue, mercredi 15 mars, au palais de justice de cette ville. Un comité de soutien inter-barreaux a, par ailleurs, été constitué et a pris en main la défense de l'avocat toulonnais.

Son responsable, Mᵉ Yves Haddad, du barreau de Toulon, a formé un pourvoi en cassation et déposé un recours en grâce auprès du président de la République. Parallèlement, il a assigné le procureur général d'Aix-en-Provence, Claude Salavagione, devant le juge de l'exécution, Robert Cordas, pour obtenir le sursis à exécution de la peine dont Mᵉ Guidicelli a fait l'objet. L'audience devait se dérouler, dans la matinée du jeudi 9 mars, à Toulon. M. Salavagione a cependant estimé, dans ses conclusions écrites : *« Le juge de l'exécution n'est pas compétent pour connaître de cette difficulté. »*.

Guy Porte

COMMENTAIRE

INJUSTICE ET INCOHÉRENCES

L'extrême sévérité de la sanction prononcée par les magistrats d'Aix-en-Provence n'a sans doute qu'un mérite : celui de souligner avec force les ambiguïtés d'une procédure d'instruction que le pouvoir politique ne cesse de vouloir réformer.

Depuis 1897, date de l'entrée de l'avocat dans le cabinet d'instruction, la procédure d'instruction, qui était jadis totalement secrète, a peu à peu associé la défense à la constitution du dossier. Aujourd'hui, l'avocat est présent dès le début de la procédure et il peut, comme le parquet, demander des mesures d'investigation au juge d'instruction.

Cette évolution, qui tend à faire de l'avocat un véritable acteur de la phase d'instruction, exige un travail de fond sur le dossier qui ne peut s'accomplir qu'avec le client. Peut-elle encore s'accommoder de textes réservant au seul avocat la copie du dossier ?

A l'heure où le Sénat s'interroge sur la pertinence des textes régissant le secret de l'instruction, la décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence intervient, en outre, à contretemps.

Dès lors que le contenu de certaines affaires est régulièrement évoqué par la presse, qui, comme les personnes mises en examen, les témoins et les parties civiles, n'est pas soumise au secret, faudrait-il que le prévenu soit le seul à ne pas avoir accès au dossier ?

N'est-il pas le premier concerné par les témoignages et les expertises réunies à charge et à décharge par le juge au cours de l'instruction ?

Anne Chemin

A Clichy, la justice devance les électeurs

Didier Schuller pourrait renoncer à se présenter à la mairie

ASSURÉ de prendre la mairie de Clichy (Hauts-de-Seine) au socialiste Gilles Catoire, il y a encore quelques semaines, Didier Schuller (RPR) a été rattrapé *in extremis* par la justice. Il a préféré prendre ses distances avec la France, abandonnant une ville dans laquelle il s'était patiemment implanté.

Pourtant, au lendemain des élections cantonales de mars dernier, où il avait ravi le siège du conseiller général au socialiste Gilles Catoire, Didier Schuller était présenté comme l'homme qui montait face à un maire contesté dans sa propre majorité. Mais, depuis le 7 juillet, les deux hommes se livrent à une véritable course contre la montre pour que la justice ne les rattrape pas avant que les électeurs fassent leur choix.

Début juillet, lors d'une séance du conseil municipal, l'un des ex-colistiers de Didier Schuller, Dov Yadan (divers gauche), ancien secrétaire de la section socialiste, lançait un premier pavé dans la mare. Il soupçonnait des malversations au sein de la société d'économie mixte Clichy-Communication dont Gilles Catoire était le président. Accusé d'être à l'origine de cette mise en cause, Didier Schuller indiqua qu'il s'intéressait plutôt aux conditions de financement du journal socialiste *Le Prolétaire de Clichy*.

MESSAGE ÉCRIT

Mais la période estivale ne lui fut pas davantage favorable. Avec la mise en examen de Jean-Claude Méry éclatait l'affaire des fausses factures des HLM de Paris, suivie de près par celle de l'Office HLM des Hauts-de-Seine. Chaque jour qui passait amenait son lot de révélations. Peu à peu, le piège se refermait autour de Didier Schuller et de sa compagne, Christel Delaval. Chacune de leurs absences était commentée dans la ville. Au point même que l'ouverture d'une information judiciaire contre le maire de la ville dans le dossier du financement de la SEM Clichy-Communication passa complètement inaperçu.

Le 10 février, en fin de matinée, avec leurs deux *fillettes de quatre* ans et de seize mois, le couple quittait l'appartement du centre de Clichy quelques heures avant une perquisition à leur domicile. Officiellement, il était parti en vacances mais, dans Clichy, ce départ prenait des airs de *fuite*. *Certains* laissaient entendre que leur appartement était en vente et qu'ils avaient rendu leur voiture à la société de leasing. Lundi dernier, le couple n'avait pas regagné Clichy et n'était plus en Suisse.

On a affirmé que Didier Schuller s'expliquerait, le 14 mars, devant ses compagnons de la section RPR de Clichy. En fait, il s'agirait d'un message écrit, lu ce soir-là, où il expliquerait simplement qu'il renonce à se présenter à la mairie.

Jean-Claude Pierrette

هكذا من الأصل

La chaussure supporte mal la crise de la consommation

Les cordonniers font faillite

« REGARDEZ un peu les chaussures des gens dans le métro. Ce sont des horreurs ! Ils les portent jusqu'au bout, sans les cirer ni les entretenir. » Chantal Calmier fait partie de ces gens qui regardent leurs semblables par le bas. Pour des raisons professionnelles : elle travaille à la fédération de la cordonnerie. Et ce qu'elle voit ne la réjouit pas. Usées, avachies, tachées... les chaussures des Français ne sont pas brillantes. Elle n'ont en tout cas plus grand-chose à voir avec celles qui seront exposées du 12 au 14 mars au MIDEC, le salon international de la chaussure qui se tiendra au parc des expositions de Paris-Nord Villepinte.

On aurait pu penser qu'en ces temps de crise, les consommateurs retrouveraient les réflexes d'antan et entretiendraient amoureusement leurs chaussures. C'est l'inverse qui s'est produit et, en deux ans, 900 cordonniers sur 7 000 ont mis la clé sous la porte. Le comportement des ménages – dont on ne cesse de dire qu'ils économisent sur tout – est somme toute logique. Ils ont acheté des articles de moins bonne qualité qu'il n'est plus du tout rentable de ressemeler, même quand c'est techniquement possible. *« Les cordonniers ne voient pas les chaussures à 100 francs ou 150 francs. Vu le prix d'un patin, les consommateurs vont les traîner six mois et les jeter. »* Finalement, ne les fréquentent plus que ceux qui ont acheté de *« la belle chaussure »* – dont les seniors – ou ceux qui souffrent des pieds. *« Une fois qu'ils ont « fait » leurs chaussures, ils les entretiendront pour éviter d'en changer »*, explique Mme Calmier. Et la profession voit fondre ses effectifs.

VERS LE « MULTISERVICES »

Pour survivre, elle a pourtant su évoluer vers le « multiservices » : les clés, les photocopies et surtout les produits d'entretien. Ce rayon marche bien, dopé par les innovations des industriels qui proposent des produits tels que les crèmes rénovatrices ou les imperméabilisants, plus sophistiqués que le traditionnel cirage dont le conditionnement s'éloigne de la boîte métallique ronde d'antan *« car les gens ne veulent pas se salir les mains »*, note Chantal Calmier. Le réflexe consistant à mettre ses chaussures sur embauchoirs a, en revanche, disparu, surtout chez les femmes, et un seul fabricant français subsiste.

Concrètement, les consommateurs se chaussent avec des matériaux moins nobles, comme la toile ou l'élastomère sous l'effet combiné de trois déterminants : la mode (le retour au naturel, le style bûcheron), les soucis d'économie (on se fait plaisir pour pas cher) et de fabrication (les articles en toile demandent moins de rigueur dans le chaussant). Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1992, par exemple, 63 millions de paires de chaussures à dessus tissu ont été importées. Pour les onze premiers mois de 1994, on atteignait 77 millions.

Les professionnels ne cachent pas leur inquiétude. *« On court le risque de casser le marché. Si la concurrence entre les distributeurs porte exclusivement sur le prix, le produit deviendra impersonnel et suscitera l'indifférence de l'acheteur »*, assure Olivier Bouissou, délégué général des industriels français.

La peur de la banalisation polarise en effet toutes les inquiétudes, la chaussure étant un produit ambigu, au carrefour de la mode et de l'utilitaire, un objet intime chargé de sens, voire de fantasme. D'autant que cette tendance est aggravée par la concentration de la distribution. Les grandes surfaces spécialisées et les hypermarchés représentent déjà un tiers des ventes en valeur et la moitié en nombre de paires tandis que la part du petit détaillant est tombée de 54 % il y a vingt ans à 30 % aujourd'hui.

N'est-il pas déjà trop tard ? Des segments entiers du marché sont en voie de disparition : la chaussure ville d'été pour femme se fait rare et la botte n'a pas la cote depuis plusieurs années sans que l'on sache vraiment pourquoi. Les mariages, baptêmes et autres communions sont moins fréquents, les chaussures censées convenir à ce genre d'occasions, aussi. *« Auparavant, il y avait une hausse des ventes au moment des fêtes de Pâques. Cela a disparu. On remarque tout juste une vague progression en province »*, remarque Guy Puiservert, délégué général du syndicat du commerce de la chaussure. Et si les clients entrent dans un magasin attirés par un modèle original de couleur vive, ils en ressortent dans leur écrasante majorité avec des chaussures bleues, noires ou marron.

DE PLUS EN PLUS CASANIERS

Car la crise ne fait qu'accentuer des évolutions lourdes de la société. La chaussure souffre notamment de l'affaiblissement du désir de paraître qui s'est amorcé à la fin des années soixante-dix, entraînant une désaffection vis-à-vis de la mode au profit des styles de vie. On constate également une recherche du confort et du bien-être qui s'explique par le vieillissement de la population et la montée de l'individualisme. *« Les gens s'intéressent moins au visuel de l'article et donnent la priorité au confort »*, assure M. Puiservert.

D'où le succès de chaussures de type Méphisto – chères à Monseigneur Gaillot, indiquent Pierre Lefait et Hervé Bacquer dans leur livre *Des souliers et des hommes* paru chez Julliard – et la recherche de matériaux qui apportent plus de souplesse. Selon lui, *« à force de porter des chaussures de sport, le pied s'est élargi. On supporte de moins en moins d'avoir mal au pied car on s'est habitué aux baskets où le pied est libre »*. Enfin, le mode de vie de plus en plus casanier des Français ne les incite plus à *« s'habiller »*. *« Quand les gens sortent, c'est en décontracté. Ils ont plutôt tendance à se "déshabiller" »*, assure-t-il. D'ailleurs, la charentaise est florissante !

Si elle glisse lentement vers le fonctionnel, la chaussure reste pourtant encore pour certains un élément de reconnaissance sociale ou d'affirmation d'appartenance à un groupe. Quitter ses Nike pour des chaussures cousues en Goodyear relève presque du parcours initiatique d'un jeune diplômé entrant dans la vie active. Pour se convaincre du sens des chaussures, il suffit de regarder les pieds des adolescents et des jeunes, encore sensibles à la mode, ou ceux de certains hommes d'affaires. *« L'homme confronté à ses semblables pour négocier a besoin d'affirmer son appartenance à un clan »*, explique un bottier de la rive droite. Comme si la chaussure permettait d'être sur un pied d'égalité.

Françoise Vaysse

Six paires par an et par personne

En 1994, 330 millions de paires (soit 6 par personne) ont été vendues en France, un chiffre équivalent à celui de 1993 mais qui cache une baisse de 3 % en valeur. La tendance générale à privilégier les petits prix, dans le commerce, a commencé plus tôt dans la chaussure. Depuis 1986, la baisse du prix moyen en francs constants des articles pour les citadines dépasse les 20 %. Quand on sait que le budget chaussure des femmes est presque deux fois plus important que celui des hommes (910 francs pour 6 paires contre 530 francs pour 3 paires, selon Secodip), on imagine les conséquences de cette tendance. L'industrie française a d'ailleurs perdu la moitié de ses effectifs depuis 1980.

Le ministère table sur une baisse des effectifs de la maternelle à l'université

Pour l'éducation nationale, l'évolution démographique en est la raison essentielle

Moins d'élèves dans les écoles, les collèges et les lycées ; moins d'inscriptions à l'université. Pour la première fois, les prévisions du ministère de l'éducation nationale annoncent pour les deux ans à venir une baisse des effectifs à tous les niveaux de l'enseignement, primaire, secondaire et supérieur. Mais les projections faites quant au nombre d'entrées dans l'enseignement supérieur s'avèrent particulièrement aléatoires.

LE SYSTÈME ÉDUCATIF devrait enregistrer une baisse généralisée de ses effectifs lors de la prochaine rentrée. Le phénomène n'est pas entièrement nouveau. Mais, selon les prévisions établies par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale pour les deux années qui viennent, il se manifeste pour la première fois à tous les niveaux, de la maternelle jusqu'à l'université. L'évolution démographique en est la raison essentielle. Il faut y ajouter les effets des politiques successives qui modifient sensiblement la durée des études et le passage dans les différents cycles.

Dans le premier degré, de la maternelle au CM 2, la décroissance a été amorcée dès 1991. De 0,2 % en 1992, elle devrait, note la DEP, légèrement s'amplifier en 1995 (– 0,5 %) et surtout en 1996 (– 0,9 %), soit près de 60 000 élèves sur un total de 6 711 000. Malgré un taux de scolarisation des enfants de trois ans proche des 100 %, malgré la volonté d'améliorer l'accueil des enfants de deux ans, notamment dans les zones d'éducation prioritaire (29,7 % en 1994), on devrait compter 28 300 élèves en moins (– 1,1 %) en 1995 dans les écoles maternelles et 47 100 (– 1,9 %) l'année suivante. En primaire, c'est essentiellement l'incidence de la réduction des retards scolaires, avec un taux de passage plus massif en sixième, qui explique la régression programmée des effectifs.

EFFETS CUMULÉS

Dans les collèges, ces deux prochaines années devraient amorcer une rupture après les progressions précédentes. La DEP prévoit une baisse de 22 000 élèves en 1995 (– 0,6 %) et de 30 000 en 1996 (– 0,9 %) sur un effectif global de 3 316 000. Les lycées professionnels (805 000 élèves) devraient bénéficier d'effectifs stables, ou en légère augmentation, grâce à l'essor du baccalauréat professionnel.

Dans les lycées généraux et technologiques (1 543 000), la diminution s'annonce moindre (– 16 000 en 1995 au lieu de – 30 000 en 1994). Malgré une baisse sensible du taux d'entrée en seconde, les nouvelles générations de lycéens sont un peu plus nombreuses que les précédentes. Mais après un taux *« exceptionnellement élevé »* de réussite (73,4 %) au baccalauréat l'an dernier, la prochaine session devrait être moins favorable avec les effets cumulés de la quasi-suppression des redoublements en première et la nouvelle version du bac, qui s'annonce plus difficile.

Dès lors, toute prévision sur les entrées dans l'enseignement supérieur s'avère aléatoire. S'appuyant sur les chiffres de bacheliers généraux, la DEP prend le risque d'annoncer une chute des inscriptions à l'université. Si elle se vérifiait, cette situation marquerait une véritable rupture, après des années de fortes hausses. Pour l'heure, l'estimation à la baisse est prudente, de l'ordre de 0,3 %, mais elle pourrait être de 2,5 % en 1996.

Cette situation profiterait essentiellement à l'université, dans la mesure où, parie la DEP, les bacheliers technologiques devraient s'inscrire plus massivement en IUT. Dans les classes préparatoires aux grandes écoles, il est trop tôt pour vérifier les effets de la réforme applicable à la prochaine rentrée. Si les effectifs doivent croître modérément en raison du passage d'un à deux ans des sections économiques et commerciales, ce sera insuffisant pour compenser la forte diminution du nombre de bacheliers scientifiques (– 7 000 à la rentrée 1996).

L'apparition de phénomènes « irrationnels », tels la ruée vers la psychologie en 1993 ou la médecine en 1994, rend tout pronostic hasardeux. De même, il paraît impossible de tirer les conséquences des mouvements qui, après le CIP et le décret sur les IUP, ont altéré l'image des IUT. La seule certitude concerne le nombre total d'étudiants toujours en progression, mais à un rythme moindre (2,2 % en 1995 au lieu de 3,1 % en 1994) : *« Plus de 80 % de l'augmentation des effectifs universitaires entre 1993 et 1996 concerne le second cycle. »* Les poursuites d'études n'ont pas fini de produire tous leurs effets.

Michel Delberghe

La mort de Sabrina et les silences de Leïla

Mise en examen pour homicide volontaire, Leïla, 14 ans, a reconnu avoir étranglé sa camarade de classe dans un collège de Vandœuvre-lès-Nancy

Leïla, 14 ans, a été mise en examen, mercredi 8 mars, pour homicide volontaire et placée sous mandat de dépôt à la prison Charles-III de Nancy. *La veille, devant les policiers de la sûreté* urbaine, elle avait reconnu avoir étranglé, avec l'aide d'une cordelette, sa camarade de classe Sabrina, treize ans, dans les toilettes du troisième étage du collège Jacques-Callot de *Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle), dans la* banlieue nancéienne (*Le Monde* du 9 mars). Ce meurtre, qui n'est pas à ranger au rayon des médiatiques violences scolaires, a brisé la quiétude du petit établissement sans problèmes *et réduit progressivement les interrogations* à leur plus simple expression : pourquoi ?

VANDŒUVRE-LÈS-NANCY
de notre envoyé spécial

« En fait, elle avait les cheveux plus courts. » La jeune adolescente aux lunettes rondes masque de deux doigts la photo d'identité de celle qui fut sa camarade de classe, à la une du journal. *« Ça ne lui ressemble pas. Sabrina était toute joyeuse. Elle était devenue ma copine, on chantait ensemble au club-chorale. »* Elle efface délicatement le visage du revers de sa main. *« Leïla, elle... elle avait un style. Elle en imposait. Elle était sympathique parfois. On discutait, mais on savait qu'il ne fallait pas la chercher. »*

Fille d'un préretraité de la métallurgie et d'une mère sans emploi, née en France mais de nationalité turque, Leïla vit, baignée par la culture et la langue kurdes, dans un appartement modeste qu'elle partage avec six de ses huit frères et sœurs. Leïla elle-même n'est d'ailleurs pas de ces graines de violence traditionnelle, souvent faite de rancune, de haine de l'institution et d'autrui. L'administration de ce collège de 400 élèves la décrit comme *« respectueuse »*. Un professeur rapporte le soin avec lequel l'enfant de l'immeuble des Pics tenait ses cahiers et rappelle son bon comportement en fond de classe.

Contrairement à d'autres en 5e 2, aucun avertissement pour indiscipline ne lui avait été décerné au conseil de classe du premier trimestre. Oublie-t-on cependant qu'elle fut renvoyée, en mai 1994, du collège voisin des Hauts-de-Pennoy pour agression sur une enseignante ? On sait par recoupements qu'elle avait répondu par l'excès à un geste de l'enseignante qu'elle avait perçu comme une provocation et une humiliation. *« Il y a surtout de la fierté en elle »*, explique-t-on au collège Jacques-Callot. C'est une élève *« dure »*, *« qui sait ce qu'elle veut »*. Un caractère *« fort »* et *« affirmé »*. Ce que certains enquêteurs qualifieront de *« froideur »* et de *« distance »*. Elle imposait naturellement son autorité, que recherchait, *semble-t-il, son amie Sabrina, plus* effacée et influençable.

> Une banale histoire de règle non prêtée lors d'un contrôle, puis des insultes et la volonté de ne pas perdre la face...

« Elle avait un style », reprend sa jeune camarade de classe. Légèrement maquillée, habillée de vêtements de marque, une pince dans ses cheveux bruns et longs, *« elle faisait plus vieille que nous, elle disait qu'elle sortait avec un garçon de vingt et un ans. Elle fumait et elle buvait »*.

Alors quel fut le déclic ? *« Nous faisions un contrôle sur les écrevisses en sciences naturelles*, explique un élève, qui fut son voisin lundi matin. *J'ai vu Leïla et Sabrina se disputer, à voix basse. A 12 h 05, quand la sonnerie a sonné, Leïla a donné rendez-vous à Sabrina dans les toilettes. « Tu vas être surprise », qu'elle lui a dit. Une copine a voulu les suivre, mais elle lui a dit que c'était « personnel »*. *« La motivation* [du meurtre] *est dérisoire »*, a indiqué mardi François Deby, le procureur de la République de Nancy. Mais quelle est-elle, qui justifie aussi une éventuelle préméditation ? Une banale histoire de règle non prêtée lors de ce contrôle, puis des insultes, la volonté de ne pas perdre la face, puis un reproche : *celui d'avoir fait courir* le bruit que Leïla avait proposé du haschisch à Sabrina. Au cours de la dispute, le ton aurait monté, explique Me Joël Lagrange, son avocat. Leïla aurait saisi ce bout de cordelette dont les fillettes se servent pour faire des figures géométriques. L'adolescente aurait cru que son amie faisait du cinéma lorsque celle-ci s'étouffait, puis aurait abandonné le corps inanimé, sans savoir.

Mais la fracture de Leyla est vraisemblablement ailleurs, enfouie profond sous la carapace adolescente. Loin d'être restés inactifs, le *collège et son principal*, Yannick Charron, avaient prêté attention à cette élève en grande difficulté, dont la scolarité était déjà émaillée de deux redoublements et dont le projet (la filière secrétariat-bureautique-informatique) ne pouvait s'envisager qu'au travers d'un suivi et d'une aide individualisés.

Son premier trimestre est jugé par le conseil de classe *« catastrophique »*. Faute de travail, ses résultats sont médiocres (excepté en dessin), et surtout son absentéisme croissant à partir de la fin du premier trimestre inquiète. Avare de confidences sur sa vie privée, hermétique, Leïla est de ces adolescents que l'institution a dû décrypter au travers des lignes diffuses de sa conduite. En décembre, elle fugue une première fois. En janvier, elle chaparde des parfums dans un supermarché avec Sabrina, qu'elle a entraînée avec elle. Surprise sur le fait, cette dernière est pétrifiée par le surveillant qui l'arrête. De sang-froid, Leïla, elle, asperge ce dernier de gaz lacrymogène... Entre-temps, des faits *maintenus dans les abîmes collégiens* par la loi du silence remontent à la surface : l'histoire d'un blouson racketté à une fille de sa classe, des menaces... Puis les fugues reprennent.

Alerté, le collège charge une assistante sociale scolaire de suivre l'adolescente, puis une conseillère d'orientation-psychologue, qui est frappée par son mutisme. Décision est prise de signaler son comportement à la justice, qui en retour décide de nommer pour six mois un éducateur pour prendre en charge Leïla. Mais la roue du destin a tourné plus vite que les efforts *conjugués de la justice et de l'éducation* : la nomination de l'éducateur tombe sur le bureau du principal du collège... lundi matin.

Pour mieux se souvenir des visages, de celle qu'ils ne reverront plus et de celle qui, devant un tribunal pour enfants, risque désormais vingt années de réclusion criminelle, des élèves de la 5e 2 ont ressorti de leurs tiroirs la traditionnelle photo de classe prise en début d'année. Pour tenter de comprendre et d'atténuer le trouble. En vain. Sur les vingt-quatre élèves de la classe, seules manquaient déjà ce jour-là Leïla et Sabrina.

Jean-Michel Dumay

Condamnation d'un couple de millionnaires qui percevait le RMI

UN COUPLE NANTAIS qui avait touché le Revenu minimum d'insertion (RMI) pendant près d'un an malgré un patrimoine estimé à 10 millions de francs, a été condamné, mardi 7 mars, par le tribunal correctionnel de Nantes à 80 000 francs d'amende. Les biens de Claude et Maryannick Rembaux, conseiller fiscal et conseillère en gestion reconvertis dans l'immobilier, leur assuraient un revenu annuel de 500 000 francs. Cela n'avait pas empêché la femme d'aller réclamer, en décembre 1991, le RMI afin de pouvoir bénéficier d'une couverture sociale. Une demande d'exonération de la taxe foncière a amené le Trésor public a enquêter, puis à déposer plainte. Mardi, le tribunal a également demandé au couple de rembourser les 35 195 francs indûment touchés.

■ **« DOUBLE PEINE » : la chambre criminelle de la Cour de cassation** a jugé que l'expulsion d'un étranger sortant de prison ne constituait pas *« une sanction, mais une mesure de police à objet préventif »*. Hassen Hamoudi, un Algérien de trente-trois ans avait refusé d'embarquer, en 1992, dans l'avion qui devait l'expulser après sa sortie de prison, où il venait de purger une peine pour assassinat. Dans un arrêt rendu le 1er février, la Cour estime que les restrictions au droit de libre circulation peuvent constituer *« des mesures nécessaires, dans une société démocratique, notamment au maintien de l'odre public »*.

■ **TERRORISME : le juge Roger Le Loire a saisi** la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, lundi 6 mars, pour qu'elle se prononce sur l'éventuelle nullité de la perquisition effectuée le 9 novembre 1993 au domicile de Moussa Kraouche, porte-parole de la Fraternité algérienne en France (FAF), mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

■ **AFFAIRE PAPON : Me Gérard Boulanger, avocat d'une des parties civiles** dans le dossier de Maurice Papon, a annoncé, mercredi 8 mars, son intention de saisir la Cour européenne des droits de l'homme afin de faire condamner la France. Il estime que l'instruction des faits reprochés à l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde sous Vichy, qui dure depuis quatorze ans, a dépassé *« le délai raisonnable »*.

Paul Barril à l'origine des « fuites » sur les écoutes de l'Elysée

SELON LE QUOTIDIEN LIBÉRATION, l'ex-capitaine de gendarmerie Paul Barril serait à l'origine des fuites sur les écoutes illégales opérées de 1983 à 1986 par la cellule antiterroriste de l'Elysée, avant sa dissolution en 1988. Ce soupçon pesait sur M. Barril depuis le début de cette affaire (*Le Monde* daté 19-20 février). Dans son édition du 9 mars, le quotidien reproduit le compte-rendu d'une écoute téléphonique de M. Barril par la DGSE, le 25 février 1993, au cours de laquelle l'ancien officier demande à sa secrétaire que lui soit remis *« le dossier confidentiel sur Plenel, qu'on distribuera »*. Une semaine plus tard, le 4 mars 1993, *Libération* avait publié les comptes-rendus des écoutes visant notre collaborateur Edwy Plenel et opérées par une cellule à laquelle M. Barril a appartenu jusqu'en 1983. Le document de *Libération* figure dans la partie restée *« secret défense »* du rapport d'enquête de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité remis à Matignon en juillet 1993. Le juge Jean-Paul Valat, qui instruit le dossier des écoutes élyséennes, n'a toujours pas eu accès à ce rapport.

Michel Reyt défend l'œcuménisme de la Sages au procès d'Urba

SAINT-BRIEUC
de notre envoyé spécial

Entièrement consacrée à l'examen du volet Sages, la cinquième journée d'audience du procès de Saint-Brieuc n'a pas permis de percer tous les mystères de ce bureau d'études opérant sur des terres socialistes et, d'une certaine manière, concurrent du groupe Urba. La Sages c'était avant tout un homme, Michel Reyt – le seul à avoir subi six mois de détention en 1992 –, un téléphone, un carnet d'adresses bien rempli, un sens du contact exceptionnel et un réseau d'amitiés d'une densité peu commune.

Sa trajectoire éclaire bien la personnalité, plutôt chaleureuse, de cet homme de soixante-neuf ans qui s'est fait seul. Orphelin de père, Michel Reyt quitte le lycée à douze ans pour aider sa mère qui tient le buffet de la gare Montparnasse. Après avoir opté pour la Résistance, il sera stewart à Air France, patron d'une station-service et vendeur de voitures chez Renault, où il fera merveille pendant vingt ans. C'est à partir de 1969 et dans une société d'ingénierie, la Serete, où il est chargé de prospecter les collectivités locales, qu'il noue les relations qui constitueront plus tard son fonds de commerce. Parallèlement, Michel Reyt a adhéré à la SFIO dès 1963 et a été initié à la franc-maçonnerie au sein du Grand Orient de France dont il deviendra un dignitaire, futur créateur de loges très puissantes.

C'est cet homme de contact qui, pour tenter de convaincre le tribunal que l'activité de la Sages n'avait rien de condamnable, a joué mercredi 8 mars sur son registre préféré, de roublardise et de truculence, à la fois bon enfant et gouailleur, disert et elliptique, ne manquant ni de coffre ni de souffle. Michel Reyt a beau se qualifier de *« commerçant »*, la Sages était plus proche de la grande surface que du petit commerce. Son chiffre d'affaires avoisinait 15 millions de francs et sa clientèle, confidentielle aux débuts des années 80, se chiffrait par centaines d'entreprises et d'élus dix ans plus tard.

A travers des missions d'*« assistance commerciale »*, M. Reyt mettait en relation les entreprises – travaux publics, électronique et tous types d'équipement et de matériels – et les collectivités locales socialistes. Lorsque l'affaire se concluait par un marché, la Sages percevait 0,50 % de commission, auquel s'ajoutait 1 % destiné à la fédération du PS, voire à l'élu socialiste concerné. Mais de même qu'il ne travaillait *« jamais en espèces »*, Michel Reyt ne reversait pas directement les *« libéralités »* aux politiques. Il remplissait alors un rôle de *« caissier »*, en réglant les factures d'imprimeur, de transport et autres services que les politiques lui adressaient.

Même si les sommes pouvaient être importantes, la gestion comptable demeurait artisanale. Michel Reyt tenait des petites fiches, avec une colonne crédit et une colonne débit pour chaque fédération ou chaque élu. Ses comptes étaient *« transparents »*, a-t-il insisté : *« J'ai subi de très gros contrôles fiscaux, Michel Charasse a abusé de ses fonctions parce que j'étais pour lui la bête à tuer. »* Mais Michel Reyt n'a pas eu d'arguments convaincants pour justifier la destruction, par le feu, d'un fichier mentionnant plus de cinq cents noms, *« qui ne servait plus à rien après la loi de 1990 »*.

A la différence d'Urba, Michel Reyt ne reversait rien au Parti socialiste. Du coup, les représentants des courants minoritaires, sans doute moins bien traités par la rue de Solférino et Urba, s'adressaient volontiers à la Sages. A la barre, Michel Reyt affirme qu'il travaillait aussi bien avec les fabiusiens, voire le Ceres, qu'avec les rocardiens ou les poperenistes. De sensibilité rocardienne, sa collaboratrice, Marie-Hélène de Jomaron, prétend qu'elle prenait en compte d'autres critères et que si elle travailla particulièrement avec Le Mans – dont le président de la communauté urbaine, Jean-Claude Boulard, également prévenu, est rocardien –, c'est parce que le chantier de la technopole autour de la gare TGV avait par son ampleur quelque chose d'une *« ville nouvelle »*. Par l'entremise de la Sages, la fédération de la Sarthe du PS reçut, entre janvier 1988 et juin 1989, 439 000 francs de « libéralités », bien plus qu'elle n'aurait pu en espérer d'Urba.

Michel Reyt, parti de rien, se retrouva un temps, et par le biais de plusieurs SCI joliment spéculatives, à la tête d'une fortune dépassant 30 millions de francs. *« Les affaires immobilières de la famille Reyt n'ont rien à voir avec la Sages, qui ne m'a rapporté que mon salaire et dont tous les bénéfices ont été déclarés »*, affirme M. Reyt. Rien qu'en revendant l'immeuble dans lequel le Parti républicain a son siège, il avoue avoir réalisé une plus-value de 10 millions de francs. Depuis, sa « petite entreprise » a connu la crise. Michel Reyt se dit ruiné.

Robert Belleret

Le CDS dément avoir bénéficié d'un « cadeau » de la société Lucia pour l'achat de son siège

LA GÉNÉROSITÉ du promoteur immobilier Christian Pellerin avait déjà conduit la justice à s'intéresser aux montages financiers du Parti républicain. Elle suscite aujourd'hui une controverse sur les conditions dans lesquelles le CDS a acquis son siège parisien. L'affaire, qui est relancée par *Le Canard enchaîné* du 8 mars, provoque un embarras d'autant plus grand que Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, était à l'époque président du CDS.

En 1986, lors du retour de la droite au pouvoir, le CDS installe son siège au 133 *bis*, rue de l'Université, à Paris, dans un petit immeuble appartenant à la société Lucia, filiale du groupe immobilier de M. Pellerin. Pendant trois ans, l'état-major du CDS occupe les lieux sans payer de loyer. Pour régulariser la situation à la veille de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le financement des partis, un compromis de vente est signé en décembre 1989. Il précise que le prix d'achat devra tenir compte de cette occupation gratuite.

Un an plus tard, le CDS, à qui se sont jointes deux associations (les Amis du centre, l'Amicale MRP) ainsi qu'une SARL (l'Union française), achète l'immeuble pour 32 millions de francs. En qualité d'*« immeuble bourgeois »*, précise-t-on au CDS. Et avec une particularité : l'acte de vente prévoit que le CDS et les associations verseront un *« éventuel complément »* de 5 millions de francs à Lucia si celle-ci n'a pas réussi, en deux ans, à trouver un acquéreur qui lui convienne pour *« opérer le transfert de la commercialité* (c'est-à-dire le droit d'utiliser les locaux comme bureaux) *sur un autre immeuble »*.

La commercialité d'un immeuble faisant monter son prix d'au moins 25 %, la société immobilière avait tout intérêt à reporter cette spécificité, légalement transférable, sur un autre immeuble. Or, non seulement le transfert n'a pas eu lieu, mais Lucia n'a jamais réclamé cet argent.

Selon *Le Canard enchaîné*, le CDS aurait, ainsi, bénéficié d'un *« cadeau »* ou d'une *« ristourne »* de 5 millions de francs. *« Faux »*, rétorque l'ancien trésorier du CDS, Jean-Jacques Hyest, député de Seine-et-Marne. D'abord parce que *« l'immeuble du siège a été payé un prix qui n'est certainement pas inférieur au prix du marché »*. Ensuite parce que le CDS conteste la validité de la clause sur la commercialité. Son avocat, Olivier Pardo, nous a expliqué que *« le vendeur* [Lucia] *avait abusivement indiqué qu'il pouvait transférer cette commercialité, alors que juridiquement ce n'était pas possible »*. Il n'y avait, par conséquent, aucune raison pour que le CDS paie une créance juridiquement infondée. L'avocat rappelle, par ailleurs, que les associations, partis politiques compris, n'ont pas l'obligation d'occuper un immeuble commercial pour leurs bureaux.

Pierre Méhaignerie ne dit pas autre chose. L'ancien président du CDS estime que son parti *« n'a pas fait une bonne affaire »* et confirme l'existence d'un *« conflit et d'une divergence d'interprétation sur l'acte de vente »*. Avant d'ajouter : *« S'il le faut, nous demanderons aux tribunaux de trancher. »*

On fait entendre, du côté de Lucia, un autre son de cloche. On reconnaît avoir beaucoup tardé. Le nouveau directeur, Dominique de la Martinière, affirme n'avoir découvert le contentieux immobilier avec le CDS que *« récemment, en lisant le livre de Gérard Longuet »*. Mais il semble déterminé à récupérer ce qu'il estime a priori être son dû : *« Dès la prochaine réunion de mon conseil d'administration, le 13 avril, je demanderai l'accord des participants pour que cette dette soit mise normalement en recouvrement. »* Pour le CDS cette attitude tiendrait à *« une mauvaise connaissance du dossier »*.

Roland-Pierre Paringaux

DISPARITION

Dam Quang Trung

Un des fondateurs de l'armée vietnamienne

LE GÉNÉRAL Dam Quang Trung, considéré comme un des fondateurs de l'Armée populaire vietnamienne (APV), est décédé vendredi 3 mars à Hanoï. De l'ethnie minoritaire tay, il était né en 1921 dans la province de Cao Bang, à 300 kilomètres au nord-ouest de l'actuelle capitale vietnamienne. C'est dans cette région qu'il était entré, en 1937, dans le Mouvement révolutionnaire contre la présence française. En décembre 1944, il fonde, avec quelques autres, sur ordre de Ho Chi Minh, la 1re brigade de l'« armée de propagande pour la libération du Vietnam », ancêtre de l'APV. Cette unité est forte de trente-quatre volontaires.

Trung a, ensuite, participé à presque toutes les grandes batailles contre l'armée française, jusqu'à Dien Bien Phu, en 1954. Le général Trung avait été porté en 1976 au secrétariat central du Parti communiste vietnamien (PCV). En 1987, il avait été élu vice-président du Conseil d'Etat (présidence collective).

J.-P. C.

NOMINATIONS

POLICE JUDICIAIRE

Bernard Gravet a été nommé directeur central de la police judiciaire, mercredi 8 mars, par le conseil des ministres. Il remplace Jacques Franquet, dont la démission avait été acceptée le 20 février par le gouvernement après l'affaire des écoutes administratives opérées sur les lignes téléphoniques du docteur Jean-Pierre Maréchal (*Le Monde* du 22 février). Alors que la hiérarchie policière regrette vivement, en privé, que le gouvernement Balladur ait ainsi « lâché » M. Franquet dans ce dossier à fortes implications politiques, la nomination de M. Gravet aura, pour le pouvoir politique, l'intérêt de ne pas provoquer davantage de remous.

Cette passation de poste s'opère, en effet, en douceur : M. Gravet était jusqu'alors directeur central adjoint de la PJ, en charge de la police scientifique et technique, et il assurait l'intérim de M. Franquet depuis le départ de celui-ci. Après une carrière tout entière consacrée à la police judiciaire, M. Gravet fait également montre d'un caractère beaucoup plus placide que son prédécesseur, ce qui lui vaut bien moins d'inimitiés policières dans la « grande maison » que M. Franquet.

E. In.

[Né le 7 novembre 1940 à Anzin (Nord), diplômé d'études supérieures de droit, ancien élève de l'Ecole nationale supérieure des commissaires de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, Bernard Gravet est devenu commissaire de police en 1968. Dès l'année suivante, il a occupé son premier poste au sein de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) en qualité de conseiller juridique au bureau des études. Adjoint au chef de l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants, de 1972 à février 1977, il devient chef de la section des stupéfiants au SRPJ de Marseille puis, en 1979, sous-directeur du SRPJ de Toulouse. Il revient à la DCPJ à partir de 1982, où il dirige notamment la division chargée de la répression du grand banditisme et du proxénétisme de 1985 à 1987, puis l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants jusqu'en 1990. Nommé sous-directeur des ressources et liaisons jusqu'en novembre 1993, il était ensuite devenu sous-directeur de la police scientifique et technique.]

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 8 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

TERRE. Sont promus : général de division, le général de brigade Michel Clavery ; général de brigade, le colonel Jean-Claude Cordoliani.

MARINE. Sont promus : commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Yvon Brisbout ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Jean-Claude Gohlinger.

GENDARMERIE. Sont promus : général de division, le général de brigade Eric Baustert ; général de brigade, le colonel Christian Joncour.

ARMEMENT. Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Louis Perez, André Mégard et Jacques Chéret ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Pierre Lebelle, Daniel Métras et Jacques Darricau.

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

– Bon anniversaire,

ANNE,

Bernard, Benoit, Gaëlle, Mathieu, Priscille.

– Laurence, Frédéric, Barbara et Maxime
souhaitent un joyeux anniversaire à leur grand-père,

Loulou,

pour ses soixante-treize ans.

Décès

– Mme Pierre Ansart,
née Marie-Gilberte Michaux,
Yves et Antoinette Ansart,
Philippe Ansart,
Olivier et Agnès Chanson,
Bernard et Hélène Ansart,
Emmanuel et Stéphanie Ansart,
Pascal et Anne-Marie Ansart,
ses enfants,
Et ses seize petits-enfants,
Ses frère, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces,
Le personnel des sociétés Atrans et Cariane-Oise,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre ANSART,

survenu le 7 mars 1995, dans sa soixante-seizième année, et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie religieuse qui sera célébrée, le vendredi 10 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Samson de Clermont-de-l'Oise.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Agnetz (Oise), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Vous pouvez adresser vos dons à ATD-Quart monde, 114, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye.

18, rue du Châtellier,
60600 Clermont.

– Claude Feron,
président,
Le conseil d'administration,
Et le personnel de La semaine de la bonté,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Alain BARRÈRE,
doyen honoraire de la faculté de droit
et de sciences économiques de Paris,
président honoraire des Semaines sociales de France,
président d'honneur
de La semaine de la bonté,

survenu le 6 mars 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église de Louvie-Juzon (64260), le jeudi 9 mars.

4, place Saint-Germain-des-Prés,
75006 Paris.

(*Le Monde* du 9 mars.)

– Le président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Alain BARRÈRE,
doyen honoraire de la faculté de droit
et de sciences économiques de Paris,
professeur émérite
de sciences économiques
de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne,

survenu le 6 mars 1995.

– Arlette et Gérard Baumann,
ses parents,
Marc Baumann et David Sebaoni,
ses fils,
Marion Baumann,
sa sœur,
Philippe Baumann,
son frère,
Sophie-Laure de Miribel,
sa compagne,
Delphine Matouk,
sa nièce,
Ses oncles, tantes et cousins,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Alain BAUMANN,

dans sa cinquante-deuxième année.

L'inhumation aura lieu, le vendredi 10 mars, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, avenue Edgard-Quinet.

Selon la volonté exprimée par Alain, ni fleurs ni couronnes.

Alain Baumann est né le 30 avril 1943, à Nice, symbole de la vie et de l'espoir en cette funeste période. Après un service militaire dans les para-commandos de l'air, il entrait à Régie-Presse, puis à Publicis. En 1972, il devenait directeur de l'agence DFP, puis participait à la création de l'agence Meunier-Granier-Deferre. En 1990, il créait avec Pierre Ducis la société Disc-o-fil. En 1992, il prenait la direction de la société Cesope dont l'activité créait un créneau totalement original de la communication.

Pol BERNHEIM LE CŒUR

nous a quittés le 3 mars, il avait vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse (entrée principale), vendredi 10 mars, à 14 heures.

Familles Bernheim -Le Cœur-Cébron,
34, boulevard Saint-Jacques,
75014 Paris.

– Colette et Paul Redondo,
leurs enfants et petits-enfants,
Françoise et Lucien Pliskin,
leurs enfants et leur petite-fille,
Michèle et Jean-Pierre Bruhat,
leurs enfants et petits-enfants,
font part du décès de

Yvonne BRUHAT,
née Mangis,

survenu le 8 mars 1995.

Domaine de Clairis,
89150 Savigny-sur-Clairis.
33, rue Censier,
75005 Paris.
5, rue Monticelli,
75014 Paris.

– M. et Mme Pierre Cauquil,
ses parents,
M. et Mme Philippe Cauquil,
et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Cauquil,
et leurs enfants,
Ses frères, belles-sœurs, neveu et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Françoise CAUQUIL,

survenu à Paris le 7 mars 1995 dans sa cinquante-sixième année.

– Mme Christian Larpin,
née Chantal de Franqueville,
sa fille,
M. Christian Larpin,
son gendre,
François, Edouard et Olivier,
ses petits-enfants,
M. et Mme Alexandre Petrocokino,
La comtesse de Franqueville,
Son frère et ses belles-sœurs,
ont la grande douleur de faire part du décès de la

**comtesse Bernard
DE FRANQUEVILLE,**
née Evguénia (Génia) Petrocokino,

endormie dans la paix du Seigneur, munie des sacrements de l'Eglise, le 7 mars 1995.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 11 mars, à 11 heures, en l'église orthodoxe russe Saint-Alexandre-Nevski de Biarritz, suivie de l'inhumation au cimetière d'Arcangues (Pyrénées-Atlantiques).

On y associera le souvenir de son époux,

**le comte Bernard
DE FRANQUEVILLE,**

disparu le 6 mars 1979,

et le souvenir de son frère,

M. Dimitri PETROCOKINO,

disparu le 18 novembre 1994.

– Militant de tout son être pour la démocratie, la fraternité, la tolérance, la liberté de l'expression et de la pensée,

Naïm GEMRIK.

Fondateur de l'association Turquie-Liberté dont il était président, il appartenait à la commission Questions internationales de la Ligue des droits de l'homme.

Né le 13 janvier 1953 à Fatsa (Turquie), mort à l'hôpital Paul-Brousse le 4 mars 1995, rapatrié le 7 mars, Naïm a été enterré dans son village natal.

Naïm Gemrik reste vivant dans la pensée de ses amis et camarades, de tout cœur avec sa famille de Turquie et de France.

Un CCP est ouvert aux noms joints d'Hélène Amblard et de Mustafa Torun, grâce auquel chacun peut marquer son soutien à Sukran, sa jeune épouse, et à Alaz, son fils, qui devront faire face à la vie.

Vos messages d'amitié sont les bienvenus.

Envoyer lettres et chèques à l'ordre du CCP joint Amblard-Torun n° 38 547 34 U La Source c/o Hélène Amblard, 96, rue de la Roquette, 75011 Paris.

– Mme Henri Guérin,
son épouse,
Martine, Chantal, Béatrice Guérin,
Jacqueline Collard,
Françoise et Pierre Jonard,
Olivier, Sophie, Clarisse,
Le docteur et Mme Jean-Claude Guérin,
Céline, Benoit, Vincent, Marie-Jothy,
Le professeur et Mme Philippe Guérin,
Emmanuel, Marie-Astrid,
Nicolas et Marie-Evelyne, Ségolène,
Le docteur et Mme Jacques Guérin,
Caroline et Mathieu,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Guy Lecuyer,
et leurs enfants,
Mme Albert Tournier,
et ses enfants,
Ses sœurs, beau-frère,
neveux et nièces,
Ses cousins, cousines,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Henri GUÉRIN,
professeur honoraire des Universités,
ingénieur ESPCI,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 6 mars 1995, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église de Verlin (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

95, boulevard Jourdan,
75014 Paris.

– Mme Séraphine Magnichewer,
sa mère,
Michaël et Nathalie Blum,
ses enfants,
André Kahn,
son fils,
Lucien et Louisette Magnichewer,
son frère et sa belle-sœur,
Dvorah, Routhy, Myriam, Hava,
Hanna, Zeev, Yonathan,
Batchéva et Gavriel,
Jacqui, Lucien, Akiba,
ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Ariane MAGNICHEWER,

arrachée à leur affection le 4 mars 1995, dans les derniers jours de sa quarante-neuvième année.

Le soir même, on commémorait le quarante et unième anniversaire de la disparition de son père,

Wolf MAGNICHEWER,
ancien déporté, MPF.

L'inhumation a eu lieu le lundi 6 mars.

– Moret-sur-Loing.

Mme Elisabeth Robert,
sa mère,
M. et Mme Alain Robert,
Mme Annick Robert-Louette,
M. et Mme Francis Robert,
ses enfants,
Albine et Charlotte Robert,
Marianne Louette,
Juliette et Marion Robert,
Ses petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques ROBERT,
président de la commission
de l'aménagement du territoire
et du cadre de vie du conseil économique
et social de la région Ile-de-France
et représentant de la section régionale
de l'Union nationale des associations
de professions libérales,
ancien président du syndicat
des architectes de la région parisienne,
chevalier dans l'ordre
de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 5 mars 1995, dans sa soixante-dixième année.

14, rue du peintre Sisley,
77250 Moret-sur-Loing.

– Joël Rochat, Pierre Fleischmann,
et l'ensemble du personnel du département premier cycle,
ont le très grand regret de faire part du décès de

Philippe ROCHE,
professeur agrégé,

survenu dans sa trente-septième année.

La cérémonie d'incinération aura lieu vendredi 10 mars à 15 h 45, au cimetière nouveau de la Guillotière, à Lyon.

– Les amis de

Willy MUCHA,

font part de son décès et de leur immense chagrin.

Ils vous prient d'assister à ses obsèques, le vendredi 10 mars 1995, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 23, place Etienne-Pernet, Paris-15e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, à 12 h 30.

De la part de Paul Alduy,
Michel et Albert Astrou,
Georges Brousse,
Jean-François Brousse,
Honoré Chatard,
Yves Chavanon,
Pierre et Jacqueline Cheloudko,
Arthur Conte,
Michel Déon,
Henri et Odile Fabre,
Laura Félici,
Dominique Fontaine,
Michel et Freddy Frois,
Jean-François et Marie-Hélène Gillion,
Jacques Gillot,
Paul Guimard,
Yvonne Holtzer,
Jean-Claude Larrivoire,
Antoine et Danièle Lecén,
Gabriel du Maroussem,
Jean-Pierre Marty,
Constance Nora,
Patrick O'Brian,
Dominique Prétet,
Philippe Pujas,
Pierre Restany,
Jérôme Ripoll,
Jacques Ruffié,
Sophie et Jacques Seguela,
Jacques et François Tajan,
Lise Toubon,
Torrente,
Henri Trinchet,
Frédérick Tristan,
Kuniko Tsutsumi,
Le baron Urvater,
Jean-Claude Valantin.

« O Collioure ! si mes racines ne sont pas dans ta terre, elles sont dans ton ciel. »

Ni fleurs ni couronnes.

Né le 16 avril 1905 à Varsovie, Willy Mucha s'installe, après une jeunesse errante, dans le Paris de l'avant-guerre. Peintre, il entre dans le cercle des grands artistes venus de tous les horizons : Dufy, Matisse, Picasso, Max Ernst, Dali, Foujita, Hartung.

Il se lie avec des écrivains, notamment Michel Déon, Paul Guimard, Barjavel, Aragon, Frédérick Tristan, Malaparte, des savants (les professeurs Lortat-Jacob et Ruffié, Paul-Emile Victor), des acteurs tels que Maurice Chevalier, Edith Piaf, Michèle Morgan, Bernadette Lafont.

Le site et la lumière de Collioure sont au cœur de son œuvre. Ni abstraite ni figurative, celle-ci reste inclassable. *« Quelque soit l'endroit où je me trouve,* disait-il, *c'est la lumière de Collioure que je peins. »*

Willy Mucha a exposé sur tous les continents, à New York, Tokyo, Sidney, Rio, Barcelone, Paris...) et ses œuvres se trouvent dans de nombreux musées en France et à l'étranger.

– Le personnel du laboratoire de physique des gaz et des plasmas de l'université Paris-Sud, Orsay (URA 073 du CNRS) a la tristesse de faire part du décès de son collègue,

Michel POUEY,
ingénieur de recherche
hors classe au CNRS,

survenu le 3 mars 1995, dans sa cinquante-sixième année.

– Aix-en-Provence.

Mme Pierre Soubeyran,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Monique Chaurand
Les familles Soubeyran, Cook, Chabauty,
Parents et alliés,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre SOUBEYRAN,

survenu à Aix-en-Provence, le 7 mars 1995, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 10 mars 1995, à 15 heures, au cimetière de Dieulefit (Drôme).

« Quand le soir fût venu, Jesus leur dit : Passons sur l'autre rive. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La famille Triquet-Marmin
a le regret de faire part du décès subit de

M. Jean TRIQUET,
cadre de banque au Crédit lyonnais.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 10 mars 1995, à 10 h 30, en l'église de Saint-Martin-Boulogne.

L'inhumation se fera au cimetière de Saint-Martin, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Place Verte,
59163 Condé-sur-l'Escaut.

PF Falempin
Tél. : 21-31-40-91
Salons Funéraires
12, rue Roger-Salengro,
62200 Saint-Martin-Boulogne.
Tél. : 21-31-47-96.
59/61, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny,
« Route de Saint-Omer »,
62200 Boulogne-sur-Mer.

Anniversaires

« Le souffle des vivants
fait vivre les morts. »

MIRJANA

est là.

Faïk, Nicole, Svebor DIZDAREVIC.
8 mars 1994 - 8 mars 1995.

– Remémont (Vosges),
Entre-deux-Eaux.

Une pensée est demandée à leurs amis pour l'anniversaire des décès de

Mme René CHARLES,

le 9 mars 1987,

et de son fils,

Pierre-Jean CHARLES,

le 11 mars 1985.

Communications diverses

– Anciens du lycée Henri-IV.

Notre repas traditionnel, présidé cette année par notre camarade Jean Favier, président de la Bibliothèque nationale de France, aura lieu le mardi 21 mars, à 19 h 45, dans une salle à manger du lycée. Il sera précédé de l'assemblée générale de l'association, à 18 heures précises, en salle 43.

Inscriptions pour le repas à adresser le plus tôt possible à Yves Serruys, 102, rue du Bac, 75007 Paris, avec un chèque de 230 F à l'ordre de l'association (de 100 F pour les jeunes adhérents jusqu'à vingt-cinq ans).

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU SECRETARIAT GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE.

D'un jugement contradictoirement rendu le 10.11.92, le Tribunal Correctionnel de Grasse, il appert que M. GUIGNARD Michel, né le 20.8.1943 à COGNAC (16) a été condamné à 12 mois d'emprisonnement avec sursis, 100.000 Frs d'amende et destruction des produits contrefaits saisis pour complicité d'escroquerie, complicité de contrefaçon.

Le Tribunal a en outre ordonné l'insertion par extraits du jugement dans le Monde et le Figaro aux frais du condamné sans que le coût de l'insertion ne puisse dépasser la somme de 50.000 Frs pour chaque insertion.

P/Le Greffier en Chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU SECRETARIAT GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE.

D'un jugement contradictoirement rendu le 10.11.92, le Tribunal Correctionnel de Grasse, il appert que M. BERTHE Henri, né le 27.01.1951 à PRADES (66) a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 250.000 Frs d'amende et destruction des produits contrefaits saisis pour escroquerie - reproduction, imitation de marques.

Le Tribunal a en outre ordonné l'insertion par extraits du jugement dans le Monde et le Figaro aux frais du condamné sans que le coût de l'insertion ne puisse dépasser la somme de 50.000 Frs pour chaque insertion.

P/Le Greffier en Chef.

HORIZONS

ENQUÊTE

Angoisses khmères



L'étranger est souvent perçu comme une menace potentielle par les Cambodgiens, qui ont éternellement peur qu'on vienne leur voler leur pays. Pourtant, cet étranger ne lui veut pas que du mal : une réunion internationale sur sa reconstruction se tient la semaine prochaine à Paris

Sok désigne une passante. *« Regardez cette femme... Une espionne ! »* A soixante-neuf ans, il a combattu en Algérie de 1956 à 1958, a défriché de ses mains la forêt sous le règne des Khmers rouges, à la fin des années 70, et se retrouve aujourd'hui propriétaire d'une petite épicerie proche du Vieux Marché à Phnom-Penh. Il est attablé devant un café crème à la terrasse du bistrot, de l'autre côté de la rue. *« Méfiez-vous ! »*, poursuit-il, assénant ses *« vérités »* sur ces Vietnamiens qu'il *« faudrait tous renvoyer chez eux »*. La femme visée par Sok, une vendeuse ambulante de sucreries, le fléau sur l'épaule, est habillée à la vietnamienne, d'un ample pantalon et d'une blouse. Le traditionnel chapeau conique vietnamien la protège du soleil. *« Tous des espions »*, résume Sok d'un ton sans réplique.

Quand, début 1994, les Khmers rouges ont perdu puis repris leur bastion de Païlin, le ton a monté très haut entre Bangkok et Phnom-Penh. Le prince Norodom Sirivudh, demi-frère du roi et alors ministre des affaires étrangères, a accusé les Thaïlandais de *« double jeu »*. *« La Thaïlande a participé à la mission de paix de l'ONU au Cambodge, mais, d'un autre côté, la même armée soutient Pol Pot »*, a-t-il notamment déclaré, pour s'entendre rappeler à l'ordre par un diplomate de Bangkok qui, sans le moindre égard vis-à-vis du protocole, s'en est pris à son *« manque d'expérience »*. Premier président du gouvernement royal, le prince Norodom Ranariddh s'est montré tout aussi exaspéré quand quelque vingt-cinq mille réfugiés civils de Païlin – des parents de Khmers rouges – ont franchi la frontière thaïlandaise pour être aussitôt rapatriés un peu plus au nord, à Phnom-Malaï, un autre bastion khmer rouge qui jouxte la frontière thaïlandaise. *« Où les Thaïlandais ont-ils renvoyé ces gens ? Ils les ont envoyés là où les Khmers rouges ont décidé qu'ils devraient se rendre »*, a-t-il accusé. Bien entendu, généraux et ministres thaïlandais ont vigoureusement démenti de telles assertions.

L'histoire ne se réécrit pas. Après avoir atteint son apogée aux XIIIe et XIVe siècles, l'empire khmer a reculé, au fil des siècles suivants, sous les coups de boutoir d'abord des Siamois – à l'ouest –, puis des Vietnamiens – à l'est. En témoignent, de nos jours, les temples khmers restaurés de l'Est thaïlandais et, même, ceux de la région de Sukhotaï, berceau de la civilisation siamoise, située au centre actuel du royaume. Le delta du Mékong – l'histoire est mieux connue – a été conquis au XVIIIe siècle, et on retrouve aujourd'hui dans certaines campagnes vietnamiennes, où résident un million de Khmers Krom, les paysages du Cambodge, avec leurs habitations sur pilotis et leurs pagodes aux élégants toits incurvés. En imposant leur protectorat en 1864, les Français mirent fin au démantèlement du Cambodge, dont les frontières n'ont plus bougé depuis cent trente ans.

Les Cambodgiens n'en sont pas pour autant rassurés. En dépit de sérieuses affinités culturelles et religieuses, ils reprochent aux Thaïlandais de les traiter avec condescendance – *« comme des cousins de province »*, dit un ministre cambodgien – et, surtout, de se comporter comme s'ils étaient chez eux. Quatorze ressortissants thaïlandais ont été relâchés après avoir été jugés et condamnés, à la suite d'une tentative de coup d'Etat le 2 juillet. Des Thaïlandais continuent, entre-temps, de faire des affaires dans des zones khmères rouges (coupes de bois, pierres précieuses), et les Sino-Thaïs ont pignon sur rue à Phnom-Penh, où ils sont banquiers, restaurateurs, hôteliers et entrepreneurs.

Vis-à-vis des Vietnamiens (les Yuons, ainsi que les appellent à la fois familièrement et péjorativement les Khmers), le rejet relève du réflexe. Certes, Vietnamiens et Khmers, surtout les Khmers Krom, vivent apparemment en bonne entente au marché flottant de Kompong-Chhnang, sur le Tonlé Sap, ou dans les bidonvilles de la capitale cambodgienne, comme ils le font, d'ailleurs, dans le delta du Mékong. Mais l'animosité est souvent à fleur de peau face à des gens jugés plus malins, plus entreprenants, plus travailleurs : les Yuons, selon une opinion répandue, sont des voleurs. *« Ils nous piquent tout »*, a même conclu un délégué officiel cambodgien à la clôture d'un grand colloque sur le thème « Francophonie et affaires », à Ho-Chi-Minh-Ville en novembre ; *« tout »*, même la langue française... Le choc est également culturel : le Cambodge appartient à l'Asie méridionale du Ramayana et des théâtres d'ombres tandis que le Vietnam procède de l'Extrême-Orient confucianiste.

Si les Thaïlandais ne sont que quelques dizaines de milliers à vivre au Cambodge, leur poids économique est substantiel, surtout dans l'ouest du pays, qu'ils s'étaient empressés d'annexer après la défaite française de 1940 et qu'ils ont quitté avec regret quelques années plus tard, n'abandonnant le temple de Preah Vihear qu'en 1962, à l'injonction de la Cour de justice de La Haye. Aujourd'hui, dans l'ouest du pays, la monnaie d'échange est aussi bien le baht thaïlandais que le dollar américain ou le riel cambodgien.

La présence vietnamienne est sensible surtout dans la vallée du Mékong et dans la capitale. Leur communauté regrouperait un demi-million de gens, estimation apparemment la plus raisonnable. Pauvres, ils n'en jouent pas moins un rôle économique important, car ils font tourner de nombreux petits métiers. En outre, si les Vietnamiens ont *« libéré »* le Cambodge des Khmers rouges en 1978-1979, la présence d'un puissant corps expéditionnaire pendant les dix années suivantes a laissé, pour le moins, quelques mauvais souvenirs. Enfin, plus récemment, des produits de consommation vietnamiens, de médiocre qualité mais à très bon marché, ont commencé à envahir le Cambodge.

Face à ces pressions, les Cambodgiens sont souvent désemparés, car le rapport de forces leur est trop défavorable. Là où il faudrait biaiser, trouver des contrepoids, argumenter, s'appuyer sur l'ONU ou des alliés plus éloignés, ils crient au scandale, au double jeu. Sur la défensive, ils aiguisent leur soupçon. On veut toujours, disent-ils, leur prendre leur Cambodge. Ils se murent, car rien, dans leur éducation, ne leur a appris le dialogue, l'échange d'idées, la négociation. Le Khmer, même s'il n'en pense pas moins, se soumet à la dure règle du moment. L'expérience lui a appris qu'il n'avait pas le choix. Ou alors, il explose, rejette l'ensemble de ce qu'on lui propose ou impose. Et, s'il dispose d'une arme à feu, il dégaine.

Ces réflexes sont entretenus par la peur. Ce sentiment a fortement encouragé Pol Pot et sa clique, après leur victoire en avril 1975, à disperser les populations urbaines, à occuper une grande partie de la population en leur infligeant des travaux forcés, à réduire au mieux les moyens de communication, à séparer les familles et à entreprendre, dans leurs propres rangs, des purges aujourd'hui consignées au musée de l'extermination par la torture de Tuol Sleng, à Phnom-Penh. Entre-temps, dans un geste suicidaire, ils ont tenté de reprendre le pays des Khmers Krom, ce delta du Mékong vietnamisé depuis deux siècles. Oubliant que le rapport de forces leur était défavorable de façon pourtant éclatante, ils se sont proclamés invulnérables, à l'image des colonnes de paysans qui, en 1970, après la destitution de Norodom Sihanouk et à son appel, ont convergé sur Phnom-Penh pour être massacrés par la soldatesque – appuyée par des blindés – du futur maréchal Lon Nol.

De nos jours, les Khmers rouges affirment, contre toute évidence, que trois millions de Vietnamiens sont au Cambodge et que le gouvernement royal est à la botte de Hanoï. Le bât blesse davantage quand ce discours est repris, à Phnom-Penh, par la presse, par certains étudiants et même par quelques députés. Son Sann, doyen de l'Assemblée nationale, a écrit, dans le *Cambodia Daily* du 26 août 1994 : *« Des officiers vietnamiens occupent en ce moment de hautes fonctions militaires au sein du gouvernement royal (...). À l'époque des moissons, des troupes vietnamiennes armées pénètrent sur notre territoire pour protéger leurs citoyens qui sont des fermiers illégaux. »* Ce genre d'affirmations non prouvées est admis par beaucoup de gens. Pour une raison simple : dans le désarroi, le complot va de soi. Il est omniprésent. L'étranger, d'où qu'il vienne, est donc souvent perçu comme une menace potentielle par des gens qui ne savent plus comment se défendre.

L'hostilité de Son Sann à l'égard des Vietnamiens est le reflet, certes excessif, de l'état d'esprit d'une Assemblée qui a voté, à la même époque, à la quasi-unanimité et avec l'idée de rapatrier au moins une partie de la communauté vietnamienne, une loi sur l'immigration sans avoir, au préalable, voté celle sur la citoyenneté cambodgienne. Qui est cambodgien ? Les Khmers seulement ? Ou les individus nés au Cambodge de parents nés sur place ? Faute d'une loi, on ne le savait pas, ce qui pouvait prêter à toutes les dérives. Face au tollé international, notamment de leurs créanciers étrangers, les autorités cambodgiennes ont, cependant, affirmé qu'elles n'appliqueraient pas cette loi tant que celle sur la nationalité n'aurait pas été votée. Elles ont même renoncé à demander au HCR, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, de leur prêter les camps de transit qui avaient servi, en 1992-1993, au rapatriement de Thaïlande de 370 000 réfugiés cambodgiens, afin d'y regrouper les Vietnamiens avant de les renvoyer dans leur pays.

> « Nous, peuple cambodgien, ayant une grandiose civilisation, une réputation retentissante qui brille comme le diamant (..), nous tenant debout avec une volonté de fer pour renforcer l'unité nationale, préserver et protéger le territoire du Cambodge, la précieuse souveraineté et la prestigieuse civilisation d'Angkor... »
> Extraits du préambule de la Constitution du royaume du Cambodge (septembre 1993)

Quoi qu'il en soit, les Khmers ont une forte tendance à voir le monde extérieur, dont ils ont été si longtemps coupés, à travers le prisme déformant de leurs angoisses. Ces obsessions les conduisent à se replier, quelles que soient leurs aspirations, sur ce qu'ils connaissent le mieux : une habitude séculaire à accepter, selon la formule d'un bon connaisseur du Cambodge, David Chandler, que *« la protection des dirigeants soit la priorité du gouvernement »*. Ainsi, les espaces de liberté créés pendant la période onusienne, de mars 1992 à septembre 1993, se réduisent au fil des mois. Le maintien de l'ordre l'emporte sur toute autre considération. D'où une série de projets de loi sinon répressifs, du moins restrictifs, dont seules les interventions étrangères parviennent à modifier la nature ou reporter l'application.

L'évocation de la *« prestigieuse civilisation d'Angkor »* n'est pas innocente. Le rappel de l'époque à laquelle les Khmers dominaient une bonne partie de l'Asie du Sud-Est continentale est omniprésent. Les reproductions des tours d'Angkor Vat ou des sourires du Bayon sont accrochés à tous les murs. Les Cambodgiens se raccrochent ainsi à une idée : si les rois d'Angkor ont été si influents, c'est que *« nous existons »*. La dérive des Khmers rouges procède également de ce raisonnement ; c'est la raison pour laquelle, paradoxalement, ils ont échoué, tout en continuant à faire partie du paysage.

Pour le cinéaste cambodgien Rithy Panh, dont le premier long métrage, *Les Gens de la rizière*, a été salué au dernier Festival de Cannes, *« la guerre n'a pas engendré que des morts : le grand monstre, c'est le phénomène d'acculturation (...). Nous sommes entourés de cent millions de voisins qui veulent exercer sur nous une domination, surtout économique. Face à eux, le Cambodge n'est pas grand-chose : nous avons un déficit démographique, un déficit culturel, une guerre civile sur le dos ainsi qu'une histoire que l'on n'a pas encore analysée. Notre conscience collective, aussi, a été détruite par la guerre »*. Mais il ajoute que *« la guerre n'a pas réussi à balayer l'âme du peuple cambodgien »*.

L'espoir, si ténu soit-il, est double. D'une part, les Cambodgiens, si timides, si passifs et parfois si violents, n'ont pas manqué l'occasion qui leur a été offerte d'exprimer leurs aspirations à la paix et à la normalité en participant massivement aux élections organisées par l'ONU en mai 1993. Même si ce qui s'est passé depuis – une affaire d'arrangements entre dirigeants – a sérieusement limité la portée de leur vote, ils se sont rendus joyeusement aux urnes. D'autre part, on ne peut exclure qu'émerge une nouvelle génération moins sensible aux fantasmes du passé et plus proche des réalités, ce qui réduirait d'autant la marge de manœuvre de tous ceux qui exploitent l'air vicié du temps et lui permettrait de mieux servir les intérêts du Cambodge.

Jean-Claude Pomonti

Pour la communauté des Etats européens

par Alain Lamassoure

L'EUROPE sera le premier dossier que le futur président aura à traiter après le 7 mai, et l'un des plus importants. Un mois après sa prise de fonctions, il présidera le Conseil européen de Cannes. Et, conformément au calendrier déjà adopté entre les Européens, il se trouve que c'est entre juin 1995 et décembre 1998 que devront être prises les décisions fondamentales pour l'avenir du continent.

Celui que les Français vont choisir devra répondre à trois questions : premièrement, *« Acceptons-nous que l'Union européenne soit complétée, élargie et transformée ? »* Issue de la petite Europe commerciale de la guerre froide, l'Union européenne se révèle mal adaptée aux besoins actuels de notre continent. Elle doit d'abord être complétée. La communauté économique est une réussite. Il faut maintenant avoir le courage de la parachever par son indispensable volet monétaire, conformément au traité de Maastricht.

Dans le nouveau contexte stratégique, il devient urgent d'y ajouter aussi une communauté de politique étrangère et de défense : si l'Alliance atlantique reste nécessaire contre d'éventuelles menaces de grandes puissances, les principaux risques que courent les Etats européens aujourd'hui ne mettent plus en cause la sécurité des Etats-Unis, et doivent donc être traités par les Européens eux-mêmes. Le traité de Maastricht en a posé le principe, mais sans en prévoir les moyens : système de décision rapide et efficace, outil diplomatique approprié, moyens militaires au service d'une politique commune.

Prenons le cas de la Bosnie. A l'heure actuelle, il n'y a pas moins de 18 000 soldats européens, sous le casque bleu de l'ONU, dans l'ex-Yougoslavie – et pas un seul GI. Leur envoi a été décidé individuellement par chaque pays, sur une période de deux ans, après d'innombrables consultations, au gré des résolutions de l'ONU. Imaginons que, en 1991, l'Europe ait été capable de décider en deux semaines l'envoi de 18 000 hommes pour appliquer le plan de paix qu'elle avait conçu : tout le contexte politique de la crise yougoslave aurait été bien différent. Nos prédécesseurs avaient l'excuse de ne pas savoir. Nous serions impardonnables, désormais informés, de ne pas nous donner les moyens d'agir.

L'Union européenne doit ensuite être élargie. Les pays d'Europe centrale et orientale qui ont retrouvé leur liberté frappent à la porte. Ils auront naturellement leur place dans l'Union, du moment qu'ils en acceptent les règles.

Enfin, l'Union doit être transformée. Conçues initialement pour gérer un accord commercial passé entre six pays – le Marché commun –, et guère modifiées depuis, les institutions européennes actuelles ne sont pas adaptées aux besoins d'une union économique, monétaire, diplomatique et militaire, bref d'une communauté politique de vingt à trente membres.

Il faut organiser le continent comme un seul village

Deuxième question : *« Si l'Europe doit exercer ces compétences, acceptons-nous de lui en donner les moyens ? »* En fait, il y a deux sortes d'eurosceptiques. Ceux qui, logiques avec eux-mêmes, veulent réduire les compétences de l'Union. Et ceux, plus insidieux, qui acceptent que l'Europe agisse plus, mais à condition... qu'elle le fasse mal. C'est-à-dire qu'elle décide selon des institutions compliquées, des procédures incompréhensibles, avec des acteurs anonymes et des conditions de majorité impossibles à réunir.

Il faut souhaiter, au contraire, que l'Europe agisse peu mais bien. *« Peu »*, c'est-à-dire en intervenant dans les seuls domaines qui dépassent les moyens nationaux. *« Bien »* signifie : aussi bien que l'on sait agir au niveau municipal, régional ou national. Avec un pouvoir exécutif, avec des assemblées délibérantes, avec des décideurs clairement identifiés et à portée de bulletin de vote de tous les citoyens.

Le critère clef réside dans le mode de décision : à la majorité ou à l'unanimité. A vingt ou trente acteurs, qui dit unanimité dit garantie d'absence de décision. La solution raisonnable est la décision à la majorité, complétée par un droit de *veto* exceptionnel assorti de conditions très strictes lorsqu'un Etat juge que ses intérêts essentiels sont en jeu.

Troisième question : *« Comment concilier les deux objectifs d'élargissement et de renforcement de l'Europe ? »* La question se pose dans la mesure où tous les pays du continent ne seront sans doute pas disposés à appliquer tout de suite toutes les politiques communes dont nous avons besoin au niveau européen. Les gouvernements actuels de Grande-Bretagne et du Danemark réservent leur décision sur l'union monétaire. Les pays traditionnellement neutres n'acceptent, pour le moment, qu'un statut d'observateur à l'UEO. Devons-nous attendre ceux qui ne peuvent pas avancer tout de suite ? Devons-nous, au contraire, nous organiser sans eux ? Je réponds deux fois *« non »*.

Car il y aurait deux manières de se tromper d'Europe. L'une serait d'élargir l'Union sans la renforcer. Le nouveau traité européen serait alors une étiquette commune sur un continent morcelé. Ce serait les Etats divisés de l'Europe unie – soit disant unie. L'autre serait de renforcer exclusivement une petite Europe, en négligeant l'avenir de la grande. Ce serait les Etats-Unis de l'Europe divisée – à nouveau divisée et, cette fois, par notre seule faute.

Ce que nous devons bâtir, c'est la communauté des Etats européens. Avec un grand cercle, correspondant à l'Union étendue à l'échelle du continent, dans ses compétences actuelles. Et un ou plusieurs cercles intérieurs, rassemblant les Etats qui, sans attendre, veulent aller plus loin sur l'union monétaire et (ou) sur la politique étrangère et la défense.

Ce statut différent entre les Etats membres ne risque-t-il pas de créer une nouvelle division ? Non, s'il n'est que provisoire – ce qui exige que tous les pays du grand cercle acceptent de rejoindre, à terme, le noyau dur. Et si l'ensemble fait l'objet d'un seul traité et d'un seul cadre institutionnel. Il faut organiser l'Europe comme un seul village, où, simplement, l'usage du terrain de football est réservé aux seuls amateurs du ballon rond.

Voilà les questions fondamentales. Celles auxquelles Edouard Balladur a répondu clairement, depuis plusieurs mois, dans ses propos et dans ses actes. A quarante et quelques jours de l'élection décisive, il est grand temps que les autres candidats révèlent leurs intentions sur ce choix majeur pour notre pays.

Alain Lamassoure
est ministre délégué aux affaires européennes

Robert Hue, par raison

par Anicet Le Pors

UNE partie importante des électeurs qui répugne toujours à se prononcer, des candidats qui ne rencontrent dans l'opinion qu'une adhésion mitigée, un débat politique particulièrement médiocre, une absence persistante de perspective, conséquence de la faillite des idéologies, l'accumulation des affaires de corruption, des malversations d'Etat,... autant de phénomènes qui traduisent la poursuite de la décomposition caractéristique de ce système social. Un processus que nous avons la responsabilité politique de gérer, car il peut aussi bien déboucher sur des monstres que sur une ère nouvelle de recomposition.

L'un des rares motifs de satisfaction est la régression, par désaffection de fait, de l'importance accordée à l'élection présidentielle en tant que solution des contradictions sociales. Pour autant, il n'y aura pas de raccourci dans l'entreprise de recomposition des forces vives de la société. Des acteurs politiques existants, seuls pourront l'être encore dans la période à venir ceux qui auront su conduire un « travail de deuil » méthodique ; ceux qui sauront mettre en cause les structures, les organisations et les comportements appartenant à l'ordre ancien immanent ; ceux qui aborderont les événements à venir avec une lucidité courageuse et qui forgeront dans ces épreuves leur identité politique nouvelle.

Force est de constater qu'aucun des candidats de gauche ne répond à cette exigence. Le candidat du Parti socialiste n'a qu'à peine amorcé l'analyse critique de la gestion gouvernementale de ce parti ; ni les Assises de la transformation sociale ni le projet présidentiel qui vient d'être rendu public ne sauraient en tenir lieu. Le candidat du Parti communiste n'est revenu que très partiellement sur les références doctrinales qui continuent de marquer le fonctionnement de ce parti et ses mentalités. Par ailleurs, la concrétion des ressentiments et des fantasmes en gauche alternative ne saurait préfigurer la forme politique nouvelle enfin trouvée, même mâtinée d'écologie ; l'écologie politique, ça n'existe pas.

Pour autant, était-il impossible, dans les limites et les contraintes qu'impose une situation aussi délétère, de donner une modeste réponse d'espoir à tant de désarroi sous la forme d'une candidature unique de rassemblement à gauche ? Avec ceux qui avaient développé dans la campagne des élections européennes les thèmes de L'Autre Politique, je l'ai pensé et proposé un moment, en conférant surtout à cette proposition, je dois l'avouer, une valeur essentiellement pédagogique. Il reste qu'une telle candidature aurait pu permettre d'esquisser le projet d'une « nouvelle donne » à gauche, en réplique à la « nouvelle restauration » qui se profile à droite. C'était, à l'évidence, prématuré.

C'est pourquoi, les choses étant ce qu'elle sont, au stade où nous en sommes, je voterai Robert Hue. Non en considération de l'organisation dont il est le dirigeant, mais pour les trois raisons suivantes.

Premièrement, de façon non exclusive, mais cependant importante, les communistes sont sur la trajectoire historique d'une tradition française de transformation sociale radicale. Des générations de militants, des sommes incalculables de dévouement aboutissent dans ce champ du paysage politique français sans que personne puisse prétendre accaparer l'héritage de cette épopée. Choisir de voter pour le candidat communiste, c'est ainsi le moyen politique le plus immédiatement disponible pour exprimer de manière significative la volonté d'un ancrage à gauche conforme à cette tradition et donner aux forces qui s'y réfèrent des chances d'exister dans les temps nouveaux.

Deuxièmement, il ne faut pas biaiser avec l'Europe libérale de Maastricht ; les critères de convergence, la monnaie unique, le fédéralisme, la logique des minorités nationales : je suis contre. Ni avec les valeurs républicaines ; le droit au travail, le service public, la laïcité, le modèle français d'intégration fondé sur le principe d'égalité et le droit du sol, le statut d'intégrité du corps humain : je suis pour. Comme je suis pour l'Europe de la mise en commun de ce que ses peuples ont fait de meilleur. Je constate, sans oublier certains dérapages des dernières années, que le candidat communiste est celui qui défend les positions les plus voisines de celles que je viens d'exprimer.

Troisièmement, quand bien même s'agirait-il d'une position politique encore largement à contre-courant de l'opinion publique dominante, il faut dire avec force que les institutions en vigueur, et notamment l'élection du président de la République au suffrage universel – comble de la délégation de pouvoir – consacrent un abaissement de la souveraineté populaire qui s'ajoute à l'affaiblissement de la souveraineté nationale au sein de l'Union européenne monétariste. Cela n'est pas digne de notre peuple ; cela ne doit pas durer. Le candidat communiste le dit. Moi aussi.

Anicet Le Pors,
ancien ministre, a démissionné du PCF le 26 février 1994

Un vote de gauche pour Chirac

par Jacques Derogy

TOUTE ma vie civique, commencée aux législatives de novembre 1946, j'ai voté à gauche, par fibre familiale et enracinement personnel. Au point de m'abstenir exceptionnellement au second tour de la présidentielle de 1969 opposant les deux candidats de la droite, Pompidou et Poher.

Communiste encarté en même temps que mon condisciple de khâgne François Furet, je me suis passé de l'illusion sur la question du *« contrôle des naissances »*, l'année même des grandes remises en cause : rapport Khrouchtchev, pleins pouvoirs à Guy Mollet pour *« pacifier »* l'Algérie, séismes en Pologne et en Hongrie. Membre de l'amicale socialiste des écrivains créée en 1973, j'ai renvoyé ma carte en 1989 à la veille du pitoyable congrès de Rennes, tout en persévérant dans mon vote à gauche. Des considérations plus éthiques que politiques me conduisent à en changer pour la première fois d'orientation.

Mon candidat naturel, Lionel Jospin, n'ayant aucune chance de l'emporter, quels que soient ses mérites, je souhaite la présence de Jacques Chirac au second tour, face à lui ou à Edouard Balladur. Sans faire de différence entre les deux programmes présidentiels de la droite, je fonderai mon choix sur d'autres critères touchant au progrès des moeurs, avec les trois avancées qui me tiennent à cœur : la contraception pour laquelle j'avais fait campagne et que la loi du député gaulliste Lucien Neuwirth a autorisée en 1967 ; l'IVG légalisée en 1974 sous le gouvernement Chirac ; l'abolition de la peine de mort votée par l'opposant Chirac en 1981, neuf ans après un article qui m'avait valu condamnation pénale pour avoir rendu compte d'une exécution capitale assimilée à un crime rituel.

Après celle de l'esclavage et de la torture, cette abrogation sans substitution est à mes yeux la troisième pierre de touche d'une société civilisée. Contre la majorité de son groupe et de son parti, Chirac a eu le courage de maintenir sa position devant ses alliés du CNI en décembre et « Face à la Une » en février.

Cela me suffit pour préférer le tandem Chirac-Séguin au tandem Balladur-Pasqua. Quitte à voter Jospin au second tour – s'il peut y figurer – par fidélité aux valeurs et aux idéaux de la social-démocratie. Mais sans illusion.

Jacques Derogy
est journaliste et écrivain

Les tripes insondables

par Lothar Baier

« TROIS CANDIDATS en Argentine pour le scrutin présidentiel en mai », titrait il y a quelques jours *Le Monde*. Seulement trois candidats : quel pays pauvre, cette Argentine ! La France moderne va être riche, si j'ai bien calculé, d'une bonne douzaine de candidats, et la liste peut encore s'allonger. J'ai des amis en France qui ont tendance à déplorer cette prolifération de candidatures, y voyant le signe inquiétant d'une désintégration de la vie politique. Moi je l'interprète, en cela d'accord avec la vision londonienne de Theodore Zeldin, comme le signe d'une évolution pleine de promesses.

A quoi ressemble la France politique telle qu'elle se présente à la fin de cet hiver ? Je dirais à un doux pays léninien. A ne pas confondre avec un dur pays léniniste. Par pays léninien, j'entends ce pays du futur dont rêva parfois Lénine, pays si transparent et peuplé de gens si instruits qu'une cuisinière, la fameuse cuisinière, parviendrait à gérer les affaires de l'Etat. Dans ce pays léninien, on n'a plus besoin d'une classe politique spécialisée qui possède à elle seule tout le savoir-faire du pouvoir.

VU DE FRANCFORT

De fait, sur la liste des candidats à la présidence les énarques et les inspecteurs des finances ne sont pas tout à fait seuls. Les partis politiques, eux, comme le montre bien l'exemple de la double candidature gaulliste, n'ont plus le monopole de la présentation des candidats à la fonction suprême de l'Etat. On a l'impression que n'importe qui (ou presque), disposant de quelques amis simulant un mouvement politique et sachant organiser, avec un sens certain de la publicité, une conférence de presse, est en mesure de poser sa candidature et de peser du jour au lendemain dans les sondages. La candidature se démocratise irrésistiblement. N'est-ce pas une bonne nouvelle ?

Connaissant mal le personnel politique en France, j'ai pensé, en regardant les informations télévisées lors des péripéties judiciaires de M. Tapie, que ce M. Hory qui s'exprima alors devant les caméras à sa place, était une sorte de secrétaire personnel ou de garde du corps diplômé de Bernard Tapie. Or j'apprends maintenant que M. Hory est en réalité candidat à la présidence. Il devance son *« patron »* Tapie... Ne se dessine-t-elle pas, cette aube d'une ère nouvelle où les cuisinières ou les chauffeurs s'apprêtent à manier le grand gouvernail ?

Au demeurant, mon entourage francfortois se sent déconcerté en regardant le spectacle qu'offre la multiplication de candidatures vertes en France. Cet embarras est compréhensible : à Francfort, on vient d'assister à un grand succès du parti Vert unique lors des récentes élections régionales. Dans ma circonscription du centre-ville, le candidat Vert, Rupert von Plottnitz, brillant avocat polyglotte d'origine noble, a même failli battre les candidats des grands partis. En lui se cache peut-être le prochain ministre de l'intérieur du Land de Hesse. Face à de telles perspectives, la division de la mouvance écologique, en France, nous paraît rudement autodestructrice.

Quelque chose de nouveau, l'écologie politique, vient d'être récupérée par l'emprise d'une vieille habitude de fragmentation sociale. L'électorat écologiste semble se comporter comme la population d'une commune rurale où règne encore la tradition. On arrive dans une petite ville de province qu'on ne connaît pas ; on veut y acheter un bon bifteck ; on demande donc à quelqu'un du pays à quelle boucherie on est le mieux servi. Il y en a trois : la boucherie Lalonde, la boucherie Waechter, la boucherie Voynet. On sait que toutes les trois s'approvisionnent au même abattoir du chef-lieu du canton.

On évoque alors la boucherie Lalonde. On a vu sa publicité sur l'abribus. *« Les Lalonde !*, s'écrie un homme du pays, *jamais les Lalonde, mon père déjà a cessé d'acheter chez les Lalonde. »* Et les Waechter ? *« Ah, les Waechter, vous savez, ici on dit d'eux... bref, moi personnellement, je n'ai rien contre les Waechter, mais enfin, ils ne sont pas d'ici. Les Voynet, oui, ce sont des braves gens, allez chercher votre bifteck là-bas, ce sera parfait. »*

Tel autre, habitant l'autre bout de l'agglomération, préfère peut-être les Waechter au détriment des Lalonde et des Voynet. Un troisième va chercher la daube chez Lalonde, depuis trois générations. Un quatrième qu'on consulte se révèle, malheureusement, végétarien.

Etranger à ce pays-là, on comprend vite qu'on cherche en vain des critères objectifs derrière les préférences des gens du pays. C'est toujours la même source, en l'occurrence la même préoccupation écologique, qui fournit la matière première aux maisons Lalonde, Waechter et Voynet. On comprend du coup que la politique, ça passe aussi par les tripes. Et les tripes, malgré tous les sondages, sont insondables. Tout cela a même un côté rassurant, quand on sait que, au moment du scrutin, ce seront de toute façon les grandes surfaces qui, quels que soient leurs noms, avaleront non seulement les trois boucheries vertes, mais aussi toutes les autres petites boutiques politiques qui font encore, pendant que la campagne est en cours, marcher le commerce.

Lothar Baier *est essayiste allemand*

AU COURRIER DU « MONDE »

FACE AU CENTENAIRE

Jean-Sylvain Bailly, premier maire de Paris, rapporte dans ses *Mémoires* qu'un vénérable vieillard du Jura, prénommé Jean, fils d'un Monsieur Jacob, se présenta devant l'Assemblée le 23 octobre 1789. Le président lut son extrait de baptême, traduit du latin ; il était daté du 16 novembre 1669 à Saint-Sauverain en Franche-Comté. Cet homme, qui avait vu le règne de Louis XIV et tomber la Bastille, allait donc avoir 120 ans.

Peu après, il fut présenté à Louis XVI. Le Roi eût dû se méfier : on ne contemple pas un siècle d'histoire sans que la tête vous tourne. Edouard Balladur a-t-il rencontré Mme Calment ?

Bertrand Ferriere
Paris

TECHNOPOPULISTE

M. Chirac n'aime pas la technostructure. Il le martèle lors de chacune de ses interventions télévisées tandis qu'il regarde la France profonde dans les yeux. Il oublie certainement qu'il est énarque.

Il préfère la politique et suggère d'éliminer le gaspillage qui sévit au cœur de l'Etat en soumettant les finances publiques à un audit approfondi effectué, sous le contrôle du Parlement, par des experts de la Cour des comptes. Au fait, quel est son corps d'origine ?

On en vient d'ailleurs à se demander si cette élection présidentielle ne se borne pas à une rivalité fratricide entre deux grands corps : la Cour des comptes et le Conseil d'Etat...

Et voici que se pousse dans la cour des grands un membre du Quai d'Orsay qui défendrait la fonction publique... Oh ! le Quai n'est plus ce qu'il était !

Claire Madier
Paris

PLUS QU'UN HOMME ?

Dans l'éditorial d'André Fontaine *« La présidence et le peuple »* (*Le Monde* du 17 février), je lis : *« on continue de rêver d'avoir à la tête de l'Etat un homme qui serait plus qu'un homme (...) »*. Soit, oui, sans doute. Et pourquoi pas aussi autre chose qu'un homme, c'est-à-dire... une femme ? Il serait bien de rappeler, en ces temps d'éducation civique dépoussiérée, que le pouvoir n'est pas synonyme de « costume-cravate »

Hélène Brégou
Strasbourg

QUESTIONNAIRE SANS RÉPONSE

Les Belges viennent de supprimer le service militaire. Le ramener à six mois en France coûterait, dit-on, trop cher aux contribuables.

Les appelés, eux seuls, continueront de supporter la totalité de l'effort : bloqués dix mois pratiquement sans salaire, sauf, bien sûr, les 30 % d'heureux qui réussissent à y échapper.

Cette revendication de six mois figurait dans les réponses au questionnaire pour les jeunes d'Edouard Balladur. Je me demande pourquoi on répond à des questionnaires

Jean Delemer
Les Lecques, Var

Le Monde

Corruption d'Etat

UN ancien vice-premier ministre belge assassiné, un général retrouvé mort, un secrétaire général de l'OTAN suspecté, un commissaire européen entendu par la justice, sans parler de l'inculpation d'hommes d'affaires, de responsables politiques. L'affaire qui agite la Belgique est une grave affaire de pots-de-vin. Elle est aussi la conséquence d'une corruption généralisée et quasi officialisée tant elle implique les Etats au plus haut niveau et les industries mondiales d'armement.

Il n'est pas, en effet, de grand contrat de matériel militaire qui ne soit négocié de gouvernement à gouvernement, compte tenu de la dimension stratégique de ces marchés. On a assez vu Margaret Thatcher, les présidents américains George Bush ou Bill Clinton se transformer en VRP de leur industrie d'armement. Plus les exportations deviennent vitales pour les entreprises et donc pour l'emploi, plus les gouvernements s'impliquent. Faut-il les garantir ? Ils s'y emploient. Et ils sont les premiers à engager des négociations, comme le fit la France lorsqu'elle acheta aux Etats-Unis des avions de surveillance Awacs, obtenant des retombées industrielles supérieures en valeur au montant de la commande. Un volet identique alimente la polémique sur le contrat Agusta en Belgique.

Le vulgaire dessous-de-table constitue une pratique courante presque tarifée. A Paris, le service de prévention contre la corruption situe entre 3 % et 10 % d'un contrat le montant des commissions versées aux intermédiaires. Ces « frais commerciaux extérieurs » qui apparaissent de façon tout à fait officielle dans les comptes des sociétés, peuvent même atteindre 15 % du montant des contrats. Tous les pays développent les mêmes pratiques. Ils y ont d'ailleurs un intérêt immédiat puisqu'une partie de ces commissions est en principe ristournée par l'acheteur. Soit à un parti politique du pays du vendeur, soit au vendeur lui-même en empruntant souvent les mêmes circuits que ceux de l'argent sale.

S'en offusquer pour la Belgique alors que la méthode a cours dans tous les pays du monde procède de l'hypocrisie. Pour se blanchir, les Etats-Unis ont voté une loi au début des années 70 interdisant la corruption sur les marchés à l'exportation. Pour l'avoir transgressée, la société Lockheed accusée d'avoir payé 1 million de dollars pour un contrat égyptien d'une valeur de 79 millions à la fin des années 80, a été condamnée à payer 25 millions de dollars d'amende en janvier dernier.

Les dénonciateurs des pots-de-vin sont souvent ceux-là-mêmes qui en versent, mais qui se sont fait « voler » un marché par plus généreux qu'eux. En mai 1994, l'OCDE a décidé de s'attaquer au problème. Une réunion internationale à Paris doit prochainement se pencher sur des dispositions « réalistes » pour lutter contre la corruption internationale. Reste à savoir maintenant s'il existe une volonté d'aller au-delà de la dénonciation, de loin en loin, de quelques lampistes.

Le piège des « affaires »

LE piège des « affaires », auquel Edouard Balladur avait réussi à échapper malgré les démissions successives de trois ministres mis en cause par la justice, va-t-il malgré tout fonctionner contre lui, sous une autre forme ? La question se pose non parce que le premier ministre serait soupçonné d'indélicatesses ou de confusions entre activité publique et intérêt privé, mais parce qu'il a refusé d'admettre que la seule manière de prévenir un tel soupçon était de répondre en temps utile aux questions qui lui étaient posées. Du coup, la réprobation qui pèse sur les responsables politiques, depuis les premières enquêtes sur le financement du Parti socialiste et les délits d'initié du début des années 90, risque de l'atteindre à son tour.

Interrogé sur LCI, mercredi 8 mars, Edouard Balladur a laissé paraître une indignation convaincante devant les accusations insinuées contre lui au sujet de ses relations avec son ancienne entreprise, la Générale de services informatiques. Il était clair qu'à ses yeux, toute interrogation sur les revenus et le patrimoine d'un candidat à une fonction élective procède d'une présomption de malhonnêteté insupportable. S'y ajoute la vieille méfiance – ou le vieux ressentiment – envers la « finance », activité réhabilitée sous le règne socialiste, mais qui demeure suspecte dans un pays où l'argent se cache plus volontiers qu'il ne s'affiche.

Le premier ministre-candidat est confronté, néanmoins, à une vraie difficulté. Homme de droite, symbolisant pendant la première cohabitation le retour au pouvoir des conseils d'administration, il a tenté, par la suite, de modifier son « image » et d'apparaître comme un réformateur, inspiré par la pensée démocrate-chrétienne plutôt que par le libéralisme qu'affichait la droite sous le gouvernement de Jacques Chirac. Se posant en serviteur de l'Etat, devenu homme politique sur le tard – et cherchant à se distinguer ainsi de ses concurrents –, Edouard Balladur ne savait plus que faire de son passé de chef d'entreprise.

Celui-ci lui est revenu sous la forme de rumeurs, mettant en cause les conditions dans lesquelles il avait quitté, puis rejoint, GSI. Au lieu de faire dès le début toute la lumière, le candidat a contribué à créer à ce sujet un mystère, propice aux demi-vérités, aux mises en cause anonymes, au murmure des propos venimeux.

Il annonce maintenant, à contre-cœur, la prochaine publication de l'état complet de son patrimoine. Tout candidat à la présidence de la République est tenu de produire un tel document, remis sous pli scellé au Conseil constitutionnel, qui le rend public pour le seul élu. Edouard Balladur va plus loin en décidant de le communiquer aux électeurs.

Le voilà donc tenu d'administrer la preuve de sa bonne foi, sans être sûr de dissiper l'impression produite par ses réticences.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ;
Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé,
adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du Monde des débats ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet,
directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Plus pauvres ou plus inégaux ?

Suite de la première page

La proportion de personnes vivant dans le dénuement est tombée de 70 % à 32 % dans le tiers-monde. Les taux d'alphabétisation des femmes ont progressé partout, doublant dans les pays « les moins avancés ». L'espérance de vie à la naissance a augmenté de plus de vingt ans, contre huit dans les pays industrialisés. Si les gains en ce domaine ont été plus élevés en Asie du Sud ou du Sud-Est qu'en Afrique, certains pays africains, comme le Botswana, le Lesotho, la Namibie, ont fait aussi bien que ces régions « avancées », voire mieux, et le Soudan presque aussi bien depuis 1970.

L'évolution n'a été ni linéaire, ni identique dans tous les domaines (croissance économique, progrès de l'éducation ou de la santé), ni dans tous les pays. Mais, jusqu'aux années 70, on peut estimer que le tiers-monde dans son ensemble a gagné, économiquement et socialement. Depuis, la progression s'est ralentie, surtout sur le plan économique, et les années 80, « décennie perdue du développement », ont creusé les différences entre les régions. L'Asie du Sud-Est s'est détachée du reste du monde. L'Afrique a régressé, l'Amérique latine aussi. Cependant les distances se sont élargies à l'intérieur même de chaque pays : selon la CEPAL, la proportion de pauvres, et même d'« indigents », s'est accrue en Argentine, au Brésil, comme au Honduras ou au Panama, voire au Chili. Et là où elle a baissé depuis 1990, on n'a pas encore retrouvé le niveau initial.

Les pays en développement n'ont pas été les seuls touchés : on a vu une pauvreté renaître aussi en Europe, différente de celle d'il y a trente ou quarante ans. En France, elle est liée au chômage. Aux personnes âgées dépourvues de retraite et aux habitants des bidonvilles de naguère succèdent les jeunes en galère ou les quinquagénaires en chômage de longue durée. Mais ailleurs, aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, elle résiste à la croissance de l'emploi.

> Le salariat, au départ synonyme de précarité, est devenu, avec le temps, la base de toutes les garanties

En fait, le phénomène majeur des dix ou quinze dernières années a été l'accroissement des inégalités. L'OCDE notait ainsi, en juillet 1993, dans ses *Perspectives de l'emploi*, que « les inégalités de revenus se sont amplifiées dans les années 80 ». On le voit aux Etats-Unis : le niveau des salaires n'a pas diminué globalement, mais seulement celui des salaires les plus faibles. C'est aussi ce que traduisent les statistiques britanniques sur la pauvreté. Si l'on retrouve outre-Manche le même pourcentage de pauvres que dans les années 1900, cela ne veut évidemment pas dire que la Grande-Bretagne est revenue à la situation sociale du début du siècle.

On retrouve cette évolution en Amérique latine notamment, où la croissance n'a pas réduit les distances sociales. Au Chili, par exemple, ce sont à la fois les revenus les plus faibles et les plus élevés qui en ont profité, mais l'écart s'est accru. Cette région n'a pas, cependant, l'exclusivité de l'inégalité. Selon l'étude du PNUD, alors que le revenu des 20 % les plus riches représente environ 6 fois celui des 20 % les plus pauvres en Europe occidentale (6,5 fois en France), et 9 fois aux Etats-Unis, le rapport est de 30 au Guatemala, au Brésil ou à Panama, mais il atteint 22 au Kenya, 26 en Tanzanie (naguère « socialiste ») et 47 au Botswana, record mondial connu, car ces statistiques sont loin d'exister partout !

Inégalités croissantes, appauvrissement des plus pauvres, enrichissement des plus riches : si le marxisme était encore à la mode, il y aurait de quoi reprendre l'appel du *Manifeste communiste*, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais l'évolution en cours est plus complexe. Il n'y a pas des blocs étanches, comme on le présente parfois en opposant, en France, une majorité de détenteurs d'emplois et de revenus et une minorité d'exclus. Pas si simple : à côté des 3,7 % de ménages situés au-dessous du seuil de pauvreté, le CERC en discernait 8,7 % en situation de précarité financière, et d'autres encore échappant à cette situation grâce aux diverses prestations sociales ou au RMI...

C'est peut-être à une transformation plus large que l'on assiste, au moins en Europe. Dans son livre *Les Métamorphoses de la question sociale* (éd. Fayard), le sociologue Robert Castel montre que le salariat, au départ synonyme de précarité, est devenu avec le temps la base de toutes les garanties. N'est-ce pas ce mécanisme d'intégration qui est remis en cause ?

Guy Herzlich

RECTIFICATIFS

JOURNAUX GRATUITS

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre article sur la diffusion gratuite d'*InfoMatin*, dans *Le Monde* du 7 mars, *Le Parisien* n'est pas distribué gratuitement à l'entrée des stations de RER. C'est un supplément de 4 pages qui est donné aux voyageurs, et dont le tirage de 800 000 exemplaires est payé par la SNCF, et non la totalité du journal, comme nous l'avons indiqué par erreur.

EMPRUNT RUSSE

A la suite de notre article intitulé « Les emprunts russes sortent des greniers », paru dans *Le Monde* daté 26-27 février, il convient de préciser que François Bayle, qui était président par intérim du Groupement national des porteurs de titres russes (GNDPTR) depuis le mois d'août 1994, s'est vu privé, par un arrêt de la Cour d'appel de Douai, statuant en référé, en date du 2 février 1995, du droit de se prévaloir de la qualité de président de cette association.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

MONNAIES Devant l'ampleur que prenait la crise monétaire internationale, les banques centrales sont sorties de leur réserve, mercredi 8 mars. La Banque de France est intervenue la première, en relevant à 8 % le taux de ses pensions à 24 heures, au moment où le franc tombait à son plus bas niveau historique face au deutschemark, à 3,59. ● CETTE INITIATIVE, saluée par la Bundesbank, a été bien accueillie par les marchés : la devise française s'est redressée assez sensiblement jeudi matin 9 mars, autour de 3,55 pour un mark. ● LE RETOUR à un certain calme a été également favorisé par les déclarations presque simultanées, mercredi soir, d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, soulignant la baisse « excessive » du dollar, et de Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, qui s'attend à une correction rapide du billet vert.

Les initiatives des autorités monétaires ont apaisé les marchés

La hausse des taux directeurs de la Banque de France et les déclarations rassurantes d'Alan Greenspan et de Hans Tietmeyer ont permis au dollar et aux devises européennes de se reprendre face au deutschemark, mercredi 8 mars et jeudi 9 mars en matinée

ELLES SE TAISAIENT, elles ont parlé. Elles semblaient tétanisées, elles se sont décidées à bouger. Les autorités monétaires internationales sont sorties, mercredi 8 mars, de leur mutisme et de leur inaction.

La Banque de France est intervenue la première. Au moment même où le franc tombait à son plus bas niveau historique face à la monnaie allemande, s'inscrivant à 3,59 pour un mark, le conseil de la politique monétaire (CPM) était réuni. A l'issue de cette séance extraordinaire qui avait commencé à 7 h30, le CPM a annoncé qu'il relevait à 8 % le taux de ses pensions à 24 heures. C'est la première fois depuis qu'il a acquis son indépendance, en janvier 1994, que l'institut d'émission procède à un resserrement officiel de sa politique. Depuis quelques jours déjà, en vérité, la Banque de France procédait à un durcissement officieux, en laissant remonter le taux de l'argent au jour le jour.

Le ministre de l'économie Edmond Alphandéry assistait à cette réunion, comme la loi l'y autorise. Certains ont toutefois déploré sa présence, estimant qu'elle nuisait à l'image d'indépendance du CMP. *« C'est un bon calcul politique. Le candidat Balladur a voulu montrer son attachement à la stabilité du franc, menacé, selon lui, par les propositions irresponsables des autres candidats »*, affirme un économiste de marchés d'une grande banque française.

En prenant une telle décision, la Banque de France a choisi de taper du poing sur la table. Commentant ce geste, Edouard Balladur a affirmé qu'*« il fera tout pour défendre le franc »* et que *« nous devons tout subordonner au franc stable pour assurer la prospérité »*. Lionel Jospin, invité de *« La Marche du siècle »* le 8 mars sur France 3, a déclaré, pour sa part *« qu'il faut absolument mettre fin au désordre monétaire »*.

La décision de la Banque de France a été saluée par un communiqué de la Bundesbank qui *« s'en félicite »*. La banque centrale allemande aime par dessus tout que ses partenaires européens, qui voient leur devise attaquée, prennent des mesures énergiques pour les défendre. Pour pouvoir compter sur le soutien des autorités monétaires allemandes, un pays doit d'abord prouver son attachement à la stabilité de sa devise. La Banque de Belgique et la Banque du Danemark, bien conscientes de cette donnée, n'ont pas tardé à imiter la Banque de France, en relevant leurs taux directeurs.

Si le geste des autorités monétaires françaises n'a pas véritablement étonné les opérateurs (l'envolée des taux d'intérêt à court terme observée depuis plusieurs jours rendait inévitable une telle mesure), il a pourtant réussi à ramener un certain calme sur les marchés. Ce fut là la vraie surprise. Alors que certains redoutaient que les forces de marchés ne se déchaînent après une telle décision qui a conforté le sentiment de crise aigüe, c'est l'inverse qui s'est produit. Le franc, qui était tombé au cours des premières transactions à un plus bas niveau historique de 3,59 pour un deutschemark, s'est nettement repris dans la journée. Il s'échangeait en fin d'après-midi à 3,56 pour un mark. Plus que la hausse des taux elle-même, dont ils contestent l'efficacité réelle, les opérateurs des marchés financiers semblent avoir avant tout apprécié le fait qu'une banque centrale, enfin, passe à l'action.

De la même façon, les intervenants ont bien accueilli, un peu plus tard dans la journée, les déclarations du président de la Réserve fédérale américaine Alan Greenspan, jugeant *« inquiétante, bien qu'exagérée »* la faiblesse du dollar, ou encore celles du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, prévoyant *« une correction rapide du dollar »*. Le dollar, qui était tombé à un plus bas historique de 1,3450 mark et 88,80 yens, s'échangeait jeudi matin à 1,4006 mark et 91,75 yens. Mais les marchés financiers, qui avaient espéré un geste coordonné sur les taux directeurs amméricains, allemands et japonais, sauront-ils se contenter de simples mots ?

Pierre-Antoine Delhommais

Les armes de la Banque de France

La Banque de France possède deux taux directeurs officiels : celui des pensions sur appel d'offres et celui des pensions de 5 à 10 jours. Ces deux taux fixent les conditions auxquelles les établissements de crédit se refinancent auprès de la banque centrale. La pension sur appel d'offres est une opération qui a lieu à l'initiative de la France. Le taux des appels d'offres indique la borne inférieure des fluctuations du loyer de l'argent au jour le jour que la Banque de France est prête à admettre. Il définit donc les conditions les plus avantageuses auxquelles les banques peuvent se refinancer. La procédure des pensions de 5 à 10 jours se fait à l'initiative des banques, qui peuvent obtenir ainsi un refinancement automatique. Ce taux détermine habituellement la limite supérieure aux fluctuations du loyer de l'argent au jour le jour. La Banque de France, comme elle vient de le faire, se réserve la possibilité de fermer le guichet des pensions à 5-10 jours si les circonstances l'exigent.

Les cambistes revivent les tempêtes de 1992 et 1993

MERCREDI 8 MARS, à 16 h 07, dans la salle des marchés de change de la Société générale. Une voix s'élève des haut-parleurs disposés devant chaque opérateur. L'économiste de la banque fait le compte-rendu de l'actualité économique de la journée. Les cambistes l'écoutent distraitement jauger les conséquences du discours d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale (Fed). En réalité, la bataille est finie depuis le début de l'après-midi et les *traders* décompressent. Un cambiste lit, les pieds sur la table, *le Canard enchaîné*. D'autres discutent tranquillement en buvant du Coca. Rien à voir avec les heures délirantes de la matinée, qui rappellent aux vétérans les crises monétaires de 1992 et 1993.

Depuis 8 heures, les cambistes tentent de suivre les évolutions folles des marchés. Sans trop réfléchir. *« Il ne faut jamais faire de raisonnement économique. C'est le meilleur moyen de perdre son pognon*, explique le responsable d'une salle de marché. *Avoir raison six mois plus tôt que les autres, cela ne sert à rien. Ce qui m'intéresse, c'est de dégager un résultat positif chaque soir »*, poursuit-il.

LIMITER LA CASSE

Et pour gagner de l'argent, il faut faire le plus de transactions possibles. Ce mercredi, leur nombre a été multiplié par deux ou trois. *« Les ordres de la clientèle affluent. Nous devons absolument faire du business »*, explique un opérateur. Certains traders, pourtant, se refusent à coter des titres pour leurs collègues chargés de vendre les ordres de leurs clients : ils ont peur de se retrouver « collés » avec du papier invendable, s'il y a une variation de cours trop rapide. *« Il y a eu des prises de bec mémorables ce matin entre vendeurs et* traders », confirme un responsable de salle. Certaines entreprises viennent tirer pour la première fois la sonnette d'alarme dans une banque qu'elles ne connaissent pas, car leur partenaire financier habituel est incapable d'exécuter leurs ordres. *« On les envoie balader*, avoue un opérateur, *surtout lorsqu'elles ne sont pas revenues nous voir depuis la crise de 1993. »* Certains banquiers sont franchement dépassés, comme cet employé du réseau qui appelle, en fin d'après-midi, la salle des marchés pour couvrir ses clients exportateurs contre la baisse du dollar. Réponse ahurie du *trader* : *« Il est trop tard. Il aurait fallu venir nous voir il y a quelques semaines. Je ne peux pas faire de miracles. Vous avez l'air déçu ? »*

Devant leurs ordinateurs, les *traders* essaient de limiter la casse. Ceux qui n'ont pas eu le nez creux atteignent vite le plafond des pertes qu'ils ont le droit de réaliser. Et c'est le drame. *« Dans ce cas-là, on prend le* trader *dans son bureau, on le force à dénouer sa position et on le renvoie chez lui se reposer. Un* trader *a dû mal à admettre qu'il a eu tort contre les marchés. Il perd sa lucidité en voulant se « refaire» »*, raconte un responsable. Histoire d'éviter la banqueroute de la banque Barings. Les réunions se succèdent. Les opérateurs veulent être certains que leur risque est minimal. *« Prendre des positions spéculatives aujourd'hui, c'est la roulette russe »*, explique un trader. La cellule de crise est permanente. Les déjeuners ont été annulés. On se contentera de quelques sandwiches. La fatigue se lit sur les visages, notamment de ceux qui ont veillé pendant la nuit. *« J'ai reçu cette nuit un coup de fil de New York »*, explique Daniel Gautrot, responsable « Trésorerie devise et swaps » au Crédit lyonnais. Certains, même s'ils n'ont rien à faire pour leur boulot, ne parviennent pas à décrocher. *« J'ai regardé CNN pendant la nuit »*, explique un cambiste.

Les opérateurs qui ont « senti » le marché cachent difficilement leur satisfaction. Dans la gigantesque salle du Crédit lyonnais qui abrite quelque 200 *golden boys*, deux *traders* en bras de chemise, la trentaine, écoutent les cours sur un contrat de devise égréné par un courtier. L'un des deux hurle : *« Mine ! »*, littéralement : *« c'est pour moi ! »*. L'autre renchérit : *« Vend 200 à 40 ! »*. Quelques secondes plus tard arrive la confirmation : *« C'est toi qui a exécuté l'ordre ! »*. Et les deux comparses de brandir le poing, l'air victorieux. D'autres font la pause café. *« Sur le CAC, j'ai eu un bid à 86 »*, se vante un *trader* satisfait. *« Attention, il perd 4,052 »*, prévient un second en parlant d'un mystérieux contrat.

Les rumeurs se multiplient. *« Il y aurait des* stop-loss *à 4,80 ! »*, crie un *trader*, en conversation téléphonique avec un mystérieux informateur. Traduction : si la devise américaine passe sous la barre des 4,80 francs, certaines banques devront vendre leurs dollars pour limiter leurs pertes, ce qui ne manquera pas d'accentuer la chute du billet vert.

Autre rumeur, les banques centrales en auraient assez de subir la baisse du dollar et vendraient la devise américaine pour acheter du yen et du mark. Mais les déclarations officielles du ministre de l'économie français Edmond Alphandéry laissent les opérateurs de marbre. En revanche, l'un d'eux ne décolère pas suite à la proposition de Lionel Jospin de taxer les mouvements de capitaux. *« Nous perdons toute crédibilité sur les marchés internationaux »*.

Arnaud Leparmentier

L'Union monétaire apparaît aujourd'hui comme une réponse à la crise

Seule une Europe monétairement unie, présentant une surface comparable à celle des Etats-Unis, modérerait l'impact d'une crise sur le taux de change

La nouvelle crise monétaire internationale qui a vu le dollar s'effondrer – en dépit du léger redressement observé mercredi 8 mars et jeudi en matinée sur les marchés des changes – alors que le mark et le yen ne cessent de s'apprécier est une véritable menace pour la croissance économique. Menace à laquelle pourraient échapper pendant un certain temps les Etats-Unis, dont les exportations continuent de se déverser sur le monde à des prix très compétitifs, mais qui concerne directement et presque immédiatement des pays comme le Japon et l'Allemagne, dont les monnaies sont de plus en plus surévaluées. Ces mouvements de changes d'une ampleur considérable éclaboussent évidemment beaucoup de monnaies, notamment en Europe, et parmi elles les plus faibles comme la lire, la peseta, la livre ou la couronne suédoise. La réalisation de l'Union économique et monétaire en Europe, même si elle est difficile, n'en devient que plus nécessaire pour limiter singulièrement le champ des crises.

LA CRISE *du dollar qui* complique la situation de plusieurs pays d'Amérique déjà ébranlés par des problèmes financiers (Mexique, Argentine, Brésil) pourrait, si elle se prolongeait, avoir des effets désastreux sur une reprise encore fragile au Japon et en *Europe, retardant des investissements* et des embauches, freinant des distributions de salaires, lézardant enfin les fondations de la construction européenne, et d'abord le SME (système monétaire européen).

La question est posée de savoir *si les dérèglements actuels sont* davantage dus à la faiblesse du dollar qu'à la force du mark. Le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis, qui n'a *cessé de se creuser* depuis 1992 au point d'atteindre 155 milliards de dollars l'année dernière – soit 2,2 % de la production nationale –, prouve que ce pays vit de plus en plus au-dessus de ses moyens, et plus précisement que son épargne est largement insuffisante pour financer ses *besoins d'investissement*. D'où une certaine dépendance presque toujours dissimulée par les exportateurs de capitaux des pays qui, eux, ne consomment *pas assez par rapport à leur* épargne. Au premier rang desquels figure le Japon.

Mais il suffit qu'une opération de dévaluation soit menée de façon maladroite, comme au Mexique à la fin de l'année dernière, qu'une déclaration ambigüe soit faite par le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis faisant douter les marchés de la volonté des autorités monétaires américaines de continuer à combattre les tensions inflationnistes nées d'une croissance trop forte, pour que, aussitôt, des masses de capitaux abandonnent le dollar pour se réfugier sur quelques monnaies considérées, à tort *ou à raison, comme des havres de* paix : le mark et le yen. Ces mouvements aggravent un phénomène apparu une première fois au Japon en 1991, réapparu l'année dernière et que les besoins de reconstruction nés du tremblement de terre du 17 janvier à Kobé risquent de prolonger longtemps : *le rapatriement* massif des capitaux à long terme nippons.

PETIT ROYAUME

Non seulement les besoins qu'ont les Etats-Unis de financer coûte que coûte leur balance des paiements risquent de faire remonter les taux d'intérêt à long terme outre-Atlantique, et par contagion dans tous les autres pays ; mais ni l'Allemagne ni le Japon ne sont en mesure d'absorber, si l'on peut dire, les capitaux qui se déversent avec excès sur leurs marchés en *période de crise*. Des masses constituées d'actifs financiers dont l'importance du PIB américain (plus de 6 300 milliards de dollars) donne la mesure par comparaison à la richesse de notre voisin d'outre-Rhin (2 800 milliards de dollars). Le mark n'est *qu'un grand roi dans un petit* royaume.

Seule une Europe monétairement unie, présentant une surface comparable à celle des Etats-Unis, *modérerait*, en cas d'afflux de capitaux, l'impact d'une crise sur le taux de change extérieur de ce qui serait devenu la monnaie unique. La « force » du dollar et les dégâts qu'il cause dans les périodes de crise tiennent bien à sa présence partout dans le monde, c'est-à-dire *à son immense liquidité*.

Les mouvements commerciaux confirment ce que l'on constate avec les mouvements de capitaux. Une récente étude du CEPII (*Centre d'études prospectives et* d'informations internationales) montre que, lorsque moins de la moitié des échanges sont effectués avec l'Union européenne, *« le mark ne s'impose jamais comme une monnaie d'ancrage »*, même quand l'Union demeure le principal partenaire de ce courant d'affaires. En revanche, les Etats-Unis n'ont pas besoin de figurer parmi les principaux partenaires commerciaux pour voir leur monnaie choisie comme ancre nominale, *« ce qui témoigne de la persistance du rôle international du dollar »*. Les cas les plus frappants, indique le CEPII, sont ceux du Pakistan et de l'Indonésie, dont les monnaies sont arrimées au dollar alors que les principaux partenaires de ces deux pays aussi bien à l'exportation qu'à l'importation sont l'Union européenne et le Japon.

Il est peu probable que les grandes nations poussent l'esprit de coopération jusqu'à reconstituer un *système monétaire international*, comme cela avait été fait à Bretton Woods en 1944. Un système qui, succédant au chaos monétaire des années 30, assura au *monde* entre la fin de 1949 et l'année 1971 une stabilité presque parfaite des changes, coïncidant avec autant d'années de prospérité économique.

TENTATIVE INSUFFISANTE

L'expérience des changes flottants, *qui suivit l'abandon du ré*gime des changes fixes au début des années 70, a démontré ses effets fondamentalement déstabilisants sur les monnaies. Le SME, *créé en 1979, huit ans après l'échec* du plan Werner qui devait conduire à l'Union économique et monétaire, est une tentative relativement réussie de régulation des cours des changes des monnaies européennes.

Tentative insuffisante, cependant, comme le montrent les crises de changes qui se produisent périodiquemnt. Mais les blocs commerciaux qui se constituent un peu partout dans le monde offrent une occasion de *multiplier* des zones de stabilité monétaire. L'Europe a pris une bonne longueur d'avance en comprenant qu'une zone commerciale ne pouvait *durablement fonctionner* qu'en se doublant d'une union monétaire. Le grave accident mexicain vient d'en fournir la preuve *a contrario*. Reste que le *SME qui a perdu une partie de ses* troupes – la Grande-Bretagne et l'Italie – n'est qu'une forme incomplète et transitoire d'intégration monétaire.

Les crises qui se sont succédé depuis 1992 auront au moins eu l'avantage de dessiner de plus en plus précisément les contours de ce qu'il faut bien appeler le noyau dur de la future Union économique et monétaire. Une UEM dont la réalisation, pour difficile qu'elle soit, devrait supprimer bien des problèmes et limiter singulièrement le champ des crises monétaires.

Alain Vernholes

L'Allemagne exclut désormais la monnaie unique dès 1997

BONN
de notre correspondant

Les événements des derniers jours renforcent l'analyse, bien ancrée en Allemagne, selon laquelle toute union monétaire européenne est exclue dès 1997. La dévaluation de la peseta et de l'escudo confortent tous ceux qui pensent, à Bonn et à Francfort, que seule une « petite union monétaire » pourra voir le jour et ce, au plus tôt en 1999. *« Cette union comprendrait l'Allemagne, la France, le Benelux, les Pays-bas, le Danemark et l'Autriche »*, selon Rolf Schneider, économiste à la Dresdner Bank. Rares sont ceux qui, comme Helmut Schmidt, *plaident* pour une mise en place rapide de la monnaie unique en décriant tous ceux qui, en Allemagne, sont « fiers » de la puissance du mark : *« Plus les turbulences monétaires durent, plus les dirigeants politiques s'éloigneront de l'idée de la monnaie unique »*, affirmait l'ancien chancelier lundi 6 mars au cours d'une interview télévisée.

Selon Horst Siebert, président de l'Institut d'économie mondiale de Kiel, *« une grande union monétaire est irréaliste. Les turbulences actuelles prouvent que nous avons encore besoin d'un instrument comme les taux de change pour servir d'amortisseur aux différences d'évolution économique en Europe. Ne nous pressons donc pas à mettre en œuvre cette union »*. Dans un communiqué publié en début de semaine, le porte-parole du groupe parlementaire SPD au Bundestag, Uwe Jens, soulignait que *« la stabilité du deutschemark était plus importante que la monnaie monnaie unique européenne »*.

A condition que l'UEM puisse voir le jour en 1999, la France fera-t-elle partie du « noyau dur » à temps ? En réponse à cette question, on insiste à Bonn sur le respect de deux critères de convergence : la maîtrise des déficits publics et la stabilité des changes. Ce dernier critère est considéré de manière très stricte en Allemagne, où l'on pense qu'une monnaie ne doit pas avoir quitté pendant au moins deux ans les anciennes marges de *fluctuation* du SME (2,25 % de part et d'autre des taux pivots) et non pas les nouvelles (15 %) adoptées en août 1993. Une querelle d'interprétation sur ce sujet pourrait voir le jour entre la France et l'Allemagne très prochainement.

BAISSE DES TAUX ?

Malgré quelques inquiétudes sur l'évolution du franc au cours des mois à venir, la majorité des observateurs d'outre-Rhin estiment que la Bundesbank interviendrait pour soutenir le franc bien avant que ce dernier approche la limite des 15 %. Par ailleurs, personne ne songe sérieusement que le résultat de l'élection présidentielle française puisse remettre en cause les grands choix de stabilité économique et de convergence respectés depuis quelques années par Paris – même si un banquier de Francfort qualifie Jacques Chirac d'*« extrémiste »*...

Et si le franc, d'ici à l'élection présidentielle, accélérait sa chute ? Il n'est pas exclu que, d'ici-là, *pour calmer les marchés financiers, la Bundesbank décide de baisser ses* taux. Dans un communiqué publié mercredi 8 mars, la banque centrale allemande note que l'*« évolution récente des taux de change comporte des excès qui ne sont pas justifiés par les facteurs économiques fondamentaux »*.

Dans un entretien avec le magazine économique *Wirtschaftswoche* paru jeudi 9 mars, Hans-Jürgen Krupp, président de la banque centrale régionale de Hambourg et à ce titre membre du conseil de la Bundesbank, estime que *« les taux d'intérêt sont trop élevés »* et qu'*« il serait raisonnable de les baisser »*, en raison, notamment, de l'évolution favorable de la masse monétaire. Pour Siegfried Utzig, économiste à la fédération de l'industrie allemande (BDI), *« la forte évaluation du deutschemark, qui éloigne les risques d'inflation, crée une marge de manœuvre supplémentaire pour une baisse des taux »*.

Lucas Delattre

Tokyo va prendre des mesures de soutien pour les exportateurs

APRÈS AVOIR perdu, en l'es*pace de trois jours, près de* 6 % face au yen, le dollar s'est repris, mercredi 8 mars, sur les marchés japonais. Il a confirmé son léger redressement, jeudi 9 mars à Tokyo, *en s'inscrivant* en fin de séance à 91,58 yens, après avoir touché mercredi un plus bas historique de 88,75 yens pour 1 dollar. *Si* le deutschemark est le grand bénéficiaire de la débâcle du dollar, au point de faire figure aujourd'hui de véritable monnaie de réserve inter*nationale, il n'est pas le seul* à bénéficier de mouvements ascendants. Le yen, logé à la même enseigne, est porté, lui, par les excédents commerciaux japonais, de l'ordre de 120 milliards de dollars en 1994, et par le rapatriement massif de capitaux investis aux Etats-Unis.

Le paradoxe, c'est que le retour de ces capitaux est motivé avant tout par la faiblesse de la Bourse de Tokyo. Il s'agit de permettre à l'*indice Nikkei, qui a perdu plus de* 10 % depuis le 1er janvier, de retrouver des niveaux permettant aux entreprises, et notamment aux établissements financiers, de dégager des plus-values à la fin de l'année fiscale, le 31 mars.

La situation économique japonaise et le *pouvoir d'attraction de* sa monnaie sont loin de pouvoir se comparer à ceux de l'Allemagne. Le pouvoir politique y est faible, le secteur financier fragile, en dépit du taux d'escompte le plus bas du monde (1,75 %), et la reprise très incertaine. D'autant plus que la *hausse du yen entame la compéti*tivité à l'exportation. Seuls 8 % de la production industrielle des entreprises japonaises sont délocalisés, contre 28 % aux Etats-Unis et 25 % en Allemagne.

La sensibilité des entreprises japonaises à la hausse du yen est toutefois difficile à mesurer. Les sociétés et le gouvernement japonais trouvent dans la hausse du yen, dont ils rejettent la responsabilité sur les Etats-Unis, un argu*ment pour limiter la déréglementa*tion et l'ouverture de leur marché intérieur. Un seul exemple illustre l'ambiguïté du discours. Un des dirigeants de Kyocera, le numéro un mondial des céramiques pour composants électroniques, a déclaré lundi 6 mars sous forme de boutade que son entreprise pouvait *« résister à une hausse de la monnaie japonaise jusqu'à 40 yens pour un dollar »* ! Mais, jeudi 9 mars, un porte-parole de Kyocera a annoncé *une hausse prochaine de ses prix à* l'exportation de l'ordre de 10 %...

En tout cas, le premier ministre japonais, Tomiichi Murayama, a annoncé jeudi que son gouvernement va préparer un collectif budgétaire dès que la loi de finances pour l'année fiscale 1995-1996 aura été *adoptée par le Parlement. Il* s'agira d'un certain nombre de mesures de soutien aux industries dont la compétitivité est menacée par la hausse du yen.

E. L.

Le président de la Fed juge « inquiétante » la chute du dollar

WASHINGTON
de notre correspondant

Alan Greenspan n'a pas levé le voile sur les décisions que la Ré*serve fédérale pourrait prendre* dans les prochains jours pour soutenir le dollar. Mais en affichant une relative sérénité face à la plongée de la monnaie américaine, le président de la Fed, qui était entendu, mercredi 8 mars, par la commission budgétaire de la Chambre des représentants, a sans doute joué un rôle modérateur dans la tempête monétaire en cours, comme en témoigne le début de redressement du dollar.

M. Greenspan a souligné que la faiblesse du billet vert n'est pas *« la bienvenue et est inquiétante »*, démentant ainsi implicitement l'analyse de certains experts pour qui la passivité témoignée par Washington illustre la volonté des Etats-*Unis de profiter d'une crise qui a* pour effet – au moins à court terme –, de favoriser les exportations américaines (*Le Monde* daté 8 mars). En assurant, d'autre part, que la dépréciation du dollar est potentiellement inflationniste, Alan Greenspan laisse entendre qu'il n'exclut pas un nouveau relèvement des taux d'intérêt.

Or le président de la Fed avait récemment indiqué que la Banque centrale américaine envisageait de *mettre un terme à sa politique* de relèvement des taux, puisque l'économie américaine semblait s'orienter vers un ralentissement de la croissance en 1995. Les marchés financiers, expliquent certains analystes, en avaient tiré la conclusion *qu'il était préférable d'investir dans* des pays où les placements financiers seraient mieux rémunérés, ce qui aurait contribué à affaiblir la valeur du dollar. Rendu prudent, M. Greenspan se borne à constater que des *« signes »* montrent que l'expansion *« pourrait »* se ralentir. La Fed reste donc *« vigilante »* et *« continue de s'interroger »* sur le point de savoir si les tensions inflationnistes seront contenues.

La Banque centrale américaine, *estiment plusieurs experts*, pourrait attendre une accalmie sur les marchés avant de faire le choix d'intervenir par une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Cette prudence s'explique : un relèvement du loyer de l'argent constitue, en quelque sorte, *un ultime filet de protection. Si une* hausse des taux d'intérêt se révélait inopérante pour enrayer la chute du dollar, la crise pourrait prendre des proportions majeures. Alan Greenspan souligne que la faiblesse du dollar est d'abord un symptôme des problèmes structurels de l'économie américaine, parmi lesquels l'insuffisance du taux d'épargne national, la persistance du déficit budgétaire et le déséquilibre de la balance des comptes courants.

L. Z.

Pas de hausse des taux pour soutenir la livre

LONDRES
correspondance

Une livre au plus bas, de dangereuses pressions inflationnistes, une reprise économique moins forte que prévu : c'est le *morne panorama* auquel sont confrontés le chancelier de l'échiquier Kenneth Clarke et le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, qui se sont rencontrés mercredi 8 mars. Il n'existe plus d'objectifs précis de taux de change pour la livre depuis sa sortie du *système monétaire européen*, le 16 septembre 1992. Tant que la chute du sterling ne provoque pas de dérapage inflationniste, il n'est pas question de relever les taux d'intérêt pour endiguer la baisse de la devise et contenter les marchés, fait-on entendre dans l'entourage du Grand Argentier britannique. Certes, la flambée du deutschemark, devise du premier partenaire commercial du Royaume-Uni, ne *manque pas de renchérir les* importations. Mais la bonne tenue relative de la livre par rapport au billet vert limite l'augmentation des matières premières importées, traditionnellement libellées en dollars.

Par ailleurs, les exportations britanniques, principal moteur de la reprise économique, tirent profit de l'actuelle faiblesse de la monnaie. *« Le taux directeur britannique ne devrait pas bouger. Les taux américains ont doublé, et cela n'a pas empêché le dollar de plonger »*, estime Neil MacKinnon, responsable du service d'études de la Citibank à Londres.

Si, il y a quinze jours, le sterling a souffert de l'incertitude politique et des divisions provoquées au sein du gouvernement conservateur par la controverse sur la *monnaie unique* européenne, la victoire remportée aux Communes par John Major lors du débat sur la politique étrangère, le 1er mars, avait permis à la livre de tenir tête, dans un premier temps, à la tornade « deutschemark ». Les rumeurs qui ont couru à Wall Street, en début de semaine, sur le départ anticipé de l'actuel locataire de Downing Street – qu'il exclut catégoriquement –, ont brisé la résistance du sterling.

Craignant d'étouffer dans l'oeuf une relance dont il a besoin pour espérer remporter les élections générales, qui doivent se dérouler au plus tard à la mi-1997, Kenneth Clarke exclut pour l'instant toute relève du coût du loyer de l'argent. Le *chancelier de l'échiquier estime que* la crise actuelle est d'abord le résultat de l'appréciation du mark. *« La crise de confiance qui touche la livre n'est pas le signe d'une désaffection internationale à l'égard de l'économie du Royaume-Uni. Le sterling ayant moins baissé que les autres devises européennes par rapport au deutschemark »*, souligne Paul Chertkow, économiste en chef de l'agent de change UBS-Phillips and Drew.

Marc Roche

Les marchés financiers s'invitent dans la campagne électorale française

Les opérateurs craignent que le futur président ne creuse le déficit budgétaire

La Banque de France vient de se résigner à relever le loyer de l'argent à très court terme sur la place de Paris, porté de 6 % à 8 %, pour essayer de « casser » une spéculation naissante contre le franc, au risque de renchérir le coût du financement des entreprises. En prenant une telle mesure, absolument non justifiée par l'évolution de la conjoncture dans le pays (ni surchauffe ni reprise de l'inflation), l'institut d'émission entend bien réaffirmer son indépendance toute fraîche (janvier 1994), garantie par la Constitution, et faire respecter ses deux priorités : la stabilité interne de la monnaie nationale, c'est-à-dire la lutte contre l'inflation et, surtout, sa stabilité externe, à savoir le maintien de ses parités sur les marchés des changes.



La chute du dollar et l'envolée du mark viennent, on l'a vu, de secouer ces parités, à vrai dire uniquement vis-à-vis de la devise allemande. Pour l'instant, le franc s'est sensiblement moins mal comporté que les monnaies « à problèmes » (lire italienne, peseta espagnole et livre britannique), ne perdant que moins de 5 % par rapport au mark contre 10 à 12 % pour ces monnaies. Il n'a utilisé que le tiers de sa nouvelle marge de fluctuation de 15 %, obtenue le 2 août 1993, le mark cotant environ 3,56 francs pour un cours plafond de 3,8948 francs, guère plus qu'en août 1993, lorsque ce même mark culmina à 3,5480 francs.

Au-delà des turbulences extérieures des marchés des changes, la préoccupation essentielle des marchés financiers internationaux à l'égard de la France est, on le sait, le programme des candidats à la présidence en ce qui concerne la lutte contre l'inflation, la défense du franc et la réduction du déficit budgétaire. Les opinions orthodoxes de M. Balladur sont connues, et celles de M. Jospin ne sont guère inquiétantes sur ces trois points. Reste M. Chirac, qu'à l'extérieur, notamment à Londres, certains considèrent comme le « diable », apôtre du changement à tout va, et, surtout, suspecté de laxisme budgétaire, véritable péché mortel aux yeux de ces marchés prêts à sanctionner impitoyablement toute dérive en ce domaine.

Sa remontée dans les sondages les a incités à relever la prime de risque sur les emprunts français et à exercer une pression sur le franc. Mais il est significatif qu'à l'on ne mette pas vraiment en cause la détermination de M. Chirac à défendre la monnaie et à lutter contre l'inflation mais plutôt sa capacité de contrôler les dépenses publiques et de proposer des mesures concrètes pour réduire leur importance dans le produit national brut.

INDÉPENDANCE CONTESTÉE

De toute façon, si dérapage il y avait, la sanction serait immédiate : les taux à long terme monteraient à Paris, ce qui renchérirait encore le financement des entreprises et des particuliers, notamment pour le logement, le franc s'affaiblirait... Et la Banque de France se verrait contrainte d'agir en relevant ou en maintenant élevés les taux à court terme, au risque de se heurter à la nouvelle équipe au pouvoir. Sans doute, des hommes comme M. Séguin conviennent qu'il n'y a plus urgence à abaisser les taux courts français, comme il le réclamait il y a un an ou deux : c'est trop tard et cela ne servirait plus à relancer une économie sur la voie de la reprise. Les heurts proviendraient plutôt de l'affrontement entre deux indépendances, celle d'un gouvernement décidé à mener sa propre politique et celle d'une banque centrale décidée, à l'imitation de la Bundesbank.

Or n'est pas Bundesbank qui veut. Cette dernière jouit d'une indépendance incontestée depuis près d'un demi-siècle, qu'aucun homme politique outre-Rhin n'oserait contester. En France, la notion d'une autonomie absolue de la Banque centrale n'est pas encore totalement entrée dans les esprits, pas plus que sa faculté de pouvoir s'opposer au pouvoir politique, c'est-à-dire à l'émanation du peuple souverain. D'où la tentation de remettre en cause, partiellement du moins, cette autonomie que pourraient éprouver certaines fractions, tant de la droite que de la gauche – M. Chevènement par exemple – au nom d'un nationalisme chatouilleux.

A leurs yeux, la Banque centrale et son gouverneur Jean-Claude Trichet portent une responsabilité dans l'aggravation du chômage, qu'aura contribué à provoquer la politique du franc fort et de la désinflation compétitive, poussée trop loin et trop longtemps, même si cette aggravation a été essentiellement d'ordre plus structurel que conjoncturel. A leurs yeux toujours, la désinflation compétitive n'a-t-elle pas été poursuivie en s'alignant sur la politique restrictive d'une Bundesbank soucieuse avant tout de lutter contre la surchauffe chez elle, provoquée par le choc de la réunification.

Lorsque le 15 décembre 1994, en présentant les objectifs de la banque pour 1995, son gouverneur, Jean-Claude Trichet, au nom du Comité de la politique monétaire, admonestait les pouvoirs publics pour l'insuffisance de leurs efforts en matière de réduction du déficit budgétaire et de l'endettement public, avec, en filigrane, la nécessité d'une augmentation des impôts, il était certes parfaitement dans son rôle de gardien. Mais il pouvait, aussi, encourir le reproche de faire un procès injuste aux pouvoirs publics. Le gonflement des dépenses publiques avait été rendu nécessaire dans le légitime souci d'éviter une explosion sociale et le développement d'un chômage meurtrier. C'est pourquoi, dans la période qui s'étendra après l'élection présidentielle, les marchés s'inquiètent d'un choc entre deux exigences : celle d'un effort, sans doute coûteux, pour réduire ce chômage, et celle d'une orthodoxie monétaire absolument réclamée par les prêteurs du monde entier.

François Renard

Les Etats-Unis ne peuvent laisser trop dériver leur monnaie

Pour l'économiste Jean-Louis Levet, Washington risque de porter atteinte à la légitimité de son hégémonie, s'il met en péril l'économie de ses alliés

LES ÉTATS-UNIS ont-ils intérêt à laisser filer leur dollar afin de le transformer durablement en une véritable arme de conquête de marchés extérieurs ? Rien ne les y prédisposerait plus que les nouvelles valeurs revendiquées par les Américains pour asseoir leur souveraineté nationale. *« La monnaie et le militaire ont cédé la place à la puissance industrielle et à la capacité de créer des produits à forte valeur ajoutée »*, souligne Jean-Louis Levet, économiste travaillant pour le commissariat du Plan. L'industrie devient le champion de la bannière étoilée, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Et sa capacité à conquérir des marchés à l'étranger est largement stimulée par la sous-évaluation du billet vert.

Mais les Etats-Unis veulent aussi sauvegarder un pouvoir qui soit légitimement reconnu. *« Bill Clinton a compris que cette hégémonie impliquait de ménager ses alliés »*, commente Jean-Louis Levet. Un dollar faible déstabilise les économies autres qu'américaine. Les Etats-Unis ne peuvent donc maintenir longtemps leur devise à un *« taux de combat »*, sauf à accepter que la légitimité de leur prééminence soit remise en question par leurs alliés.

Pour la France, les effets de la baisse du dollar sont *« contrastés »*, estime Jean-Louis Levet. *« La pression la plus forte va s'exercer sur les entreprises qui ont cherché à gagner de la compétitivité et se sont imposées sur les marchés uniquement par les prix »*, relève-t-il. Si l'exportation est pénalisée, les importations libellées en dollars enregistrent une baisse mécanique. Les débouchés des produits pour lesquels la qualité prime sont moins affectés par les variations de monnaies. Mais lorsque les prix sont un élément déterminant du choix, le *« made in France »* est pénalisé. Les entreprises risquent de se retrouver dans l'incapacité de lutter avec des produits bas de gamme libellés en dollars. Ce sont elles qu'il faut aider à définir une politique de produits à plus forte valeur ajoutée. *« Il faut désormais substituer une compétitivité par la qualité à une compétitivité par les prix »*, soutient-il. L'innovation et la qualité sont les meilleurs arguments auprès des consommateurs et offrent une protection contre les aléas monétaires. Une grande partie de l'industrie allemande a bâti son succès sur ces critères.

Cette transformation, cependant, équivaut à une vraie rupture dans le système français de production. Pendant quinze ans, toute la politique économique française a été fondée sur l'abaissement des coûts du travail. Avec un certain succès puisque les coûts salariaux sont aujourd'hui inférieurs de 15 % à ceux de l'Allemagne. Mais, *« nous sommes arrivés au bout du modèle gaullo-pompidolien. Si nous poursuivons dans cette voie, nous courons à la catastrophe, »*, soutient M. Levet.

D'autant que les dévaluations successives de la lire, de la peseta ou de la livre ont introduit de telles *« distorsions de concurrence »* au sein du marché unique, que l'instauration de la monnaie unique en 1997 paraît largement compromise. *« On a construit une Europe de la compétition et de la monnaie à partir d'une analyse dogmatique qui place le consommateur au centre de toutes les préoccupations, et pas une Europe de la coopération et de l'industrie. En faisant ce choix, on condamne l'entreprise au nom du marché »*, dénonce l'économiste. *« Cette crise est une grande chance pour amener les entreprises à mieux coopérer entre elles, sans craindre pour autant le risque de cartellisation »*, affirme Jean-Louis Levet. L'Europe, à nouveau déchirée depuis l'automne 1992, est obligée de se repenser. *« Et de trouver de nouvelles convergences en orientant le débat sur le terrain de la technologie et du social. On peut y entraîner l'Espagne et l'Italie, et l'Allemagne y a aussi intérêt. »*

Gilles Bridier et Martine Orange

La reprise de Volkswagen perturbée par un mark fort

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

« La crise monétaire de ces derniers jours a complètement perturbé nos prévisions, pourtant optimistes, pour l'exercice en cours », regrette Ferdinand Piëch, président du directoire de Volkswagen. Car la moitié du chiffre d'affaires du premier groupe automobile européen provient des exportations de ses usines allemandes. *« Il faudra à Volkswagen, et à l'industrie allemande en général, plus de deux ans pour dresser une parade à un mark aussi fort »*, précise Bruno Adelt, directeur financier du groupe. Une parade qui, à court terme, devrait se traduire par des efforts accrus de productivité. C'est sur le peso mexicain que la firme de Wolfsburg a aujourd'hui enregistré les plus fortes pertes. En Espagne, Seat ainsi que l'usine de Pampelune sont lourdement handicapés par le renchérissement des importations de composants mécaniques allemands (boîtes de vitesses, moteurs...). Pour compenser la dévaluation de la peseta, Volkswagen a l'intention d'augmenter les prix en monnaie espagnole.

« Nous espérons que ces phénomènes monétaires ne remettront pas en cause la reprise amorcée l'an dernier », soupire Ferdinand Piëch. Après la perte historique de 1,9 milliard de marks en 1993, le groupe a renoué avec l'équilibre financier en 1994. L'arrivée d'Ignacio Lopez, transfuge de General Motors, au poste de directeur des achats, ainsi que l'instauration de la semaine de quatre jours ont généré d'importantes économies. Malgré tout, le groupe a supprimé l'an dernier 9 000 emplois et envisage d'en sacrifier encore quelques milliers cette année.

Virginie Malingre

La Scor, premier réassureur français, confirme son redressement

JACQUES BLONDEAU, qui a succédé en septembre 1994 à Patrick Peugeot à la tête de la Scor, a sûrement réjoui ses actionnaires – UAP (40 %), Axa (20 %), AGF (20 %) et les principales mutuelles françaises (20 %) – lorsqu'il leur a présenté ses comptes 1994, au cours du conseil d'administration qui s'est tenu mercredi 8 mars en fin de journée. La Scor, première société de réassurance française, a enregistré une progression de 80 % de ses bénéfices à 282 millions de francs contre 157 millions en 1993. Et ce, malgré un tableau plutôt noir de la réassurance mondiale.

Depuis plusieurs années, les sinistres qui se sont succédé ont ravagé la profession. Depuis l'ouragan Andrew, qui en 1992 a coûté 89 milliards de francs à l'ensemble des réassureurs jusqu'au tremblement de terre de Northridge (quelque 60 milliards de francs) en passant par les violentes tempêtes de janvier 1994 en Europe et le blizzard qui a soufflé en mars dans le nord-est des Etats-Unis, les assureurs des assureurs n'ont pas connu de répit. Nombre d'entre eux ont disparu dans la tourmente. L'année dernière, c'est l'allemand Kölnische Ruck qui a fusionné avec la compagnie américaine General Re. Début 1995, le groupe américain Employers a racheté l'allemand AMB Ruck, dont la maison mère est détenue à 34 % par les AGF.

RELÈVEMENT DES TARIFS

La situation est telle que la profession a initié un redressement sévère de ses tarifs. Au point que certaines compagnies d'assurances américaines, telles que Statefarm, Allstate ou Farmers, ont décidé de ne pas se réassurer. Cette passe dangereuse fait le bonheur de certains : pour pallier l'insuffisance de l'offre et profiter de la hausse des tarifs, des nouveaux venus surgissent dans le paradis fiscal des Bermudes. A l'initiative de courtiers ou de compagnies d'assurances, et avec le concours de banques. C'est le cas de Tempest Re, qui dispose de 2,5 milliards de francs de capital notamment fournis par Morgan Stanley et l'assureur américain AIG. Ou de Midocean, créé en partie avec JP Morgan. La Scor n'est pas en reste avec une structure dotée de 100 millions de fonds propres, spécialisée dans la réassurance financière. La compagnie française a profité à plein du mouvement de relèvement des tarifs, qui lui a permis de diminuer de moitié, à 333 millions de francs, les pertes sur ses résultats techniques. La faiblesse des marchés financiers a toutefois limité la réalisation de plus-values à 292 millions de francs, contre 467 millions en 1993, ce qui n'a pas empêché la Scor d'augmenter ses provisions techniques de 1,3 milliard de francs pour atteindre 19,5 milliards de francs.

Prochaine étape pour la Scor : la fusion envisagée de HCS, holding du groupe, et de Scor SA. Une opération qui pourrait favoriser la recomposition de son tour de table avec pour objectif affiché de mettre, à terme, 50 % du capital sur le marché, contre 25 % actuellement. Reste à savoir quelle sera la position des actionnaires-assureurs de la Scor, dont certains, au premier rang desquels l'UAP, pourraient être tentés de se désengager. Leur décision marquera la volonté de la place de Paris de maintenir ou non une société française de réassurance.

Babette Stern

Désendetté, Lafarge-Coppée se consolide dans le ciment

L'ANNÉE 1994 aura été, pour Lafarge-Coppée, celle du recentrage et de la reprise de la marche en avant. Recentrage avec la vente, en mai, de la filiale Orsan, cette aventure dans les biotechnologies entamée à la fin des années 70. *« Une diversification moins prometteuse qu'on ne l'avait cru »*, reconnaît-on au siège du groupe, en rappelant qu'Orsan ne pesait que 2,7 % du groupe lors de sa cession. Une aventure, aussi, dont la raison d'être avait perdu de sa force, tant l'essor des activités principales du groupe, ciment et matériaux, semble se confirmer.

Après trois années de quasi-stabilité, le PDG Bertrand Collomb a, en effet, annoncé, jeudi 9 mars, un chiffre d'affaires 32,8 milliards de francs, en hausse de 8 % (7 % à périmètre et changes comparables). Le résultat net part du groupe, en redressement sensible déjà en 1993 (il avait crû de 26 %), a bondi de 46 % l'an dernier, à 2,225 milliards de francs. *« Cette hausse résulte principalement de l'augmentation du résultat d'exploitation, donc de notre performance industrielle »*, souligne le groupe. Les fonds propres ont augmenté de 3,2 milliards et sont, désormais, pratiquement équivalents au chiffre d'affaires. L'endettement net a reculé de 3,5 milliards pour s'établir à 2 milliards contre 10 milliards il y a deux ans...

MARCHÉS ÉMERGENTS

Désendetté, le numéro deux mondial du ciment peut accélérer son programme d'investissements : 4,3 milliards de francs en 1993 ; 5,6 milliards en 1994 ; de 6 à 8 milliards cette année. Et amplifier une stratégie basée sur deux axes : renforcer la présence du groupe dans le ciment et le béton sur le pourtour méditerranéen, sur les marchés émergents – le marché chinois du ciment s'élève à 400 millions de tonnes quand celui des Etats-Unis, en reprise pourtant, n'est que de 88 millions – et dans le centre de l'Europe – Länder allemands orientaux et République tchèque ; se développer dans les matériaux plus élaborés – plaque de plâtre, peinture, parement et enduit de façade – sur les pays « mûrs » d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

« En France, l'an dernier, la consommation de ciment a augmenté de 3 %, mais celle du plâtre a progressé de 10 %, souligne-t-on, à titre d'exemple, au siège du groupe. *Si l'on construit dans les nouveaux pays industrialisés, on rénove dans les pays développés »*. Et le groupe entend bien s'affirmer sur ce marché. *« Nous avons réalisé 6 milliards de chiffre d'affaires dans les matériaux de spécialités, contre 2,5 milliards seulement il y a six ans. »* Preuve, dit-on, que Lafarge-Coppée n'a plus besoin, pour l'heure, de diversification comme relais externe de croissance.

P.-A. G.

Valeo bénéficie aujourd'hui d'un endettement quasi nul

L'ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE FRANÇAIS Valeo a enregistré l'an dernier une hausse de 40,4 % de son bénéfice net à 990 millions de francs, à comparer avec un chiffre d'affaires en hausse de 13,9 % à 23 milliards. Le résultat d'exploitation a augmenté de 21,6 %. C'est la baisse de l'endettement de 1,2 milliard de francs à 124 millions entre 1993 et 1994, et donc des frais financiers, qui explique une grande partie de l'augmentation de la marge nette du groupe. Le chiffre d'affaires par salarié a progressé à 891 000 francs en 1994, contre 797 000 francs en 1992. *« Il devra, dans une première étape, atteindre 1 million de francs par personne puis 1,5 million »*, a déclaré Noël Goutard, le PDG, qui table sur un chiffre d'affaires supérieur à 25 milliards de francs en 1995 et un accroissement de ses investissements industriels.

DÉPÊCHES

■ **EDF : l'entreprise publique va renforcer sa présence en Asie**, en investissant près de 2 milliards de dollars (10 milliards de francs) dans de nouvelles centrales, a annoncé le 8 mars son président, Gilles Ménage. Ces investissements se feront en plusieurs phases, jusqu'à l'an 2000, dans le cadre de sociétés mixtes avec des partenaires locaux, afin de produire d'ici dix ans plus de 20 000 mégawatts. Cet objectif nécessitera des investissements totaux de l'ordre de 20 milliards de dollars, a indiqué M. Ménage.

■ **CHEMICAL BANKING : la troisième banque américaine a décidé de céder** pour 504 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs) quatre-vingt-quatre de ses filiales, situées dans l'Etat du New Jersey, à PNC Bank, première banque de l'Etat de Pennsylvanie. Cette acquisition met l'accent sur le remodelage en cours du secteur bancaire américain à la faveur de la disparition des barrières entre Etats.

■ **AÉROSPATIALE : le groupe aéronautique a ramené ses pertes** nettes de 1,4 milliard de francs en 1993 à 480 millions en 1994 malgré l'impact négatif sur les comptes d'un dollar moins favorable pour environ 300 millions de francs, a annoncé le groupe le 9 mars. Le résultat courant progresse de 1,2 milliard et s'inscrit à l'équilibre. Le chiffre d'affaires consolidé de 48,6 milliards de francs en 1994 enregistre toutefois un recul de 3,1 % par rapport à 1993 à périmètre constant. L'endettement net du groupe atteint 7,6 milliards de francs fin 1994, soit une réduction de 5,7 milliards de francs par rapport à 1993.

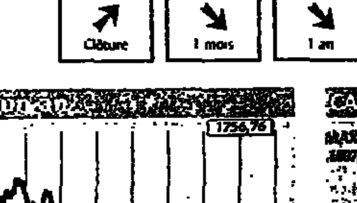
■ **DEGRÉMONT : le leader mondial du traitement de l'eau, filiale du groupe Lyonnaise des eaux**, a annoncé, jeudi 9 mars, un chiffre d'affaires consolidé 1994 de 4,6 milliards de francs, en hausse de 11,9 %, réalisé à 60 % à l'international, avec un fort développement sur le marché asiatique (17 % du chiffre d'affaires). Le résultat net consolidé a crû de 14,2 %, à 139 millions de francs. Le carnet de commandes construction était à la fin 1994 de 6,6 milliards de francs, représentant dix-huit mois d'activité.

■ **LE FRANC remontait très rapidement face au deutschemark jeudi 9 mars dans la matinée, à l'ouverture du marché des changes de Paris, cotant 3,5440 pour 1 mark contre 3,5590 mercredi soir dans un marché très agité.** ■ **LES TAUX D'INTÉRÊT à trois mois se détendaient très nettement jeudi à l'ouverture du Matif, le contrat Pibor échéance juin débutant sur une hausse de 0,65 % à 92,78.** ■ **LA BANQUE CENTRALE DU BRÉSIL a vendu 5 % de ses réserves, (environ 1,8 milliard de dollars) pour soutenir le real.** ■ **LES EXPORTATIONS MONDIALES de café ont décliné à 68,28 millions de sacs (de 60 kg chacun) entre février 94 et janvier 95, soit une chute de 8,4 % par rapport aux douze mois précédents.** ■ **LA CONSOMMATION D'OR dans les monarchies arabes du Golfe a décliné de près de 10 % en 1994 en raison d'une baisse de la demande en Arabie saoudite.**

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | SBF 120 ↘ 3 mois | NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↘ MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

Nouvelle baisse à Paris

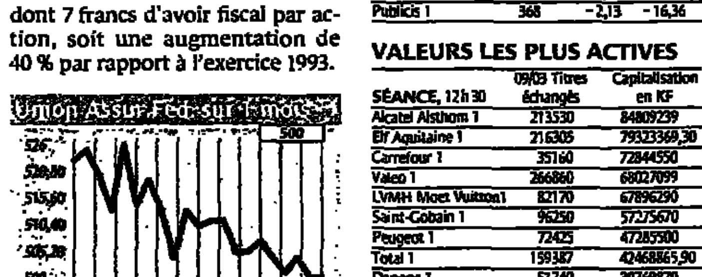


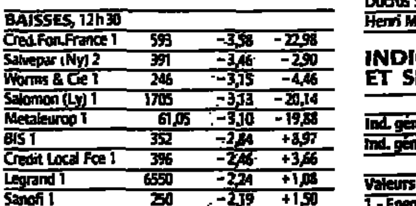
La reprise initiale observée lors des premiers échanges n'a pas tenu, jeudi 9 mars à la Bourse de Paris. En hausse de 0,86 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 perdait très vite de la hauteur pour afficher une franche baisse une heure et quart plus tard. A 11 h 15, les valeurs françaises abandonnaient 0,48 %, et peu avant 13 heures leur recul avoisinait 0,8 %. La veille, la Bourse de Paris avait terminé la séance sur un gain de 0,47 %. Le marché était assez actif avec un chiffre d'affaires sur le compartiment à règlement mensuel de 1,4 milliard de francs. Cette instabilité est également constatée sur les marchés obligataires où, après une hausse initiale assez sensible, les gains s'amenuisent au fil des minutes.

Les milieux financiers estiment que les déclarations et avertissements donnés par les responsables des banques centrales américaine et allemande ont fait peur pendant quelques heures à la spéculation qui a empoché des bénéfices réalisés les jours précédents si ses positions étaient *« dans le bon sens »*. Mais ces experts soulignent néanmoins que *« rien n'a changé »*. Ils attendent à présent la publication, vendredi, des chiffres du chômage américain en février.

Union des assurances fédérales, valeur du jour

L'UNION des assurances fédérales (UAF), filiale du Crédit lyonnais, en Bourse depuis un an, a dégagé en 1994 un résultat net consolidé de 521 millions de francs contre un résultat net courant de 391,3 millions de francs en 1993 (+ 33,1 %). Malgré ces bons résultats, le titre a terminé inchangé à 500 francs, toujours en retrait de 32,5 % par rapport à ses plus hauts niveaux de 1994. Il sera proposé de verser un dividende de 21 francs dont 7 francs d'avoir fiscal par action, soit une augmentation de 40 % par rapport à l'exercice 1993.



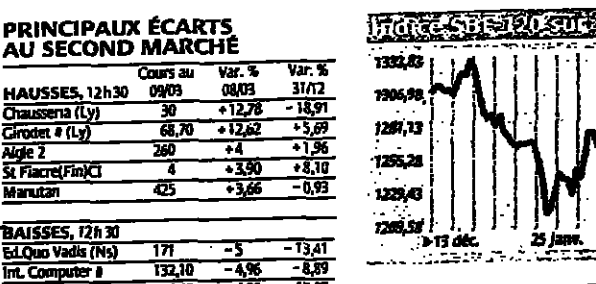


PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12 h 30	Cours au 09/03	Var. % 08/03	Var. % 31/12
Metrologie Inter.1	21	+10,53	+5,52
UIS 2	211	+9,94	-0,93
Olipar 1	6,75	+3,85	-33,82
Coflexip	255	+3,66	+1,59
Intertechnique 1	570	+3,26	+10,03
AGF-Ass.Gen.France	173	+2,98	-18,39
Locindus 1	823	+2,62	-5,61
Ingenico 1	79	+2,46	-9,29
De Dietrich 1	2640	+2,40	-7,69
Z Gr.Zanmer #Ly 1	128	+2,32	-10,42
BAISSES, 12 h 30			
Cred.Fon.France 1	593	-3,58	-22,98
Salvepar (Ny) 2	391	-3,46	-2,90
Worms & Cie 1	246	-3,15	-4,46
Salomon (Ly) 1	1705	-3,13	-20,14
Metaleurop 1	61,05	-3,10	-19,88
BIS 1	352	-2,84	+8,97
Credit Local Fce 1	396	-2,46	+3,66
Legrand 1	6550	-2,24	+1,08
Sanofi 1	250	-2,19	+1,50
Publicis 1	368	-2,13	-16,36

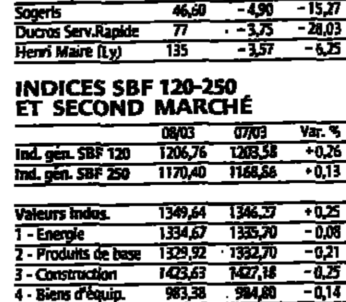
VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	09/03 Titres échangés	Capitalisation en KF
Alcatel Alsthom 1	213530	84809239
Elf Aquitaine 1	216305	79323369,30
Carrefour 1	35160	72844550
Valeo 1	266860	68027099
LVMH Moet Vuitton1	82170	67896290
Saint-Gobain 1	96250	57275670
Peugeot 1	72425	47285500
Total 1	159387	42468865,90
Danone 1	51740	39769870
AGF-Ass.Gen.France	220690	37646767



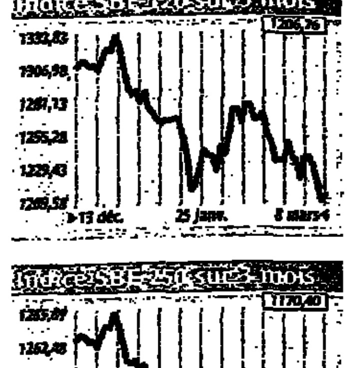
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

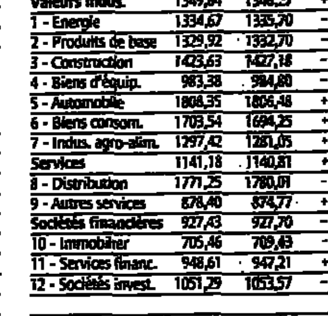
HAUSSES, 12 h 30	Cours au 09/03	Var. % 08/03	Var. % 31/12
Chaussena (Ly)	30	+12,78	-18,91
Girodet # (Ly)	68,70	+12,62	+5,69
Algie 2	260	+4	+1,96
St Fiacre(Fin)CI	4	+3,90	+8,10
Manutan	425	+3,66	-0,93
BAISSES, 12 h 30			
Ed.Quo Vadis (Ns)	171	-5	-13,41
Int. Computer #	132,10	-4,96	-8,89
Sogeris	46,60	-4,90	-15,27
Ducros Serv.Rapide	77	-3,75	-28,03
Henri Maire (Ly)	135	-3,57	-6,25

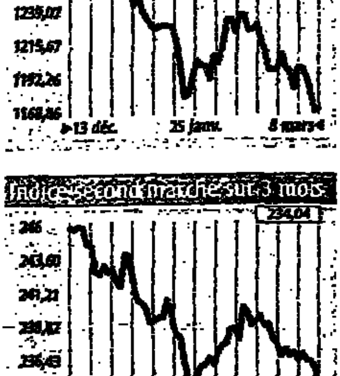


INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	08/03	07/03	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1206,76	1203,58	+0,26
Ind. gén. SBF 250	1170,40	1168,86	+0,13
Valeurs indus.	1349,64	1346,27	+0,25
1 - Energie	1334,67	1335,70	-0,08
2 - Produits de base	1329,92	1332,70	-0,21
3 - Construction	1423,63	1427,18	-0,25
4 - Biens d'équip.	983,38	984,80	-0,14
5 - Automobile	1808,35	1806,48	+0,10
6 - Biens consom.	1703,54	1694,25	+0,55
7 - Indus. agro-alim.	1297,42	1281,05	+1,28
Services	1141,18	1140,81	+0,03
8 - Distribution	1771,25	1780,01	-0,49
9 - Autres services	878,40	874,77	+0,42
Sociétés financières	927,43	927,70	-0,03
10 - Immobilier	705,46	709,43	-0,56
11 - Services financ.	948,61	947,21	+0,15
12 - Sociétés invest.	1051,29	1053,57	-0,22
Ind. Second Marché	234,04	235,92	-0,79







Tokyo se ressaisit

LA BOURSE de Tokyo s'est ressaisie jeudi, terminant la séance en hausse mais en deçà de ses plus haut niveaux du jour, en raison de quelques ventes bénéficiaires. L'indice Nikkei a gagné 141,77 points, soit 0,85 %, à 16 763,08 points. La stabilité du dollar, au-dessus de 91 yens, a contribué à la reprise, malgré une incertitude persistante sur les changes. La veille, grâce à un net redressement du dollar – qui a récupéré près de la moitié de ses pertes de mardi –, la Bourse de New York a également terminé en hausse, l'indice Dow Jones gagnant 16,6 points à 3 973,23 points (+ 0,42 %). Le dollar a bénéficié notamment des commentaires d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (Fed). Ce dernier a déclaré devant la commission budgétaire de la Chambre des représentants que *« la faiblesse du dollar n'était pas la bienvenue et était inquiétante »*, mais que la Fed demeurait *« vigilante »*. A Londres, l'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit en clôture en hausse de 15,1 points à 2 992,1 points, soit un gain de 0,5 %. En revanche, la Bourse de Francfort a eu un nouvel accès de faiblesse terminant la séance à 2 025,21 points, en baisse de 1,37 % par rapport à la veille.

INDICES MONDIAUX

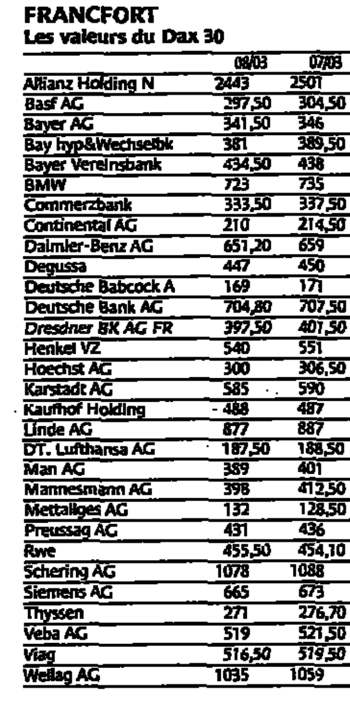
	Cours au 08/03	Cours au 07/03	Var. en %
Paris CAC 40	1756,760	1748,610	+0,46
New-York/DJ indus.	3973,010	3962,630	+0,26
Tokyo/Nikkei	16621,300	16955,300	-2,01
Londres/FT100	2992,100	2977	+0,50
Francfort/Dax 30	2025,210	2053,340	-1,39
Frankfort/Commer.	753,060	770,710	-2,34
Bruxelles/Bel 20	1441,910	1439,570	+0,16
Bruxelles/Général	1278,660	1276,580	+0,16
Milan/MIB 30	14279	14386	-0,75
Amsterdam/Gé. Cbs	267,400	268,800	-0,52
Madrid/Ibex 35	269,360	274,410	-1,87
Stockholm/Affarsal	1107,640	1099,130	+0,77
Londres FT30	2291,700	2277,500	+0,62
Hong Kong/Hang S.	7929,990	8138,660	-2,63
Singapour/Strait t	2063,380	2098,530	-1,70

NEW YORK — Les valeurs du Dow-Jones

	08/03	07/03
Alcoa	38	37,25
American Express	33	32,75
Allied Signal	37,75	37,37
AT & T	51,12	51
Bethlehem	15,25	14,87
Boeing Co	45,50	45,62
Caterpillar Inc.	48,50	48,37
Chevron Corp.	47,62	47
Coca-Cola Co	55,50	55,37
Disney Corp.	54,87	54,75
Du Pont Nemours&Co	55,12	55,25
Eastman Kodak Co	50,62	50,87
Exxon Corp.	64,87	64
Gén. Motors Corp.H	39,75	38,87
Gén. Electric Co	53,12	52,62
Goodyear T & Rubbe	35,87	36
IBM	79,75	79,75
Intl Paper	71,75	71,62
J.P. Morgan Co	63,75	64
Mc Don Dougl	56,62	56,87
Merck & Co.Inc.	42,12	42,37
Minnesota Mng.&Mfg	54,12	53,87
Philip Moris	63,37	62,87
Procter & Gamble C	65,25	65,25
Sears Roebuck & Co	49,75	49,50
Texaco	65,37	64,12
Union Carb.	27,25	27,37
Utd Technol	65,87	66
Westingh. Electric	14,25	14,37
Woolworth	15,62	15,62

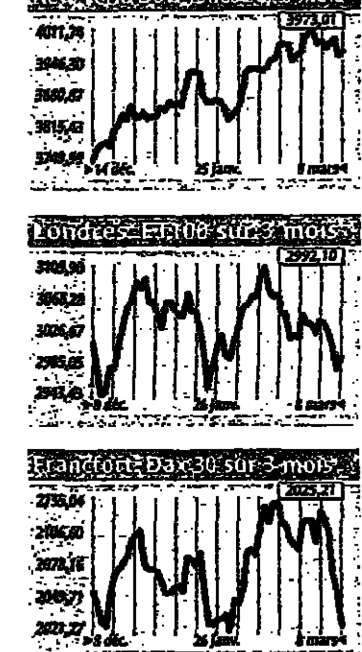
LONDRES — Sélection de valeurs du FT 100

	08/03	07/03
Allied Lyons	5,04	5
Barclays Bank	5,89	5,82
B.A.T. industries	4,21	4,08
British Aerospace	4,76	4,70
British Airways	3,86	3,83
British Gas	2,86	2,87
British Petroleum	3,95	3,97
British Telecom	3,69	3,72
B.T.R.	3,06	3,03
Cadbury Schweppes	4,23	4,26
Eurotunnel	2,66	2,60
Glaxo	6,70	6,68
Grand Metropolitan	3,71	3,70
Guinness	4,08	4,08
Hanson Plc	2,33	2,32
Great Ic	5,18	5,14
H.S.B.C.	6,27	6,25
Impérial Chemical	6,78	6,69
Lloyds Bank	5,73	5,65
Marks and Spencer	3,77	3,75
National Westminst	4,88	4,77
Peninsular Orienta	5,60	5,50
Reuters	4,47	4,40
Saatchi and Saatch	0,84	0,86
Shell Transport	7,04	6,98
Smithkline Beecham	5,01	4,97
Tate and Lyle	4,17	4,18
Univeler Ltd	11,66	11,65
Wellcome	10,31	10,25
Zeneca	8,80	8,76



FRANCFORT — Les valeurs du Dax 30

	08/03	07/03
Allianz Holding N	2443	2501
Basf AG	297,50	304,50
Bayer AG	341,50	346
Bay hyp&Wechselbk	381	389,50
Bayer Vereinsbank	434,50	438
BMW	723	735
Commerzbank	333,50	337,50
Continental AG	210	214,50
Daimler-Benz AG	651,20	659
Degussa	447	450
Deutsche Babcock A	169	171
Deutsche Bank AG	704,80	707,50
Dresdner BK AG FR	397,50	401,50
Henkel VZ	540	551
Hoechst AG	300	306,50
Karstadt AG	585	590
Kaufhof Holding	488	487
Linde AG	877	887
DT. Lufthansa AG	187,50	188,50
Man AG	389	401
Mannesmann AG	398	412,50
Mettallges AG	132	128,50
Preussag AG	431	436
Rwe	455,50	454,10
Schering AG	1078	1088
Siemens AG	665	673
Thyssen	271	276,70
Veba AG	519	521,50
Viag	516,50	519,50
Wellag AG	1035	1059



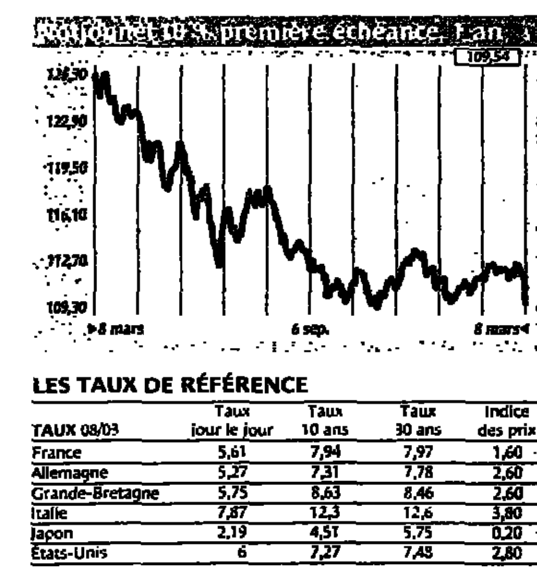
LES TAUX

PARIS ↗ Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↗ Bunds 10 ans

Le Matif en forte hausse

LE CONTRAT notionnel du Matif a ouvert jeudi matin 9 mars en nette progression, l'échéance mars gagnant 36 centièmes à 110,04. Il avait terminé la veille sur une hausse de 28 centièmes au terme d'une séance très animée qui avait vu la Banque de France suspendre ses opérations de 5 à 10 jours et relever le taux des pensions à 24 heures à 8 %.

A la suite de cette décision, le contrat Pibor 3 mois s'était littéralement écroulé au point d'obliger le Matif à interrompre à deux reprises les cotations, les limites de variation à la baisse ayant été atteintes. Devant la meilleure tenue du franc, le contrat s'était ensuite très nettement repris, l'échéance juin clôturant la séance à 92,15, soit un repli de 44 centimes, après être tombé dans la matinée jusqu'à 91,25.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 08/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	5,61	7,94	7,97	1,60
Allemagne	5,27	7,31	7,78	2,60
Grande-Bretagne	5,75	8,63	8,46	2,60
Italie	7,87	12,3	12,6	3,80
Japon	2,19	4,51	5,75	0,20
États-Unis	6	7,27	7,48	2,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 08/03	Taux au 07/03	indice (base 100 fin 94)
Fonds d'État 3 à 5 ans	7,51	7,49	100,90
Fonds d'État 5 à 7 ans	7,74	7,66	101,12
Fonds d'État 7 à 10 ans	7,95	7,93	101,72
Fonds d'État 10 à 15 ans	8,09	8,01	101,70
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,35	8,32	102,76
Obligations françaises	8,21	8,17	101,37
Fonds d'État à TME	-0,73	-0,78	100,13
Fonds d'État à TRE	-0,48	-0,52	99,61
Obligat. franç. à TME	-0,62	-0,49	100,03
Obligat. franç. à TRE	+0,11	+0,10	100,26

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 08/03	Vente 08/03	Achat 07/03	Vente 07/03
Jour le jour	6	—	—	—
1 mois	5,43	5,55	5,45	5,37
3 mois	5,62	5,74	5,40	5,32
6 mois	6	6,12	6,06	6,18
1 an	6,52	6,62	6,62	6,74
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	9,03	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	8,56	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	8,42	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	8,06	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	8	—	—	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	7,26	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	7,23	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	7,35	—	—	—

MATIF

Échéances 08/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	278591	109,54	110,96	109,48	110,68
Juin 95	109612	109,44	110,74	109,44	110,50
Sept. 95	48	108,64	108,64	108,64	110,14
Déc. 95	2	108,42	108,42	108,42	109,92
PIBOR 3 MOIS					
Mars 95	43202	90,99	91,55	89,95	91,13
Juin 95	63634	91,65	92,50	91,25	92,13
Sept. 95	26305	92,18	93,20	91,95	93,11
Déc. 95	13352	92	93,15	92	93,14
ÉCU LONG TERME					
Mars 95	4104	79,50	80,56	79,50	80,32
Juin 95	1749	79,86	80,46	79,86	80,28

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 08/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 95	34329	1745	1783	1739	1766
Avril 95	1525	1748	1788,50	1748	1775,50
Mai 95	928	1745	1785,50	1745	1773,50
Juin 95	1284	1731	1766,50	1730	1753

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,9170 | US/DM ↘ 1,5090 | US/¥ ↘ 97,2500 | DM/F ↘ 3,5566 | £/F ↘ 8,0195

Le dollar et le franc en hausse

LE DOLLAR a ouvert jeudi matin 9 mars sur les places européennes en nette hausse. Il s'échangeait à 1,41 mark et 5 francs. Les opérateurs ont été favorablement impressionnés par les déclarations du président de la Réserve fédérale américaine faites la veille au soir. M. Greenspan a jugé la baisse de la monnaie américaine excessive et inquiétante. Cette reprise du billet vert a permis au franc de se redresser à 3,55 pour 1 deutschemark (après un plus bas niveau historique de 3,59 atteint la veille). Alors que certains analystes redoutaient une réaction contraire, les marchés financiers ont par ailleurs bien accueilli la décision de la Banque de France prise mercredi matin 8 mars de relever son taux de prises en pension à 8 %. Les experts jugent toutefois qu'il est encore trop tôt pour parler d'un retour au calme définitif.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 08/03	% 07/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	355,6600	-0,08	342	366
Ecu	6,5355	+0,33	—	—
Etats-Unis (1 usd)	4,9170	+0,74	4,7000	5,3000
Belgique (100 F)	17,1985	+0,02	16,6000	17,7000
Pays-Bas (100 fl)	317,0200	-0,08	—	—
Italie (1000 lir.)	2,9975	-0,22	2,7700	3,2400
Danemark (100 krd)	88,2800	+0,56	83	93
Irlande (1 iep)	7,9815	-0,85	7,7500	8,5000
Gde-Bretagne (1 L)	8,0195	-0,41	7,7000	8,5500
Grèce (100 drach.)	2,1820	-0,53	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	69,2000	+0,95	63	73
Suisse (100 F)	426,4600	+0,25	410	434
Norvège (100 k)	79,7700	+0,31	75	84
Autriche (100 sch)	50,5240	-0,02	48,7000	51,8000
Espagne (100 pes.)	3,8720	+0,10	3,6000	4,2000
Portugal (100 esc.	3,3900	+0,88	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,4947	+0,18	3,2500	3,8500
Japon (100 yens)	5,4380	+0,66	5,1500	5,5000
Finlande (mark)	114,4800	+0,18	109	120

PARITÉS DU DOLLAR	09/03	08/03	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5090	1,6890	-11,93
TOKYO : USD/Yens	97,2500	103,6500	-6,58

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,8650	4,8670	4,8686	4,8705
Yen (100)	5,3164	5,3214	5,3385	5,3341
Deutschemark	3,5865	3,5875	3,5913	3,5933
Franc Suisse	4,3623	4,3658	4,3600	4,3652
Lire ital. (1000)	2,9429	2,9446	3,3131	3,3154
Livre sterling	7,9713	7,9841	7,9766	7,9733
Peseta (100)	3,9312	3,9363	3,9922	4,0040
Franc Belge	17,135	17,148	17,035	17,145

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,75	6,02	6,25
Eurodollar	5,75	6,05	6,25
Eurolivre	5,25	6,08	6,75
Eurodeutschemark	5,25	5,85	6

L'OR

	cours 08/03	cours 07/03
Or fin (k. barre)	60400	60100
Or fin (en lingot)	61000	60600
Once d'Or Londres	379	383,10
Pièce française(20f)	353	353
Pièce suisse (20f)	352	352
Pièce Union lat(20f)	353	352
Pièce 20 dollars us	2495	2405
Pièce 10 dollars us	1232,50	1340
Pièce 50 pesos mex.	2265	2270

LE PÉTROLE

En dollars	cours 08/03	cours 07/03
WTI (New York)	16,53	16,46
Brent (Londres)	17,45	17,45
Crude Oil (New York)	18,82	18,82

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	08/03	07/03
Dow-Jones comptant	187,91	187,32
Dow-Jones à terme	261,65	261,25
Moody's	—	—
MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2904	2893
Cuivre à 3 mois	2894	2884
Aluminium comptant	1809,50	1815
Aluminium à 3 mois	—	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	—
Etain comptant	5381	5330
Etain à 3 mois	5455	5430
Zinc comptant	1022	1023
Zinc à 3 mois	1047	1047,50
Nickel comptant	7660	7610
Nickel à 3 mois	7660	7610

MÉTAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,55	4,63
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	159	158
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	1,23	1,23
Maïs (Chicago)	2,36	2,37
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	104,25	103,75
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1460	[illegible]
Café (Londres)	3240	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	2081,53	[illegible]
OLEAGINEUX, AGRUMES		[illegible]
Coton (New-York)	1,07	1,07
Jus d'orange (New-York)	0,95	0,92

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 9 MARS

Liquidation : 24 mars
Taux de report : 5,88
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS

-0,89 %

CAC 40 : 1741,15

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
EDF-GDF 3%	6150		—	6240
B.N.P. (T.P)	990	958	-4,04	1085
Cr.Lyonnais(T.P.)	889	880	-1,01	895
Renault (T.P.)	1790	1799	+0,50	1865
Rhone Poulenc(T.P)	1980	1975	-0,25	1950
Saint Gobain(T.P.)	1167	1130	-3,17	1153
Thomson S.A (T.P)	1070		—	1075
Accor 1	532	531	-0,19	525
Air Liquide 1	750	736	-1,87	738
Alcatel Alsthom 1	391,50	395,30	+0,97	415
Alcatel Cable 1	390	389,90	-0,03	395
Alspi 1	336,10	338,50	+0,71	335
AGF-Ass.Gen.France	168	173	+2,98	170
Axa 1	231,80	226,90	-2,11	225
Bail Invest. 1	805	808	+0,37	805
Bancaire (Cie) 1	488	490,20	+0,45	480
Bque Colbert C2#	78,90	78	-1,14	87
Bazar Hot. Ville 2	527		—	535
Berger (M) 2	1400	1387	-0,93	1430
BIC 1	683	683	—	700
BIS 1	362,30	352	-2,84	365
B.N.P. 1	219,50	219,50	—	240
Bollore Techno.1	454,90	455	+0,02	450
Bongrain 1	2575	2580	+0,19	2750
Bouygues 1	523	520	-0,57	525
Canal + 1	773	766	-0,91	788
Cap Gemini Sogeti1	163,50	167	+2,14	173
Carnaudmetalbox 1	173	171,50	-0,87	177
Carrefour 1	2071	2062	-0,43	2130
Casino Guichard 1	137,90	137,60	-0,22	138
Casino Guich.ADP 1	114	113,60	-0,35	120
Castorama Dl (Li)1	714	713	-0,14	720
C.C.F. 1	199,50	199,20	-0,15	210
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	52,20	52,10	-0,19	54
Cegid (Ly) 1	418	419	+0,24	425
CEP Communication1	454	457	+0,66	495
Cerus Europ.Reun 1	85,90	84,60	-1,51	85
Cetelem 1	894	894	—	900
CGIP 1	1038	1050	+1,16	1040
Chargeurs 1	1115	1105	-0,90	1150
Christian Dior 1	400	402	+0,50	405
Ciments Fr.Priv.B1	202,80	201,50	-0,64	215
Clarins 1	388	389	+0,26	390
Club Mediterranee1	419	416,20	-0,67	420
Coflexip	246	255	+3,66	265
Colas 1	765	776	+1,44	910
Comptoir Entrep. 1	219		—	219
Comptoir Moder. 1	1282	1291	+0,70	1340
CPR 1	339	339	—	330
Créd.Fon.France 1	615	593	-3,58	680
Credit Local Fce 1	406	396	-2,46	410
Credit Lyonn.CIP 1	317,50	316	-0,47	345
Credit National 1	362,80	356,50	-1,74	375
CS(ex.CSEE)1	320	320	—	330
Damart 1	4635	4650	+0,32	4740
Danone 1	771	760	-1,43	740
Dassault-Aviation1	395	394	-0,25	415
Dassault Electro 1	375	373	-0,53	395
De Dietrich 1	2578	2640	+2,40	2850
Degremont 1	353	349	-1,13	370
Dev.R.N-P.Cal Li 2	72,30	72,10	-0,28	78
DMC (Dollfus Mi)1	258,90	257,50	-0,54	280
Docks France 1	705	706	+0,14	285
Dynaction 1	113	114	+0,88	115
Eaux (Gle Des) 1	461,50	452	-2,06	455
E.B.F 1	909	910	+0,11	970
Ecco 1	590	586	-0,68	600
Eiffage 1	775	775	—	745
Elf Aquitaine 1	365,80	363	-0,77	370
Eridania Beghin 1	748	751	+0,40	755
Essilor Intl 1	740	733	-0,95	725
Essilor Intl ADP 1	546	545	-0,18	520
Esso 1	660	660	—	655
Eurafrance 1	1520	1510	-0,66	1520
Euro Disney 1	12,20	12,15	-0,41	11,50
Euro RSCG W.W 1	437,20	439	+0,41	485
Europe 1-1	1250	1245	-0,40	1220
Eurotunnel 1	21,80	22,05	+1,15	24
Filipacchi Medias1	689	695	+0,87	800
Finextel 1	85	86	+1,18	86
Fives-Lille 1	409	415	+1,47	395
Fromageries Bel 1	4500	4498	-0,04	4590
Galeries Lafayet.1	2105	2080	-1,19	2080
GAN 1	165	168,50	+2,12	181
Gascogne (B) 1	525	523	-0,38	520
Gaz et Eaux 1	1780	1771	-0,51	1780
Geophysique 1	278	280	+0,72	320
G.F.C. 1	344	344,80	+0,23	370
Groupe Andre S.A.1	450	445	-1,11	500
Groupe De La Cite1	755	760	+0,66	760
GTM-Entrepose 1	374,50	369,50	-1,34	360
Guilbert 1	419	428	+2,15	430
Guyenne Gascogne 1	1225	1239	+1,14	1250
Havas 1	373,70	369,30	-1,18	360
I.D.I.A 1	143	145	+1,40	146
Imetal 1	498	498		490
Immeubl.France 2	342,50	341,20	-0,38	370
Immob.Phenix 1	48	47	-2,08	48
Ingenico 1	77,10	79	+2,46	83
Interbail 1	336	339,80	+1,13	340
Intertechnique 1	552	570	+3,26	550
Jean Lefebvre 1	321	322	+0,31	325
Klepierre 1	563	570	+1,24	588
Labinal 1	775	770	-0,65	770
Lafarge Coppee 1	341,40	341,40	—	345
Lagardere (MMB) 1	107,40	106,40	-0,93	113
Lapeyre 1	273,60	275	+0,51	285
Lebon 2	268	268	—	270
Legrand 1	6700	6550	-2,24	6530
Legrand ADP 1	4465	4490	+0,56	4260
Legris Indust. 1	340	340	—	350
Locindus 1	802	823	+2,62	830
LVMH Moet Vuitton1	828	823	-0,60	825
Lyonnaise Eaux 1	427,60	421,40	-1,45	430
Marine Wendel 1	344	342	-0,58	350
Matra-Hachette 1	102,70	102,50	-0,19	108
Metaleurop 1	63	61,05	-3,10	69
Metrologie Inter.1	19	21	+10,53	32
Michelin 1	193,60	194,70	+0,57	205
Moulinex 1	103,50	102,50	-0,97	107
Navigation Mixte 1	983	984	+0,10	1010
Nord-Est 1	128	129	+0,78	133
Nordon (Ny) 2	379		—	400
NRJ # 1	384,90	389,90	+1,30	410
Olipar 1	6,50	6,75	+3,85	7,50
Oreal 1	1149	1133	-1,39	1130
Paribas 1	276,10	275	-0,40	310
Pechiney CIP 1	322,60	326	+1,05	340
Pechiney Intl 1	126,50	127,50	+0,79	127
Pernod-Ricard 1	331,50	329	-0,75	320
Peugeot 1	653	649	-0,61	700
Pinault-Prin.Red.1	1011	1006	-0,49	970
Plastic-Omn.(Ly) 1	524	518	-1,15	570
Poliet 1	376	372	-1,06	390
Primagaz 1	855	853	-0,23	850
Promodes 1	952	943	-0,95	925
Publicis 1	376	368	-2,13	370
Radiotechnique 1	566	566	—	560
Remy Cointreau 1	179	178	-0,56	175
Renault 1	167,10	165,10	-1,20	175
Rexel 1	688	697	+1,31	705
Rhone Poulenc A 1	115	113,10	-1,65	124
Rochette (La) 1	56	55,50	-0,89	57
Roussel Uclaf 1	645	647	+0,31	635
Rue Imperiale(Ly)1	3475	3480	+0,14	3540
Sade (Ny) 1	173		—	175
Sagem 1	2730	2700	-1,10	2650
Saint-Gobain 1	599	590	-1,50	615
Saint-Louis 1	1460	1462	+0,14	1350
Salomon (Ly) 1	1760	1705	-3,13	1890
Salvepar (Ny) 2	405	391	-3,46	415
Sanofi 1	255,60	250	-2,19	265
Sat 2	2000	1970	-1,50	1980
Saupiquet (Ns) 1	1198	1180	-1,50	1190
Schneider 1	344,80	342,50	-0,67	350
SCOR S.A 1	102,90	102,50	-0,39	99
S.E.B. 1	480	480	—	500
Sefimeg 1	330	330	—	325
SEITA 1	131,20	130,70	-0,38	133
Selectibanque 1	144,80	146	+0,83	146
SFIM 2	941		—	960
SGE 1	172,20	172	-0,12	173
Sidel 1	1268	1230	+0,16	1150
Simco 1	400	402	+0,50	405
S.I.T.A 1	616	622	+0,97	610
Skis Rossignol 1	1838	1800	-2,07	1920
Sligos 1	387,20	388	+0,21	390
Societe Gale A 1	485	481,80	-0,66	510
Sodexho 1	736	748	+1,63	770
Sommer-Allibert 1	1670	1700	+1,80	1740
Sophia 1	392		—	405
Sovac 1	364	364	—	350
Spie Batignolles 1	170	170	—	180
Spir Communic. 1	478	470	-1,67	495
Strafor Facom 1	632	634	+0,32	600
Suez 1	239,80	238,10	-0,71	230
Synthelabo 1	229,50	229	-0,22	235
Technip S.A. 1	254	252,50	-0,59	260
Thomson-CSF 1	129,40	128	-1,08	125
Total 1	266,60	264,80	-0,68	285
UAP 1	114	113	-0,88	121
UFB Locabail 1	355	355	—	360
UGC DA (M) 1	150	150	—	178
Ugine S.A 1	333	337	+1,20	380
UIC 1	98	98	—	88
UIF 1	401,50	410	+2,12	415
UIS 2	203	211	+3,94	215
Unibail 1	467	466	-0,21	470
Union Assur.Fdal 1	500	505	+1	585
Valeo 1	247,10	252,50	+2,19	240
Vallourec 1	259	256,10	-1,12	270
Via Banque 1	320	316	-1,25	320
Worms & Cie 1	254	246	-3,15	240
Z Gr.Zannier (Ly) 1	125,10	128	+2,32	125
Zodiac 1	510	510	—	2120
Elf Gabon 1	960	965	+0,52	970

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
ABN Amro Holding 1	186,90	187,50	+0,32	182
American Express 1	160	164	+2,50	172
Anglo American 1	250	249,50	-0,20	246
Amgold 1	455	455,90	+0,20	445
Arjo Wiggins App.1	19,95	19,50	-2,26	18,50
A.T.T. 1	256,40	255,70	-0,27	260
Banco Santander 1	168	—	—	189
Barrick Gold 1	113	112,10	-0,80	113
B.A.S.F. 1	1085	1066	-1,75	1120
Bayer 1	1237	1220	-1,37	1250
Blenheim Group 1	15	14,90	-0,67	16,50
Buffelsfontein 1	35,90	36,50	+1,67	37
Chase Manhattan 1	171	173	+1,17	176
Daimler Benz 1	2362	—	—	2510
De Beers 1	104	107,20	+3,08	111
Deutsche Bank 1	2500	2503	+0,12	2480
Dresdner Bank 1	1420	—	—	1380
Driefontein 1	68	68	—	69
Du Pont Nemours 1	273	—	—	285
Eastman Kodak 1	247,40	252,10	+1,90	255
East Rand 1	6,05	6	-0,83	6
Echo Bay Mines 1	47,70	47,05	-1,36	46
Electrolux 1	245	243	-0,82	265
Ericsson 1	284,30	292	+2,71	290
Exxon Corp. 1	316,80	323,80	+2,21	325
Ford Motor 1	125	—	—	135
Freegold 1	63,50	63	-0,79	64
Gencor Limited 1	15,90	16	+0,63	17
General Electric 1	262,80	264,50	+0,65	275
General Motors 1	191,10	203	+6,23	210
Generale Belgique 1	333	336	+0,90	350
Grd Metropolitan 1	30,35	30,10	-0,82	30
Guinness Plc 1	33,05	33,50	+1,36	35
Hanson Plc 1	18,90	19,10	+1,06	19,50
Harmony Gold 1	42,80	42,80	—	45
Hewlett-Packard 1	585	589	+0,68	585
Hitachi 1	45,10	45,60	+1,11	44
Hoechst 1	1070	1070	—	1150
I.B.M 1	390	399,90	+2,54	385
I.C.I 1	59	58,50	-0,85	59
I.T.T. 1	468	486,20	+3,89	500
Ito Yokado 1	237,80	242	+1,77	230
Matsushita 1	74,40	75	+0,81	72
Mc Donald's 1	164,90	165,30	+0,24	167
Merck and Co 1	208,20	213	+2,31	210
Minnesota Mining 1	270	269	-0,37	275
Mitsubishi Corp. 1	54,10	—	—	54
Mobil Corporat. 1	447	445,10	-0,43	450
Morgan J.P. 1	314,70	—	—	320
Nestle SA Nom.1	4944	4885	-1,19	4870
Nippon MeatPacker1	67,50	—	—	67
Norsk Hydro 1	179	177	-1,12	205
Petrofina 1	1405	1436	+2,21	1520
Philip Morris 1	311	315,20	+1,35	310
Philips N.V 1	168,90	169,30	+0,24	175
Placer Dome Inc 1	106,80	105	-1,69	103
Procter Gamble 1	316,60	323,90	+2,31	340
Quilmes 1	222	222,50	+0,23	235
Randfontein 1	36,90	36,80	-0,27	37
Rhone Poul.Rorer 1	204,20	203,40	-0,39	205
Royal Dutch 1	573	577	+0,70	590
R T Z 1	61,80	62	+0,32	59
Saatchi & Saatchi1	6,90	6,80	-1,45	8,50
Sega Enterprises 1	248	252,60	+1,85	250
Saint-Helena 1	43,70	43,30	-0,92	44
Schlumberger 1	283,50	286,80	+1,16	290
SGS Thomson Micro.	146	148	+1,37	132
Shell Transport 1	56	56,50	+0,89	58
Siemens 1	2357	2370	+0,55	2380
Sony Corporation 1	232	231	-0,43	235
Sumitomo Bank 1	96	—	—	96
T.D.K 1	216,30	—	—	215
Telefonica 1	59	59	—	64
Toshiba 1	32,15	—	—	32
Unilever 1	618	625	+1,13	610
Unit.Technologie 1	324,70	328,70	+1,23	335
Vaal Reefs 1	354,90	350	-1,38	380
Volkswagen A.G 1	1350	—	—	1390
Volvo (act.B) 1	94	92,10	-2,02	101
Western Deep 1	163,40	160	-2,08	176
Yamanouchi 1	103,80	105	+1,16	105
Zambia Copper 1	3,20	3,25	+1,56	3,15

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 9 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	104	3,082 d
CEPME 8,5% 88-97CA	101,45	5,845 ↓
CEPME 9% 89-99 CA#	102,81	4,981
CEPME 9% 92-06 TSR	—	6,386 ↑
CFD 9,7% 90-03 CB	107,80	0,850
CFD 8,6% 92-05 CB	100,80	8,686 ↑
CFF 10% 88-98 CA#	106,16	3,781
CFF 9% 88-97 CA#	102,38	3,871
CFF 10,25% 90 CB#	109,64	10,082 d
CLF 8,9% 88 CA#	103,40	6,949
CLF 9% 88-93/98 CA#	103,35	0,888
CNA 9% 4/92 CB	103,20	7,619
CRH 8,6% 92/93/94CB	100,95	5,961
CRH 8,5% 87-88 CA#	101,96	0,093 o
EDF 8,6% 88-89 CA#	102,30	0,518
EDF 8,6% 92 CA#	101,60	7,870
Em.Etat 10,26%86 CA	102,57	10,176 ↑
Emp.Etat 6%7/93 CA	96,60	3,879
Finansder 9%91CB#	102,65	2,540
Financ.8,6%92 #CB	101,55	0,966 ↑
Floral9,75% 90 CA#	106,10	6,890
OAT 8,7%5/88-95CA#	100,85	6,865 ↓
OAT 9,8% 1/96 CA#	101,65	7,020
OAT 8,50% 6/97 CA#	101,92	5,985 ↓
OAT 9,90%85-97 CA#	105,34	2,333 o
OAT 88-98 TME CA	99,74	0,872 d
OAT 9/1998 TRA	—	2,914
OAT 9,50%88-98 CA#	104,90	6,689
OAT TMB 01/99 CA	99,20	0,702 d
OAT 8,125% 99 CA#	100,60	6,411
OAT 8,50%90/00 CA#	102,33	6,058
OAT 85/00 TRA CA	101,30	3,660
OAT 10% 5/2000 CA#	108,21	7,836 ↑
OAT 01 TME CA	98,90	0,872 d
OAT 8,5% 11/02 CA#	102	2,422 d
OAT 8,50% 2019 CA#	98,87	3,144
OAT 8,50%92-23 CA#	99,25	7,405 ↑
PTT 11,2%85-95 CB#	102,75	2,832 d
SNCF 8,8% 87-94CA	101,10	0,844
Lyon.Eaux 6,5%90CV	820	

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	437	435
Bains C.Monaco 2	705	710
B.N.P.Intercont.2	257	246
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 2	15,80	15,50
Cambodge	877	877
Carbone Lorraine 2	694	685
CBC 1	233	233
Centenaire Blanzy ◆	240	240
Ceragen Holding ◆	29,50	29,50
Champex (Ny) ◆	18,50	18,50
CIC Un.Euro.CIP 1	290	292
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2817	2817
Cpt.Lyon Alem.2	380	380
Concorde-Ass Risq2	790	790
Gpe Valfond ex.CMP ◆	18	18
Credit Gen.Ind. ◆	27	27
Darblay ◆	500	500
Didot Bottin	600	605
Eaux Bassin Vichy	2566	2566
Ecia 1	666	662
Ent.Mag. Paris ◆	4174	4174
Eridania Beghin CI	736	746
Fidei(ex Immofice)2	131	130
Finalens	285	285
F.I.P.P. ◆	115	115
Fonciere (Cie)	520	521
Fonciere Euris	185,10	185,10
Foncina #	473	472
France I.A.R.D.	670	660
France S.A 1	735	729
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont 1	241	251,20
Genefim ◆	179	179
Gevelot ◆	1122	1122
G.T.I (Transport)2 ◆	366	366
Immobail 2	287	287
Immobanque 2	810	802
Im.Marseillaise 2	5300	5290
Invest.(Ste Cie.) ◆	1360	1360
Lille Bonnieres	1710	1661
Locafinanciere ◆	448	448
Louvre 1	194	191,60
Lucia ◆	90	90
Machines Bull ◆	22,10	22,10
Monoprix ◆	170	170
Metal Deploye ◆	391	391
Mors 2 #	16,05	16,95
Navigation (Nle)	87,90	83,55
Origny-Desvroise ◆	1350	1350
Paluel-Marmont ◆	375	375
Pap.Clairefont(Ny) ◆	780	780
Parfinance 2	177	176
Paris Orleans	235	236
Piper Heidsieck ◆	930	930
Porcher ◆	209	209
Promodes (CI) ◆	675	675
Rochefortaise Com.	189	189
Rosario 2	209	209
Rougier #	746	739
S.A.F.I.C Alcan	270	270
Saga	350	340
Salins du Midi 2	420	420
Savoisienne M. ◆	156	156
Silic 2	698	685
S.I.P.H.	170,10	161,60
Sofal ◆	300	300
Soffo ◆	340	340
Sofitamract.a reg. ◆	71,40	71,40
Sofragi ◆	3710	3710
Soudure Autogene ◆	945	945
Sovabail	410	410
Taittinger 1	2460	2410
Tour Eiffel	281	283,20
Elyo 2	244,50	242
Vicat 2 ◆	530	530
Virax ◆	130	130

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
A.E.G. AG	500	500
Bayer.Vereins Bank	1447	1447
Commerzbank AG	1080	1080
Fiat Ord	20	20
Gevaert	242,40	242,40
Gold Fields South	107	107
Johannesburg Cons.	111	130
Kubota Corp.	33	33
Montedison act.ep.	4,80	7,282 d
Olympus Optical	46,15	46,15
Ottomane(cie Fin.)	171	171
Robeco	319	316,50
Rodamco N.V.	140	142,70
Rolinco	324,60	323,10

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 9 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	52,15	53
AFE 2 #	439	445
Algte 2	250	260
Alain Manoukian(Ly)2#	102	102
Albert S.A (Ns) ◆	126,10	126,10
Altran Techno 1 #	490	492
Arnault Associes ◆	417	417
Axime (ex.Segin)	274	275
B.A.C ◆	23,70	23,70
Bque Picardie (Li)	579	580
Bque Sofirec (M)	480,10	480,10
Bque Tarneaud(B)#	215	220
Bque Vernes	640	640
Beneteau # ◆	360	360
B I M P	91	92
Boiron (Ly) 1 #	451	460
Boisset (Ly)#	285	285
Brioche Pasq.(Ns)1	550	545
But S.A. 1	910	920
Cardif SA 1	491	489
CDA-Cie des Alpes2	145	145
C.E.E 2#	409	405
CEGEP #	163	160
Cermex 2 # (Ly) ◆	289,30	289,30
CFJPE(exGAN part)#2	93,10	94
CFPI	268	268
Christ.Dalloz 2 #	720	720
Change Bourse (M)	220	228
Cipe France Ly 2 #	620	615
CNIM CA#	240	240
Codetour	259	250
Comp.Euro.Tele-CET	160,10	160
Conflandey S.A	335	327,40
C.A. de la Brie 2	360	359
C.A.Gironde (B)	430	431
C.A.Haute Normand.	379	374
C.A.Ille & Vilaine	326	326
C.A.Indre et Loire ◆	303	303
C.A. Paris IDF 1	735	735
C.A.de l'Isere Ly	368	370
C.A.Loire Atl.(Ns)	340	340
C.A.Loire/H.Loire ◆	315	315
C.A. du Loiret CCI ◆	468	468
C.A.Morbihan (Ns)	343	343,50
C.A.du Nord (Li)	430	426
C.A. Oise CCI ◆	239	239
C.A.Pas de Calais	410	412
C.A. Somme CCI 2	228	227
C.A.Toulouse (B)	339,50	336,50
Chaine et Trame #	279	280
C.A. Midi CCI#(Ly)	209,70	207
Credit de l'Est ◆	422	422
Creeks	122	122
Dapta-Mallinjoud 2	140,80	140
Darnal Expansion#2	50	50
Dauphin OTA ◆	270	270
Delta Prot.# C2 Ly	269,80	269
Desquenne Giral	139,50	140
Devanlay 2 ◆	980	980
Deveaux(Ly)	598	598
Devernois (Ly)	404	404
Ducros Serv.Rapide	80	77
Ecco Trav. Tempo 1	313	305
Elysee Inv. 1 ◆	31,30	31,30
Emin-Leydier# (Ly)	616	615
Eramet 2	318	318
Europ.Extinc.(Ly)#	270	273
Europ Propulsion 2	320	322,50
Expand 2	345	340
Factorem	468	465
Faiveley #2	267,90	265,10
Finabail 2	130	128
Finacor 2	136	134,20
Fininfo	441	442
Fructivie 1	509	501
Gautier France 2#	350	349
Gel 2000 2	123,50	123
GFI Industries #	354	355
Girodet # (Ly)	61	68,70
GLM S.A	378	378
Grandoptic.Photo #	385	395
Gpe Guillin # Ly	123	123,50
Kindy #	182,50	183
Guerbet 2 ◆	340	340
Hermes Internat.1#	560	560
Hurel Dubois	380	385
ICBT Groupe # 2	175	179
I.C.C. 2	180	180,50
Idianova ◆	57	57
Immob.Hotel. 2 #	131	129
Installux (Ly)2	510	510
Int. Computer #	139	132,10
Invest.Paris 1	128	127
IPBM 2	57,10	57,30
J.Clairbois(Ly) ◆	112,10	112,10
Lambert-Riviere ◆	431,20	431,20
M6-Metropole TV 2	313,50	313
Manitou 2#	426	430
Manutan	410	425
Marie Brizard 2	1169	1173
Maxi-Livres/Profr.	427	431
Mecadyne	172,80	172
Mecelec 2 (Ly) ◆	121,40	121,40
MGI Coutier 2#	538	538
Michel Thierry# 2	731	720
Monneret Jouet #	98	100
Naf-Naf 1#	167	163
Norbert Dentres.2#	383,90	383,80
N.S.C Schlum.2 Ny	1000	1000
OGF Omn Gest.Fin.1	638	638
Onet	900	900
Paul Predault #	160	158
P.C.W. 2	87	87,90
Petit Boy #	101	101
Pier Import	93	93
Pochet 2	1067	1068
Poujoulat Ets (Ns) ◆	210	210
Radiall 2#	299	299
Rallye(Cathiard)Ly	147	148
Reydel Indust.Li 2	859	850
Robertet #	1070	1070
Rouleau-Guichard 2	521	520
Securidev 2 #	100	100
Sediver 2 #	242	243
Serbo 2	438	429
Siparex (Ly) #	79	79
Smoby (Ly) 2 ◆	552	552
Sofco (Ly)	148	148
Sofibus ◆	430	420
Sogepag 2 #	127	127
Sogeparc (Fin) 1	584	586
Sopra 2	285,10	288
Steph.Kelian #	93,70	95
Sylea 2	465	457
Teisseire-France ◆	210	210
TF1-1	446	452,50
Thermador Hold(Ly)	435	436
Trouvay Cauvin 2#	165,50	166
Unilog 2	290	290,10
Union Fin.France 1	500	490
Via Credit(Banque) ◆	150	150
Viel et Cie #	152,50	152,70
Vilmorin et Cie#2	376,50	373
Virbac	492	485

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ◆ cours précédent ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 8 mars

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	34654,54	34654,54
Actimonétaire D	31087,18	31087,18
Améri-gan	7478,76	7191,12
Amplia ○	108459,42	108459,42
Amplitude Monde D ◆	672,65	653,06
Antigone Trésorerie	799468	799468
Arbitr. Court Terme	8835,36	8835,36
Asie 2000	592,60	575,34
Associa Première	34899,96	34899,96
Associc ◆	1884,51	1884,51
Atout Amérique	97,07	94,70
Atout Asie	88,79	86,62
Atout Futur C	506,98	494,61
Atout Futur D	493	480,98
Aurecic ◆	1298,87	1261,04
Avenir Alizés	1775,80	1748,98
Axa Valeurs PER	142,08	137,94
Cadence 1	1021,39	1011,28
Cadence 2	1012,61	1002,58
Cadence 3	1000,18	990,26
Capimonétaire	7546,24	7538,70
Capiobliq	7375,61	7302,38
Capitacic	1516,79	1494,37
Cicamonde	1090,54	1058,78
Convis	1566,16	1536,96
Comptavalor	2139,65	2136,45
Crédit Mutuel Capital	1464,09	1436,17
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	792,28	792,28
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap	86,52	84,28
Créd.Mut.Ep.Ind. Dis	84,43	82,17
Créd.Mut.Ep.J	21039,90	21039,90
Créd.Mut.Ep.long.T	201,27	195,88
Créd.Mut.Ep.Monde	1024,76	997,33
Créd.Mut.Ep.Quatre	1066,59	1038,04
Dieze	1560,14	1531,05
Ecocic	1126,92	1094,10
Ecupar	126,78	123,09
Ecur. Actions futur ◆	184,56	179,18
Ecur. Distrimonétaire	10187,20	10187,20
Ecur. Expansion	297414,89	296229,97
Ecur. Géovaleurs ◆	2609,05	2533,06
Ecur. Investissement ◆	154,84	150,33
Ecur. Monepremière ◆	10252,85	10252,85
Elanciel D ◆	114,49	111,16
Elicash ○	858547,27	858547,27
Emergence Poste D ◆	92,28	89,59
Energia	309,81	295,76
Epancic	4426	4426
Eparcourt-Sicav ◆	204,73	204,22
Epargne-Unie	1390,34	1356,43
Eufi Cash capi ◆	9428,74	9428,74
Euroco Solidarité	1154,73	1148,30
Eurocic Leaders	1164,11	1130,20
Eurodyn	1345,14	1312,33
Euro Gan	7498,28	7209,88
Fonsicav	17768,70	17733,23
France-gan	12515,11	12033,76
France Garantie ◆	264,63	264,10
France Obligations	463,39	458,80
Francic	456,23	442,94
Francic Pierre	107,30	104,17
Francic-Régions	1366,07	1326,28
GAN Rendement	5121,67	5045,98
Gestilion	17961,89	17961,89
HLM Monétaire	17070,92	17070,92
Indicia	1024,57	999,40
Indust.Fse.Court.T	1819,08	1810,03
Intensys D	108,53	108,26
Interoblig	5420,38	5366,71
Intersélection Fce	490,61	480,99
Japacic	162,80	158,06
Jeunepargne	331,08	326,19
Latitude C	2721,42	2717,34
Lion Association	10692,27	10692,27
Lion Institution	36098,71	36008,69
Lionplus	1181,73	1158,56
Lion Trésor	2188,61	2166,94
Livret Bourse Inv. ◆	568,72	552,16
Livret Portefeuil.	739,32	717,79
Méditerranée	204,77	198,81
Mensuel CIC	10073,56	9973,82
Moneden	83582,92	83582,92
Moné-Dis ○	10188,35	10188,35
Mone.J. ○	10905,36	10905,36
Monévalor	50220,60	50220,60
Mutualité dépôts	16478,34	16445,45
Natio Court Terme	12843	12843
Natio Court Terme2	349539	349539
Natio Epargne	21471,65	21259,06
Natio Ep. Capital	13183,28	13052,75
Natio Ep. Croissance	1830,78	1794,88
Natio Ep. Obligations	206,52	202,47
Natio Epargne Retraite	122,41	120,01
Natio Epargne Trésor	9351,46	9332,79
Natio Epargne Valeur	459,69	450,68
Natio France Index	931,33	913,07
Natio Immobilier	1120,96	1098,98
Natio Inter	1654,67	1622,23
Natio Monétaire	5053,94	5048,89
Natio Opportunités	136,28	133,61
Natio Patrimoine	1305,14	1279,55
Natio Perspectives	1082,95	1061,72
Natio Placements	71905,19	71905,19
Natio Revenus	1002,40	992,48
Natio Sécurité	11531,25	11531,25
Natio Valeurs	864,04	847,10
Nippon-Gan	6113,68	5878,54
Nord Sud Dévelop. ◆	1850,15	1846,46
Oblicic-Mondial	2950,92	2907,31
Oblicic-Régions	1071,75	1055,91
Oblifutur	3285,59	3224,33
Oblig. tres caté. ◆	206,32	203,27
Oblilion	1614,62	1598,63
Oblisécurité Sicav	15817,85	15817,85
Oblitys D	517,11	509,47
Oraction	1344,21	1311,42
Pervalor	559,43	548,46
Plénitude D ◆	143,70	139,51
Poste Croissance C	3280,09	3276,81
Poste Gestion C	40345,08	40345,08
Première Oblig. C	11818,46	11818,46
Première Oblig. D	11000,48	10994,98
Proficius	919,86	902,71
Rentacic	158,62	156,28
Revenus Trimestr.	5100,08	5049,58
Revenu-Vert	1114,95	1094,16
St-Honoré Pacifique	698,83	667,14
St-Honoré Réal.	18208,89	18136,34
Sécuricic	2093,92	2093,92
Sécuri-Gan	12538,16	12292,31
Sécuritaux	1681,99	1681,99
Sensivalor	31944,23	31944,23
SEVEA ◆	102,54	100,04
SFI-CNP Assur	688,19	668,15
S.G. France opport. C	1348,16	1321,73
S.G. France opport. D	1316,91	1291,09
S.G. Monde opport. C	904,33	886,60
S.G. Monde opport. D	904,33	886,60
Sicav Associations	2225,02	2225,02
Sicav 5.000	454,19	445,28
S.I. Est	1173,05	1138,88
Sivafrance	714,24	700,34
Slivam	403,51	395,60
Slivarente	214,07	209,87
Slivinter	471,53	462,28
Sogenfrance C	1197,24	1174,25
Sogenfrance D	1119,58	1097,63
Sogépargne	296,17	293,24
Sogevar	1063,10	1042,25
Soginter	1490,78	1461,55
Soleil Investissements	627,92	603,77
Solstice D	2250,77	2245,16
State Street Act. Eur ◆	11555,88	11274,03
State Street Act. France ◆	10692,86	10432,06
State Street Act. Japon ◆	1326,56	1294,20
State Street Act. Monde ◆	910,79	888,58
State Street Activ.Asie ◆	1251,53	1208,79
State Street Alloc.Franc. ◆	989,69	979,89
State Street Amér.Latine ◆	563,77	544,52
State Street Emer. Mts ◆	1245,32	1202,80
State Street États-Unis ◆	1176,52	1147,82
State Street OAT Plus ◆	12408,38	12285,52
State Str. Oblig. Monde ◆	936	926,73
State Street Spinnaker2 ◆	1140,44	1112,62
State Street Trésorerie ◆	12561,04	12561,04
Stratégie Actions	880,53	846,66
Stratégie Rendement	1593,47	1543,31
Synthesis	12989,60	12734,90
Techno-Gan	6055,07	5822,18
Thesora D	788,46	780,65
Trésor Plus	1552,92	1537,54
Trésor Trimestriel	994,75	964,90
Trésoricic	160106,65	160106,65
Trilion	5079,17	5013,99
Uni-Associations ○	120,08	120,08
Uni-Foncier	1197,73	1168,52
Unifrance	562,78	549,05
Uni-Garantie C	1419,97	1393,49
Uni-Garantie D	1232,57	1209,59
Uni Régions	1397,53	1363,44
Univer ○	282,53	282,53
Univers Actions	1472,99	1437,06
Univers Obligations	1931,46	1895,45
Valorg	2282,50	2280,22
Valreal	32396,64	32360,45
Winterthur St-Honoré	235,70	225,01

SYMBOLES
○ cours du jour ; ◆ cours précédent.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

PHYSIQUE La découverte du quark *top*, sixième et dernier d'une famille de six particules élémentaires, a été annoncée, jeudi 2 mars, au Fermilab de Chicago. Venant après une première détection, présentée avec prudence, en avril 1994, sur le même accélérateur, le Tevatron, cet événement était attendu par les physiciens depuis une dizaine d'années. ● LA QUÊTE des physiciens qui cherchent à percer les secrets intimes de la matière et des douze particules élémentaires qui la composent n'en est pas terminée pour autant. ● LES DEUX PROCHAINES ÉTAPES attendues maintenant par les chercheurs sont la détection du boson de Higgs – responsable, pense-t-on, de la masse des particules – et la levée de l'énigme que constitue encore l'éventuelle masse du neutrino, qui, si elle existe, pourrait expliquer en partie la masse manquante de l'Univers.

Quand les particules livreront leur dernier secret

Après la découverte du quark « top », la détection du boson de Higgs est le prochain objectif des physiciens pour aider à l'élaboration de la « théorie de la grande unification » de l'Univers

IL EST DES GIBIERS pour lesquels la chasse est ouverte toute l'année. Ainsi celle des particules élémentaires, qui nous permettent de décrire l'Univers et se révèlent dans les terribles collisions que les

nature

le Monde

physiciens organisent dans leurs accélérateurs de particules. L'histoire de la physique est riche de tels événements qui ont permis progressivement de dresser une formidable galerie de portraits. Il y manquait un dernier représentant, que des années d'intenses recherches n'avaient pas permis d'observer. C'est aujourd'hui chose faite. Par deux fois, le dernier des six quarks, le *top* ou *truth* (vérité), a été observé de manière indirecte par les physiciens du Tevatron, le grand accélérateur du Fermilab de Chicago, permettant ainsi de conforter ce que l'on appelle le modèle standard (*Le Monde* du 27 avril 1994 et du 2 mars 1995).

Cet élégant édifice théorique, forgé dans les années 70, affirme que la matière est composée d'une série de douze particules élémentaires (six leptons et six quarks) qui interagissent entre elles par l'intermédiaire des quatre grandes forces qui gouvernent l'Univers (l'interaction forte, l'interaction faible, l'électromagnétisme et la gravitation). Il décrit les effets de ces forces, transmis par une autre famille de particules : les bosons.

L'interaction forte, qui lie les quarks entre eux pour former les protons et les neutrons, composants de base du noyau des atomes, est assurée par des bosons connus sous le nom de gluons. L'interaction faible, qui est responsable de la production d'énergie dans les étoiles, est le fruit de trois bosons « vecteurs » appelés W^+, W^- et Z^0. L'électromagnétisme, qui assure la cohésion des atomes entre électrons et noyau ainsi que celle des molécules, est commandé par les photons. La gravitation, qui régit la chute des corps et le mouvement des planètes, est assurée, pense-t-on, par une particule encore jamais observée, le graviton.

Un des grands mérites du modèle standard est d'avoir en partie réalisé un des vieux rêves de la physique : l'unification de toutes les forces de l'Univers. Selon la théorie, ces interactions, si différentes aujourd'hui, n'auraient fait qu'une dans les toutes premières fractions de seconde du Big Bang. Au siècle dernier, James Maxwell avait posé les bases de cette grande unification des forces en montrant qu'électricité et magnétisme pouvaient être décrits par une seule et même théorie : l'électromagnétisme.

Ce modèle mathématique était si parfait que trois théoriciens, Sheldon Glashow, Abdus Salam et Steven Weinberg, l'ont repris pour essayer d'élargir la théorie en unifiant cette fois interaction électromagnétique et interaction faible. Le succès fut total, et la mise au point de ce qu'on appelle aujourd'hui la théorie électrofaible leur valut le prix Nobel de physique en 1979.

Mais, si le modèle proposé par Glashow fut *« le premier modèle réaliste »*, il n'expliquait pas la masse des particules. Pour remédier à ce manque, Salam et Weinberg ont alors recouru à une sorte d'artifice mathématique. Une invention *« baroque »* imaginée, entre autres, par le physicien écossais Peter Higgs au début des années 60, et que l'inventeur des quarks, le physicien Murray Gell-Mann, a qualifié de *« chef-d'œuvre théorique »*.

COMME UN BUVARD

Celui-ci met en scène une particule *« quasi magique »*, le boson de Higgs, qui donnerait de la masse à *toutes les particules élémentaires* qui l'absorberaient. Ce « pouvoir » ferait appel à une notion de champ, c'est-à-dire un ensemble de quantités définies en tout point d'une région de l'espace et du temps. Au cours de leurs interactions avec le champ de Higgs, les particules du modèle standard (mais pas toutes) acquerraient donc de la masse, un peu comme le papier buvard absorbe de l'encre. Ceci pourrait expliquer pourquoi les bosons vecteurs « W » et « Z » ont une masse, ce qu'ont brillamment confirmé au Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN), en 1983 et 1984, Carlo Rubbia et Simon Van der Meer, « nobelisés » pour ces travaux.

La difficulté, c'est que le boson de Higgs à une durée de vie extrêmement brève et ne se manifeste qu'à des énergies vraisemblablement élevées. Depuis 1989, quatre expériences menées sur le LEP, le grand accélérateur du CERN, recherchent cette particule fantôme. En vain. Sa masse serait supérieure à 60 Gev, une valeur que le LEP ne permet pas d'atteindre.

Comme il doit prochainement doubler son niveau d'énergie, peut-être *« trouvera-t-on du Higgs »* autour de 90 Gev. Mais au-delà – et la théorie n'exclut pas que la masse du boson de Higgs puisse aller jusqu'à 1 000 Gev –, il faudra une nouvelle machine, tel le Large Hadron Collider (LHC) que les Européens vont mettre en service au début du prochain millénaire. Celui-ci permettra peut-être de trancher et de savoir s'il existe zéro, un ou plusieurs bosons de Higgs.

L'un des enjeux de cette traque réside dans le développement de nouvelles théories, comme la supersymétrie, les cordes et les supercordes, que l'on développe dans l'espoir d'unifier enfin toutes les forces de l'Univers. A quand cette théorie du « grand tout » que les Anglo-Saxons, facétieux, surnomment la *Theory of everything* (TOE) ? Nul ne le sait. Fébriles, les chercheurs s'apprêtent à retourner à leur expériences pour chasser le Higgs et préciser la vraie nature d'une autre particule du modèle standard, le neutrino mu.

Comme ses deux frères, le neutrino-électron et le neutrino-tau, ce « mu » serait apparemment sans masse. Mais une équipe américaine du Los Alamos Laboratory a prudemment avancé l'an dernier à *Glasgow qu'il en avait peut-être* une. Si tel était le cas – des précisions pourraient être données prochainement à Montriond (Haute-Savoie) –, cela pourrait expliquer un phénomène curieux du Soleil, caractérisé par un déficit de neutrinos (*Le Monde* du 21 novembre 1994). Avec pour conséquences l'ouverture de nouvelles voies de recherche pour la grande théorie de l'unification, et la possibilité d'éclaircir, grâce aux neutrinos, l'un des grands mystères de l'Univers : la masse manquante.

Jean-François Augereau

La vérité sort du Fermilab

L'IDÉE MÊME de l'existence du quark est extraordinaire. L'évoquer à la fin des années 50 relevait de l'hérésie. Certes, dans leurs collisionneurs, les physiciens des particules avaient déjà fait s'entrechoquer ce qui semblait être les particules les plus élémentaires de la matière : l'électron, particule électriquement chargée, et le proton, constituant de base du noyau du plus simple des atomes, l'hydrogène.

Les électrons semblent être indivisibles. Ils sont porteurs de l'unité de charge électrique négative, occupent une position unique dans l'espace et sont de forme presque sphérique. Mais, pour les protons, des expériences mettant en jeu des collisions de particules montrèrent que, après le choc, ce constituant du noyau, dont la masse est 1 836 fois plus importante que celle de l'électron, avait un comportement étrange.

Pour Murray Gell-Mann, du California Institute of Technology, ce phénomène s'expliquait peut-être parce que les protons n'étaient peut-être pas aussi élémentaires que cela. Sans doute étaient-ils constitués d'éléments plus petits encore. Il les baptisa « quarks », reprenant un mot du roman de James Joyce *Finnegans Wake*. La chasse aux quarks était lancée.

L'affaire était complexe. D'abord parce que le noyau atomique n'est pas fait que de protons. Il abrite aussi des neutrons, légèrement plus massifs, mais dépourvus de charge électrique. Ensuite parce que, dans les années 40, on avait découvert dans les rayons cosmiques de nouvelles particules, les mésons, qui interagissent si intimement avec les protons qu'on les considère comme de la matière du noyau atomique.

Si, à cette époque, Gell-Mann s'était intéressé à la structure du noyau des atomes, sans doute aurait-il alors tout expliqué avec deux sortes de quarks seulement. Mais, en 1947, un tel modèle n'était déjà plus possible, dans la mesure où les rayonnement cosmiques avaient révélé l'existence de ces mésons constitués d'une forme de matière nucléaire si inattendue qu'ils furent aussitôt surnommés *strange* (étrange).

Depuis, l'expérience a montré qu'il n'y a pas deux mais six quarks, aux noms évocateurs de *up*, *down*, *strange*, *charm*, *bottom* et *top*. En abrégé : u, d, s, c, b et t, le gros dernier de la famille venant tout juste d'être observé. Ces quarks sont une partie des « briques » élémentaires de la matière, à telle enseigne, par exemple, qu'un proton se compose d'une paire de quarks « u » et d'un quark « d », alors qu'un neutron comprend une paire de « d » et un seul « u ».

Cette description est cependant incomplète. Toutes les particules présentent en plus un caractère particulier, le *spin*, un phénomène qui fait des particules élémentaires des sortes de toupies. Sa signification n'est pas claire. Mais il semble qu'il ait un rapport étroit avec la chiralité (symétrie) de l'Univers, bien que personne ne comprenne vraiment la nature de ce lien.

Cette « singularité » permet toutefois de classer l'ensemble des particules élémentaires en deux groupes : les fermions, nommés en hommage au physicien italien Enrico Fermi, et les bosons, du nom du physicien indien Satyendranath Bose. Mais, comme si tout cela n'était pas assez compliqué, il se trouve en outre que la théorie quantique à des implications importantes pour les quarks. En effet, du fait qu'ils sont des fermions, deux quarks ne peuvent être dans le même état en même temps. Pour qu'ils puissent coexister, il faut qu'ils présentent une propriété qui les différencie, et cette propriété, c'est la couleur *(voir ci-contre)*.

Ce n'est pas tout. La nature est inventive. A chaque fermion, elle a fait correspondre une sorte de double fait non pas de matière, mais d'antimatière. A l'électron, chargé négativement, correspond, par exemple, le positron de masse identique, mais de charge électrique positive, ce qui fait que ces deux particules s'annihilent aussitôt qu'elles se rencontrent en émettant une bouffée d'énergie qui à son tour peut créer des particules.

De même, chaque quark a son anti-quark : le « u » son « anti-u », le « d » son « anti-d ». Les mésons, découverts en 1930, sont d'ailleurs un assemblage d'un quark et de son anti-quark. Quant à l'importante découverte annoncée, la semaine dernière, par les physiciens du Fermilab de Chicago, elle concernait la création d'une paire quark « top » - quark « anti-top » non liés. Mais cela n'a pas empêché ce « top », pourtant instable et fugace, d'être révélé par les particules résultant de sa désintégration.

Au terme de ce voyage dans le monde des particules, on peut se demander ce qui fait que ce modèle de la matière a tant de crédit. En fait, c'est parce qu'il permet d'expliquer l'existence de plus d'une centaine de particules instables créées dans les collisions des grands accélérateurs. Mais des obstacles demeurent. Personne n'a réussi à démontrer, par exemple, pourquoi les quarks n'existent pas isolément. Est-ce parce que la Nature ne peut tolérer que des particules comme les quarks portent des charges électriques qui sont des fractions de celles de l'électron ? Et si c'est le cas, pourquoi ?

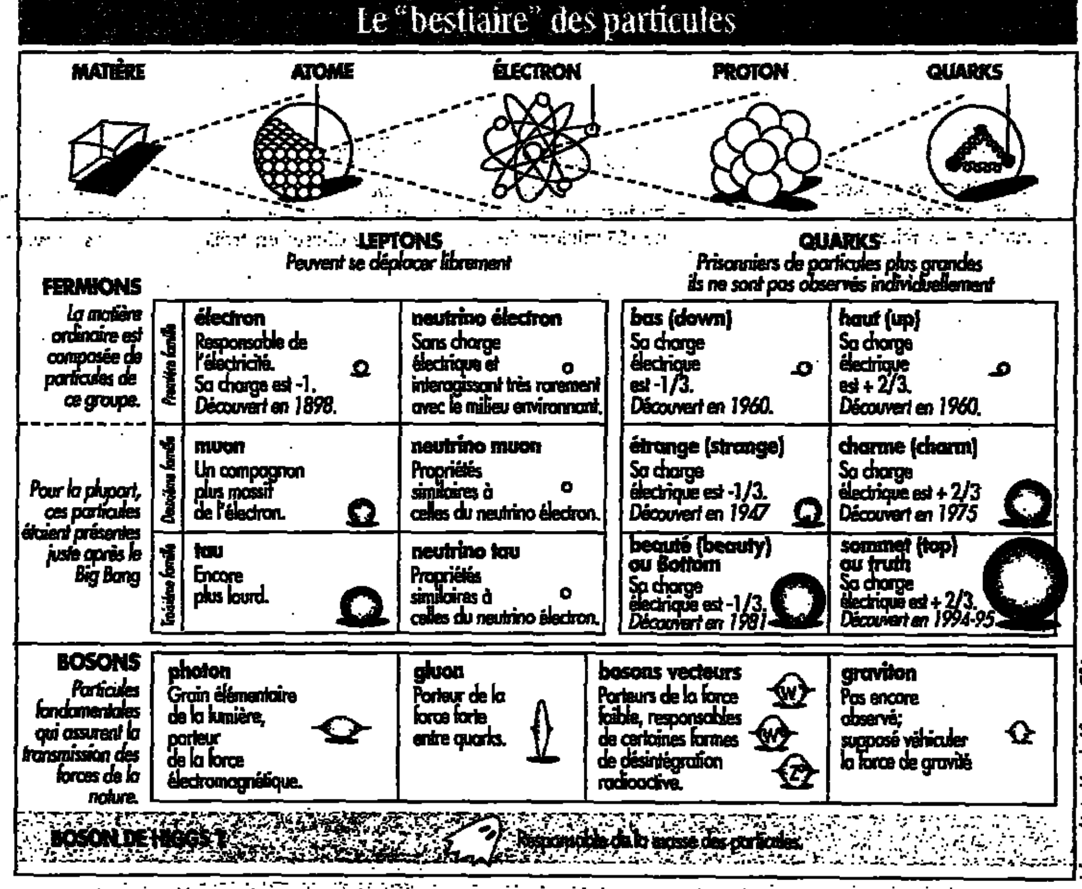
Pour l'heure, ce qu'on connaît du comportement des quarks semble confirmer l'idée que l'on en a. Mais on n'est pas à l'abri d'observations inattendues qui, si elles sont en nombre limité, conduiront à aménager cette théorie et, si elles se multiplient, à la faire voler en éclats. Déjà, ce portrait des quarks ne rend pas compte d'un paramètre important : l'énorme masse du quark *top*, deux cents fois celle du proton et au moins quarante fois celle d'un de son frère cadet, le *bottom*. C'est pourquoi la théorie des quarks n'est qu'une étape dans la compréhension de la matière, analogue à celle faite par la physique des années 30.

John Maddox

De toutes les couleurs

Pour rendre compte des interactions entre les quarks et décrire aussi la « soupe » qu'ils composaient aux tout débuts de la naissance de l'univers, les physiciens ont aussi recours à la chromodynamique quantique. Cette théorie, qui se réfère arbitrairement à la notion de couleur, est nécessaire pour expliquer une propriété des quarks dans certains assemblages. Les quarks peuvent ainsi avoir, en plus de leurs caractéristiques habituelles, une « couleur » rouge, bleue ou verte. Ces couleurs sont analogues à des charges électriques. Comme en électricité où des charges opposées s'attirent et des charges identiques se repoussent, des couleurs différentes peuvent se lier tandis que des couleurs identiques ne le font pas.

Ainsi, pour « fabriquer » un proton, deux quarks *up* de couleur différente sont nécessaires. Par exemple, rouge et bleu. Pour terminer l'édifice, il faut un quark *down* qui ne peut être ni rouge ni bleu, sous peine de ne pas se lier aux deux autres. Seul un vert peut faire l'affaire pour sceller l'assemblage.



Le photon a été découvert en 1908, le neutron en 1932 et le méson en 1947.

Vingt fois sur le métier...

L'excitation qui régnait, la semaine dernière, autour de la découverte du quark *top* marquait, paradoxalement, un certain retour vers la routine. Les physiciens traquent cette particule *depuis une décennie. Récemment*, ils avaient acquis la quasi-certitude qu'elle serait détectée. La question était simplement : quelle est sa masse ?

Pourquoi donc tout ce bruit ? La théorie des quarks, qui remonte aux années 50, n'a pas toujours été tenue en haute estime. Elle n'a acquis sa respectabilité qu'en 1962, quand Murray Gell-Mann prédit l'existence d'une particule, baptisée Oméga moins, découverte ensuite au CERN de Genève. *Aujourd'hui*, après de multiples perfectionnements, cette théorie joue un rôle central pour la compréhension de la matière du noyau atomique.

Ce modèle est un triomphe de l'esprit humain. Grâce à lui, et à la théorie (tout aussi brillante) des leptons, de nombreux chercheurs pensent que la physique est à deux doigts d'élaborer enfin sa fameuse « théorie de la grande unification » qui rassemble en un seul concept toutes les forces de l'Univers.

Dans ces conditions, la découverte du dernier quark n'est-elle qu'une simple formalité ? Représente-t-elle, au contraire, la pierre angulaire d'un remarquable édifice théorique ? Ce serait, dans les deux cas, sous-estimer *l'importance* de l'observation. Quelle que soit la solidité d'une théorie, quelle que soit la confiance dont elle jouit dans la communauté scientifique, sa vérification n'est jamais une formalité.

Elle peut servir de révélateur à la pauvreté de l'imagination humaine. La prédiction, en 1935, de l'existence des étoiles à neutrons par les Américains Walter Baade et Fritz Zwicky en est un exemple particulièrement éclairant. Ces astres extrêmement denses ne devaient, estimaient-ils, laisser filtrer que très peu de radiations. Les astronomes doutaient même pouvoir jamais détecter des objets aussi ternes.

En fait, les étoiles à neutrons figurent aujourd'hui parmi les objets les plus spectaculaires de la Galaxie. Baptisés pulsars, ces « phares cosmiques » balaient les cieux de formidables bouffées d'énergie qu'ils émettent avec une régularité de métronome. Ils sont effectivement constitués de matière nucléaire extrêmement dense, comme le pensaient Baade et Zwicky. Mais les deux astronomes n'avaient pas prévu qu'ils seraient aussi le siège des champs magnétiques les plus puissants de l'Univers.

De quoi guérir définitivement les chercheurs de tout accès d'immodestie. Une leçon, qui vaut pour les quarks. Car, en dépit de la découverte du *top*, l'édifice théorique ne sera pas *complet tant que le boson de Higgs* n'aura pas été détecté, et tant que les théoriciens n'auront pas vérifié qu'il est responsable de la masse des particules. Même alors, il restera encore à prouver que ce niveau de compréhension est complet. Il faudra faire encore de nouvelles prédictions et les vérifier. Dans les accélérateurs, voire, peut-être, dans les étoiles à neutrons.

Nous avons, certes, parcouru un long chemin depuis le temps où Aristote expliquait que toute matière est *faite de terre, d'air, de feu et d'eau*. Mais il serait extrêmement surprenant que nous soyons arrivés au bout de la route.

J. M.

★ **Page réalisée par les rédactions du *Monde* et de la revue scientifique internationale *Nature***

هكذا من الاصل

Le Défi français éliminé en Coupe de l'America s'attend à affronter une tempête de critiques

Les Japonais se sont qualifiés en battant les Espagnols de treize secondes

Le Défi français ne participera pas aux demi-finales des challengers de la Coupe de l'America. L'équipage de Marc Pajot a pu croire jusqu'au bout au miracle. Avant de s'imposer de treize secondes dans l'ultime régate, les Japonais ont été longtemps devancés par les Espagnols. Après cet échec, les responsables du Défi savent qu'ils vont devoir répondre à de nombreuses critiques avant d'envisager leur avenir.

SAN DIEGO
de notre envoyé spécial

Quelques poignées de main sur le ponton, quelques tapes amicales : le retour de *France-3* à la base du Défi français, mercredi 8 mars, n'a pas donné lieu à de grands moments d'émotion comme lors des deux précédentes éliminations en demi-finales des challengers. Depuis la défaite contre *Nippon*, l'équipage et les techniciens avaient pu se préparer à cette échéance (*Le Monde* du 7 mars). Seul un événement exceptionnel comme le naufrage de *One-Australia* avait pu offrir un dernier sursis. Or, jusqu'au bout de l'ultime régate, les Français ont pu croire à une qualification miraculeuse.


AMERICA

Grâce à un superbe départ de Bertrand Pacé qui avait contraint les Australiens de *Sydney-95* à accomplir une pénalité pour avoir heurté le tableau arrière de *France-3*, l'équipage de Marc Pajot n'a jamais été inquiété pour gagner son ultime régate du quatrième Round Robin. Le plus dur pour les Français était peut-être de rester concentré lorsqu'ils constataient, chaque fois que leur route croisait celle des Espagnols, que ces derniers pouvaient infliger aux Japonais une défaite inattendue. Partis sur le meilleur côté du plan d'eau, Pedro Campos et l'équipage de *Rioja-de-Espana* avaient, en effet, creusé un écart conséquent à la première bouée (44 secondes), puis à la deuxième (51 secondes).

Les Espagnols faisaient le jeu des Français dont la qualification était liée à la défaite de *Nippon*. L'espoir des Japonais résidait dans la brise thermique qui se renforçait pour atteindre 10 nœuds sur le deuxième bord de près (contre le vent). Prenant un meilleur cap (compromis entre vitesse et distance) à cette allure, *Nippon* revenait à 19 secondes à la troisième bouée. Il cédait un peu au portant (5 secondes). Le dernier bord de près s'annonçait décisif. Les Japonais l'attaquaient en multipliant les virements. Les Espagnols répliquaient au coup par coup. Au vingt-troisième virement croisé, les deux class America se retrouvaient côte à côte. Au vingt-cinquième, *Nippon* passait et pouvait enrouler la bouée avec 8 secondes d'avance. Les Japonais sauvaient finalement leur place en demi-finale pour 13 secondes.

Déçus mais pas amers à leur retour à quai, la plupart des équipiers de *France-3* regrettaient cette issue, mais ne reniaient pas leur aventure. « *Je n'avais jamais connu un équipage d'une telle qualité sur un bateau français* », estimait Christian Karcher. Ce solide wincheur (1,84 mètre pour 102 kilos) a attrapé le virus de l'America en participant à l'épreuve en 1992. « *Mon objectif reste de la gagner*, dit-il. *Avec Marc Pajot de préférence. Il y a peut-être de meilleurs barreurs que lui, mais il a le talent pour commander une équipe et maîtriser tous les paramètres d'un Défi.* » Dans les virements de bord, Christian Karcher peut avoir le cœur qui bat à 205-210 pulsations par minute pendant une trentaine de secondes. « *Je regrette qu'il ne soit pas souvent monté aussi haut, car nous n'avions pas l'arme pour nous battre aussi fort qu'on l'aurait souhaité* », dit-il.

« BESOGNEUX, MAL INSPIRÉS »

A l'heure de la dernière conférence de presse, tous les navigants s'étaient rassemblés autour de François Giraudet, Marc Pajot et Philippe Briand, la troïka dirigeante du Défi, pour affirmer sa solidarité face aux critiques. « *Nous n'avons pas à rougir*, estimait le skipper de *France-3*. *C'est un échec sportif. Bien sûr, nous aurions aimé avoir un bateau plus rapide, mais si nous sommes très déçus, c'est parce que nous avions tous beaucoup d'ambition.* » Directeur technique du Défi et architecte des deux Class America, Philippe Briand reconnaissait certaines faiblesses.

« *Notre bateau était inférieur aux meilleurs*, disait-il. *Il nous aurait posé des problèmes si nous avions continué l'épreuve. Nous étions partis tôt, et les moyens dont nous disposions nous ont permis de respecter notre programme. Peut-être nous sommes-nous enfermés dans notre système jusqu'au bout. Nous avons été besogneux, mal inspirés, mais il reste des acquis, comme la nouvelle filière technique que nous avons mis en place. J'espère qu'on pourra les faire valoir à l'avenir.* »

Cet avenir, Marc Pajot se refusait encore à l'envisager. « *Lorsque nous avons quitté la Coupe en 1992, nous avons eu l'idée de créer un team qui nous a permis de remporter des titres mondiaux en 50 pieds ou en match race. J'en suis fier et je souhaite que ce concept perdure. J'essaierai de trouver des solutions. Comme homme libre, toujours je chérirai la mer. Un échec comme celui d'aujourd'hui doit être analysé. Il faudra en tirer les enseignements. Je dois faire face à des critiques, à des affronts, mais la mer m'a appris l'honnêteté, l'intégrité, le respect de moi-même et des valeurs d'autrui. Ce sera ma prochaine étape avant de décider mon avenir.* »

Gérard Albouy

Les participations françaises

Le défi de Marc Pajot était le neuvième lancé par les Français depuis la première participation du baron Bich en 1970.

- 1970 : *France* (Marcel Bich). 4 régates. 4 défaites en éliminatoires.
- 1974 : *France* (Marcel Bich). 4 régates. 4 défaites en éliminatoires.
- 1977 : *France* (Marcel Bich). 12 régates. 1 victoire (contre *France-II*) et 7 défaites en éliminatoires. 4 défaites en demi-finales.
- 1980 : *France-III* (Marcel Bich). 20 régates. 5 victoires et 4 défaites en éliminatoires. 4 victoires et 2 défaites en demi-finales. 1 victoire et 4 défaites en finale des challengers.
- 1983 : *France-III* (Yves Rousset-Rouard). 23 régates. 5 victoires et 18 défaites en Round Robin.
- 1987 : *French-Kiss* (Marc Pajot). 38 régates. 20 victoires et 14 défaites en Round Robin. 4 défaites en demi-finales.
Challenge-France (Yves Pajot). 34 régates. 2 victoires et 32 défaites en Round Robin.
- 1992 : *Ville-de-Paris* (Marc Pajot). 30 régates. 14 victoires et 7 défaites en Round Robin. 3 victoires et 6 défaites en demi-finales.
- 1995 : *France-3* (Marc Pajot). 24 régates. 8 victoires et 16 défaites en Round Robin.

Un montage financier complexe

SAN DIEGO
de notre envoyé spécial

Le budget du Défi français, qui devrait s'élever à quelque 185 millions de francs, peut se diviser en trois grands départements : le programme sportif (25 millions), la direction technique (100 millions) et la logistique (60 millions).

Le programme sportif, financé par Canal Plus (20 millions) et Citroën (5 millions), est géré par la société Défi 95-Team Marc Pajot. Il couvre les salaires de 31 personnes, dont 25 navigants, et leur programme de compétition depuis le début de 1993.

La logistique dépend de France America, une société anonyme au capital de 5 millions de francs avec conseil de surveillance et directoire. Ce directoire est composé de Marc Pajot, Philippe Briand et François Giraudet, qui le préside. Le capital est réparti entre le groupe FLG de François Giraudet et Laurent Georges (recherche des partenaires et communication du Défi, à hauteur de 40 %), le groupe Legris Industries (partenaire principal du Défi de 1992, à hauteur de 11 %), Marc Pajot (10 %), Philippe Briand (10 %), Jacques Fayard (8 %), Paul Percie du Sert (8 %), le Club America et divers (13 %). Ce budget couvre notamment les frais d'installation à San Diego (16 millions de francs), le frêt (6 millions), les assurances, la communication et les salaires des employés du Défi (hors navigants). Il est principalement financé par le Club America qui regroupe vingt-deux entreprises (30 millions), la Région Guadeloupe (10 millions) et les partenaires publicitaires sur la grand-voile et la bôme.

Sur les 100 millions de francs de la direction technique, les subventions de la Ville de Paris (10 millions) et du ministère de la recherche sont également gérées par la société France America. En revanche, sur les 80 millions de francs du montage de défiscalisation assuré par Stardust marine pour la construction des deux class America (*Le Monde* du 14 janvier), le Défi n'a géré que la part de la recherche appliquée (environ 10 millions) et le budget de la société Formule voile, qui a conçu et fourni quelque 120 voiles (19 millions). Le capital de Formule voile est réparti entre France America (68 %) et les trois responsables du programme voile : Bertrand Cudennec, Michel Kermarec et Laurent Delage. Stardust marine règle directement les autres prestataires de service (chantier Jeanneau, accastillage, etc).

FLG assure la production des images du Défi, en collaboration avec France Télévision. François Giraudet a également créé aux Etats-Unis la société France Cup Inc., qui assure des prestations pour le Défi à San Diego. De son côté, Marc Pajot a créé une société, Clipper's, pour gérer son image. En affaires, il s'était associé avec Christian Dervieux (cogérant de la société Défi 95-Team Canal Plus) dans le groupe Finasport (Brambilla, Millet, Mossant, Racer, Viron). Ce groupe a été placé en redressement judiciaire fin janvier.

G. A.

Ski : Fabrice Guy a perdu la trace qui conduit à la victoire

Champion olympique du combiné nordique à Albertville, le Jurassien court après son glorieux passé

COURCHEVEL
correspondance

A Courchevel, où l'équipe de France de combiné nordique a bouclé sa préparation pour les Championnats du monde de ski nordique, qui ont lieu du 9 au 19 mars à Thunder Bay (Canada), le temps a déjà eu raison des installations olympiques. Les chutes de neige de ces dernières semaines ont étouffé le K 120, le plus grand des deux tremplins construits pour les Jeux d'Albertville. Les câbles ont cédé. Le bec d'envol s'est brisé. Trois ans et autant d'hivers auront suffi à abattre l'une des fiertés de la Savoie olympique.

Mal à l'aise dans sa combinaison de sauteur, Fabrice Guy soupire. « *Il est inutilisable. On doit se contenter du plus petit, le K 90.* » L'homme ne semble guère plus vaillant que ce tremplin réduit au silence. Dix-septième des Jeux de Lillehammer, douzième au classement actuel de la Coupe du monde, il s'épuise à poursuivre le passé. Une course derrière une gloire qui l'avait saisi par surprise, en 1992, lui offrant le titre olympique et la victoire finale en Coupe du monde.

Ce recul, Fabrice Guy ne l'explique plus. « *Je ne sais pas, je ne comprends pas* », répète-t-il à l'infini. Il a cessé d'en chercher la trace sur son corps, dans ses muscles, depuis l'été dernier et les bonnes sensations physiques ressenties à l'entraînement. « *Les meilleures depuis longtemps, depuis l'année des Jeux d'Albertville.* » La tête ? Il esquive la question, de peur sans doute de voir ressurgir les interrogations qui l'ont plus épuisé, ces deux dernières années, que ses longues courses dans la neige. Eric Lazzaroni, son entraîneur, répond en son nom. « *Il veut tellement bien faire qu'il ne se lâche jamais vraiment*, explique-t-il. *Et puis, c'est dingue à quel point il peut être malchanceux.* »

La poisse ne l'a pas quitté de l'hiver. Chutes, bâtons cassés ou perdus, vent mauvais ou temps trop doux. L'entraîneur s'en sert volontiers comme d'une riposte aux attaques du doute. Le skieur l'évoque à peine. Il sait trop bien que ces incidents de parcours, ces glissades et ces coups durs ne doivent rien au hasard. « *En 1992, il pouvait m'arriver n'importe quoi, j'étais toujours devant*, souligne-t-il. *Là, je me sens vulnérable. Je le vois surtout en saut. J'ai enfin assimilé la technique du style en V, mais j'ai besoin d'être en parfaite condition physique pour la maîtriser en compétition.* »

REGAIN D'INTÉRÊT

Il évoque le passé, cette gloire soudaine et l'euphorie d'une saison parfaite avec des mots gourmands. « *En 1992, j'ai connu cet état de grâce que recherche tout sportif* », reconnaît-il, visiblement heureux d'avoir touché du doigt cet accomplissement. Mais les regrets l'envahissent parfois, au beau milieu d'une phrase, lorsqu'il lui faut peser le poids des erreurs commises au lendemain des Jeux d'Albertville. « *J'ai accepté les sollicitations de mon titre olympique, sans réaliser que j'allais y laisser des plumes. C'était de la folie. Je disais oui à tout. Je me disais que cette médaille d'or était une occasion unique de faire découvrir au grand public le combiné nordique. Aujourd'hui, je crois pouvoir dire que j'ai réussi. Mais j'en ai aussi été la victime.* »

A l'évidence, son sacrifice a servi la discipline. Aux derniers Championnats du monde juniors, cet hiver, la France a placé deux jeunes espoirs, Nicolas Bal et Jean-Marc Mougel, aux cinquième et sixième places. La relève pointe. Fabrice Guy s'en réjouit discrètement : « *Dans mon coin, du côté de Mouthe, il y a des concours tous les dimanches. Et des tas de gosses se sont mis au combiné.* »

Ce regain d'intérêt le console de sa propre infortune. Il est tout ce qui lui reste d'une gloire trop vite envolée. Le public lui conserve une tendresse que ses partenaires économiques, eux, lui ont retiré dès les premiers échecs. « *Il me reste un seul contrat, environ 15 000 francs pour l'année.* » Il leur en veut à peine. Et se félicite de n'avoir pas « *croqué tout l'argent gagné l'année des Jeux* ».

L'avenir ? Surprise : il en parle avec des mots d'impatience. Fabrice Guy se voit déjà aux premiers jours de la prochaine saison. « *J'ai plein de projets d'entraînement pour cet été*, dit-il. *Je ne vais pas "couper" au printemps, cela ne me réussit jamais.* » Il semble s'être fait à l'idée de ne plus jamais connaître la victoire. D'ailleurs, le mot a quitté sa conversation.

Alain Mercier

Le monopole russe sur le patinage par couple est brisé

LES TCHÈQUES Radka Kovarikova et René Novotny sont devenus les premiers patineurs de leur nationalité champions du monde par couple, mercredi 8 mars à Birmingham (Grande-Bretagne). En se classant deuxièmes, Evguenia Shishkova et Vadim Naumov ont confirmé la perte de pouvoir des couples russes sur une discipline qu'ils ont longtemps régentée. Les écoles de Saint-Pétersbourg et Moscou n'avaient laissé échapper que quatre titres mondiaux depuis 1965. A Dortmund, en février, Shishkova et Naumov avaient déjà perdu la couronne européenne, pour la première fois depuis 1983.

Kovarikova et Novotny restent toutefois sous influence russe puisqu'ils sont entraînés par Irina Rodnina, triple championne olympique de la discipline au temps de l'ancienne URSS. Pour le couple tchèque, cette médaille d'or prend les contours d'une revanche. A Dortmund, ils avaient été dépossédés d'une première place qu'ils méritaient largement : les juges avaient choisi de favoriser le couple allemand Mandy Wötzel-Ingo Steuer qui patinait devant son public. Mercredi soir, les juges ont semblé chercher à effacer cette injustice au prix d'une autre, en oubliant de sanctionner plusieurs fautes du couple pendant son programme libre. En se classant neuvièmes, les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis ont, eux, regressé de deux places par rapport aux championnats d'Europe. Chez les hommes, Philippe Candeloro était seulement cinquième à l'issue du programme court.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : la quatrième étape de Paris-Nice a été annulée**, mercredi 8 mars, en raison de la neige qui est tombée en Auvergne. L'étape, longue de 163 kilomètres, qui devait mener les coureurs de Clermont-Ferrand à Chalvignac, a été interrompue une première fois à Besse-en-Chandesse, après 54 kilomètres de course. Dix kilomètres plus loin, à Pont-du-Clamouze, les 135 concurrents mettaient une nouvelle fois pied à terre. Les organisateurs décidaient de les acheminer en car à Riom, à 37 kilomètres de là, pour tenter d'y donner un nouveau départ. Mais comme la neige continuait de tomber, les organisateurs ont pris la décision d'annuler l'étape.

■ **SKI ALPIN : la descente masculine d'Aspen (Etats-Unis) a été annulée**, mercredi 8 mars, par la Fédération internationale de ski (FIS) à la suite des réclamations présentées par la France, la Suède et le Luxembourg. Cette décision prive de sa victoire l'Américain AJ Kitt, déclaré vainqueur dimanche 5 mars au terme d'une course interrompue à deux reprises et à laquelle n'avaient pris part que 31 des 68 engagés. La descente sera recourue, samedi 11 mars à Kvitfjell (Norvège). Cette annulation a suscité une vive réaction de la part d'un officiel américain, Tom Anderson, qui a parlé d'« *injustice* » et de « *corruption* ». – *(AFP.)*

■ **VOILE : les recherches pour retrouver le Britannique Harry Mitchell**, doyen de la course autour du monde en solitaire avec escales BOC Challenge, ont été interrompues. Le cargo marchand *Francisca-Schulte* a abandonné la zone de recherche, dans la région du cap Horn, « *en raison d'une tempête qui mettait en danger sa sécurité* », ont annoncé les organisateurs, mercredi 8 mars à Punta del Este, terme de la troisième étape de l'épreuve. Ceux-ci ont démenti les informations, données mardi 7 mars par le PC parisien de la course, selon lesquelles deux signaux, émis à proximité de la zone où Mitchell avait déclenché sa balise, avaient été reçus par les centres de sauvetage de Hawaï et de Nouvelle-Zélande (*Le Monde* du 9 mars). – *(AFP.)*

■ **BOXE : l'Américain Pernell Whitaker abandonne** le titre mondial des super-welters, version WBA, qu'il avait gagné contre Julio Cesar Vasquez, samedi 4 mars à Atlantic City (Etats-Unis). Il conserve les trois autres titres mondiaux qu'il possède : en légers IBF, en super-légers IBF et en welters WBC. – *(Reuter.)*

■ **FOOTBALL : l'Union européenne de football** (UEFA) a confirmé que la prochaine finale de la Coupe des coupes aurait lieu le 10 mai au Parc des Princes, à Paris, même si l'AJ Auxerre, actuellement quart de finaliste, était l'un des deux finalistes. La finale de la Coupe des clubs champions sera disputée, le 24 mai, au stade Ernst-Happel de Vienne (Autriche).

■ **Le Français Jean-Jacques Eydelie** a signé un contrat avec le Benfica Lisbonne pour la saison 1995-1996. Le joueur, âgé de vingt-neuf ans, a effectué plusieurs séances d'entraînement ces derniers jours avec l'équipe. Impliqué dans une affaire de corruption présumée lors du match VA-OM en juin 1993, Jean-Jacques Eydelie avait été suspendu par la Fédération française jusqu'au 31 décembre 1994.

■ **La finale de la Coupe de la League** opposera, samedi 1er avril à Wembley, l'équipe de Liverpool, qui a éliminé Crystal Palace, au club de deuxième division Bolton, vainqueur de Swindon en demi-finale. – *(Reuter.)*

■ **Quatre jeunes supporteurs ont été légèrement blessés** à coups de couteau par des inconnus peu avant le début du match-aller des demi-finales de la Coupe d'Italie de football, Lazio-Juventus, mercredi soir au stade olympique de Rome. – *(AFP.)*

RÉSULTATS

BASKET BALL

COUPE KORAC
Finale aller

Milan-Alba Berlin	87-87

COUPE RONCHETTI
Finale aller

Bourges-Parme	56-47

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE
8e de finale

Le Havre-Paris SG	0-0

Paris SG qualifié aux tirs au but (4-3)

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
32e journée

Wimbledon-Manchester United	0-1
Blackburn-Arsenal	3-1
Manchester City-Chelsea	1-2
Newcastle-West Ham	2-0
Norwich-Sheffield Wednesday	0-0
Nottingham Forest-Everton	2-1
QPR-Leicester	2-0
Tottenham-Ipswich	3-0

Classement : 1. Blackburn, 72 ; 2. Manchester United, 69 ; 3. Newcastle, 60 ; 4. Liverpool, 54 ; 5. Nottingham Forest, 51 ; 6. Tottenham, 47 ; 7. Leeds, Sheffield Wednesday, 43 ; 9. Arsenal, Chelsea, 40 ; 11. Aston Villa, Coventry, Wimbledon, 39 ; 14. Queen's Park Rangers, Norwich, 38 ; 16. Manchester City, 37 ; 17. Everton, 35 ; 18. Southampton, West Ham, 32 ; 20. Crystal Palace, 31 ; 21. Ipswich, 23 ; 22. Leicester, 21.

PATINAGE ARTISTIQUE

CHAMPIONNATS DU MONDE
Couples
1. R. Kovarikova-R. Novotny (Tch.) ; 2. E. Shishkova-V. Naumov (Rus.) ; 3. J. Menno-T. Sand (E-U) ; 4. M. Eltsova-A. Bushkov (Rus.) ; 5. M. Wötzel-I. Steuer (All.)... 9. S. Abitbol-S. Bernardis (Fra.)

VOILE

COUPE DE L'AMERICA
Quatrième Round Robin
Coupe Louis-Vuitton : *Nippon* bat *Rioja-de-Espana* de 13 sec., *One-Australia* bat *Tag-Heuer-Challenge* (NZ) de 57 sec. ; *France-3* bat *Sydney 95* de 1 min 36 sec.
Classement final : 1. *Team-New-Zealand*, 65 pts ; 2. *One-Australia*, 53 ; 3. *Tag-Heuer-Challenge*, 49 ; 4. *Nippon*, 28 ; 5. *France-3*, 25 ; 6. *Rioja-de-Espana*, 14 ; 7. *Sydney-95*, 13.
Coupe Citizen : *Stars-and-Stripes* bat *America³*, de 1 min 37 sec.
Classement : 1. *Young-America*, 46 pts ; 2. *Stars-and-Stripes*, 39 ; 3. *America³*, 21.

Cognac enfermée dans ses « paradis »

Une cité qui tient serré avec jalousie le meilleur de ses crus et garde pour elle beaucoup de ses secrets

COGNAC
de notre envoyée spéciale

Cognac s'est inventée dans un miracle qu'elle clame aux quatre coins du monde, mais qu'elle distille du bout des lèvres, dans ses propres murs. Sur place, cette représentation sans relief apparaît tantôt comme la distraction d'une grande professionnelle, tantôt comme les coquetteries d'une diva qui n'aurait cure du vide des salles locales, assurée d'ardentes ovations hors frontières. Ses plus proches complices de terrain, comme elle lovées dans l'humide douceur de la Charente, décrochent difficilement un rôle de comparses.

Quand Jarnac exhibe un coup d'épée de la grande Histoire et s'enorgueillit d'avoir bercé un président de la République (Le Monde du 8 mars), Cognac décline avec superbe une lignée de Valois, François I[er] en gloire, les privilèges octroyés par Louis XIV, et, pour la modernité, le grand esprit européen de Jean Monnet. Quand Saintes déploie sa guirlande de vestiges romains, de nécropoles chrétiennes et d'églises séculaires, Cognac considère à peine le travail du temps sur la pierre mais brasse avec génie l'eau, le feu, l'air et le bois au profit d'un nectar servi à la table divine : la « part des anges » et les « paradis » sont les promesses d'extases qu'elle délivre à ceux qui s'aventurent au-delà de sa rogue austérité.

Ce vocabulaire religieux n'est pas de pure fantaisie. Le mystère est la nature même de cette cité, de ce que secrètent ses alambics sous la règle d'or de la double distillation : ces eaux de vie dont seul le « cœur » sera retenu pour donner souffle à des milliers de subtils bouquets d'années et de crus mêlés, éduqués par les quatre éléments et la patience des ans.


NATALI FORTIER

« Sous un soleil de chêne, rurale et mondiale, Cognac chauffe les portails de fer des entrepôts de sa patience », relevait, de passage, le poète Jean-Paul de Dadelsen. Martell, Hennessy, Rémy Martin, Courvoisier, Camus, Delamain, Otard... depuis des lustres, chaque maison de Cognac maîtrise l'éther et pousse la fine fleur des sens au supplice. Leurs « paradis », souvent égaillés en plusieurs lieux pour déjouer les désastres éventuels, abritent les plus vieux « mariages » de ces alcools assortis dans l'élégance : 1941, 1910, 1875, 1800 ! Un vertige lentement mûri sous la blondeur des douelles de chêne, puis figé dans l'opacité des dames-jeannes lorsque le cognac, en état de perfection, ne demande plus rien. Quant à la « part des anges », chacun en fait l'offrande, par l'effet d'une évaporation régulière de l'alcool en maturation dans les fûts et captée avec gourmandise par le *Torula compniacensis richon*, un champignon noir microscopique qui recouvre les murs et les toits de la ville.

Tant d'attentions et de corps sollicités – tonnelleries, verreries, cristalleries, cartonneries, imprimeries –, tant de soins requis rendent oublieux de tout ce qui ne sert pas directement ce breuvage d'élection, exporté à 94,5 %. Dans l'ordre du raffinement, l'Asie est en vedette. Déjà, dans les pages de *Rigodon*, Céline tonitruait : *« Qu'ils viennent, qu'ils osent les Chinois, ils iront pas plus loin que Cognac ! Il finira tout saoul heureux, dans les chais, le fameux péril jaune ! »*

Tout, donc, se passe derrière les hauts murs ; les plaisirs de la dégustation comme le labeur. Une désertion exhibée au hasard des rues. De sages bistrots qui n'ont que l'ordinaire à offrir. Même La Belle Epoque, le café un peu « voyou » des lycéens – les étudiants sont à Poitiers, ou à Bordeaux –, n'a pu éviter de s'épancher sur la rue du Travail. Pas un seul « troquet » chaleureux et gourmand. Ce n'est qu'au récent Domaine du Breuil, niché derrière le quartier de la Chaudronne, que le patron, fin connaisseur des plus belles aventures, propose une vraie folie de saveurs.

Enfant du cru, Chardonne grinçait : *« Cognac est une ville fort laide et qui a par endroits comme de l'emphase et même je ne sais quoi de frénétique dans la disgrâce. Pourtant un vieux quartier, en ses nobles pierres et ses lignes calmes, lui offrait un modèle du goût. »* Le trait est un peu fort, mais non sans vérité. Developpé de façon anarchique, le tissu urbain de la périphérie marque le triste héritage des années 50 et 60. La splendeur de Cognac est dans ses jardins, publics ou reclus derrière les façades ; dans ces pierres du très vieux Cognac, parfois négligées, parfois choyées – Maison de la lieutenance, château des Valois, couvent des Récollets, prieuré des Bénédictines. Au centre-ville, singulièrement traversé par le vide, la place François-I[er] a souffert d'une modernisation qui n'est pas du meilleur goût, et l'on peut craindre une tendance à l'uniformisation ambiante dans les chantiers d'aménagement dont tout Cognac retentit aujourd'hui. L'église Saint-Léger (XII[e] - XVIII[e] siècles) est elle aussi en grands travaux jusqu'au mois de mai et l'on peut voir, chaque dimanche, ce spectacle étrange de la messe donnée au théâtre. Le cultuel n'est pas seul à annexer le culturel. La mairie a « provisoirement » réquisitionné une partie du musée municipal, dont les richesses sont pour le moins délaissées : 39 000 visiteurs en 1987, 15 700 en 1994 ! La délicieuse Pauline Reverchon, qui en fut le conservateur de 1955 à 1989, ne montre aucune rancune, mais un certain sourire, à l'évocation des multiples batailles livrées pour constituer le fonds consacré à l'ethnographie du cognac. Conservateur de transition, Pierre Bour se débat pour le faire revivre, tout en menant un audit pour un futur musée du verre, à l'avance contesté, quand la maison Hennessy, déjà mécène d'un musée de la tonnellerie, fomente un projet similaire.

LOI EVIN

Cognac, en un temps la ville la plus sportive de France, entretient de précautionneuses relations avec la culture. Bien sûr le mécénat des grandes maisons s'est toujours exercé (concerts, expositions...), mais il est aujourd'hui entravé par la loi Evin et les grands groupes propriétaires bousculent les traditions familiales. Les deux manifestations publiques de valorisation de l'image de Cognac, le Salon de la littérature européenne, fin novembre, et le Festival du film policier, en avril, drainent un public fidèle mais font grincer plus d'un : *« mondanités... tape-à-l'œil... »*, on se plaint surtout de frilosité, d'un manque de cohérence et d'indifférence notoire à l'égard de la vie sociale.

Un travail de fond, accompli en grande patience depuis des années par les courants « subversifs » de la cité, qui estiment que *« la culture ne vient pas en plus, mais est une respiration indispensable à la ville »* ; ainsi Jean-Michel Pérez, directeur de l'Association socio-éducative de la région de Cognac, ou René Marion, directeur de l'Avant-scène Cognac. Café-théâtre, spectacles de rue, accueil en résidence de comédiens et d'écrivains qui travaillent avec les jeunes et les chômeurs (plus de 12 %), Cognac, si rétive à ce qui lui est étrangère, est régulièrement bousculée dans sa réserve. Les « agitateurs » ne désespèrent pas ; certains sont même séduits par cette résistance : *« Ici, l'on accepte l'idée que tu installes ton jardin. Mais il faut y mettre le temps, car c'est la seule garantie de qualité. La patience, la maturation. »*

Valérie Cadet

Carnet de route

● **Bonnes adresses.** Modeste, mais très chaleureux et central, l'hôtel François-I[er] (3, place François-I[er] ; tél. : 45-32-07-18). Le XVIII[e] siècle niché dans sept hectares de verdure, une merveille à petits prix (300 F-440 F), le domaine du Breuil, qui fait aussi restaurant (104, rue Robert-Daugas ; tél. : 45-35-32-06). Deux tables inventives, soignées et très raisonnables : A la boîte à sel (68, avenue Victor-Hugo ; tél. : 45-32-07-68), et Le Nautile (2, rue du Port. Tél. : 45-82-68-56). Une mine de renseignements, le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC ; 23, allées du Champ-de-Mars ; tél. : 45-35-60-00).

● **Talents.** Ceux, appréciés des connaisseurs, des libraires de La Pagerie (22, rue Canton), et du Texte libre (17, rue Henri-Fichon). Les plupart des Cognaçais ignorent eux-mêmes la production de deux « artisans », dont la réputation a elle aussi passé les frontières : l'éditeur Georges Monti, du Temps qu'il fait (31, rue de Segonzac) et le luthier Maurice Dupont, qui fabrique les guitares des plus grands du jazz (20, rue Port-Boutiers). Enfin, deux manifestations à ne pas manquer : la création de *« Jean-Paul Bleu »* par Daniel Crumb, Monique Hervouët et Sophie Robin, le 17 mars à l'Avant-Scène Cognac (1, place Robert-Schuman ; tél. : 45-82-32-78), et la 8[e] Ruée vers le livre de l'Aserc, « Au pied de la lettre », du 11 au 14 mai (Maison du temps libre ; tél. : 45-32-40-97).

VENTES

Man Ray le surréaliste

FORTE de ses six cents lots, la vente Man Ray évoque en détail l'univers ludique de cet artiste touche-à-tout, peintre par vocation puis photographe par nécessité. Provenant de la succession de son épouse Juliet Man Ray, cet ensemble sera vendu à Londres les 22 et 23 mars : photographies des années 1920 et 1930, peintures et dessins, sculptures, objets (lire *Le Monde* du 15 février).

Né en 1890 à Philadelphie, Man Ray passe son enfance à New York, où il étudie ensuite l'architecture et la peinture. En 1915, il fait la connaissance de Marcel Duchamp, qui l'introduit dans les milieux dada, lors de son installation à Paris en 1921. La photographie, qu'il considère comme un travail alimentaire et non artistique, lui apporte pourtant, d'emblée, la célébrité. Inventeur de nouvelles techniques et remarquable portraitiste, il fait défiler devant son appareil toutes les personnalités d'alors. Dans ses propres compositions, il ajoute sa vision surréaliste et son sens de l'humour.

La vente comprend environ 250 photographies, portraits, études et compositions. Parmi ces dernières, l'une des plus célèbres, *Le Violon d'Ingres*, montre Kiki de Montparnasse en odalisque vue de dos avec, peintes en noir au creux des reins, les ouïes d'un violon. L'original date de 1924, mais le tirage proposé ici est de 1971 (estimé entre 20 000 et 30 000 livres, soit 169 000 et 253 000 F). Parmi les portraits, on trouvera notamment Marcel Duchamp (estimé de 170 000 F à 250 000 F), Juan Gris (21 000 et 25 000 F), Picasso (34 000 et 50 000 F), Hemingway (7 000 et 10 000 F), Gertrude Stein (17 000 et 25 000 F pour une photo datée 1922, 7 000 et 10 000 pour une autre de 1929), Paul Morand (21 000 et 25 000 F), Mallet-Stevens (25 000 et 42 000 F), Léon Blum (5 000 et 7 000 F).

« CLIN D'ŒIL »

Vingt-cinq peintures à l'huile offrent un panorama des créations de Man Ray, conventionnelles au tout début de sa carrière, puis passant par des périodes fauve et cubiste avant d'aboutir au surréalisme. Une des plus disputées sera sans doute *Le Beau Temps*, peinte en 1939, estimée entre 600 000 et 800 000 livres (5 à 6,7 millions de francs). C'est une composition complexe, où deux formes vaguement humaines au premier plan sont séparées par une sorte de porte dont le trou de serrure laisse passer un filet de sang.

Autre spécialité de cet artiste prolixe, les créations « clin d'œil », cocasses, facétieuses, comme le *Ballet français 2*, un balai en bronze peint à l'imitation du classique balai en paille de riz des ménagères (édité à dix exemplaires en 1971, estimé entre 60 000 et 85 000 F), ou la *Table-palette*, une table en bois en forme de palette de peintre, le plateau orné de motifs colorés (estimé entre 67 000 et 100 000 F). De nombreux dessins sont accessibles entre 3 000 et 15 000 F, et il faut compter 10 000 à 150 000 F pour les bronzes.

Catherine Bedel

★ **Londres, 22 et 23 mars. Sotheby's, 34-35, New Bond Street, W 1. Renseignements chez Sotheby's France, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 42-66-40-60.**

FOIRES ET SALONS

Perpignan : 10-12 mars ; Orléans, Cernay-la-Ville (78) et Frontignan (34) : 10-13 mars ; Paris Espace Wagram : 10-19 mars ; Bourbon-l'Archambault (03), Jarnac (16), Montbéliard, Chartres, Tours, La Verpillière (38), Dole (39), Foucherans (39), Bar-le-Duc, Orthez, Sorgues (84), La Roche-sur-Yon : 11-12 mars.

PHILATÉLIE

Un cinquantenaire et un centenaire

EN TROIS JOURS, La Poste mettra deux timbres en vente générale : vendredi 10 mars, un timbre à 2,80 F à l'occasion du 50[e] anniversaire de la création des comités d'entreprise ; lundi 13 mars, un timbre à 3,70 F pour le centenaire de l'Ecole supérieure d'électricité.

● **Les comités d'entreprise.** – Une ordonnance du gouvernement provisoire du 22 février 1945 a institué les comités d'entreprise, consultés sur les questions relatives à l'organisation et la marche de l'entreprise. Représentant les intérêts des salariés, ils assurent la gestion des œuvres sociales et, en 1993, se sont vu accorder une compétence dans l'examen des plans sociaux. Environ cinq millions de salariés du secteur privé bénéficient des activités des CE, obligatoires dans les entreprises dont les effectifs comptent au moins cinquante personnes.

Pour leur 6[e] Forum, qui s'achevait le 9 mars à la Grande Halle de La Villette, également lieu de la vente « premier jour » du timbre, les CE ont choisi de débattre de l'emploi et de la lutte contre toutes les formes d'exclusion.

Le timbre, au format vertical 22 × 36 mm, dessiné et gravé par Claude Andréotto, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

● **Supélec.** – L'Ecole supérieure d'électricité a ouvert ses portes le 3 décembre 1894. Destinée, à l'origine, *« à donner aux ingénieurs des connaissances pratiques qu'exige l'emploi si étendu de l'électricité dans l'industrie »*, Supélec a, aujourd'hui, une triple mission : de formation initiale qui conduit à un diplôme d'ingénieur (près de 400 élèves par promotion), de recherche et de formation continue. Ecole de statut privé soutenue par les pouvoirs publics, c'est une entreprise de 1 500 personnes réparties sur trois campus : Gif-sur-Yvette (Essonne), Metz et Rennes.

La maquette du timbre, imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante, est l'œuvre d'Yves Quenec'Hdu, ingénieur Supélec, chef du service « automatique » à Supélec Rennes, vainqueur d'un concours de dessin interne, dont le projet a été retenu par le Salon 1994 des arts plastiques de l'école.

Une erreur affecte ce timbre : le nom du dessinateur, inscrit en très petits caractères dans la marge inférieure, y est mal orthographié, Quenec'Hdy au lieu de Quenec'Hdu... Le tirage était terminé lorsque le Service national des timbres-poste s'en aperçut.

La Poste n'est décidément pas en veine puisque l'une des valeurs de la série consacrée aux oiseaux de John Audubon, parue le 27 février (*Le Monde* du 17 février) contient aussi une coquille : le timbre à 4,30 F aurait dû être légendé *Sterne pierregarin* – et non Pierre Garin –, étymologie qui renvoie au milieu naturel : une grève en friche caillouteuse au bord de l'eau, où séjournent ces volatiles, pierre indiquant un lieu pierreux, garin se référant à garer (dès le XII[e] siècle, se défendre contre un danger) ou varenne (lieu clos) ou vara, mot gaulois signifiant eau.

Pierre Jullien

★ **Vente anticipée à Gif-sur-Yvette (Essonne), les 11 et 12 mars, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert dans le hall d'entrée de Supélec, plateau de Molon ; bureaux temporaires (sans mention « premier jour » et sans vente du timbre) à Supélec Metz et Rennes.**

★ ***Pour en savoir plus : Origine et sens des noms d'oiseaux,* Pierre Cabard et Bernard Chauvet, à paraître aux éditions Eveil/LPO.**

Un avant-goût de printemps

Une perturbation peu active, venant de l'Atlantique, essaiera de pénétrer sur la France mais elle sera freinée par des hautes pressions centrées sur l'Europe centrale et n'affectera que les régions les plus à l'ouest, ainsi que le Golfe du Lion, sous formes d'entrées maritimes.

Sur la Bretagne, les Pays de Loire et la Basse-Normandie, les passages nuageux ne laisseront qu'une petite place au soleil durant la matinée de vendredi. L'après-midi, ces nuages s'épaissiront et pourront donner quelques gouttes en fin de journée sur la pointe de Bretagne. Le vent de sud atteindra 60 km/h en pointe sur les côtes exposées.

Sur l'Aquitaine, le Centre, l'Ile-de-France, la Haute-Normandie, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, la journée sera ensoleillée mais des passages de nuages élevés inoffensifs viendront de temps à autre contrarier le soleil.

Sur le Languedoc et le Roussillon, le vent marin, qui soufflera jusqu'à 60 km/h en pointe, apporta dès le matin, et durant toute la journée, de nombreux nuages gris. Sur les hauteurs, quelques gouttes pourront tomber en fin d'après-midi.

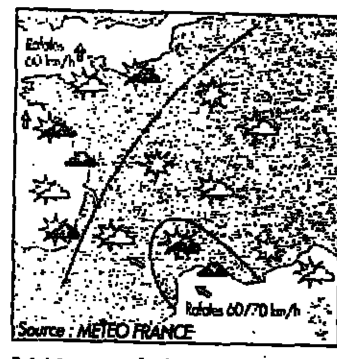
Sur tout le reste du pays, ce sera une très belle journée, après dissipation de rares bancs de brume. Le vent d'Autan soufflera sur la région Midi-Pyrénées avec des rafales qui atteindront 60 à 70 km/h. L'après-midi aura un avant-goût de printemps, particulièrement dans le Sud-Ouest.

Les tempéatures minimales seront encore fraîches : de 0 à-3 degrés sur le quart nord-est, ainsi que sur le Massif central et la région Rhône-Alpes ; de 1-à 4 degrés sur le reste de la moitié nord, de 3 à 6 degrés sur le reste du pays. Quant aux maximales, elles avoisineront 11 degrés dans le Nord-Est, 14 degrés du Nord au Bassin parisien et à Rhône-Alpes, 16 degrés des régions de l'Ouest au Sud-Est et 18 degrés dans leSud-Ouest où elles pourront même par endroits atteindre les 20 degrés.

Samedi 11 mars, sur une petite moitié ouest, les nuages seront abondants avec quelques faibles pluies éparses. La Bretagne retrouvera des éclaircies l'après-midi.

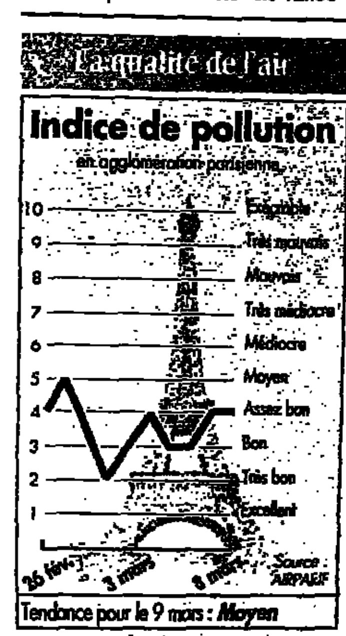
Sur une grande moitié est, les bancs de nuages élevés n'empêcheront pas le soleil de briller. Les températures resteront agréables.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

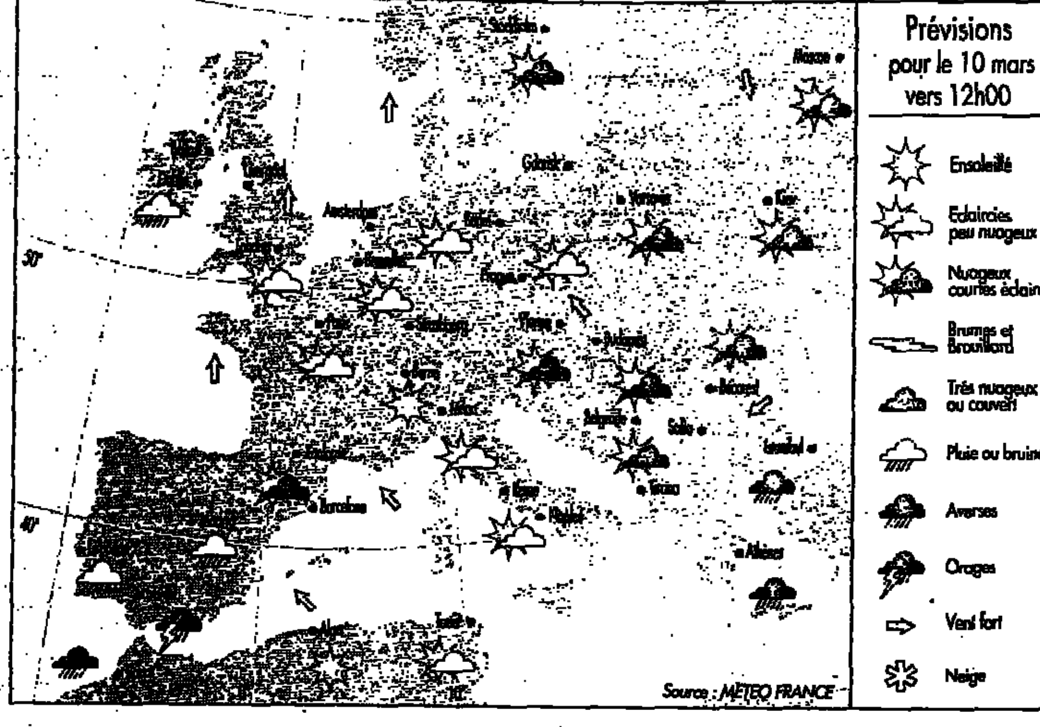


Prévisions pour le 10 mars vers 12h00

La qualité de l'air

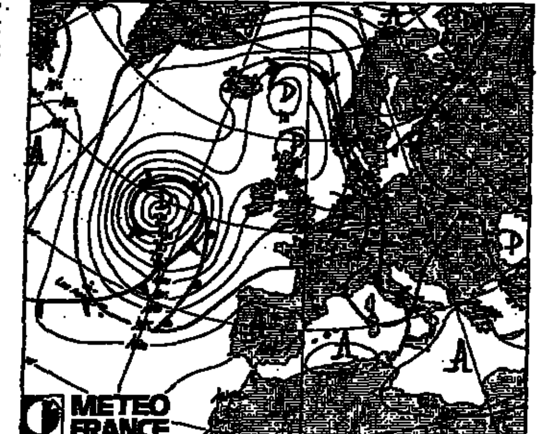


Tendance pour le 9 mars : *Moyen*

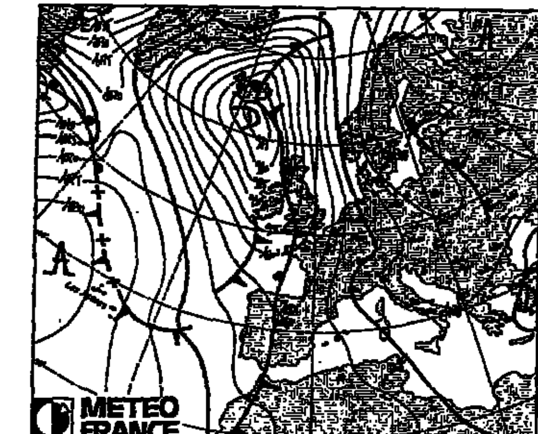




TEMPÉRATURES		GRENOBLE	7/2	TOURS	8/0	CARACAS	29/22	LIMA	28/21	PRAGUE	8/-3
du 8 mars 1995 maxima/minima		LILLE	9/1	ÉTRANGER		CHICAGO	-2/-7	LISBONNE	15/5	PRETORIA	26/17
FRANCE		LIMOGES	8/2	ALGER	18/4	COPENHAGUE	6/3	LONDRES	9/-1	RABAT	18/7
AJACCIO	14/7	LYON, BRON	11/2	AMSTERDAM	7/1	DAKAR	25/19	LOS ANGELES	20/12	RIO DE JAN.	31/26
BIARRITZ	10/4	MARSEILLE	13/4	ATHÈNES	15/6	DJAKARTA	31/23	LUXEMBOURG	7/0	ROME	15/6
BORDEAUX	12/3	NANCY	9/1	BANGKOK	35/27	DOUBAI	26/16	MADRID	11/-4	SAN FRANC.	15/12
BOURGES	10/0	NANTES	11/0	BARCELONE	16/4	DUBLIN	8/-1	MARRAKECH	23/9	SANTIAGO	29/13
BREST	9/2	NICE	8/4	BELGRADE	11/1	FRANCFORT	9/1	MEXICO	20/8	SÉVILLE	20/7
CAEN	9/1	PARIS	9/1	BERLIN	9/1	GENÈVE	5/0	MILAN	7/-5	ST-PÉTERSB.	4/1
CHERBOURG	8/0	PAU	8/3	BOMBAY	30/20	HANOI	21/20	MONTRÉAL	7/-4	STOCKHOLM	6/-1
CLERMONT-F.	10/1	PERPIGNAN	13/6	BRASILIA	30/19	HELSINKI	0/0	MOSCOU	2/1	SYDNEY	26/22
DIJON	9/-1	POINTE-A-PIT.	29/21	BRUXELLES	7/2	HONGKONG	23/17	MUNICH	8/2	TENERIFE	19/16
FORT-DE-FR.	30/22	RENNES	10/1	BUCAREST	16/4	ISTANBUL	13/7	NAIROBI	25/16	TOKYO	15/5
		ST-D.-RÉUNION	31/24	BUDAPEST	11/1	JERUSALEM	17/6	NEW DELHI	27/13	TUNIS	18/11
		ST-ÉTIENNE	10/-1	BUENOS AI.	23/13	KIEV	11/6	NEW YORK	17/3	VARSOVIE	6/-4
		STRASBOURG	9/-1			KINSHASA	36/23	PALMA DE MAJ.	17/0	VENISE	11/6
		TOULOUSE	8/2			LE CAIRE	24/16	PÉKIN	14/5	VIENNE	10/-1



Situation le 9 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 11 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde
« Traversez ! »

UNE DES OPÉRATIONS les plus audacieuses de toute cette guerre vient d'être accomplie par les alliés sur le front de l'Ouest : un peu avant 16 heures, hier jeudi, des éléments de la I[re] armée américaine, à peine arrivés sur le Rhin dans la région située entre Bonn et l'embouchure de l'Ahr, traversaient le fleuve et établissaient une tête de pont sur sa rive droite.

Cette tête de pont, qui mesure actuellement 7 kilomètres de profondeur et ne cesse de s'étendre, est suffisamment solide pour qu'un communiqué officiel de la I[re] armée ait pu déclarer ce matin qu'*« il n'y avait aucun danger de la voir réduite par l'ennemi »*.

C'est à Remagen, à peu près à mi-chemin entre Bonn et Coblence, qu'elle a été établie. Le Rhin, sur cette partie de son cours, a un peu plus de 400 mètres de large.

Un correspondant de l'United Press précise la façon dont s'est effectuée la traversée. La manœuvre fait le plus grand honneur au commandement allié ; elle montre à quel point celui-ci favorise l'esprit d'initiative chez ses troupes et leur fait confiance. Un ordre général avait été donné de chercher un point faible dans le dispositif ennemi sur la rive droite du Rhin.

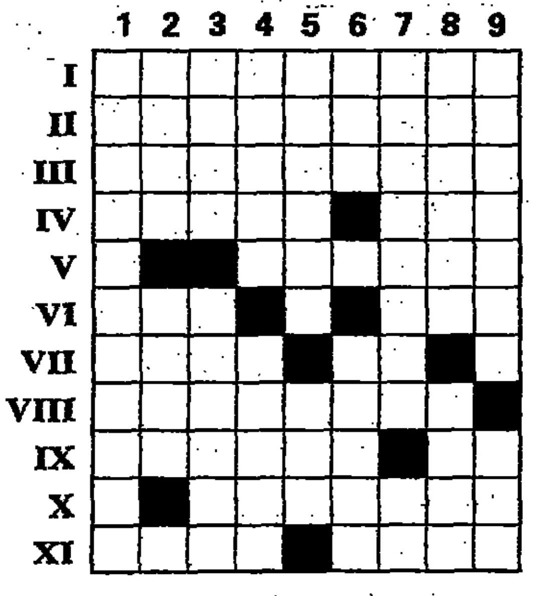
Deux sous-lieutenants d'infanterie découvrirent un endroit où il n'y avait pas de fortifications ennemies solides et où les lignes n'étaient défendues que par quelques mitrailleuses. Ils en informèrent leur commandant de bataillon, qui leur fit aussitôt répondre : *« Traversez ! »* Dix à quinze minutes plus tard, toute la compagnie se trouvait fortement accrochée sur l'autre rive, et toutes les forces de la I[re] armée se trouvant à proximité étaient précipitées vers le point de passage.

La résistance a été légère et sporadique. Manifestement, l'ennemi a été surpris.

(10 mars 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6515



HORIZONTALEMENT
I. Est planté pour des clous. – II. Mis dans une autre direction . – III. Grande chaleur. – IV. Donnes un appui. Prend un ton plus grave. – V. Ne ressemble pas à une anglaise. – VI. Souvent doublé pour marquer le coup. Utile au laboratoire. – VII. Un fils de Sem. Un animal très mou. – VIII. Qui peuvent courir. – IX. Creusai des entailles. Conjonction. – X. Son sel est vendu par le pharmacien. – XI. Circulaire destinée à des débiteurs. Héros d'une épopée.

VERTICALEMENT
1. Des gens attachés à des pieux. – 2. En Allemagne. Donna des motifs. – 3. Maîtres de jeux. Un bon débarras. – 4. Font partie des espèces menacées. Mauvaise habitude. – 5. N'est apprécié que par ceux qui aiment les échecs. Maison de campagne. – 6. Une mauvaise balle. Quand on y est au bord, tout paraît noir. – 7. Peut être un début de grippe. Point de départ. – 8. Ce qu'il y a de plus grossier dans la filasse. Port de France. – 9. Instrument pour tailler des sabots. Des champs, c'est l'origan.

SOLUTION DU N° 6514

HORIZONTALEMENT
I. Giletière. – II. Onéreuses. – III. Nouille. – IV. Réserve. – V. Our. Sien. – VI. Ego. – VII. Irrespect. – VIII. Eu. Sir. Eu. – IX. Ristourne. – X. En. Ennuis. – XI. Sec. Sées.

VERTICALEMENT
1. Gondolières. – 2. Ino. Ruine. – 3. Leurrer. – 4. Erié. Geste. – 5. Tels. Osions. – 6. Iules. Prune. – 7. Esérine. Rue. – 8. Ré. Vé. Cenis. – 9. Essen. Tues.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Samedi 11 mars

■ **L'HÔTEL DE LASSAY,** résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 55 F), 10 h 15, quai d'Orsay devant l'Assemblée nationale (Mathilde Hager).

■ **L'HÔTEL DE POULPRY,** actuelle maison des polytechniciens (45 F), 10 h 30, 12, rue de Poitiers (S. Rojon-Kern).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les antiquités romaines, 11 h 30 ; la sculpture des pays du Nord, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : visite par artiste, Claude Monet, 12 heures, (34 F + prix d'entrée) ; Exposition Whistler, 14 h 30 (23 F + prix d'entrée) (Musées nationaux).

■ **MUSÉE GUIMET** : Cambodge, du XI[e] au XV[e] siècle (34 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).

■ **LES DEUX HÔTELS DE VILLARS** au cœur du faubourg Saint-Germain (55 F), 14 h 30, sortie du métro Solférino (Christine Merle).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Derain (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET** (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 14 h 30 ; exposition Paris grand écran, 1895-1945, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **PALAIS GALLIERA** : exposition Histoire du jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE CIMETIÈRE DE PASSY** (60 F), 15 heures, à l'angle de l'avenue Paul-Doumer et de la place du Trocadéro (Vincent de Langlade).

■ **LA CRYPTE ARCHÉOLOGIQUE** sous le parvis de Notre-Dame (37 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée de la crypte sur le parvis côté préfecture de police (Monuments historiques).

■ **LES HÔTELS DU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE** des Capucines à la place Vendôme (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

■ **MUSÉE DE LA FRANC-MAÇONNERIE** (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Isabelle Hauller).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : les joyaux de la couronne et les appartements royaux (50 F + prix d'entrée), 15 heures, sous la pyramide devant l'accueil des groupes (Connaissance de Paris).

■ **LE NOUVEAU BERCY** (40 F), 15 heures, sortie du métro Bercy (Approche de l'art).

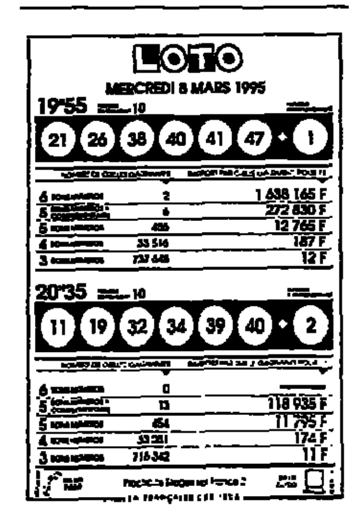
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALGÉRIE.** En réaction à une information publiée par le quotidien algérois *Liberté* selon laquelle Air France reprendrait ses vols à destination d'Alger à la fin du mois, la compagnie aérienne a précisé qu'elle attendait une décision des pouvoirs publics français pour ouvrir la ligne et qu'à ce jour elle n'avait reçu aucune autorisation. – (AFP.)

■ **KENYA.** Les autorités ont décidé d'ouvrir à nouveau les régions de la province occidentale de la vallée du Rift. En 1993, cette partie du territoire avait été déclarée zone interdite pour les non-résidents, à la suite d'une explosion de violences ethniques. – *(AFP.)*

■ **AUSTRALIE.** 3,36 millions de touristes, parmi lequels 720 900 Japonais, se sont rendus en Australie en 1994, soit une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente. – *(UPI.)*

JEUX



LES SERVICES DU Monde

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel :	3615 LE MONDE accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province :	(1)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde. 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ
Société fille de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

FESTIVAL Il a renversé les formes du jazz moderne. A soixante-quatre ans, Ornette Coleman, saxophoniste alto, trompettiste, violoniste, compositeur, poursuit sa carrière, à la recherche permanente de la douceur, de la beauté et de l'harmolodie, sa théorie qui place l'inspiration au-dessus de l'intelligence dans la recherche du plaisir. ● LA LIBERTE qu'il cherche dans la musique, la révolution du free jazz dont il fut l'un des initiateurs, a longtemps déchaîné la colère des gardiens du temple, mise à l'index et coups de poing compris. Ornette n'en garde ni rancœur ni amertume. ● BANLIEUES BLEUES ouvre ses cinq semaines de concerts dans la région parisienne avec un récital de ce personnage merveilleux. A sa douzième édition, le festival a atteint sa maturité, tout en gardant la fraîcheur et l'énergie de ses premières années.

Ornette Coleman, le saxophoniste à la recherche du plaisir absolu

L'auteur de « Free Jazz » se présente au festival Banlieues bleues en quartet et avec son groupe Prime Time. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il donne le sens de ses inventions permanentes



Ornette Coleman, qui peint lui-même, a ouvert ses lieux de travail (Artist House dans les années 70) aux artistes et aux expositions. Son portrait par Gérard Fromanger (« Ornette », huile sur toile, Sienne, 1993) témoigne de l'amitié qui lie les deux hommes et qui n'est pas sans rapport avec l'harmolodie.

« Quand votre théorie de l'harmolodie, que vous annoncez depuis des années, va-t-elle voir le jour ?

– En septembre ou octobre prochain. Je publierai un livre. Mais laissez-moi m'expliquer. L'improvisation est la philosophie. L'harmolodie, c'est le désir de rejoindre, par des moyens non musicaux, pas au sens classique du terme en tout cas, la vitesse de la pensée. C'est ce qui arrive avec l'intelligence avant d'être un style. L'harmolodie est le concept, ce peut être une conversation, un point de départ, une mélodie, un son, c'est toujours de nature à dynamiter le discours. Chacun a cette capacité en soi. Dans l'harmolodie, l'information précède l'intelligence. L'intelligence, premier fruit des civilisations est utilisée pour délimiter des territoires sociaux, des zones de pouvoir, l'harmolodie vise le point qui la précède.

– Comment distribuez-vous vos instruments dans cette pratique ?

– La question est celle de l'être. Je ne peux me définir par rapport à un instrument, vous le comprenez de vous-même. Il y a cette zone libre, de volonté en roue libre, où l'intelligence apparaît comme une limite. La musique permet d'aller dans cette zone, et l'harmolodie de jouer hors même la mélodie. On est bien au-delà du style ou bien avant. Vous pouvez imaginer des sources dans toutes les pratiques, la peinture, par exemple, à partir de quoi se produit le rapport harmolodique.

– D'où vient ce mot, harmolodie ?

– Le mot m'est venu très tôt, dans les années 50 à Fort-Worth (Texas). La ségrégation qui y régnait alors m'a permis de comprendre. C'étaient comme des territoires où les gens de la communauté avaient peur de faire preuve d'intelligence. Ils étaient épouvantés. La ségrégation, c'est cette peur de se montrer intelligent. Pour les Noirs en Amérique, dans les dix dernières années, les choses ont beaucoup évolué, et malgré tout, le résultat n'est pas... comment dire ? n'est pas si humain. Vous pouvez faire ceci, ou encore cela, OK, mais c'est tout. Ça s'arrête là. Il faut chercher plus de formes, de rôles et de liberté.

– C'est la raison pour laquelle vous ne suivez pas forcément la forme ordinaire du concert ?

– Je prépare un ballet pour Cologne. Je veux réunir huit danseurs qui représentent huit cultures différentes, l'Afrique, l'Inde, un *tap dancer*. Huit comme un arc-en-ciel. L'œuvre se nomme *Architecture et émotion*, elle part d'un texte de Stephen Hawkins. l'astrophysicien.

» Le disque que nous venons d'achever va sortir cet été. Il s'appelle *Tone Dialing*. C'est une fête, une explosion. C'est ce qu'on a fait de plus avancé dans le jazz, le pop, le folk, le classique, le bebop et tout ce que vous voudrez. Il y a un bonheur dans ce disque, une joie, des plans très différents dans la qualité, comme dans *Free Jazz* voici trente-cinq ans, cette allégresse. C'est une somme qui intègre les bouleversements, les cultures, tous les sons qu'on entend tous les jours, et ça fonctionne vraiment. Tout le monde contribue à cette espèce de résolution du futur.

– Il ne s'agit pas seulement de musique. De quoi alors ? De mystique ?

– Pas du tout. L'idée du disque vient d'une représentation que nous avons donnée en novembre 1994, à San Francisco. C'était comme un acte philosophique. Il y avait mes deux groupes, le quartet et Prime Time, des écrans immenses, des danseurs, des sculpteurs, du musical, du visuel, des cris et un fakir qui faisait des prodiges. Je voudrais multiplier ces expériences. Le fakir se perçait partout de façon incroyable. A chacun de trouver sa voie d'expression pour atteindre le même plaisir. Je suis très étonné par les limitations que se donnent les musiques. Je sais qu'on peut aller plus loin, qu'il est possible d'être tellement plus libre.

– Vous êtes compositeur ? Improvisateur ? Interprète ? Jazzman ? artiste ? Qui êtes-vous ?

– Rappelez-vous C. P. Snow. C'est un scientifique. Il a travaillé sur la bombe atomique et il est mort vierge. Vous vous rendez compte ? La bombe atomique et il meurt vierge ! Ça veut dire que personne ne peut dire sérieusement qui il est. On fait des choses on additionne des actes, des comportements, on est un être vivant, une créature, mais de là à dire qui...

– On dirait une réponse zen.

– Je réfléchis.

» Par exemple : je n'ai jamais songé de ma vie à devenir musicien. La première fois que j'ai joué du saxophone, je le jure, c'était exactement comme aujourd'hui. Ma mère m'a mis un alto dans les mains à cinq ans, j'ai joué d'un coup comme je joue ce soir. Jamais je n'ai dit cela à personne. J'en ai le souvenir net, lumineux. De même que je me rappelle distinctement comment nous avons joué à trois un soir, à la fin d'un dîner, pour quelques amis : Bud Powell, Cecil Taylor, et moi au violon. C'était un soir de 1964 ou 1965, juste après le retour de Bud à New York. On a joué une musique si étrange, si belle. J'en garde un souvenir bouleversant. En arrivant dans la ville, j'avais rencontré tous les monstres du bebop. J'ai joué avec Dizzy Gillespie, d'autres. Le bebop fut la première révolution instrumentale de libération et d'autonomie. Les boppers voulaient jouer autre chose que ce qu'on leur imposait. Mais ils n'ont pas tenu le coup. Quand j'ai vu Charlie Parker au Tiffany Club sur la côte ouest, en 1952, j'ai été affreusement déçu. Il ne jouait rien de sa musique, mais toutes sortes de chansons à la mode. Le free jazz, c'est cette volonté de libération du jazz.

– Tout ce qu'on a pu vous faire, vous empêcher de jouer, de composer, rien ne vous a donc atteint ?

– Franchement, non. ça n'a pas de prise sur moi. Être, ce n'est question ni d'argent, ni de race, ni de classe, ni de condition. Je cherche l'être dans l'harmolodie. J'ai un son, bien sûr, mais un son, ce n'est pas le style. C'est comme un timbre de voix. Le nom, c'est autre chose, il est là pour représenter. Seule la musique offre la chance de rouler librement, de jouer en roue libre, comme Scottie, Scott LaFaro, le bassiste de *Free Jazz* (le disque) : à côté de lui, tous les bassistes avaient l'air de musiciens de folk, tous, même les bons ; lui, Scottie, il était comme un enfant qui dansait sur la Lune.

Propos recueillis par Francis Marmande

Eloge du fils

TRÈS VITE, Ornette a installé son fils Denardo à la batterie : bien avant l'âge de douze ou treize ans. Une rumeur s'est levée tout de suite. Denardo a fait figure de fils prodige, puis de curiosité, enfin d'empêcheur de tourner en rond. Avec Billy Higgins, Ed Blackwell, Shelly Manne, Charles Moffett, Elvin Jones ou Shannon Jackson, Ornette n'a pas manqué de bons batteurs, parfois géniaux. Ce qui est passionnant, c'est de voir comment le choix de son fils hystérise les auditeurs sourcilleux. Vingt ans que ça dure.

Ce choix réveille une agressivité qui se grime. C'est une agressivité qui n'ose pas. Elle prend, comme toujours dans ces situations-là, les airs de la compétence.

Eisenstein distinguait dans le public trois cercles : en premier lieu, les professionnels, ses pairs, pour qui il travaillait ; là-bas, plus loin, le grand public populaire, pour qui il travaillait aussi ; et dans la zone intermédiaire, ceux qu'il appelait les « *demi-niais* », son cauchemar, ceux qui se replient sur le ressentiment de compétence. Ceux qui supposent savoir. Ceux-là, disait-il, empêchent le cinéma de se faire.

Ceux-là n'en loupent pas une. Leur discours est un aveu. Depuis des années, ils sortent à la file indienne des concerts d'Ornette comme en se donnant le mot. On les croirait tirés d'un film de Tex Avery : « Denardo a gâché le concert », disent-ils. Denardo leur vole Ornette Coleman. Denardo Coleman semble leur faire un tort personnel. Ils ne sont pas nombreux, mais tenaces.

Miles, c'était autre chose qui les révulsait, c'étaient la rareté des notes, le clinquant, le cirque, et ce tour de force qui le leur faisait voir de dos quand bien même il jouait de face. Sonny Rollins, c'est la lourdeur de ses accompagnateurs qui les atterre, l'imprécision du groupe, la maladresse du bassiste. Ornette, c'est Denardo. Quand ce monde aura disparu, *on ne saura plus expliquer* à personne pourquoi quelques gros enfants pompettes – pas bien nombreux mais assez expansifs – ne supportaient pas Denardo chez Ornette. Encore heureux, on n'a pas mis le public au courant de l'affaire. Il aime Denardo.

La clef est dans cette appropriation du corps d'Ornette. On lui dénie pareillement ses *« autres » instruments, la trompette et le violon*, comme s'il s'agissait de fétiches, car il ne saurait pas en jouer. La clef est aussi dans ce mystère (cet interdit) du père et du fils fétiche. Lisez. Les demi-niais n'ont qu'une métaphore en rayon pour décrire la communauté du jazz : c'est une (grande) famille, disent-ils. Soixante ans qu'ils répètent l'image et la varient à l'envi. Elle n'est pas simplement *la plus inexacte : elle est la plus saumâtrement* idéologique. Ils n'ont qu'une métaphysique pour en décrire le destin : la mort. La « mort du jazz », air connu, ou Nietzsche à la portée des caniches... Dès qu'un poète (Ornette, par exemple) réintroduit la famille réelle (le père et le fils) *dans la communauté, dès qu'il inscrit* la mort réelle (le père et le fils) dans son destin, ça souffre. Inévitablement, ça souffre et ça se défend comme ça peut. En rejetant Denardo. A tout hasard.

Denardo ne joue comme aucun des autres batteurs d'Ornette. C'est sa force et sa chance. *Il donne une assise dont le groupe* s'amuse. Ornette a l'énergie tendue. Denardo l'a mobile. Son jeu a bougé depuis les débuts. Son jeu ne cesse de bouger. Il est le musicien type dont parle son père, celui qui ne se définit pas comme professionnel, mais comme personne : il est le choix d'Ornette, produit ses disques, monte les tournées, prévoit, voyage avec lui, est là, bref, avec beaucoup de *cœur et de science hors de scène, et une vraie* présence dans le groupe ; il est celui qui « accompagne » son père.

Evidemment, c'est une tout autre histoire. Pour bien la saisir, il faudrait plutôt relire Virgile. Comme d'habitude, à la lecture de *L'Enéide*, les demi-niais préfèrent leur rôle de vigiles.

F. M.

Banlieues bleues, territoire étonnant de l'improvisation

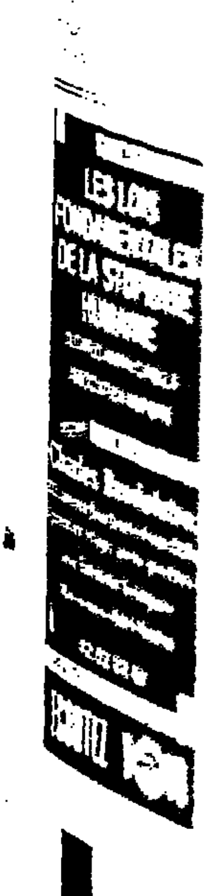
UN FESTIVAL qui s'achève en 1994 avec Max Roach et ouvre ses portes un an plus tard avec Ornette Coleman est un festival qui dit la couleur. De ce point de vue, Ornette Coleman – Martien débarqué à Paris il y a trente ans, un *4 novembre, à la Mutualité*, en pleine tempête free – a valeur de manifeste et de symbole. Il est resté naïvement irrécupérable, sans même le savoir, et ses titres superbes sont plus que jamais à l'ordre du jour. Jamais affirmation plus paisible, plus douce, n'aura attiré tant de foudre, de grossièreté et de haine, passages à vide et coups de poing compris. Ornette n'en garde *pas la moindre rancœur. La* musique est pour lui l'autre façon d'aimer et un observatoire privilégié sur le monde. Il est intéressant que ce soit le petit mot de liberté (free jazz) et une innocence d'enfant *qui aient déchaîné la colère* des bœufs. L'impératif free ne concerne *plus* qu'une poignée d'énergumènes et un budget de joueur de billes, alors que la musique s'est changée en argent, le mot de free jazz (l'idée pure) continue de révulser comme à blanc, en roue libre, pour des prunes.

Banlieues bleues aligne ce que les territoires de l'improvisation suscitent d'étonnant. C'est un *programme. Ça se tient.* Ça raconte des histoires, des débats, des colères et des joies. La vocation intelligente du festival de Jacques Pornon y trouve son compte. Pourtant, comme dans les *meilleures constructions* aujourd'hui, quoi qu'on fasse et malgré qu'on en ait, il y a cet air de... – non pas de déjà vu, pas à ce point –, mais tout de même, cet imperceptible sentiment que la troupe, pour peu que l'on se figure le plateau comme un *mundillo* fermé, a ses limites et son nombre fini. Un festival, c'est aussi une parole sur l'époque, une annonce, une projection.

F. M.

★ Ornette Coleman : *Beauty is a Rare Thing*. Un coffret de six CD Atlantic R2 714 10.

★ Banlieues bleues, du 10 *mars* au 15 avril, dans quatorze villes de la *Seine-Saint-Denis (93)*. Entre autres concerts : Ornette Coleman à Bobigny (le 10 mars) et Epinay-sur-Seine (le 11) ; Gérard Marais, puis le trio de Shirley Horn, au Blanc-Mesnil (le 14 mars) ; le Kollektief de Willem Breuker, à Saint-Ouen (le 15 mars) ; Jacques Di Donato et Système Friche, au Blanc-Mesnil (le 16 mars) ; Baron Down, Carol Fredette et Steve Kuhn, à Saint-Denis (le 17 *mars*). Programme complet au 43-85-66-00. *De 50 F à 150 F, selon les soirées.*



هكذا من الأصل

هكذا من الامل

Katharina Thalbach, interprète principale de la pièce « Mère Courage » à Chaillot

« Je suis née au Berliner Ensemble et je suis heureuse d'avoir grandi en RDA »

Katharina Thalbach est une femme-enfant aux yeux immenses, au rire conquérant, une personnalité forte. Elle est née en 1954, l'année où le Berliner Ensemble venait à Paris au Théâtre des Nations avec *Mère Courage*, pièce dans laquelle sa mère, Sabine Thalbach, avait fait ses débuts. En 1976, elle a passé le mur de Berlin en compagnie de l'écrivain Thomas Brasch.

« Votre père, Benno Besson, était metteur en scène au Berliner Ensemble où votre mère était comédienne. Vous avez été élevée chez Brecht ?

– Je peux dire que je suis née au Berliner Ensemble. Ma mère a rencontré Brecht en 1949. Il répétait *Mère Courage* au Deutsches Theater, où elle faisait de la figuration. En vrai, elle étudiait le chant. La comédienne qui jouait Catherine la Muette étant tombée malade, elle s'est présentée pour la remplacer. Elle a passé une scène de *Salomé*. Brecht et son compositeur, Paul Dessau, ont tellement ri qu'ils l'ont engagée. Quand ma mère est morte, elle avait trente-quatre ans, et moi douze. Je ne voulais absolument pas devenir comédienne, je savais trop... Et puis, je me suis dit que je devais prolonger le travail de ma mère. J'ai tenu des petits rôles au Deutsches Theater pendant un an, après quoi la Weigel m'a fait venir au Berliner. Je lui ai présenté Marguerite de *Faust*, et elle m'a distribuée dans *L'Opéra de quat'sous*. Je jouais une pute. Je ne suis pas passée par l'école. Avec le recul, je pense que je n'ai rien perdu, mais sur le moment, quand Weigel hurlait après moi, j'aurais aimé avoir les arguments pour lui répondre.

» Après sa mort, je suis partie. Je suis allée à la Volksbühne, où j'ai joué *Desdémone* dans une mise en scène de Manfred Karge et Matthias Langhoff. Je n'y suis pas restée très longtemps. D'une part, j'attendais un enfant, d'autre part, mon père, Benno Besson, est devenu directeur, et je n'avais pas envie de passer pour une fille à papa. J'ai suivi Thomas Brasch à l'Ouest avec notre fille. Pour lui, qui risquait la prison, c'était une question vitale. Moi, je suivais l'homme que j'aimais. Aussi terrible qu'ait été la RDA, c'était chez moi, et je suis heureuse d'y avoir grandi. Nous n'avons pas pu y retourner pendant sept ans.

– Vous êtes-vous sentie dépaysée à Berlin-Ouest ?

– Naturellement, j'étais désorientée. La propriété, j'avais lu ce que ça signifiait, mais là je le vivais, c'était différent. J'avais tout à apprendre de la libre concurrence ; apprendre à survivre sans assistance. J'ai eu de la chance, parce que des gens m'avaient vue sur scène, et j'ai été engagée au Schiller. J'ai créé une pièce de Thomas Brasch, *Marguerita*. Le metteur en scène était un genre de soixante-huitard avec qui il fallait toujours se poser des questions sur son être. J'étais habituée à des méthodes plus directives.

» La chute du mur m'a fait mal. C'était comme si les premières vingt années de mon existence, la mort de ma mère, la naissance de ma fille, toute cette histoire d'un coup était niée, tournée en dérision.

Thomas et moi étions venus au bon moment. Il ne s'agissait pas pour nous de régler des comptes, mais de nous engager sur une nouvelle voie. L'ouverture a beaucoup modifié les conditions de travail, elles sont de plus en plus soumises aux lois du commerce. L'administration des institutions théâtrales est un gouffre, c'est vrai, mais sans argent, elles ne peuvent plus assurer la qualité de leur production.

– Quand avez-vous décidé de devenir metteur en scène ?

– Je suis restée un an dans la troupe du Schiller et, jusqu'à sa fermeture, j'y suis revenue régulièrement. En 1987, j'ai monté *Macbeth*. Je ne l'avais pas décidé, mais c'était un moment où jouer ne me suffisait plus, où j'avais envie de ne plus dépendre des metteurs en scène, où j'en avais assez de les dénigrer. J'ai voulu essayer de faire mieux. Au fond, je voulais me mettre en danger. J'ai toujours été très gâtée. Vivre avec un écrivain m'a démontré la vanité du jeu théâtral. Les gens qui écrivent, peignent, qui, réellement sont créateurs m'impressionnent. A côté, le travail d'acteur me paraît bien pauvre. Mais le plaisir des mises en scène est rare. Dès que j'en ai terminé une, je veux jouer de nouveau.

– Jouer *Mère Courage*, à votre âge et en français, c'est un double risque...

– Brecht a écrit *Mère Courage* pour Helen Weigel. Pour sa façon de parler, qui mêlait les dialectes du sud, d'Autriche et d'Augsbourg. Pour moi, avec mon accent pur prussien berlinois, ce texte me donne du mal. Les sonorités, les rythmes ne sont pas les miens. Bizarrement, je me sens plus proche du contenu, plus libre lorsque je le dis en français. Je ne peux pas juger de la traduction. Elle date des années 50, c'est celle de Geneviève Serreau et de Benno Besson. Il voulait la reprendre, mais Savary n'avait pas assez de temps. Ma fille Anna tient le rôle pour lequel ma mère avait été engagée au Berliner : Catherine la Muette. Je ne l'ai jamais poussée à devenir comédienne, au contraire, d'autant qu'elle possède un beau talent d'écriture. Seulement, elle vient souvent me voir travailler, elle s'est glissée dans l'histoire, alors je lui ai dit : d'accord, mais tu vas le faire sérieusement. Voilà, aujourd'hui, la boucle est bouclée. »

> « La chute du mur m'a fait mal. C'était comme si les premières vingt années de mon existence, la mort de ma mère, la naissance de ma fille, toute cette histoire d'un coup était niée, tournée en dérision »

Colette Godard

★ *Mère Courage*, de Brecht. Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, Paris-16e. Métro : Trocadéro. Tél. : 47-27-81-15. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Dimanche, à 15 heures. 110 F et 150 F. Jusqu'au 20 mai.

Le cabaret philosophique de l'Association notoire

Spectacle enjoué à La Villette pour une variation humoristique sur les lois de la stupidité humaine

**LES LOIS FONDAMENTALES DE LA STUPIDITÉ HUMAINE, de Carlo Maria Cipolla. Mise en scène : Thierry Bédard. Avec Sophie Edmond, Hélène Gailly, Sylvie Jobert, Marc Ernotte et Catherine Pavet (piano).
THÉÂTRE PARIS-VILLETTE, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mº Porte-de-Pantin. Tél. : 42-03-02-55. Du mardi au samedi, à 21 heures ; mercredi, à 19 h 30. De 65 F à 135 F. Jusqu'au 15 avril.**

Six panneaux électoraux en aluminium barrent la scène dans toute sa largeur. Ceux qui croiraient que le spectacle s'adresse seulement aux contemporains de l'historien et humoriste (ce qui est parfois un pléonasme) italien Carlo Maria Cipolla seront circonvenus par les lumières de Madjid Hakimi : du gris mat, le décor s'incendie de bleu, de blanc et de rouge. C'est bien aujourd'hui, en France, à un public français que s'adresse ce décorticage philosphico-drolatique que Cipolla a baptisé *Les Lois fondamentales de la stupidité humaine*. Le titre de l'ouvrage est précédé d'un *« allegro ma non troppo »* dont s'est inspiré le metteur en scène Thierry Bédard pour rythmer cette production atypique et terriblement réjouissante.

C'est un phénomène, Thierry Bédard, homme jeune qui a entrepris, il y a déjà six ans, de fonder une troupe de théâtre, l'Association notoire (« du latin notorius, *qui fait connaître* »), à seule fin de se servir de la scène comme d'une machine, souvent délirante, à réfléchir au langage. Après un premier cycle de « Pathologie verbale », l'Association notoire a entamé une seconde aventure, intitulée *Minima Moralia*, dont *Les Lois de la stupidité...* sont le quatrième avatar. Où l'on retrouve la « manière Bédard », c'est-à-dire une rage de s'emparer des codes habituels du discours public pour leur faire rendre l'âme et nous réconcilier du même coup avec la nôtre.

Les Lois fondamentales... ont donc la forme d'une conférence que mèneraient trois intervenants, plutôt bien mis. Mais cette conférence prendra très vite l'allure d'un cabaret, cabaret philosophique certes, mais cabaret tout de même, animé par un crooner (décavé), une prof d'histoire (dégingandée), et une sociologue (frustrée). Ils auront à peine le temps d'énoncer leurs distrayantes lois qu'ils seront devenus bêtes de scène, soumises aux aléas du théâtre – accidents, blessures, quiproquos, aux prises avec des accessoires récalcitrants et les mots à faire rire, à faire mal, de Cipolla.

Cinq lois sont offertes à notre méditation : la première cerne le nombre d'individus stupides en circulation dans la nature ; la seconde prouve que les personnes stupides se recrutent dans toutes les classes (d'âge ou sociales) ; la troisième permet de mieux définir la personne stupide : *« Quelqu'un qui cause des pertes à autrui sans en tirer aucun avantage pour lui-même »* ; la quatrième évalue son degré de nocivité ; la dernière dit clairement que les personnes stupides sont les plus dangereuses qui soient... Il n'y pas de mal à se faire du mal, c'est même plutôt bien, très bien même.

Olivier Schmitt

L'Europe en guerre selon Kleist

**LA BATAILLE D'ARMINIUS, de Heinrich von Kleist. Mise en scène Jean Jourdheuil. Avec Emmanuelle Grangé, Michel Kullmann, Marc Berman, Bernard Bloch, Patrick Condé...
THÉÂTRE NANTERRE-AMANDIERS, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. RER (+ navette gratuite) : Nanterre-Préfecture. Tél. : 46-14-70-00. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Dimanche, à 16 heures. 130 F (110 F, le jeudi).**

« Pourquoi n'y a-t-il personne pour envoyer une balle dans la tête de ce démon de l'univers ? », écrit Kleist. Il déteste Napoléon, comme il déteste tous les Français. En 1809, il pense que la Prusse ne peut être sauvée que par une alliance avec l'Autriche. Pour le faire savoir, il écrit une pièce. Il sait qu'il ne passera la censure qu'en travestissant ses grands hommes. Il a écrit : *« Ce serait affreux si ce tyran sanguinaire arrivait à fonder son empire. On songe à piller l'Europe pour enrichir la France. Ne sommes-nous pas comme des peuples asservis par les Romains ? »* Kleist va donc chercher son « alibi », à Rome. C'est un haut fait de l'histoire allemande : la défaite du Romain Varus par le Germain Arminius, l'an IX après Jésus-Christ. Napoléon sera Varus, la Prusse sera Arminius, et l'Autriche sera un prince allié d'Arminius : Marbod.

La pièce est très étrange. Arminius déclare à ses officiers qu'il se bat pour être vaincu, qu'il ne cherche pas la victoire mais la liberté dans la mort. Mais, en sous-main, il met au point tous les détails qui lui permettront de massacrer l'armée romaine. Kleist l'entoure de traîtres, d'espions, de lâches. Il ajoute, pour faire bon poids, un « légat de Rome », Ventidius, qui écoute aux portes et qui s'ingénie à séduire l'épouse d'Arminius, Thusnelda, à qui Kleist ne fait pas de cadeau : il la présente comme une parfaite idiote.

ENCOMBRANTE FORÊT

Arminius lui fait gober que les Romaines sont des monstresses, qui ont toutes des cheveux gras et des dents noires, et que les légionnaires romains ne sont venus là que pour scalper les blondes Germaines et leur arracher leurs dents blanches. Thusnelda décide aussitôt de se venger de Ventidius en l'attirant, la nuit, dans un parc : une ourse de la grande espèce, qui n'a rien mangé depuis des heures, ouvre les bras au séducteur et le dévore en moins de deux.

Kleist aime bien les scènes d'horreur. Il raconte qu'un soldat romain, voyant une Germaine qui venait d'accoucher, a *« brisé le crâne de l'enfant contre celui de la mère »*. Il raconte qu'un père, pas content de voir sa fille violée, la tue, puis découpe son corps en quinze morceaux (Kleist emprunte cela, il est vrai, à la Bible, chapitre XIX du *Livre des Rois*).

On ne sait jamais si Kleist prend feu et flamme ou s'il est pince-sans-rire. Au moment où il se pose en super-géant de la lutte contre l'empereur des Français, il fait des pieds et des mains pour obtenir l'exclusivité de la diffusion en Allemagne du Code napoléonien, afin de redresser la trésorerie de sa maison d'édition. Sa pièce *La Bataille d'Arminius*, belle, paradoxale, militariste, très déroutante par son humour sinistre, est un sommet du théâtre allemand. Loué soit Jean Jourdheuil de monter ce chef-d'œuvre, jamais joué en France. La mise en scène est aussi désaxée que la pièce, sinon plus.

Jourdheuil n'a pas pu s'empêcher de sauter à pieds joints dans une facilité qui propulse hélas ! les metteurs en scène au firmament du médiatique, et qui fiche les pièces par terre : le gigantisme du décor. Il est l'œuvre de Gilles Aillaud (mais les metteurs en scène sont toujours impliqués dans la dictature du décor).

La scène est entièrement plantée de troncs d'arbres, immenses. Cet entrelacs de cylindres, qui barre la perspective et confisque l'aire de jeu, ne cesse de monopoliser le regard tant les flots de lumière changeante le font vibrer et éblouir. Ce superbe décor a cent fois plus de présence et de charme, à lui seul, que les acteurs, que l'action, que tout ce qui peut s'immiscer timidement dans l'omnipotence du panorama. Et toutes les scènes qui ne sont viables que sur des tertres dégagés, ou dans des tentes closes, ou dans la rue d'une ville, deviennent inaccessibles dans cette encombrante forêt (tandis que, lorsqu'on joue devant des rideaux noirs, l'imagination du spectateur n'est jamais handicapée).

Dans ce trop-plein optique, Jourdheuil introduit ses maigres acteurs, Michel Kullmann (Arminius), Emmanuelle Grangé (Thusnelda), Marc Berman (Varus), Patrick Condé (Ventilius)... Comédiens d'excellente formation, à qui Jourdheuil impose un jeu décalé, une diction nunuche : restons sur la touche, mes enfants, surtout n'allons pas chercher la mêlée, c'est du théâtre, c'est de la comédie, et qui plus est, voyez-vous, c'est Kleist, ce malade, qui ne cesse de brouiller les pistes. Une soirée d'élite. Une fête pour les grands cérébraux. Un exercice de style, d'une exécution achevée. Trois grands acteurs sur un plateau nu, ç'eût été tellement plus Kleist, tellement plus fou, plus généreux, plus grand, plus beau !

Michel Cournot

DANS LES SALLES DE CONCERT

« LA CRÉATION » DE HAYDN

Yvonne Kenny (soprano), Anthony Rolfe-Johnson (ténor), Gérard Finley (baryton), Orchestre national et Chœur de Radio-France, Arnold Oestman (direction). Théâtre des Champs-Elysées, jeudi 2 mars, 20 h 30.

Les nombreux enregistrements d'opéras qu'Arnold Oestman a réalisés, en Suède, au théâtre de Drottningholm, joyau XVIIe épargné par les ravages du temps (et enregistrés pour L'Oiseau-Lyre), l'ont habitué aux instruments anciens. Voici le géant nordique face aux instrumentistes (ils ne sont que soixante) et aux choristes (la moitié des troupes seulement) de la Radio. Le compte y est, pas la familiarité avec ce répertoire. L'orchestre joue avec intrépidité le jeu de la transparence. Les instruments à vent, chargés de symboliser les éléments, les animaux, les astres, l'amour naissant, font assaut de pittoresque joyeux. Seule, la trompette solo n'est pas dans ses bons jours. Les cordes ne sont pas d'une justesse absolue mais le contraire fut un miracle dans cette esthétique « musique de chambre ». Les chœurs, à l'écriture savamment architecturée et souvent fuguée, sont d'habitude le maillon faible du plateau de *La Création*. Préparés par François Polgar, ils chantent ici franc et net. Gérard Finley, baryton-basse canadien, est fort jeune. Des graves solidement posés dans la poitrine lui permettent des nuances délicates, des inflexions recherchées. *Il donne le ton, l'entourage se met au diapason.* **A. Ry.**

FINE ARTS QUARTET

***Sérénade* de Wolf. *Quatuor op. 64 n° 6* de Haydn. *Premier Quatuor* de Schoenberg (dans la série des « Aventuriers » de Radio France). Conservatoire d'art dramatique, samedi 4 mars, 18 heures.**

Il existe depuis 1946. En cinquante ans, le Fine Arts Quartet a connu quatre seconds violons, quatre altistes, deux violoncellistes. Wolfgang Lauter, qui a rejoint les rangs en 1980, joue aujourd'hui dans les graves le *rôle de pilier* : coups d'archet impériaux, phrasés à l'écoute des moindres accents de la conversation des trois autres. En cinquante ans d'existence, ce quatuor de Chicago n'a pas perdu la tradition d'une sonorité soyeuse, d'une élocution fine, déliée, sans respirations. Cet art de l'arabesque sophistiquée convient particulièrement au *Premier Quatuor* de Schoenberg, trois quarts d'heure de contrepoint non-stop, plus entortillé que les cheveux de Mélisande. **A. Ry.**

TZIMON BARTO

***Sonate n° 53* de Haydn. Trois *Moments musicaux* de Schubert. *Etudes d'après Paganini* de Liszt. Salle Gaveau, mardi 7 mars, 20 h 30.**

Tzimon Barto entre en scène. Un géant, taillé comme un haltérophile. Il pose pourtant délicatement ses mains sur le piano. Sonorité pleine, brillante, phrasés chantournés, appuis rythmiques défaillants, nuances chichiteuses, tempos fluctuants : Haydn ne résiste pas à ce traitement. Les *Moments musicaux* de Schubert, encore moins. Est-il possible de prendre des tempos aussi lents, de forcer ainsi une musique si allante ? La douleur, toujours présente dans la musique de ce compositeur, n'a pas *besoin, pour être perçue, d'être soulignée. Le piano de Barto est voyeur.* Liszt devrait mieux lui convenir. Il y a quatre ans, le jeune pianiste américain avait joué de façon remarquable ses *Etudes transcendantes*. Ce soir, il a perdu de sa superbe. Sa technique est juste pour dominer les *Paganini*. Barto savonne les passages difficiles, joue raide avec une sonorité crissante. Sa *Campanella* semble fêlée. A l'entracte, on fuit. **A. Lo.**

Création mondiale de City Life du compositeur Steve Reich à Metz

L'Ensemble Inter Contemporain a réuni un large public dans la salle messine de l'Arsenal

Depuis qu'il a pris la tête de l'ensemble fondé par Pierre Boulez en 1976, le jeune chef américain David Robertson en a considérablement élargi le répertoire. Les musiciens parisiens jouent aujourd'hui Steve Reich. Après un concert à l'Arsenal de Metz, l'Ensemble Inter Contemporain présentera *City Life* à Paris, à la Cité de la Musique. La nouvelle pièce de Reich accompagnera la création française de *De Staat*, du compositeur hollandais Louis Andriessen.

STEVE REICH : *CITY LIFE*. Ensemble InterContemporain, David Robertson (direction). METZ, ARSENAL, mardi 7 mars, 20 h 30. A la Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19e (M^o Porte-de-Pantin), 20 heures, les 10 et 11. Avec *De Staat*, de Louis Andriessen. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

Il y a des années que Steve Reich ne joue plus avec les processus sonores, les déphasages, la stricte répétition de cellules rythmiques et mélodiques typiques des œuvres de ses premières années. Mais le qualificatif de « musicien minimal et répétitif » lui colle à la peau.

Sa dernière pièce, *City Life (Vie urbaine)*, créée à l'Arsenal de Metz, mardi 7 mars, contredit sans ambage cette réputation. Depuis le début des années 80, Steve Reich a d'ailleurs élargi le souffle injecté à ses compositions. L'architecture se dessine plus clairement, le sens mélodique et harmonique s'affirme. Un seul fragment de *Desert Music*, grande fresque pour chœur et orchestre (1982-1984), comparé à quelques minutes de *Music for 18 Musicians* (1976), fait entendre quelle a été l'évolution du musicien américain au tournant des années 80.

City Life, commande conjointe de l'Ensemble InterContemporain, de l'Ensemble Modern de Francfort et du London Sinfonietta, est une pièce de vingt-six minutes conçue pour un groupe instrumental très « reichien » : deux pianos, deux synthétiseurs, trois percussions accompagnés de six vents et d'un quatuor à cordes. A ceux-ci s'adjoint un dispositif électronique diffusant en temps réel des « objets trouvés » sonores aux couleurs urbaines (sifflets, sirènes, klaxons). Cette technique, développée à l'IRCAM, offre une souplesse incomparable aux instrumentistes et au chef, qui n'est plus lié au défilement implacable d'une bande magnétique.

City Life est bien dans la lignée d'une certaine tradition musicale américaine célébrant la ville. Déjà Charles Ives faisait sonner les composantes sonores de New York ou de l'Amérique profonde, comme Samuel Barber dans son *Knoxville* ou Gershwin dans un *Américain à Paris*. Les « objets trouvés » portés par Reich au sein de sa polyphonie sont d'une évocation poétique merveilleuse. Dans la quatrième partie de *City Life*, des battements de cœur se mêlent à des sirènes de bateaux : émotion de la séparation, pression des départs sans retour.

Il faut une oreille, un œil et une âme d'enfant pour aimer Steve Reich. Il faut aimer le long lai des développements sans limites, les voyages en train aux paysages invariables, les grands tableaux de Twombly où de simples inscriptions griffonnées s'ouvrent sur un monde secret, infini et abyssal. Il faut aussi un ensemble qui aime profondément cette musique. Depuis l'arrivée, en 1992, de David Robertson à la tête de l'Ensemble InterContemporain, le répertoire du groupe fondé par Pierre Boulez s'est considérablement élargi. Robertson ne répugne pas à diriger par ailleurs Donizetti ou Lalo, mais on devine que la majorité de ses musiciens ne « sentent » pas la musique pulsée de Reich, comme il ne sentaient pas – et le faisaient assez clairement voir sur leurs visages – la musique de John Adams, lors du concert monographique que consacrait le Festival d'automne au musicien américain, en 1993. Remarquables de précision et de lyrisme contenu dans le *Concerto Dumbarton Oaks* d'Igor Stravinsky ou le *Concerto pour violon* de Kurt Weill (avec l'excellente Jeanne-Marie Conquer en soliste), programmés en première partie de *City Life* à Metz, sont loin d'atteindre l'éclectique liberté du London Sinfonietta qui joue tout, de Ferneyhough à Michael Torke, avec un enthousiasme communicatif. Restent aussi à régler les équilibres entre l'électronique et les sons instrumentaux et à trouver le swing nécessaire. A ces quelques conditions, les concerts de la Cité de la Musique, à Paris, seront véritablement enthousiasmants.

Renaud Machart

Cinéma : la fiction à l'assaut du réel au Centre Pompidou

A l'OCCASION de la célébration du centenaire du cinéma, le festival Cinéma du réel consacre sa partie rétrospective, d'habitude réservée à une production nationale, aux films situés en marge aussi bien du documentaire que de la fiction. Assuré aujourd'hui avec éclat par Abbas Kiarostami, ce va-et-vient d'un côté à l'autre de la frontière a permis la naissance de quelques purs chefs-d'œuvre, réalisés par les plus grands cinéastes, de Luis Buñuel (*Terre sans pain*, 1932) à Ken Loach (*Regards et sourires*, 1980), en passant par Roberto Rossellini (*Mother India*, 1958), Ousmane Sembene (*Borrom saret-Le Charretier*, 1962) et Jacques Rivette (*L'Amour fou*, 1968). Cette volonté de parcourir « Cent ans de réel » en éprouvant « *l'expérience des limites* » ne traduit pas seulement le désir de composer pour la dix-septième édition du festival un générique prestigieux. Elle répond à l'évolution du documentaire telle qu'elle se dessine depuis que le genre se trouve confronté au déferlement des images télévisuelles.

« *Une des vocations du documentaire*, rappelle Suzette Glenadel, déléguée générale du festival, *a longtemps été de donner la parole à des gens qui en était privés. Aujourd'hui, la télévision entretient l'illusion que ces gens peuvent désormais s'exprimer. Alors qu'ils ne font jamais que participer à des jeux idiots ou livrer une part de leur vie intime.* » Produit dans des conditions rendues encore plus difficiles par le barrage dressé par les chaînes de télévision devant les films ne respectant pas les formatages imposés, le documentaire s'est également trouvé transformé par la souplesse des tournages en vidéo (95 % des cent soixante-dix films visionnés par les organisateurs pour la section « Panorama de la production française » étaient réalisés en vidéo).

L'illusion, entretenue par la technique, qu'il suffit de laisser tourner la caméra pour enregistrer le réel et réaliser ainsi un film qui fasse sens, a provoqué, par réaction, un désir des vrais créateurs de revenir à des principes de narration et de re-création du réel, expérimentés jadis aussi bien par Robert Flaherty et F. W. Murnau (*Tabou*, 1931) que, d'une manière différente, par Jean Eustache, lorsqu'il mit en place le double jeu de miroirs entre fiction et documentaire qu'est *Une sale histoire* (1977).

Un de ces principes tient à la confusion volontairement entretenue, ou dénoncée comme telle, entre acteur et personnage. Le dispositif mis en mouvement par Robert Kramer dans *Route One USA* (1989) répond à ce désir, auquel Jean Rouch donna également forme (*Moi, un Noir*, 1958) et qu'illustrait, *même si de manière moins* volontariste, le magnifique film de Lionel Rogosin *Come Back Africa* (1959).

CINÉMA NARRATIF

Pour décrire la condition des Noirs en Afrique du Sud, le cinéaste, qui sera présent à Paris le 15 mars, avait donné à ses interprètes, qui jouaient leur propre rôle, un canevas sur lequel ils pouvaient improviser et qui dessinait les grandes lignes de l'histoire qu'il souhaitait raconter. L'approche et la restitution du réel passent ensuite par une technique cinématographique (cadrages, montage, musiques) très élaborée, en contradiction avec des conditions de tournage extrêmement difficiles (le film a été réalisé clandestinement) et la brutalité des situations et des faits décrits.

Cette tendance à un retour vers des formes narratives héritées de la fiction n'est pas toujours aussi évidente dans la production actuelle, telle que les sections « Compétition » (31 films, dont 10 courts métrages) et « Panorama » permettent d'en dessiner les contours. Elle se devine pourtant aisément dans le remarquable film de Claire Simon *Coûte que coûte*, produit par Les Films d'ici et La Sept. Il décrit avec acuité et humour les insurmontables difficultés rencontrées par une petite entreprise de restauration (plats cuisinés à destination des grandes surfaces) installée, plutôt mal que bien, dans le Sud de la France. Derrière la débrouillardise, la rouerie et la complicité des quatre employés et de leur patron-copain, mais patron quand même, se profile une société gangrenée par le chômage, que la réalisatrice peint avec une lucidité et une tonicité qui dissipent toute inquiétude sur l'avenir du documentaire.

Pascal Mérigeau

★ Du 10 au 19 mars, au Centre Georges-Pompidou, et du 15 au 21 mars, au 14-Juillet Beaubourg, rue Rambuteau (3e). Tél. : 44-78-45-69 ou 44-78-44-21.

Quelles salles en 1998 ?

L'édition 1994 du Cinéma du réel, dont la partie « Rétrospective » était consacrée au documentaire italien, avait réuni un peu plus de treize mille spectateurs en neuf jours. Résultat légèrement en deçà de ceux enregistrés les années précédentes, mais qui prouve cependant qu'il est possible de faire vivre un festival cinématographique à Paris. Le caractère intimidant du Centre Georges-Pompidou et, surtout, le relatif anonymat qu'il impose à un événement de ce type limitent sans doute l'ambition de la manifestation, qui bénéficie d'un budget de plus de 3 millions de francs. La fermeture du Centre pour travaux, en 1997, oblige les organisateurs à prévoir dès à présent un autre lieu pour les éditions 1998 et 1999. Une contrainte qui pourrait se révéler féconde, si elle devait déboucher sur une multiplication des lieux de projection et des séances.

LES REPRISES

LE CIEL PEUT ATTENDRE

Film américain d'Ernst Lubitsch, avec Gene Tierney, Don Ameche, Charles Coburn, Marjorie Main, Laird Cregar. 1943. (1 h 52.) A partir du 8 mars (copies neuves), au Grand Action, 5, rue des Ecoles (5e). Tél. : 43-29-44-40. Et au *Mac-Mahon, 5, avenue Mac-Mahon* (17e). Tél. : 43-29-79-89.

La légende hollywoodienne prête à Ernst Lubitsch le talent d'un homme capable de retourner les situations les plus scabreuses à l'avantage de ceux qui auraient pu en être les victimes. *Le ciel peut attendre* est de ces films qui démontrent que la légende dit parfois vrai. Ce portrait d'un séducteur invétéré (Don Ameche), milliardaire de naissance et amoureux par vocation, pourrait bien, en effet, être celui de Lubitsch lui-même, qui a calligraphié avec une stupéfiante élégance cet hymne au plaisir, à la séduction, à l'amour et au cinéma. En retraçant une vie au fil de laquelle circonstances heureuses et événements tragiques se trouvent parfois associés au cœur d'un même plan, le cinéaste exprime son inébranlable confiance en l'être humain, au-delà de tout mensonge et de toute dissimulation. La maîtrise avec laquelle il conduit le spectateur par la main, en lui offrant de remplir lui-même les blancs laissés dans le récit, inspire le sentiment jubilatoire d'une intelligence partagée, ancrée dans la fascination exercée par l'éblouissante Gene Tierney. **P. M.**

VIVA ZAPATA !

Film américain d'Elia Kazan, avec Marlon Brando, Jean Peters, Anthony Quinn, Joseph Wiseman. 1952. (1 h 53.) A partir du 8 mars, au Reflet Médicis, 3, rue Champollion (5e). Tél. : 43-54-42-34.

Les dix dernières années de la vie d'Emiliano Zapata, de son émergence à la tête d'une révolte paysanne en 1909, à sa mort en 1919, dans un guet-apens tendu par l'armée fédérale, ont inspiré à Elia Kazan et John Steinbeck, *auteur du scénario*, un hymne à la révolution traversé d'interrogations aiguës sur la démocratie, le pouvoir et les débordements et perversions que suscite son exercice. Film dont la grande beauté plastique évoque à la fois les classiques du cinéma russe et la parfaite maîtrise de la production hollywoodienne, *Viva Zapata !* est porté par l'admirable composition de Marlon Brando, acteur favori du cinéaste. **P. M.**

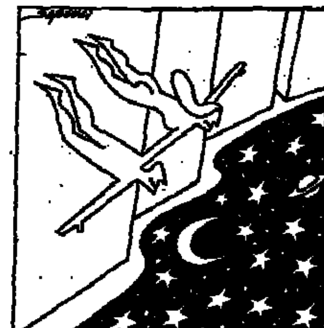
SOUDAIN, L'ÉTÉ DERNIER

Film américain de Joseph L. Mankiewicz, avec Elizabeth Taylor, Katharine Hepburn, Montgomery Clift, Mercedes McCambridge. 1959. (1 h 54.) *A partir du 8 mars, au Reflet Médicis*, 3, rue Champollion (5e). Tél. : 43-54-42-34.

Contrairement à ce que prétend le générique du film, Tennessee Williams n'a pas participé à l'adaptation de sa pièce, travail dont se chargèrent Gore Vidal et, surtout, Mankiewicz lui-même. Le dramaturge devait d'ailleurs se déclarer très mécontent d'un film qui traduit l'extraordinaire capacité de cannibalisation d'un cinéaste, adaptateur hors pair d'œuvres qu'il soumet, sans les dénaturer, à sa propre vision du monde. D'une pièce au symbolisme appuyé, sur la folie et la frustration, Mankiewicz a tiré une vertigineuse mise en abyme de la mémoire, la parole et le temps. Des conflits incessants qui opposèrent le cinéaste à Katharine Hepburn et des difficultés causées par l'état de santé de Montgomery Clift, il ne subsiste aucune trace qui ne serve le film, sublimé par la beauté et le talent d'Elizabeth Taylor, éblouissante notamment dans ses deux monologues, qualifiés d'« arias » par Mankiewicz. La résurgence des événements tragiques de « l'été dernier » est assurée par un extraordinaire tour de force cinématographique, qui associe à l'écran passé et présent, dans la lumière aveuglante de l'Espagne et le fracas de la mémoire reconquise. **P. M.**

Dimitri Chamblas et Boris Charmatz

Deux garçons avec l'avenir devant eux abordent la chorégraphie avec la simplicité de l'évidence



DEUX DANSEURS pas vraiment taillés dans des bâtons de sucette. Grands, athlétiques, Boris Charmatz et Dimitri Chamblas ont décidé de s'unir pour aborder la chorégraphie. Pour leur premier duo, *A bras-le-corps* (1994), ils choisissaient un carré, assez petit, autour duquel le public prenait place. Enfermés dans cet espace strict, ils optaient pour des déplacements très rapides, des prises de combat, attrapant l'espace, l'air et le corps de l'autre, avec l'excès de ceux qui veulent s'épuiser. Un très beau début où ils prenaient la mesure de leur désir. Aujourd'hui à Beaubourg, ils redonnent ce duo auquel ils ont ajouté un solo autour d'une statue de Toni Grand, afin, cette fois-ci, de tester les notions d'immobilité et d'abstraction : *Les Disparates*.

★ Centre Georges-Pompidou, rue et Mº Rambuteau. Du 9 au 12 mars. *A bras-le-corps*, à 18 h 30, et *Les Disparates*, à 20 h 30. Le dimanche à 16 heures et 18 h 30. Tarif atelier : 50 et 60 F.

UNE SOIRÉE A PARIS

Martha Argerich, Nelson Freire
Il reste encore quelques places pour le récital de piano le plus attendu de l'année. C'est sur les conseils d'Artur Rubinstein que Martha Argerich et Nelson Freire ont décidé de jouer le *Scherzo* de Saint-Saëns. Les deux Sud-Américains jouent ensemble depuis que, adolescents, ils se sont rencontrés par hasard sur un quai de gare.
Brahms : Variations sur un thème de Haydn. Rachmaninov : Suite nº 2. Liszt : Concerto pathétique. Saint-Saëns : Scherzo pour deux pianos op. 87. Ravel : La Valse. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, 8e. (Mº Miromesnil). 20 h 30, le 9. Tél. : 49-53-05-07. De 120 F à 330 F.

Belly, Cold Water Flat, Everclear
Quelques semaines après la venue de sa demi-soeur, Kristin Hersh, voici la belle Tanya Donelly menant Belly, groupe bruyamment mélodique. Quand le rock underground vise le haut des hit-parades.
Elysée Montmartre, 72, boulevard Rochechouart. Mº Anvers. 20 heures, le 9 mars. Tél. : 44-92-45-45. 120 F.

Neena Freelon
La chanteuse Neena Freelon a enregistré trois albums où son chant oscille entre fragilité contrôlée et envolées scats *in the tradition* à la manière des grandes anciennes. Elle sera, au Hot Brass, accompagnée d'un trio piano, basse, batterie, formule orchestrale qui lui convient le mieux.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 9 et 10 mars. Tél. : 42-00-14-14. Location Fnac. 100 F.

Liz McComb
A ses deux concerts à l'Opéra-Comique, initialement prévu les 9 et 10 mars, s'est rajoutée une troisième soirée qui témoigne du succès que rencontre la chanteuse Liz McComb, adepte d'un gospel-blues énergique et passionné. Il lui manque pourtant un groupe un peu moins bulldozer qui n'arrange rien lorsque la chanteuse oublie de nuancer son chant.
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart. Mº Richelieu-Drouot, 20 h 30, les 9, 10 et 11. Tél. : 42-86-88-83. Location FNAC. De 50 F à 350 F.

ARTS

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Mogens Andersen
Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon, Paris 8e. Mº Franklin-Roosevelt. Tél. : 42-99-16-16. De 10 h 30 à 19 h 15. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 avril.

Barcelone, architectures de l'exubérance
Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot, Paris-16e. Mº Iéna. Tél. : 40-70-01-65. De 13 heures à 18 heures ; samedi de 11 heures à 17 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.

Carthage, l'histoire, sa trace et son écho
Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 2 juillet. 40 F.

Luigi Mainolfi
Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne, Paris 7e. Mº Varenne. Tél. : 44-39-49-39. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 14 avril.
Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 43-54-10-98. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 avril.

Micromégas
American Center, 51, rue de Bercy, Paris 12e. Mº Bercy ; bus : 24, 62, 87. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 4 juin.

PARIS

Accrochage des collections photographiques de Brassaï
Centre Georges-Pompidou, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 24 avril.

Aguayo, Amado, Barthélemy, Bissière, Ceccarelli, Dubuffet, Asger Jorn
Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6e. (Mº Odéon). Tél. : 43-26-22-32. De 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche, lundi. Jusqu'au 18 mars.

Jean-Michel Alberola, Matthew Barney, Marc Newson
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. Mº Raspail. Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 avril.

Art Spiegelman : Maus, un survivant raconte
Fondation nationale des arts, hôtel Salomon-de-Rotschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Mº Etoile, George-V, Ternes ; bus : 22, 43, 52, 83, 93. Tél. : 45-63-59-02. De 11 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 avril. 20 F.

Sylvie Blocher
Musée d'Art et d'Histoire, chapelle du carmel, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis (93). Tél. : 42-43-05-10. De 14 heures à 20 heures. Jusqu'au 19 mars.

Louise Bourgeois
Bibliothèque nationale, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne, Paris 2e. Mº Palais-Royal et Bourse. Bus 20, 29, 39, 48, 65. Tél. : 47-03-81-12. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 1er avril. 22 F.
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 avril.
Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 10 avril.

Geneviève Claisse
Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain, Paris 7e. Mº Rue-du-Bac. Tél. : 42-22-77-57. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 21 mars.

Philippe Cognée
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville). Tél. : 42-78-11-71. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 avril.

La Collection africaine d'Alberto Magnelli
Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 10 avril.

Couleurs de Tunisie : vingt-cinq siècles de céramiques
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mº Jussieu, Cardinal-Lemoine, Sully-Morland. Tél. : 40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 26 mars. 25 F.

De Delacroix à Matisse
Galerie Schmit, 396, rue Saint-Honoré, Paris 1er. Mº Concorde. Tél. : 42-60-36-36. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 13 avril.

Marco Del Re, Chillida
Galerie Maeght, hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Merri, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-43-44. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 18 mars.

André Derain
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mº Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 40-70-11-10. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mars. 40 F.

Dogon
Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris 16e. Mº Victor-Hugo. Tél. : 45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 avril. 20 F, gratuit le mercredi.

Double mixte
Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1er. Mº Concorde. Tél. : 42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 17 avril. 35 F.

Yvette Guilbert
Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2e. Mº Bourse, Palais-Royal, Quatre-Septembre, bus 39, 48, 67, 74, 85. Tél. : 47-03-81-10. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 1er avril. 22 F, 35 F billet jumelé avec l'exposition Louise Bourgeois, estampes.

Herzog & de Meuron
Centre Georges-Pompidou, galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 mai.

Japon, saveurs et sérénité
Musée Cernuschi, 7, avenue Vélasquez, Paris 8e. Mº Monceau, Villiers, bus 30, 94. Tél. : 45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 15 mai. 27 F.

Joël Kermarrec
Galerie Claude Lemand, 16, rue Littré, Paris 6e. Mº Montparnasse-Bienvenue. Tél. : 45-49-26-95. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.

Dominique Labauvie
Bibliothèque Louis-Aragon, 14, rue Waldeck-Rousseau, Choisy-le-Roi (94). Tél. : 48-53-11-77. Mercredi de 9 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 17 heures ; mardi, jeudi et vendredi de 13 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 mars.

Catherine Lee
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 avril.
Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris 11e. Mº Bastille. Tél. : 47-00-10-94. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 mars.

Marcel Mariën 1920-1993
Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4e. Mº Rambuteau, Châtelet-Les Halles. Tél. : 42-71-26-16. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril.

Migrateurs : Gabriel Orozco
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mº Alma-Marceau. Tél. : 40-70-11-10. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mars.

Alphonse Mucha 1860-1939
Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16e. Mº Trocadéro, Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 mars.

Tony Oursler
Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 48-87-60-81. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 4 avril.

Florence Paradeis
Galerie des Archives, 4, impasse Beaubourg, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 42-78-05-77. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1er avril.

Peintures italiennes du Musée des beaux-arts de Nantes
Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6e. Mº Luxembourg. Tél. : 42-34-25-95. De 11 heures à 18 heures ; jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 avril. 31 F, mardi : 21 F.

Hirsch Perlman, Daniel Walravens
Galerie Claire Burrus, premier étage, 16, rue de Lappe, Paris 11e. Mº Bastille. Tél. : 43-55-36-90. De 14 heures a 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche, lundi. Jusqu'au 1er avril.

Robert Rauschenberg
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 22 mars.

Rodin, Whistler et la muse
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mº Varenne, RER Invalides, bus 28, 49, 69, 82, 92. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. A partir du 1er avril jusqu'à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 27 F billet jumelé avec la visite du musée.

Andrea Rostasy
Galerie Alain Gutharc, 47, rue de Lappe, Paris 11e. Mº Bastille. Tél. : 47-00-32-10. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 18 mars.

Julian Schnabel
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mº Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 mars.

Gérard Tisserand
Galerie Vallois, 36-38, rue de Seine, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 43-29-51-15. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; lundi de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 2 avril.

Jan Voss : face-à-face
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mº Miromesnil. Tél. : 45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 18 mars.

Whistler 1834-1903
Musée d'Orsay, place Henry-de-Montherland, quai Anatole-France, Paris 7e. Mº Solferino. Tél. : 40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; jeudi nocturne jusqu'à 21 h 45 ; dimanche à partir de 9 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 36 F, dimanche : 24 F. Billet jumelé avec visite du musée : 55 F.

Robert Wlérick
Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15e. Mº Montparnasse-Bienvenüe, Falguière. Tél. : 45-48-67-27. De 10 heures à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai. 27 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivités et des reprises

NOUVEAUX FILMS

L'APPÂT
Film français de Bertrand Tavernier, avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel (1 h 55).
Interdit – 12 ans.
Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, handicapés, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, handicapés, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

L'ÉMIGRÉ
Film égyptien de Youssef Chahine, avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud Hémida, Khaled El Nabaoui, Safia El Emary (2 h 08).
VO : Gaumont les Halles, handicapés, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

JLG, JLG
Film français de Jean-Luc Godard, avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin (1 h 20).
La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

LUDWIG VAN B.
Film américain de Bernard Rose, avec Gary Oldman, Jeroen Krabbe, Johanna Ter Steege, Valeria Golino, Isabella Rossellini, Marco Hofschneider (2 h 01).
VO : Forum Orient Express, handicapés, dolby, 1er (36-65-70-67) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Montparnasse, handicapés, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, handicapés, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

PHANTASM 3
Film américain de Don Coscarelli, avec Angus Scrimm, A. Michael Baldwin, Reggie Bannister (1 h 38).
Interdit – 16 ans.
VO : Brady, 10e (47-70-08-86) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; réservation : 40-30-20-10).

SÉLECTION

À CRAN
Film français de Solange Martin, avec Clémentine Célarié, Bruno Todeschini, Sotigui Kouyaté, Andrée Damant, Asil Raïs (1 h 22).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L'ANTRE DE LA FOLIE
Film américain de John Carpenter, avec Sam Neill, Julie Carmen, Jurgen Prochnow, Charlton Heston, David Warner, John Glover (1 h 35).
Interdit – 12 ans.
VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (36-65-70-67) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).

AU TRAVERS DES OLIVIERS
Film iranien d'Abbas Kiarostami, avec Hossein Rezai, Mohamad Ali Keshavarz, Farhad Kheradmand, Zarifeh Shiva, Tahereh Ladania, Mahbanou Darabin (1 h 43).
VO : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G.-de-Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

BARCELONA
Film américain de Whit Stillman, avec Taylor Nichols, Chris Eigeman, Tushka Bergen, Mira Sorvino (1 h 43).
VO : Reflet Médicis I, handicapés, 5e (43-54-42-34).

LA CASSETTE
Film portugais de Manoel de Oliveira, avec Luis Miguel Cintra, Beatriz Bartada, Diogo Doria, Isabel Ruth, Filipe Cochofel, Sonia Alves (1 h 40).
VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

COUPS DE FEU SUR BROADWAY
Film américain de Woody Allen, avec John Cusack, Chazz Palminteri, Dianne Wiest, Jennifer Tilly, Rob Reiner, Tracey Ullman (1 h 39).
VO : 14-Juillet Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (36-68-69-23) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Triomphe, handicapés, dolby, 8e (36-68-45-47) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04).

DÉLITS FLAGRANTS
Film français de Raymond Depardon, (1 h 45).
Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

L'ENFANT LION
Film français de Patrick Grandperret, avec Mathurin Zinze, Sophie-Véronique Toue Tagbe, Souleyman Koly, Were Were Liking, Salif Keita, Jean-René de Fleurieu (1 h 26).
Grand Pavois, dolby, 15e (45-54-46-85 ; réservation : 40-30-20-10).

LES ÉVADÉS
Film américain de Frank Darabont, avec Tim Robbins, Morgan Freeman, Bob Gunton, William Sadler, Clancy Brown, Gil Bellows (2 h 20).
VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (36-65-70-67) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; BienvenDe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22).

LE JARDIN DE L'EDEN
Film canadien-mexicain de Maria Novaro, avec Renée Coleman, Bruno Bichir, Gabriela Roel, Rosario Sagrav, Alan Giangherotti, Ana Ofelia Murguia (1 h 44).
VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

JOUR DE FÊTE
Film français de Jacques Tati, avec Jacques Tati, Guy Decomble, Paul Frankeur, Santa Relli, Maine Vallée, Roger Rafal, couleur et noir et blanc (1 h 10).
Reflet Médicis II, handicapés, 5e (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47).

LOIN DE LA MAISON
Film américain de Phillip Borsos, avec Jesse Bradford, Dakotah le chien labrador, Bruce Davison, Mimi Rogers, Tom Bower, Joel Palmer (1 h 20).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Mistral, handicapés, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).

LOU N'A PAS DIT NON
Film franco-suisse d'Anne-Marie Mieville, avec Marie Bunel, Manuel Blanc, Caroline Micla, Geneviève Pasquier, Métilde Weyergans, Harry Cleven (1 h 20).
Studio des Ursulines, handicapés, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10).

NELL
Film américain de Michael Apted, avec Jodie Foster, Liam Neeson, Natasha Richardson, Richard Libertini, Nick Searcy, Robin Mullins (1 h 55).
VO : 14-Juillet Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (36-68-69-23) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LE NOUVEAU MONDE
Film français d'Alain Corneau, avec Nicolas Chatel, Sarah Grappin, James Gandolfini, Alicia Silverstone, Guy Marchand, Sylvie Granotier (2 h 05).
UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04).

OUBLIE-MOI
Film français de Noémie Lvovsky, avec Valéria Bruni-Tedeschi, Emmanuelle Devos, Laurent Grévill (1 h 35).
Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

PRET-À-PORTER
Film américain de Robert Altman, avec Marcello Mastroianni, Sophia Loren, Jean-Pierre Cassel, Kim Basinger, Chiara Mastroianni, Stephen Rea (2 h 12).
VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, handicapés, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56).
VF : Gaumont Opéra Impérial, handicapés, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, handicapés, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22).

QUIZ SHOW
Film américain de Robert Redford, avec John Turturro, Rob Morrow, Ralph Fiennes, David Paymer, Paul Scofield (2 h 10).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

RICHARD AU PAYS DES LIVRES MAGIQUES
Dessin animé américain de Joe Johnston, Maurice Hunt, (1 h 15).
VF : Forum Orient Express, handicapés, 1er (36-65-70-67) ; Rex, handicapés, dolby, 2e (36-68-70-23) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LE ROI LION
Dessin animé américain de Roger Allers et Rob Minkoff (1 h 30).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), dolby, 8e (36-68-75-55) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; Denfert, handicapés, 14e (43-21-41-01) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Grand Pavois, dolby, 15e (45-54-46-85 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).

LA VIE EST IMMENSE ET PLEINE DE DANGERS
Film français de Denis Gheerbrant, avec Institut Curie (1 h 20).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Studio des Ursulines, handicapés, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10).

REPRISES

LA BLONDE OU LA ROUSSE
Film américain de George Sidney, avec Rita Hayworth, Frank Sinatra, Kim Novak, 1957 (1 h 51).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, handicapés, 5e (43-54-51-60).

LE CIEL PEUT ATTENDRE
Film américain d'Ernst Lubitsch, avec Gene Tierney, Don Ameche, Charles Coburn, Louis Calhern, Marjorie Main, Laird Cregar, 1943 (1 h 52).
VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

LA SCANDALEUSE DE BERLIN
Film américain de Billy Wilder, avec Marlène Dietrich, Jean Arthur, John Lund, Millard Mitchell, Peter von Zernech, 1948, noir et blanc (1 h 55).
VO : Action Christine, handicapés, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER
Film américan de Joseph L. Mankiewicz, avec Elizabeth Taylor, Katharine Hepburn, Montgomery Clift, Albert Dekker, Mercedes McCambridge, Gary Raymond, 1959, noir et blanc, copie neuve (1 h 54).
VO : Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

VIVA ZAPATA
Film américain d'Elia Kazan, avec Marlon Brando, Jean Peters, Anthony Quinn, 1952 (1 h 55).
VO : Reflet Médicis I, handicapés, 5e (43-54-42-34).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

La saison cycliste débute sur France-Télévision

LES CHAÎNES du service public ont choisi, cette année encore, d'offrir aux amateurs de courses cyclistes de nombreuses retransmissions d'épreuves. La saison débute réellement avec la première course par étapes qui traverse l'Hexagone. Paris-Nice compte des fidèles dans les pelotons et les voitures suiveuses, mais aussi chez les téléspectateurs. A ces derniers France 3 a déjà offert quelques images, dimanche 5 mars, de l'arrivée de la première étape. *Dimanche 12 mars, la chaîne récidive* en proposant une retransmission de la seule étape chronométrée. De *15 h 55 à 16 h 30, l'ascension* du col d'Eze permettra de suivre les duels entre les sprinters italiens et les espoirs français. La veille, France 2 offrira des images de l'arrivée de l'étape de Mandelieu-la-Napoule.

Après Paris-Nice, les autres rendez-vous cyclistes sur France Télévision sont prévus sur France 2 à l'occasion de Milan-San Remo, samedi 18 mars à 17 h 30 ; puis lors du Critérium international de la route les 25 et 26 mars. Ensuite viendra le tour de la célèbre course Paris-Roubaix qui doit être diffusée, dimanche 9 avril en direct, sur France 3.

■ **SÉRIE : « Hartley cœurs à vif », le feuilleton australien** *diffusé* le samedi à 18 heures sur France 2, sera rediffusé le mercredi à 15 h 15, à *partir du 22 mars, à la place de la série américaine* « Viper ». A cette date, France 2 proposera le cinquième épisode de « Hartley cœurs à vif », déjà diffusé le samedi 11 février ; ensuite, la chaîne doit programmer, le mercredi, l'épisode diffusé le samedi précédent. Ces changements de programmation font suite aux bons résultats d'audience enregistrés par la série, passée de 12,2 % de parts de marché le 18 février à 12,6 % le 25 février et à 15,5 % le 3 mars.

■ **RÉCOMPENSE : la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD)** a décidé de créer un Prix du meilleur feuilleton radiophonique. Ce prix sera décerné lors du concours radiophonique organisé par l'association arlésienne Phonurgia Nova. Le concours est ouvert à *tous les auteurs du 21 mars au 15 juin. Le palmarès sera pro*clamé le 19 juillet à l'occasion de la 10e Université d'été de la radio. *Le lauréat recevra un chèque de 25 000 francs, et son projet* sera *financé*, produit et diffusé par des radios francophones. (Phonurgia Nova, 23, rue de la Madeleine 13200 Arles. Tél. : 90-93-79-79).

■ **ALLEMAGNE : Viva 2, chaîne musicale allemande destinée aux plus de 24 ans,** sera lancée mardi 21 mars sur le câble en Allemagne et par satellite a annoncé le groupe Viva Fernsehen GmbH. Cette chaîne, sœur jumelle de Viva 1, dédiée aux 14-25 ans, proposera des programmes axés sur le rock et la musique pop. Viva 2 sera d'abord diffusée sur le câble en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, avant d'être reprise progressivement par les autres réseaux câblés. L'actionnariat des deux chaînes est composé de groupes d'édition musicale, dont Thorn Emi, Sony, Polygram et Warner Music. Viva 2 sera directement en concurrence avec Video Hits One (VH1), du groupe américain Viacom, qui est une déclinaison « adulte » de la chaîne musicale MTV et qui vise aussi les plus de 25 ans.

Arte aide à découvrir le paysage

De petits documentaires de Jean-Loïc Portron permettent de suivre l'évolution des campagnes et des villes et de voir comment les hommes ont aménagé leur environnement

AU DÉPART, un paysage, banal ou connu, un fleuve et une commune encaissés entre des collines couvertes de vignes, des champs que divise une route désespérément droite, un échangeur entre ville et banlieue... C'est austère, plus qu'austère, ce n'est même pas nécessairement beau. C'est une image, un peu comme ces vieilles cartes postales devenues difficiles à vendre, sans angle et sans point de vue, qui ne montrent que ce qui est. Mais voilà, *derrière l'ordinaire de cette* image, derrière tout « paysage » quel qu'il soit, il y a une histoire, et c'est le pari de Jean-Loïc Portron que de nous la raconter.

Tel Sherlock Holmes amassant ses indices à partir de presque rien (du moins le croit-on), l'auteur creuse, fore. Pourquoi un champs triangulaire et aussi vert, pourquoi ces terrasses, cette pente, ce pont, cette ruine au fond, et ce paquet de maisons ? Soudain tout *s'anime, prend vie, prend sens.* Car derrière chaque détail, même infime, l'homme est là. Le paysage révèle son action. Il en dit long sur l'évolution ou la transformation d'une société, de son économie, de ses modes de vie... Le paysage comme formidable machine à remonter le temps.

On l'avait tout de suite remarquée quand elle avait été diffusée pour la première fois à l'automne 1993. C'était une petite série, cinq émissions de vingt-six minutes, montrées discrètement. Chacune était *si stricte, si* classique apparemment dans la forme, dans le commentaire sur l'image, qu'on risquait de pas dépasser les premières minutes. Mais quelle *récompense pour ceux qui franchissaient* le cap !

Extraordinaire sentiment de découvrir une démarche singulière, de passer brusquement du visible à l'invisible, d'avancer dans l'épaisseur sociologique d'un territoire, de son histoire unique. Ceux-là seront contents. Jean-Loïc Portron récidive, et Arte non seulement rediffuse deux anciens numéros (Bierre-les-Semur, *dans le* département de la Côte-d'Or ; Treis-Karden, en Allemagne), mais en montre deux nouveaux (Etretat, en Seine-Maritime ; Carchuna, en Andalousie). Même méthode, même parti pris.

Jean-Loïc Portron est historien de formation. Il a commencé de s'ouvrir au cinéma quand il a rencontré Jean Rouch. L'idée d'explorer à fond un paysage remonte à loin. A l'origine de cette passion, le *plaisir de marcher et d'observer* bien sûr, mais aussi l'historien Robert Mandrou, qui conseillait de *« bien regarder la terre, qui porte les cicatrices de toutes les blessures que l'homme lui a infligées »*, et peut-être *« le joli livre écrit par un géographe en 1938 » [Petit guide à l'usage du voyageur actif*, de Pierre Deffontaines], incitant les Français en vacances à aller au-delà de la vision superficielle des paysages traversés à pied ou à bicyclette.

Jean-Loïc Portron met sur pied son concept, qu'il montre à *Jacques Bidou (JBA Production),* qui lui-même le présente à Claude Guisard (INA) et à Thierry Garrel *(La Sept/Arte). Tous trois saisissent* aussitôt l'intérêt du dispositif, le parti qu'on peut *en tirer. Ils s'en*gagent, mais l'aventure prendra du temps. « Paysages » est le résultat d'un long travail de collaboration, d'un vrai dialogue entre l'auteur, les trois producteurs, le réalisateur Pierre Zucca (pour certains numéros) et un atelier spécialement constitué pour l'occasion, comprenant *géographes, ethnologues* et sociologues.

> « C'est un peu comme le théâtre classique. Il y a ce cadre limité à partir duquel on explore, on découvre, mais il ne faut pas déborder. »

Jacques Bidou aime le côté *« objet simple »* dont *« on tire le sel »*. Pour Claude Guisard, « Paysages » fait partie de ces *« rares émissions à aborder différemment un contenu »*, comme « Palettes », d'Alain Jaubert, « Les Enthousiastes », de Jean Frappat, ou « Les Leçons de musique de Mildred Clary ». La pureté du concept l'enthousiasme, la *« ligne dramaturgique »*. « *C'est un peu comme le théâtre classique avec les trois unités*, dit-il. *Il y a ce cadre limité à partir duquel on explore, on découvre, mais il ne faut pas déborder. Toutes les informations ont à voir avec le paysage en question, pas au-delà.* »

La collection doit beaucoup à l'obstination de Thierry Garrel, emballé par le principe strict, très cohérent et *« l'idée d'une énigme cachée derrière l'apparente banalité »*. Il a su donner du temps à Jean-Loïc Portron. Chaque paysage fait l'objet d'un travail préalable. Les lieux sont choisis en fonction de plusieurs critères. Il faut d'abord disposer d'énormément d'informations. Proposer ensuite une lecture minutieuse de paysages différents.

Comment se sont formées les campagnes et les villes ? D'où viennent leur richesse et leur diversité ? Comment les hommes ont-ils *aménagé leur environnement ?* Il faut partir de ce que l'on voit et passer progressivement dans ce qu'on ne voit pas, la mémoire. Jean-Loïc Portron utilise tout ce qui peut l'aider, photos, croquis, vues aériennes, moyens vidéographiques. Comment ne pas être indigeste ? L'auteur essaye parfois d'arrondir les angles, de poétiser. Ça ne marche pas. *« Plus c'est rigoureux, plus c'est tranchant, mieux c'est »*, constate-t-il. « Paysages » ou l'esthétique de l'austérité.

Catherine Humblot

★ *Arte : « Paysages », vendredi* **10 mars à 19 h 30.**

JEUDI 9 MARS 1995

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Santa Barbara.
16.10 Série : Le Miel et les Abeilles.
16.40 Club Dorothée.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 *Sport : Patinage artistique.* Championnat du monde à Birmingham. Programme original danse.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 23.55).
19.50 Le Bébête Show (et 0.45).
20.00 Journal.
20.15 Face à la Une. Invité : Nicolas Sarkozy.
20.40 Tiercé, la Minute *hippique et Météo.*
20.55 Téléfilm : Commissaire Moulin. Larmes blanches.
22.20 Magazine : Scènes de ménage. *Les hommes sont-ils des lâches ?* Invités : Paul-Loup Sulitzer, Sapho, Jean Edern Hallier.
23.30 Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Jean Syrota, PDG de la COGEMA.
0.50 Journal et Météo.
1.00 *Programmes de nuit.* Mesaventures ; 1.25, Histoires naturelles (et 3.10, 5.05) ; 2.20, Histoire de la vie ; 4.10, Intrigues ; 4.30, Musique.

FRANCE 2

13.50 Série : Inspecteur Derrick.
14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Tiercé à Saint-Cloud.
16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.05).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Seconde B.
17.45 Série : Cooper et nous.
18.15 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : *Que le meilleur gagne* (et 4.00).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.20).
19.59 Journal.
20.25 Carnet de campagne. Invité : Philippe Séguin.
21.00 Météo et Point route.
21.10 Magazine : Envoyé spécial. Les Enfants disparus ; Les Portes de l'enfer. *Des milliers d'enfants sont portés disparus aux Etats-Unis. Des milliers de personnes descendent jour et nuit dans les mines sibérienne pour en extraire du plutonium.*
22.55 Cinéma : Les hommes préfèrent les blondes. ■■■ Film américain de Howard Hawks (1953).
0.30 Journal, Météo, *Journal des courses.*
0.57 Le Cercle de minuit. Invités : Frédérick Wiseman ; Youssef Chahine ; Claire Simon ; Bertrand Tavernier.
2.50 Programmes de nuit. Bas les masques (rediff.) ; 4.30, *24 heures d'info ; 4.55, Histoire* d'en parler ; 5.40, Dessin animé.

FRANCE 3

13.05 ▶ Jeu : Presse-citron.
13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.45 Série : La croisière s'amuse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Les Minikeums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 *Un livre, un jour.* *La France des années 30*, d'Eugen Weber.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région. Invitée : *Arlette Laguiller.*
20.10 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.
20.55 *Sport : Patinage artistique.* En direct de Birmingham. Championnat du monde : libre messieurs.
23.35 Météo et Journal.
0.05 Magazine : L'Heure du golf.
0.35 Documentaire : Mémoires du XXe siècle. David Rousset (1).
1.30 Musique Graffiti (*15 min*).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
17.00 Variétés : Hit Machine. Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 *Six minutes première édition.*
19.00 Série : Loïs et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
19.54 *Six minutes d'informations,* Météo.
20.00 Série : Madame et sa fille.
20.35 Magazine : Passé simple. 1945 : Patton fonce sur Berlin. *Grand chef de guerre, mais aussi général indiscipliné, parfois incontrôlable, à la limite de la mégalomanie, le général Patton demeure une des grandes figures (controversées) de la seconde guerre mondiale.*
20.50 Cinéma : Subway. ■ Film français de Luc Besson (1985).
22.35 Cinéma : Pulsions homicides. ■ Film américain de Graham Baker (1984).
0.10 Documentaire : Altman *et les quarante vedettes.* Dans les coulisses du film *Prêt-à-porter*.
2.30 Rediffusions. Jazz 6 ; 3.25, Sports et découverte (7) ; 4.20, Concert Vox Office ; 5.00, Culture pub.

CANAL +

13.35 Cinéma : Quatre New-Yorkaises. ■ Film américain de Beeban Kidron (1992).
15.30 Documentaire : Les Crocodiles, seigneurs du Kirawira. De Mark Deeble et Victoria Stone.
16.20 Cinéma : Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. ■ Film français de Jean Yanne (1972).
18.00 Canaille peluche. Droopy détective.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Cachao, chanteur de salsa.
19.20 Magazine : Zérorama.
19.55 Les Guignols.
20.15 Sport : Football. *En direct. Nice-Lyon, match de* 29e journée du Championnat de France de D1, 20.30 coup d'envoi.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Les Marmottes. ■ Film français d'Elie Chouraqui (1993).
0.15 Cinéma : Sidekicks. □ Film américain d'Aaron Norris (1992, v.o.).
1.55 Documentaire : National Geographic. Merveilles des Caraïbes, d'Howard et Michelle Hall.
2.45 Surprises (15 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi.
14.00 Magazine : L'Esprit du sport. Invité : Patrick Baudry.
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) ; Inventer demain ; Allô la Terre (rediff.) ; Ma souris bien-aimée (rediff.) ; L'Œuf de Colomb (rediff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Langues : espagnol et anglais.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Neuschwanstein.
18.30 Le Monde des animaux. L'univers des sens : la notion du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Une histoire d'amour à Sarajevo.
19.30 Documentaire : Le Triangle de la mort. De Jerzy Sladkowski. *Katowice, Gliewice, Beuthen. Dans ces trois villes industrielles, l'espérance de vie est inférieure de vingt ans au reste de la Pologne.*
20.30 8 1/2 Journal.
***20.40 Soirée thématique :* Candidats en campagne.** Soirée proposée par Christoph Jörg et Vivien Marx.
20.41 ▶ Documentaire : Votez pour moi. D'Hervé Brusini et Olivier d'Angely.
21.35 Documentaire : The War Room. De Don Alan Pennebaker et Chris Hegedus. *Un documentaire aux allures de thriller sur la campagne présidentielle de Bill Clinton. Pannebaker a fait partie d'un groupe spécialisé dans le « cinéma vérité ».*
23.10 Documentaire : Bienvenue, Monsieur le ministre. De Pierre Carles. *Une enquête sur les médias en campagne électorale. Pierre Carles suit la pré-campagne d'Alain Juppé à Bordeaux.*
23.35 *Documentaire :* Savoir perdre. D'Ernst-August Zurborn. *Ce moment où un mandat est perdu. Le mécanisme de l'alternance du pouvoir dans un contexte démocratique. Images d'archives, interviews.*
0.05 Documentaire : Viva l'Italia. De Leonardo Di Costanzo. *Mars 1994 en Italie. Comment les comités de Forza Italia donnèrent la victoire à Silvio Berlusconi.*
1.05 Documentaire : Le Chant de la nuit. La vie et l'œuvre de Karol Szymanowski, de Peter Maniura (rediff.).
2.10 *Rencontre.* Dialogue entre Catherine d'Estivelle et J.-P. Rampal (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Presse hebdo. 19.05 Paris lumières. 19.30 *Journal de la TSR. En direct.* 20.00 Moi vouloir toi. □ Film français de Patrick Dewolf (1985). 21.30 30 millions d'amis. Rediff. de TF 1 du 25 février. 21.55 Météo des cinq continents. *22.00 Journal de France 2.* Edition de 20 heures. 22.40 La Marche du siècle. Rediff. de France 3 du 15 février. Maladie d'Alzheimer. 0.15 Tell Quel. Prof battu : une école en état de choc. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.15 Les Automates vivants. *De Gerald Calderon. 20.05 BD : A suivre.* De Christophe Heili. 20.35 Force brute. De Robert Kirk (29/52). Chars d'assaut. 21.25 Louisiana Blues. De Jean-Pierre Bruneau et José Reynes. 22.20 Le Silence et la Peur. De *Léon Desclozeaux. 23.20 Le Tailleur de* sons, Yann Paranthoën. De Thierry Compain. 0.15 Animaux de toutes les Russies. De Gerald Calderon et Jean-Claude Cuttoli (2/4). Le Grand Hiver russe (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 *Tout Paris (et 20.30, 0.55).* 19.45 Archives. 20.00 Ecran total (et 22.50). 21.00 Tous en scène. ■■ Film américain de Vincente Minnelli (1953, v.o.). 23.20 Concert internationalde Prague. Enregistré au Vladislav Hall en juin 1994. L'Orchestre symphonique de Prague, sous la dir. de Sir Georg Solti. Solistes : Murray Perahia (piano), Gabriela Benackova (soprano).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino C'est comme moi ; 18.00, Monsieur Bogus ; 18.20, Tip top clip ; *18.25, Sébastien parmi les hommes ;* 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Trafic. ■■ Film français de Jacques Tati (1971). 21.40 Quatre en un. 22.05 Chronique du front. 22.10 Pure Country. ■ Film américain de *Christopher Cain (1992, v.o.). 0.05 Souve*nir. Top à Gérard Lenorman. Variétés. Diffusé pour la première fois, le 20 octobre 1973. (65 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Super Jaimie. *20.00 Série : L'Odyssée imaginaire.* 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 Série : Salut champion (et 0.10). 21.40 Série : Berlin antigang. 22.30 Série : Code Quantum. Au nom du père. 23.20 Série : Equalizer. 0.05 Le Club. 1.00 Série : Le Chevalierde Pardaillan (50 min).

MCM 19.30 *Blah-Blah Groove (et 0.00).* 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 Radio Mag. 0.30 Blah-Blah Métal. 1.00 Vidéoclips non-stop.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. *23.00 The Report. 23.15 CineMatic.* 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The Pulse. 0.30 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Patinage artistique. En direct de Birmingham (Grande-Bretagne). Championnats du monde : programme libre messieurs. 19.30 Eurosportnews. 23.00 Basket-ball. Championnat d'Europe : barrages. Match aller (sous réserve). 0.30 Golf. *1.00 Eurosportnews (30 min).*

CINÉ CINÉFIL 19.10 Susannah of the Mounties. ■ *Film américain de William A Seiter* (1939, N., v.o.). 20.30 Le Caporal épinglé. ■■ Film français de Jean Renoir (1962, N.). *22.10* Le Triomphe de Tarzan. ■ Film américain de William Thiele (1943, N., v.o.). 23.30 Les Ruses du diable. ■ Film français de Paul Vecchiali (1965, N., 100 min).

CINÉ CINÉMAS 20.30 Les Pionniers dela Western Union. ■■ Film américain de Fritz Lang (1941). 22.00 Le Point de mire. ■ Film français de Jean-Claude Tramont (1977). 23.35 Histoire d'une trahison (Another Country). ■ Film britannique de Marek Kanievska (1984, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Pierre-Marc Anthonioz (Compagnons de voûtes). 19.30 Perspectives scientifiques. Transfert et contre-transfert ou le quiproquo de l'inconscient. 4. Le psychanalyste et l'enfant. 20.00 Le Rythme et la Raison. La *chanson populaire. 4. Swing et occupation.* 20.30 Fiction. Les Chiens écrasés, de Nathalie Vailloud. 21.32 Profils perdus. Georges Henein (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Si *tu m'aimes, marions-nous. 3. Un scénario pour le meilleur et pour le pire. 0.05 Du jour* au lendemain. Valère Novarina (La Chair de l'homme). 0.50 Coda. Les Songs de Sibelius. 4. Les chemins de l'amour.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert. En direct du Théâtre des Champs-Elysées, par l'Orchestre national de France, dir. Jerzy Semkov : Symphonie nº 29, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre nº 3 op. 37, de Beethoven, Maria-Joao Pires, piano ; Symphonie nº 36 K 245, de Mozart. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. 22.30 Musique pluriel. Suite de l'eau pour deux guitares, de Canat de Chizy, Jean Horreaux et Jean-Marie Tréhard, guitares ; Crone music pour accordéon et retardateurs numériques (extrait), de Oliveros, Pauline Olivero, *accordéon ; Réflexions*, de Léandre, Joëlle Léandre, contrebasse et voix. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Hummel, Ravel. 0.00 Tapage nocturne. Extrait du concert donné le 27 janvier 1995 à l'Espace *Malraux de Chambéry, par le Quatuor* Arpeggione, dir. Daniel Kawka : Compagny, quatre mouvements pour quatuor à cordes, de Glass ; China Gates pour piano seul, d'Adams ; New-York Counterpoint, Eight lines, de Reich ; Aria with Fontana mix, de Cage.

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 : Antoine Waechter (« L'invité de Michèle Cotta »).

O'FM, 99.9, 19 heures : Éric Raoult, « Le Grand'O » (« O'FM-*La Croix* »).

Skyrock lance le « reality-show » radiophonique

Chaque matin, la station, qui souhaite toujours être l'idole des jeunes, fait tomber un innocent dans un douteux piège des ondes

YOLANDE habite au Havre. Elle a une petite voix, triste et douce. Enzo, son fiancé, est routier. Jamais là, Enzo, toujours par routes et par vaux. Depuis quelque temps, Yolande sent comme un flottement entre eux deux. *« L'impression qu'il y a quelqu'un d'autre »*, qu'elle est de trop dans cette vie de nomade. Vendredi 3 mars, cinq jours après l'apparition sur Skyrock d'un nouveau jeu de « Radio-vérité », Yolande se laisse tenter. Elle demande à Maître Lévy, l'animateur des « Monstres », l'émission matinale de la station (6-9 heures), de s'enquérir de ce qu'Enzo pense d'elle.

« Enzo ?, cueille Maître Lévy, au téléphone. *Enzo, je suis un ami de Yolande. Elle m'a parlé de toi. J'ai pris sur moi, tu vois. J'ai eu ton numéro dans son agenda. Elle m'a expliqué deux ou trois choses...*

– Quelles choses ?

– Elle sait pas très bien où elle en est avec toi. Alors... (...) Comme elle est un peu fragile, je pourrais peut-être lui annoncer ça de façon cool (...). Enfin, je te dis ça, cool, de pote à pote, parce que, en plus, si à la limite il faut mieux que ça s'arrête entre vous, comme je l'aime bien, Yolande, je préfère que tu me laisses le terrain. »

Enzo ne réfléchit pas. La réplique cogne, brutale, comme un camion dans un mur : *« Si t'es amoureux d'elle, je te la laisse. »*

Dans le studio, Maurad, le comparse de Maître Lévy, étouffe un gros éclat de rire. *« Ouh la la la la ! C'est un moment relativement difficile que nous venons de vivre sur Skyrock ! (...) Eh bien ! Yolande, maintenant tu vas pouvoir aller faire le tour du Havre en minijupe ! »*, se réjouit, jovial, l'animateur. La voix de Yolande a blanchi. Elle répond : *« Ah non ! pas vraiment. »* Elle hésite, elle note, plus faiblement : *« Remarque, je sais à quoi m'en tenir maintenant. »* Tout à coup, dans le silence retrouvé de l'antenne, on entend un bruit étrange, sourd. Ce sont les sanglots de Yolande.



ODEURS NAUSÉABONDES

Ainsi vont les nouveaux petits matins de Skyrock, le réseau *« jeunes »* dirigé par Pierre Bellanger. « Radio-vérité », la nouvelle *« exclusivité des Monstres »*, se flatte d'être *« la première émission de radio à pouvoir dire la vérité sur les gens »*. Sur la forme, rien d'inédit : « Radio-vérité » exploite le riche filon du canular téléphonique et du coup de fil qui surprend au saut du lit. Le *« premier reality-show »* de la bande FM, comme dit Pierre Bellanger, le patron de la station, dégage pourtant des effluves quelque peu nauséabonds, qui ne sont pas sans rappeler les appels à la délation que lançait sur la même antenne Skyman, le « justicier masqué », en promettant de venger les *« auditeurs persécutés »* (*Le Monde* du 13 septembre 1988).

C'est l'un des membres d'un couple – d'amants, d'amis – qui accepte de piéger l'autre. *« Le plus souvent, on assiste à de très jolies déclarations d'amour »*, plaide Pierre Bellanger, le président de Skyrock. Quand un jeune adolescent demande à Maître Lévy d'appeler sa copine pour tenter de la séduire et l'entendre fauter – verbalement – en acceptant un café ou un rendez-vous, on touche pourtant, sur le principe, à quelque chose qui ressemble à de la très haute trahison.

Chaque après-midi, sur Canale Cinque, la chaîne italienne de Silvio Berlusconi, « Complotto di famiglia » montre aussi un homme qui cède aux plaisirs d'une charmante poupée cathodique, avec le consentement d'une amie ou d'une épouse, sous l'oeil d'une caméra cachée. Désir d'être entendu, de passer à la télé... Un genre nouveau fleurit ; un mal nouveau est né.

Menées en direct, à l'antenne, ces scènes de drague radiophonique ajoutent encore au malaise. A leur insu, un prof, un époux, un amoureux sont ainsi jetés en pâture sur les ondes. Une radio *« jeunes »*, en perte de vitesse, fait commerce de cette traque en modulation de fréquence.

« Nos interlocuteurs nous remercient : on leur permet de mettre de l'ordre dans leur relation, d'avoir le coeur plus net », plaide Pierre Bellanger. On connaît l'argument, usé et élimé par les promoteurs de « reality-shows » télévisés, tous persuadés qu'ils font oeuvre publique d'utilité. On connaît aussi le refrain des *« amis qui vous veulent du bien »*, et le cri, éternel, des corbeaux.

Ariane Chemin

★ **Skyrock, « Radio-vérité », du lundi au vendredi à 7 heures et 8 h15 (FM Paris 96).**

Moins-value

par Agathe Logeart

« DEUX MILLIONS ET DEMI de francs de plus-value ?

– Honhon...

– 100 000 F de salaire mensuel ?

– Exactement... » Rien n'est plus *« limpide »*, dit-il. Et pourtant, comme il a l'air mal à l'aise, notre premier ministre-candidat. Guillaume Durand l'interroge sur LCI sans trop pousser ses questions, avec un certain ménagement, comme on parlerait à un grand blessé. Il n'empêche, c'est une mise à nu, et l'on sent bien que cela fait mal.

Dans un milieu où, parce qu'on en a, il est si pénible de parler d'argent, l'exercice, pour Édouard Balladur, frise l'indécence. Avoir du bien, donner parfois un coup de pouce au destin pour arrondir sa pelote, c'est une chose. Etre contraint d'en parler, comme cela, devant tout le monde, en est une autre. Mais après l'article du *Canard enchaîné* il est trop tard pour se dérober. L'appartement parisien, la maison de Deauville, le chalet de Chamonix, le compte d'obligations, cette fortune dont l'essentiel, tient-il à préciser, vient de sa femme (est-ce bien élégant ?), il l'expose avec l'apparence de la franchise. Mais il ne montrerait pas avec plus de réticence son lit défait...

Quels que soient les méandres de cette sale affaire qui le touche autant au cœur qu'au portefeuille, les chiffres seuls donnent le vertige. Cent mille francs par mois pour une *« activité de conseiller du président pour les affaires internationales »*, au sein de l'entreprise GSI, qu'il avait autrefois dirigée : sans même compter ses autres revenus, c'est beaucoup. Pas seulement aux yeux des RMIstes et autres smicards. Quant aux 2 millions et demi de francs de plus-value en trois ans, ce n'est pas une petite culbute. Certes, M. Balladur n'est pas *« un homme politique professionnel »*, c'est lui qui le dit. Certes, il faut bien vivre quand on n'est plus ministre mais simple député, mais tout de même... À chaque mot qu'il prononce sur cette malheureuse affaire GSI, on se demande combien de points supplémentaires il perd dans les sondages...

Il en a *« un peu gros sur le cœur »*, admirez la litote. Mais à le voir ainsi se débattre, tenter de nous convaincre de sa bonne foi, on ne peut s'empêcher de prendre ses mots à lui, et de s'interroger : tout cela est-il bien *« convenable »* ? Il s'en était donné du mal, pourtant, pour nous convaincre qu'il était descendu de sa chaise à porteurs. Et voilà que, pour une malheureuse affaire de gros sous, tout est à refaire, si c'est encore possible. Y croit-il encore lui-même ? D'autres ont été brisés pour moins que cela, et il le sait bien. Funestes relations que celles de la politique et de l'argent.

On se rappelle un autre premier ministre, dont on moquait les chaussettes. À lui aussi, on était venu demander des comptes sur ses comptes. C'était bien mince, pourtant : un prêt d'un million de francs, sans intérêts. Il n'y avait pas eu de pardon.

VENDREDI 10 MARS 1995

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Santa Barbara.
16.10 Série : Le Miel et les Abeilles.
16.40 Club Dorothée.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.05).
19.50 Le Bébête Show (et 1.55).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo et Trafic infos.

20.45 ▶ Téléfilm : Passeur d'enfants. De Franck Apprederis, avec Pierre Arditi.
22.45 Magazine : J'y crois, j'y crois pas. Croyez-vous au mauvais œil ? Invité : Pierre Palmade.
0.30 Magazine : Formule foot. 29e journée du Championnat de D1.
2.00 Journal et Météo.
2.10 Jeu : Millionnaire.
2.40 Programmes de nuit. Histoire de la vie ; 3.30, Histoires naturelles (et à 5.05) ; 4.05, Intrigues ; 4.30, Musique.

FRANCE 2

13.50 Série : Inspecteur Derrick.
14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.55).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Seconde B.
17.45 Série : Cooper et nous.
18.15 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : *Que le meilleur gagne* (et 3.10).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel. Invité : Michel Roux.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.50 Sport : Patinage artistique. En direct de Birmingham. Championnat du monde : programme libre danse. *Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy ont remplacé les Duchesnay dans le cœur des Français.*
23.35 Variétés : Taratata. Invité : Michel Fugain.
0.40 Journal, Météo, Journal des courses.
1.10 Programmes de nuit. Studio Gabriel (rediff.) ; 1.40, Envoyé spécial (rediff.) ; 3.40, 24 heures d'info ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.45 Série : La croisière s'amuse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Les Minikeums. Le Temple du Soleil (4) ; Denver ; Lucky Lucke.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Doux objet d'amour, de Raul Guerra Garrido.
18.55 Le 19-20 de l'information. De 19.09, Journal de la région.
20.10 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.

20.50 Magazine : Thalassa. Les Damnés de Sulawesi. *Tous les jours, des pêcheurs risquent leur vie pour une poignée de coquillages, un aileron de requin ou un concombre de mer.*
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Didier Van Cauwelaert. Brésil : O Vaqueiro ; France : un ascenseur à bateaux ; Papouasie : la grande famille.
22.50 Météo et Journal.
23.20 Magazine : Passions de jeunesse. Invité : Charles Aznavour.
0.10 Court métrage : Libre court. Couleurs d'enfants, de Bourlem Guerdjou.
0.40 Musique Graffiti (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Loïs et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : Vu par Laurent Boyer.
20.05 Série : Madame et sa fille.
20.35 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chain.

20.45 Téléfilm : Le Justicier solitaire. De Mel Damski, avec Alex McArthur, Dale Midkiff. *Bras de fer psychologique entre deux amis, séparés par leur vision de la justice.*
22.30 Série : *Aux frontières du réel.*
23.30 Série : Les Contes de la crypte.
0.00 Magazine : Sexy Zap.
0.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
2.30 Rediffusions. Altman et les quarante vedettes ; 3.25, Le Nil des pharaons ; 4.20, Portrait des passions françaises (Le désir) ; 4.45, La Tête de l'emploi ; 5.10, Culture pub.

CANAL +

13.35 Cinéma : Monsieur le Député. □ Film américain de Jonathan Lynn (1992)
15.25 Documentaire : Tremblement de terre. D'Alex Gregory.
16.15 Cinéma : Le Voleur et la Menteuse. □ Film français de Paul Boujenah (1993)
17.30 Le Journal du cinéma (rediff.).
18.00 Canaille peluche. Crocs malins.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : Zérorama. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Kari Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Téléfilm : Le Terrania ne répond plus. De Ron Silver.
22.00 Flash d'informations.
22.15 Magazine : Jour de foot.
23.00 Cinéma : Forever Young. ■ Film américain de Steve Miner (1992).
0.40 Cinéma : Angle mort. ■ Film américain de Geoff Murphy (1992, v.o.).
2.15 ▶ Cinéma : No Smoking. ■■ Film français d'Alain Resnais (1993).
5.00 Cinéma : Landru. ■■ Film franco-italien de Claude Chabrol (1962). (115 min.).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi.
14.00 Documentaire : Découvertes. Dompter les volcans (rediff.). *Le volcan Pinatubo entre en éruption le 15 juin 1991. Une équipe de scientifiques avait prévu ce cataclysme, l'un des plus importants de notre siècle.*
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours : inventer demain ; Allô la Terre, Les Grandes Inventions ; Question de temps, Langues : espagnol et anglais (rediff.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Le Corps humain. Les défenses du corps.
18.30 Le Monde des animaux. L'univers des sens : le sixième sens.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
19.30 Documentaire : Paysages. 1. Etretat, de Jean-Loïc Portron. *Cette série d'émissions nous fait découvrir plusieurs exemples des modifications de paysages, révélateurs de la transformation d'une société.*
20.00 Documentaire : Sortie de masques. Un culte du vaudou au Togo, de Marc Augé, Jean-Pierre Dozon et Jean-Paul Colleyn.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Amigomio. De Jeanine Meerapfel et Alcides Chiesa. *En Argentine, un père et son fils fuient la dictature.*
22.30 Documentaire : Le Collège de France dans le siècle. De Marcel Bluwal (rediff.). *Vingt ans après un premier film sur le Collège de France, le réalisateur franchit à nouveau les portes du temple du savoir.*
23.50 Cinéma : Mon père avait raison. ■■ Film français de Sacha Guitry (1936, N.).
1.25 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Valli. Annie Lennox, de Sophie Muller ; Etienne Daho, d'Annie Amsellem ; Rocksound, de Pierre Barboni (rediff.).
2.35 Série : Johnny Staccato. 9. Vole, chérie, vole, de Robert Sinclair, avec John Cassavetes, Gena Rowlands (v.o., rediff., 26 min).

CÂBLE

TV 5 19.05 Paris lumières. 19.30 Journal RTBF. En direct. 20.00 Montagne. 20.30 Evasion. 21.00 Wallonie 95. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal France 2. Edition de 20 heures. 22.45 Taratata. Rediff de France 2 du 3 mars. Invité : Paul Personne. 0.00 Sortie libre. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).
PLANÈTE 19.40 La Beauté du monde. De Guy Baskin (4/6). Australie, les secrets du centre. 20.25 Les Automates vivants. De Gérald Calderon. 21.20 Les Iles aux trésors. De David Cohen (12/13). L'Histoire du malchanceux capitaine Kidd. 21.45 Force brute. De Robert Kirk (29/52). Chars d'assaut. 22.35 Louisiana Blues. De Jean-Pierre Bruneau et José Reynes. 23.30 Le Silence et la Peur. De Léon Desclozeaux. 0.30 Le Tailleur de sons, Yann Paranthoën. De Thierry Compain (60 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 1.00). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 L'Enlèvement au sérail. Opéra en trois actes, de Mozart, enregistré au Théâtre du Châtelet à Paris, en 1991 (150 min).
CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Monsieur Bogus ; 18.20, Futé-rusé ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. 20.30 Série : Les Envahisseurs. 21.25 Série : Au nom de la loi. 21.50 Destination séries. 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.50 Série : Seinfeld. 23.15 Country Box. 23.40 La semaine sur Jimmy. 23.55 Série : M. A. S. H. 0.20 Série : Les Chevaliers du ciel. 0.45 T'as pas une idée ? (60 min).
SÉRIE CLUB 20.00 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 0.10). 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).
MCM 20.10 MCM Mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'invité de marque. George Eddy. 21.30 Autour du groove. 22.00 MCM Dance club. 0.30 Rave On (90 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 min).
EUROSPORT 19.30 Patinage artistique. En direct de Birmingham (Grande-Bretagne). Championnats du monde : programme libre danse. 23.10 Athlétisme. Championnats du monde en salle, à Barcelone (Espagne). 0.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Indian Wells (Californie) : quarts de finale (120 min).
CINÉ CINÉFIL 20.30 L'Affaire d'une nuit. ■ Film français d'Henri Verneuil (1960, N.). 22.10 Charlie Chan à Londres. □ Film américain d'Eugene Forde (1934, N., v.o.). 23.25 Le Témoin à abattre. ■ Film américain de Lewis Allen (1955, N., v.o.). 0.55 Casimir. □ Film français de Richard Pottier (1950, N., 85 min).
CINÉ CINÉMAS 18.00 Documentaire : Les Dessous d'Hollywood. 18.50 Téléfilm : La Forêt de longue attente. De Dominique Théron (1991). 20.15 Documentaire : La Fabuleuse Histoire de la Warner Bros. 21.00 Boyz'n the Hood. ■■ Film américain de John Singleton (1991). 22.50 Docteurs in Love. ■ Film américain de Garry Marshall (1982, v.o.). 0.20 Navigator. ■■ Film néo-zélandais de Vincent Ward (1988, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Robert Sabatier (Le Cygne noir). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine, la maladie d'Hodgkin (2). 20.00 Le Rythme et la Raison. La chanson populaire. 5. Les cabarets. 20.30 Radio archives. L'Œuvre d'art est un crime parfait. 21.32 Musique : Black and Blue. Critiques croisées. De Brandford Marsalis à Willie Bobo. 22.40 Les Nuits magnétiques. Si tu m'aimes, marions-nous. 4. Noces d'étain, noces d'or. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Borie (Frédéric et les amis des hommes). 0.50 Coda. Les Songs de Sibelius (5).
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (Transmis simultanément sur Saarländischer Rundfunk, Hessischer Rundfunk et Mitteldeutscher Rundfunk). Concert donné le 16 février 1995 en l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Olivier Grangean : Concerto n° 4 pour orgue et orchestre op. 4, Concerto n° 2 pour orgue et orchestre op. 4, de Haendel ; Sarabande pour orchestre et orgue, d'Alain ; Le Tombeau de Couperin, de Ravel ; Concerto pour orgue et orchestre à cordes, de Poulenc, Marie-Claire Alain, orgue. 22.30 Musique pluriel. Les femmes compositeurs. Night and Fog (extrait), de Lockwood ; Tabou, de Bokanowski. 23.07 Ainsi la nuit. Sonate pour piano D 894, de Schubert, Christian Zacharias, piano ; Sonate en trio n° 14 Z 803, Pavane pour deux violons et basse continue Z 751, de Purcell, par le Quatuor Purcell, Risa Browder, vision. 0.00 Jazz club. En direct du Hot Brass, la chanteuse Nnenna Freelon avec Bill Anschell (piano), Neal Starkey (contrebasse) et Woody Williams (batterie).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Le Monde
VENDREDI 10 MARS 1995

Les ralliés

par Pierre Georges

RALLIEZ-VOUS à son panache rose ! On se bouscule au portillon chiraquien ces derniers temps. A droite, ce qui est compréhensible. Comme à gauche, ce qui l'est moins. On se rallie avec précaution, affliction, inclination argumentée, résignation, mais on se rallie. On se rallie et on le dit, car l'important n'est pas tant de le faire que de le faire savoir.

Telle est la vocation du rallié, un allié avec un petit r, qu'il fonde volontiers sa manœuvre d'approche sur une imparable démonstration. Le rallié se fait à l'occasion donneur de leçons, tout à sa vocation permanente d'éclaireur éclairé de l'opinion. Le rallié habille volontiers sa trahison de tous les oripeaux de la pensée politique évolutive. Le rallié passe ainsi avec armes et idées de l'autre côté, dans l'autre camp au motif essentiel que ce n'est *pas lui, mais la situation qui a changé*.

Impeccable rhétorique des girouettes virant à tous les vents des sondages, à toutes les brises électives. Georges Clemenceau, un jour à la chasse, vit passer un vol d'oiseaux et se renseigna. *« Il s'agit d'étourneaux, Monsieur le président. »* Et Clemenceau, d'un mot : *« Oh la belle majorité ! »*

Qu'on comprenne bien le propos. Il ne s'agit pas de tenir Jacques Chirac pour comptable, et encore moins pour responsable, de ces ralliés de la vingt-troisième heure. Revenant d'où il revient, c'est-à-dire des abysses sondagiques, Jacques Chirac fait, avec les siens, Juppé et Séguin, une belle campagne. Il ne s'agit pas davantage de tenir pour intangibles et fixées dans le marbre les opinions partisanes. Si l'on est démocrate et si l'on prête quelque vertu à une campagne présidentielle, c'est précisément pour l'occasion unique qu'elle constitue d'emporter les convictions, de persuader, de séduire. Donc, si Jacques Chirac convainct, *c'est d'abord à lui qu'il le doit, à son talent, à sa persévérance.*

Mais c'est aussi, du moins l'espère-t-on pour lui, à ses idées. Et c'est là que le bât blesse un peu. Pendant des années, des maîtres à penser, des vigiles de l'orthodoxie majoritaire de gauche ont dit le bon goût politique, le leur. Pendant des années, ils ont été les arbitres des élégances élyséennes, les gardiens du temple. Pendant des années, ils ont dénoncé, et en quels termes, la droite chiraquienne et les *méfaits qu'ils lui prêtaient.*

Pendant des années, ils ont été de gauche, ils ont été la gauche, capables de tenir un discours d'exclusion, un discours volontiers terroriste sur tous les faits et gestes de leur abominable M. Chirac, homme de droite, pour ainsi dire homme des neiges. Et certains, aujourd'hui, se rallient comme on se déjuge. Ou, selon une jolie expression d'Auvergne, comme on déparle. Ils étaient à gauche, les voici à droite, sentinelles avancées de ce postulat du temps ni gauche, ni droite fort opportun. Ils étaient du mouvement, ou le prétendaient. *Les voici à la manœuvre au prétexte sublime que le candidat de leur propre camp n'a aucune chance.* Avec eux, en effet !

La Deutsche Bank confesse ses liens passés avec le régime nazi

BONN
de notre correspondant

Cinquante ans après la disparition du III[e] Reich, la Deutsche Bank reconnaît avoir aidé le régime nazi en participant à l'« aryanisation » des biens juifs et en partageant ses objectifs expansionnistes. *C'est à l'occasion de son cent vingt-cinquième anniversaire que la première banque allemande a chargé une équipe internationale d'historiens de rédiger un livre qui ne passe pas sous silence ses activités entre 1933 et 1945. Le chapitre intitulé « La banque et la dictature » a été rédigé par l'historien britannique Harold James.

Commandé par Hilmar Kopper, président du directoire de la banque, cet ouvrage devait être officiellement présenté au public *jeudi 9 mars au cours d'une conférence de presse à Francfort.* L'éditeur est la maison Beck, à Munich. D'autres grands noms de l'économie allemande, comme Daimler-Benz et Volkswagen, ont déjà entrepris des démarches similaires pour faire la lumière sur leur passé (*Le Monde* du 18 février).

Harold James écrit que la Deutsche Bank *« a joué, surtout depuis septembre 1938, un rôle dans le système impérialiste allemand »* et précise que *« ses collaborateurs se sont associés à sa politique brutale »*. Il souligne que la banque était *« dirigée en grande partie par des forces qu'elle n'était pas en mesure de contrôler »*. L'historien parle d'une *« lourde faute morale »* de la banque qui, malgré son caractère privé, a très vite accepté de travailler main dans la main avec le parti nazi.

Ainsi ce dernier, qui se méfiait des banquiers et méprisait le caractère anonyme et cosmopolite du monde de l'argent, a-t-il rapidement obtenu que des hommes de confiance soient placés aux plus hauts échelons de la banque. Dès le mois de mai 1933, deux juifs, membres du directoire de la banque, durent quitter leurs fonctions et furent remplacés par des hommes proches du parti.

DES PROFITS CONSIDÉRABLES

A chaque fois, les patrons de la banque anticipent les désirs du parti et manifestent un excès de zèle afin de préserver une certaine liberté de manœuvre dans leurs affaires. Ils saisissent les possibilités de profit immédiat offertes grâce à la saisie et la vente des biens appartenant à des juifs. La Deutsche Bank, qui avait une position privilégiée dans l'économie allemande, a participé très régulièrement à ce type d'opérations.

En 1938, elle avait été associée à 330 cas d'« aryanisation ». Exemple : en 1935, le propriétaire juif d'une société berlinoise, Aronwerke Elektrizitäts AG, dut vendre sous la pression des nazis. Il céda les parts de sa société à Siemens, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank. Très vite, les patrons de la Deutsche Bank demandèrent aussi à leurs filiales d'établir des registres où étaient consignés les noms de leurs clients juifs, afin de pouvoir exploiter à fond le filon de l'« aryanisation ».

Le rôle de l'ancien patron de la Deutsche Bank, Hermann Josef Abs, fait l'objet de longs développements. Ce catholique entre au directoire de la banque en 1937, pour s'occuper des affaires internationales. Sans être membre du parti, il défend publiquement les objectifs de l'impérialisme nazi en 1941. Il souligne alors *« les perspectives qui s'ouvrent pour l'économie allemande après la guerre et qui passent par une association plus étroite des économies continentales »*. L'expansion militaire de l'Allemagne en Europe offrait des pespectives de profits considérables aux banques allemandes, qui géraient d'immenses volumes de transactions dans les pays occupés par le III[e] Reich.

Hermann J. Abs, qui prit vers la fin de la guerre de timides contacts avec les réseaux de résistance proches des conjurés du 20 juillet 1944, siégeait au conseil de surveillance de nombreuses entreprises, dont le conglomérat IG Farben, qui exploitait la main-d'œuvre d'Auschwitz et produisait les gaz d'extermination. Cela ne l'empêcha pas de diriger la Deutsche Bank jusqu'en 1967, puis d'en être le président du conseil de surveillance. Il était encore président d'honneur à sa mort, en février 1994. Abs était *persona non grata* aux Etats-Unis.

Lucas Delattre

DANS LA PRESSE

Les plus-values de M. Balladur

INFOMATIN

Ce n'est pas parce que les années 80 nous ont valu le pire [...] que l'affaire GSI s'en trouverait minorée. Ce n'est pas parce que Balladur ne s'est pas écarté de la loi qu'il en a respecté l'esprit. Lequel exige des hommes publics une stricte séparation entre leurs affaires privées et celles de l'État. Ce n'est pas parce que Balladur est redescendu dans les sondages que la vérité concernant son comportement devient inutile. Mieux : l'image du candidat Balladur reposant en grande partie sur son intégrité, il y va de son propre intérêt. Électoral, celui-là.

Philippe Cohen

L'HUMANITÉ

Paie-t-il l'impôt sur les grandes *fortunes ?* En *tout cas,* il vit à des années-lumière des préoccupations de plus de 95 % des Françaises et des Français. Or, à quoi ce très cher Edouard consacre-t-il tous ses efforts depuis qu'il est premier ministre ? A la baisse du coût du travail, à la multiplication des petits boulots pour les jeunes, à l'effort pour tous. Et d'où viennent ses coquets revenus, si ce n'est précisément du travail du plus grand nombre ?

Marc Blachère

LIBÉRATION

La révélation, par *Le Canard enchaîné,* de la plus-value de 2,456 millions de francs réalisée par le premier ministre [...] touche de plein fouet le candidat dans sa course à l'Élysée. Le coup est d'autant plus rude pour Edouard Balladur qu'il avait fait de l'intégrité l'un de ses fonds de commerce. Sans aller jusqu'à parler, comme François Mitterrand, d'*« argent facile »*, il s'était volontiers plu à donner des leçons, réclamant de ses ministres une utilisation parcimonieuse des avions du Glam et supprimant les entrées dans les déjeuners offerts à Matignon.

Blandine Hennion

LA CHAINE INFO (LCI)

Le premier ministre a bénéficié d'un revenu net imposable de 7 millions de francs entre 1991 et 1993 : soit un siècle de SMIC, soit encore, en trois ans, trois vies de smicards. La comparaison peut sembler démagogique. Elle n'en frappe pas moins les esprits. La fortune d'une star peut faire rêver les Français. L'argent facile chez un homme politique, plus encore dans le contexte actuel, est plutôt de nature à révolter.

Pierre-Luc Séguillon

RTL

Ce n'est pas d'hier que les fortunes et les revenus des hommes politiques intriguent les Français, que les soupçons d'enrichissement tombent en cascade, que des élus sont mis en examen, et un ministre incarcéré. Le premier ministre se croyait au-dessus de ces polémiques, et exempt de ces exhibitions. La campagne électorale le rattrape dans son vol plané, il faudra qu'il apprenne à en sourire.

Philippe Alexandre

SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Belgique : le suicide de l'ancien chef de l'armée de l'air relance les « affaires » 2
Italie : la Mafia déclare la guerre aux repentis 3
Mexique : le président promet d'en finir avec la fraude électorale 4
Afghanistan : premier affrontement entre les *taliban* et les forces présidentielles à Kaboul 5

FRANCE
Élection présidentielle : Edouard Balladur est atteint par la polémique sur son patrimoine 6
Égalité : l'idée de quotas de femmes dans la vie politique refait surface 7
Social : les milieux économiques redoutent un blocus de la Corse 8
Régions : signature d'un traité de coopération transfrontalière entre la France et l'Espagne 9

SOCIÉTÉ
Justice : un avocat est lourdement sanctionné pour « manquement à l'honneur » par la cour d'appel d'Aix-en-Provence 10
Éducation : le ministère mise sur une baisse des effectifs scolarisés 11
Faits divers : Leïla reconnaît le meurtre de sa camarade Sabrina à Vandœuvre-lès-Nancy 12

HORIZONS
Enquête : angoisses khmères 14
Tribune présidentielle : Pour la communauté des Etats européens, par Alain Lamassoure ; Robert Hue, par raison, par Anicet Le Pors ; Un vote de gauche pour Chirac, par Jacques Derogy ; Les tripes insondables, par Lothar Baier ; Au courrier du *Monde* 15
Éditoriaux : Corruption d'Etat ; Le piège des « affaires » 16

FINANCES-MARCHÉS
Monnaies : accalmie dans la crise 17 et 18
Entreprises : la Scor, principal réassureur français, confirme son redressement 19

AUJOURD'HUI
Sciences : les derniers secrets des particules 22
Sports : l'élimination du Défi français de la Coupe de l'America 23

CULTURE
Jazz : Ornette Coleman à Banlieues bleues 26
Théâtre : un entretien avec Katharina Thalbach, qui joue *Mère Courage* à Chaillot 27
Musique : création de *City Life* de Steve Reich à Metz 28

SERVICES

Abonnements 25
Agenda 25
Carnet 13
Finances et marchés 20-21
Météorologie 25
Mots croisés 25
Radio-Télévision 30-31

BOURSE

Cours relevés le jeudi 9 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16763,10	+0,85	-15
Honk Kong index	7929,99	-2,56	-3,18

Tokyo Nikkei sur 3 mois
19752,98 – 18969,41 – 18185,84 – 17402,27 – 16618,70 – 16621,30
12 déc. – 26 janv. – 9 mars

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 08/03	Var. en % 07/03	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1756,76	+0,47	—
Londres FT 100	2992,10	+0,51	-2,39
Zurich	—	—	-1,68
Milan MIB 30	979	-1,61	-4,48
Francfort Dax 30	2025,21	-1,37	-3,86
Bruxelles	1278,66	+0,16	-7,98
Suisse SBS	—	—	-6,47
Madrid Ibex 35	269,36	-1,84	-5,49
Amsterdam CBS	267,40	-0,52	-3,81

DEMAIN dans « Le Monde »

DENIS TILLINAC, HUSSARD DE JACQUES CHIRAC : écrivain, admirateur de Blondin et de Nimier, Corrézien, Denis Tillinac a jeté des passerelles entre le maire de Paris et quelques intellectuels déçus par la gauche.

Tirage du *Monde* du jeudi 9 mars : 495 735 exemplaires

■ **FONDATION VASARELY :** l'ancien député RPR des Bouches-du-Rhône Pierre Lucas, écroué pour *« abus de confiance »* depuis novembre 1994 dans le cadre de l'affaire de la Fondation Vasarely, a été remis en liberté mercredi 8 mars par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence. Pierre Lucas avait été mis en examen par le juge Gwenaël Le Gallo qui enquête sur les détournements de fonds et d'œuvres au détriment de Victor Vasarely.

■ **RECHERCHE : François Fillon, ministre de la recherche,** a présenté, mercredi 8 mars, les grandes orientations que l'Etat entend donner à la recherche biologique. Erigée en *« priorité gouvernementale »*, celle-ci se voit dotée, pour une durée de deux ans, d'une ligne budgétaire spécifique de 500 millions de francs, parmi lesquels 257 millions sont destinés à *« un plan stratégique de soutien et de développement des recherches sur les sciences du vivant »*. Ces crédits incitatifs seront répartis sur quatorze domaines de recherche. Les programmes retenus donneront lieu à des « actions concertées coordonnées » (ACC). Chacune de ces ACC sera dotée d'un comité scientifique et technique (CST) composé d'une quinzaine d'experts.

■ **AUDIOVISUEL : le groupe des Chargeurs,** déjà actionnaire de Canal Plus, a porté à 2 % sa participation dans le capital de la chaîne cryptée. Ce doublement de participation effectué à un prix légérement supérieur au cours de Bourse, a coûté 440 millions de francs au groupe de Jérôme Seydoux. Avec 2 % du capital, Chargeurs devient le cinquième actionnaire de Canal Plus, après Havas (23,5 %), la Générale des eaux (20,1 %), la Caisse des dépôts (6,3 %) et la Société générale (5,3 %). Chargeurs détient déjà 20 % du capital de Canalsatellite qui commercialise un ensemble de 10 chaînes thématiques diffusées par satellite.

■ **INFOMATIN : Didier Pourquery occupera le poste de rédacteur en chef délégué d'*InfoMatin*,** à partir du 27 mars. Il sera le numéro 2 de la rédaction du quotidien aux côtés du rédacteur en chef Marc Jézégabel. Né en 1954, Didier Pourquery est entré à *Libération* en 1983. En 1986, il entre au *Monde*, où il est nommé chef adjoint du service économique en 1988. Rédacteur en chef de *Sciences et Vie Économie* en 1990, il rejoint *La Tribune de l'Expansion* en octobre 1991, comme rédacteur en chef adjoint.

La Poste va offrir un emploi stable à 600 de ses 2 800 salariés précaires

LA DIRECTION de La Poste a conclu avec Force ouvrière et la CFTC un important accord par lequel l'entreprise publique s'engage à embaucher cette année comme agents contractuels six cents personnes jusqu'alors employées en contrat emploi-solidarité (CES), c'est-à-dire payées la moitié du Smic pour vingt heures de travail hebdomadaire.

Cet accord d'insertion professionnelle, signé le 7 mars, est le premier du genre signé dans le secteur public. Il illustre, selon la direction de La Poste, la *« volonté de contribuer fortement à la lutte contre l'exclusion des personnes les plus concernées, telles que les bénéficiaires du RMI, les chômeurs de longue durée ou de plus de cinquante ans »*.

Actuellement, La Poste emploie 2 800 CES dont 600 arrivent en fins de droits. Ces derniers seront donc les premiers à bénéficier de cet accord. Par la suite, l'entreprise compte bien offrir un emploi stable à toute personne embauchée initialement avec un CES. La Poste n'ayant pas le droit de proposer un emploi de fonctionnaire à ces salariés sans qu'ils passent un concours d'entrée, ces personnes, actuellement à mi-temps, se verront offrir un emploi de contractuel à temps partiel.

Pour La Poste, qui s'est d'autre part engagée à recruter cette année 2 500 fonctionnaires à temps plein, cette opération ne vise pas à substituer des emplois de contractuels à des emplois de fonctionnaires. Néanmoins, comme l'indique Claude Viet, directeur des ressources humaines, *« la gestion des 30 000 contractuels et celle des 260 000 fonctionnaires sont de moins en moins différenciées »*. S'il n'y a pas atteinte au statut de la fonction publique auquel les syndicats et les agents sont très attachés, cet accord permet d'échapper à certaines lourdeurs.

Dans les petits bureaux de poste, la présence de contractuels à temps partiel – mais il faut savoir que certains temps partiels représentent 90 % d'un temps plein – permet à La Poste de ne pas embaucher de fonctionnaires qui sont, statut oblige, forcément à temps plein. Par ailleurs, l'organisation de concours d'entrée coûte de plus en plus cher. Récemment, en Moselle, 2 700 candidats se sont présentés à un concours où il n'y avait que 27 places à pourvoir.

Frédéric Lemaître

« Le Monde de l'éducation » de mars

DANS SON NUMÉRO DE MARS, *Le Monde de l'éducation* publie une enquête sur les nouvelles stratégies mises en œuvre contre l'exclusion des jeunes. Devant l'impuissance du gouvernement, des enseignants, des éducateurs sociaux et des chefs d'entreprise préconisent un changement radical d'orientation. Ainsi beaucoup font-ils valoir que les jeunes doivent s'organiser pour résister à la société, puis la transformer, dans la mesure où ils sont frappés d'exclusion et ne trouvent plus la possibilité de s'insérer. Dans le même numéro figure un reportage sur la lente sortie de l'apartheid dans les écoles d'Afrique du Sud et un guide détaillé pour bien s'inscrire en BTS.
★ En vente chez votre marchand de journaux, 25 F.

هكذا من الأصل

Le Monde des LIVRES
VENDREDI 10 MARS 1995

Le Faulkner de Manosque

Jean Giono aurait cent ans cette année. C'est l'occasion de le remettre à sa juste place dans le panthéon littéraire du XXe siècle : une des premières


IRVING PENN/COURTESY VOGUE 1984

Jean Giono vu par Irving Penn en 1957

Les commémorations devraient servir à réviser les jugements de la postérité. Pour le centenaire de sa naissance, le 30 mars 1895, Giono, disparu en 1970, mériterait de bénéficier d'un tel appel. Il n'est pas à sa place, dans le panthéon littéraire du XXe siècle. Notre manie des étiquettes l'a enfermé dans ses succès d'avant-guerre. Le Manosquin pastoral et virgilien a été prié de le demeurer. Avec Pagnol, on dirait qu'ils ont reçu la charge d'illustrer à jamais les deux Provence. A Giono, ~~les nuits limpides~~, les récits picaresques ; à Pagnol, l'enfance dans la garrigue et les parties de cartes anisées sur le Vieux-Port.

Il y a deux ou trois raisons à cette réduction régionaliste. L'auteur de *Colline* a trop bien parlé de son terroir ; l'utopie du retour à la terre du Contadour, et son échec, ont trop bien préfiguré le « hippysme » écologique d'aujourd'hui. L'autre malentendu vient des années 40. L'ancien combattant de la Grande Guerre ne voulait plus jamais « ça ». Il a poussé le pacifisme jusqu'au refus de porter les armes. Pour la peine, ce fut la prison, en 1939. On l'y a de nouveau jeté en 1945. Cette fois, on le soupçonnait de collaboration. *Journal de l'Occupation*, révélé par le nouveau volume de « la Pléiade », montre moins un idéologue têtu qu'un poète sans jugeote ni prudence (*voir le feuilleton de Pierre Lepape page VII*). Etre obnubilé par une grande œuvre en chantier n'aide pas à ouvrir les yeux sur le monde.

> « Un épi d'or sur un cheval noir »

L'interdiction de publier pendant deux ans restera une décision peu glorieuse pour ses censeurs, non pour lui. Quant à nous, lecteurs, nous y avons gagné un stupéfiant rebondissement créatif de l'auteur. Giono a profité de son silence forcé, et de son amertume, pour se lancer éperdument dans le cycle du *Hussard*. Dix tomes étaient projetés. Le temps devait y être vaincu par les aller et retour du bel Angelo entre le XIXe et le XXe siècle. La Provence serait humée vallée après vallée. Le choléra de 1832 donnerait au peintre amoureux des lieux et des saisons une dimension goyesque. L'épidémie deviendrait l'allégorie de tous les travers de la société, témoignant d'un univers poétique bien moins béat qu'on ne l'avait cru, aussi miné par les forces du mal que le Sud américain. Une des pièces maîtresses de l'édifice.

Quand sort *Le Hussard sur le toit*, en 1951, la presse parle d'une « *seconde manière* ». Le berger de la Durance aurait chaussé les bottes de Stendhal et pastiché son style. Angelo emprunterait à Fabrice, à Julien Sorel, à Lucien Leuwen. Giono refusait ces classements. Il les laissait aux exégètes, qu'il comparait, après son ami Fluchère, à des puces dans la crinière du lion.

Au vrai, le lecteur fervent de *La Chartreuse* n'a cessé de se vouloir beyliste. Il était logique que l'épopée d'un Piémontais dans la Provence du Directoire le rapprochât de son idole. Le cinéaste Jean-Paul Rappeneau est en train de mettre en cavalcade d'images les amours chastes d'Angelo et de Pauline, sur fond d'atroces agonies. Giono aurait aimé le film, annoncé pour septembre, lui qui savait d'expérience que le cinéma doit trouver des équivalents à l'irréalité sensuelle des mots.

La passion de l'écrivain pour les mensonges et les sortilèges de l'écriture, on la perçoit physiquement dans la tour de guet de Manosque où il s'enfermait pour travailler, en artisan fils de cordonnier et fier de l'être. Sur sa petite table s'alignaient les pipes et les porte-plumes, prêts pour la longue matinée de calligraphie. Les paragraphes s'enchaînaient, laineux, juste un peu chahutés, comme la tapisserie des toits de tuiles rousses alentour.

Et fouette cocher ! Féru d'idéalisme courtois et d'aventures – Tristan et l'Arioste sont ses autres modèles –, le romancier se veut le greffier d'un imaginaire débridé. Il n'a d'autre message à délivrer que celui de sa fantaisie et d'un pessimisme tempéré de bonheur sensuel. *Non serviam* est sa devise : on ne le « récupérera » pas ! L'enchaînement des instants poétiques règle sa chevauchée entre Aix et Sisteron, aux prises avec la peine quotidienne des hommes, avec la douleur et l'abaissement. « *Un épi d'or sur un cheval noir* » : tel est le point de départ du *Hussard*. « *La Provence*, s'excusait-il, *ce n'est pas rigolo !* » Entre l'amour et le mal, la bataille reste incertaine. C'est un duel romantique, une affaire de panache.

Lorsque Giono a rempli ses quatre à huit pages quotidiennes et qu'il les a lues à sa famille avec la verve de conteur qui le caractérise, il se jette sur la dernière livraison des romans de la « Série noire ». S'il vient à en manquer, il relance le directeur de la collection, son ami Marcel Duhamel. « *Ça me lave* », dit-il à propos des énigmes policières. Sa fille Sylvie rappelle ce mot, en faisant visiter le bureau de Manosque. Dans l'ombre des volets fermés contre la canicule, on a le temps de voir que la fille a hérité du nez pointu du père (elle publie chez Albin Michel *La Provence gourmande de Giono*) et de son regard d'étonnement scrutateur, de tendre moquerie.

J'oubliais une des raisons possibles pour lesquelles le génie de Giono n'est pas reconnu tout à fait. Le « milieu » lui a fait payer le peu d'intérêt qu'il trouvait aux gesticulations de Paris. Il ne faisait que passer, le temps de siéger avec les Goncourt. Vite, il retournait vers les « *vraies richesses* », celles des paysages quadrillés de cyprès, de la page où jeter ses légendes de villageois vaillants, ses sensations échevelées.

Chaque page de Giono peut se lire comme un poème. Les métaphores y battent la campagne. Rien ne l'arrête dans la chasse aux correspondances baudelairiennes. Un *allegro* de Bach sent le champignon. Les étoiles font un bruit d'enfer. Les sourcils de femmes brunes sentent l'anis. Le pétrole et les phosphates sont qualifiés de « *choses sans hanches* ». Ne lui demandez pas pourquoi. Le mensonge, c'est la liberté ; et le bonheur d'écrire se mesure aux à-peu-près indéniables. Les choses sont faites pour vibrer à côté d'elles-mêmes, comme quand les rangées d'oliviers paraissent trembler, dans la fournaise de midi.

Fin août 1944, lorsque des justiciers risquent à tout instant de frapper à la porte, Giono oublie d'amasser des preuves à décharge. Il savoure la qualité d'une certaine pluie « *duveteuse* ». Il relit *Don Quichotte*, *L'Astrée*. Tiens ? L'horizon d'ouest est devenu lisse et clair « *comme un sabre* ». Sa joie de vivre est là. C'est aussi celle d'Angelo aux dernières lignes du *Hussard* en vue de la frontière italienne ; et c'est aussi la nôtre, d'être admis dans la plus ample des confidences littéraires. « *C'est votre Faulkner !* », clamait Henry Miller, qui s'y connaissait un peu – non ?

Bertrand Poirot-Delpech

★ Signalons la réédition de *Jean le Bleu*, « Cahiers rouges », Grasset ; *Un roi sans divertissement*, « Folio », Gallimard. Ainsi que la publication de plusieurs études : Pierre Citron, « Ecrivains de toujours », Seuil ; *Magazine littéraire*, février 1995 ; *Obliques*, numéro spécial, 1992.

Ces villes que l'on a aimées

Bruno Fortier a écrit la romance de la ville perdue. Un hymne d'amour, en même temps qu'un tombeau des utopies

L'AMOUR DES VILLES
de Bruno Fortier.
Ifa/Ed. Mardaga, diff.
Saint-Germain [Services, 120 bd Saint-Germain, 75006 Paris, Tél. (1) 40-46-60-00] 286 p., 145 F.

Impeccable et précis, même dans l'allusion, appuyé sur une érudition immense et d'apparence désinvolte dont il ne nous livre jamais que d'infimes fragments, mais innombrables, puisés aux sources les moins accessibles au commun des chercheurs, *L'Amour des villes* est le tombeau des utopies.

On y goûtera l'élégance d'une langue très belle, la musique particulière d'une prose toute en glissendos, nimbée d'assez de brume pour activer un sentiment désenchanté, semée pourtant d'assez de vivacité et d'éclats pour que ce ne soit pas un ouvrage de grise érudition.

> Pourquoi n'a-t-on pas continué Venise ?

On y partagera le trouble d'une pensée étrange, glissante elle aussi, voleteuse et picorante, dialectique et comme incertaine, souvent énoncée d'ailleurs au conditionnel quand ce n'est à l'imparfait, ces temps qui donnent à la narration l'atmosphère de nostalgie qui convient à un livre de demi-deuil. Une pensée qui, au lieu d'être énoncée de face, assurée et sentencieuse, proclamatoire, se plaît en mouvements *a contraposto*, à la façon des sculptures maniéristes de Michel-Ange, dans une attitude qui lui confère une expression douce-amère. Car Bruno Fortier se tient du côté de l'individu « *normalement compliqué* » plutôt que des doctrinaires. C'est un sceptique, et la seule théorie qui pourrait lui convenir serait peut-être celle de la dérive situationniste.

Son ouvrage célèbre deux désillusions fondamentales : le deuil de la ville ancienne et celui des villes utopiques telles que les ont pensées les diverses générations d'architectes du XXe siècle. Pourquoi n'a-t-on pas continué Venise ? Parce qu'elle n'avait pas été une création, parce qu'elle n'était pas le fruit d'un plan, d'une pensée mais, pour l'essentiel, une sorte de végétation naturelle et hasardeuse de l'urbanité. Jamais véritablement produite, elle ne pouvait être reproduite. Pourquoi n'a-t-on pas continué d'infléchir les villes anciennes, de les embellir comme le pratiquait le XVIIIe siècle ? Pourquoi a-t-on cessé d'en imiter les agencements pittoresques, comme le recommandait Camillo Sitte à Vienne il n'y a guère plus d'un siècle ? Parce que l'échelle du problème avait changé, qu'il n'était plus temps de tailler et de rectifier, que l'on se dirigeait inéluctablement vers la ville ouverte et que l'on voulait s'arracher au poids de l'Histoire et de la topographie.

Les urbanistes des avant-gardes imaginèrent une ville blanche et sans ride, d'une pureté éternelle, que suggéraient leurs dessins angéliques. Ils rêvaient devant de vastes perspectives à vol d'oiseau ; ils planaient au-dessus des cités dans leurs avions biplans (« *Nous le savions : mais nous ne doutions pas à quel point cette malpropreté, cette malhonnêteté de la ville étaient immenses, étaient odieuses. L'avion a vu, l'avion accuse* », écrivait Le Corbusier). Ils voulaient extraire l'humanité de la fange des villes historiques, noires, sans hygiène ni soleil, encombrées, irrégulières, ce madrépore sédimentaire, indémêlable, qui opposait à leurs plans le crissement de ses vieilles parcelles imbriquées. Ils voulaient une vie neuve et un art neuf.

Anges et démons, ces architectes. Ainsi naquirent la spatialité contemporaine, le rêve de l'immatérialité, de l'abstraction, le goût du classement logique et harmonieux des fonctions et des êtres. Ainsi triomphèrent des pensées urbaines qui tenaient de l'arithmétique. Alors, par un étrange caprice de la topologie, ce qui était l'articulation des vides (l'impasse, la rue, la place et plus généralement les lieux publics infiltrés au sein du « *grand pierrier* ») fut restitué à l'étendue universelle, et dissous.

François Chaslin

Lire la suite page XI

L'ÉDITION

■ **L'activité de l'édition française** *en 1994. Le président du Syndicat* national de l'édition, Serge Eyrolles, a rendu publiques les premières estimations des résultats de l'édition française pour 1994. *A partir d'un* échantillon de quatre-vingt-dix maisons d'edition, ces résultats provisoires font apparaître, pour l'ensemble du secteur, un chiffre *d'affaires en hausse de 3 % en* francs courants (soit 1 % en francs constants). Comme en 1993, les encyclopédies et dictionnaires (+ 6 % *en francs courants)* et les *livres pratiques* (+ 5,5 %) connaissent les plus fortes croissances, suivis par les ouvrages scolaires qui, cette année encore, ont bénéficié de la réforme des programmes (+ 3,5 %), les sciences humaines et sociales (– 2,5 %) et la littérature générale (+ 2 %). Le secteur scientifique, technique et médical tout comme l'édition pour la *jeunesse stagnent*, tandis que les livres d'art, qui continuent notamment à souffrir de la concurrence des éditeurs publics, accusent, cette année encore, un *recul* de 3 %.

■ **Salon du livre de Paris.** Le 15e Salon du livre de Paris se déroulera, du 17 au 22 mars, au Parc des expositions, porte de Versailles, à Paris. 1000 éditeurs et 600 auteurs *sont attendus dans* cette vaste librairie qui présentera cette année plus de 250 000 titres. Au programme, un hommage à la littérature et à l'édition espagnoles ; un *hommage à Jean de* La *Fontaine*, dont on fête en 1995 le tricentenaire de la mort, des rencontres, débats, lectures... Sur le stand du *Monde*, Yves-Marc Aichenbaum dédicacera *A la vie à la mort-Histoire du journal* Combat, le samedi 18 mars à partir de 16 heures. Jean-Pierre Colignon, chef correcteur du *Monde*, sera présent pour *La Cote des mots*, le dimanche 19 mars, à 16 heures également. *Lundi 20 mars*, à 17 heures, Roger Cans signera *La Bataille de l'eau*. Enfin, Plantu, en nocturne, le mercredi 22 mars à 20 h 30, dédicacera *Le pire est derrière nous.*

■ ***Un système d'intéressement* des salariés chez Gallimard.** Les éditions Gallimard, dont l'exercice comptable s'achève au 28 février, ont confirmé que le résultat 1994-1995 permettrait de dégager un *montant d'intéressement qui doit* être distribué en juin. C'est la première année que se met en place ce système, original dans l'édition française et auquel, souligne-t-on *rue Sébastien-Bottin, Antoine* Gallimard est particulièrement attaché. Il vise à mieux faire profiter des fruits de la croissance les salariés de Gallimard et de ses filiales (Jeunesse, Loisirs), ainsi qu'à créer *une véritable « solidarité d'entreprise ».*

■ **La 7e édition du « Mai du livre d'art ».** Le septième « Mai du livre d'art » – dont la vocation est de promouvoir les beaux livres hors de *leur période traditionnelle d'achat*, c'est-à-dire hors des fêtes de fin d'année – sera lancé mardi 2 mai. Trente éditeurs présenteront des ouvrages inédits vendus à un prix de lancement de moins (– 20 % du *prix normal) jusqu'au 30 juin*. Et plus de deux cents librairies participeront à l'opération à travers la France, la Suisse et la Belgique. En 1993, quelque 5,4 millions de beaux livres et livres d'art ont été achetés, *et ce secteur représentait* 5,3 % du chiffre d'affaires global de l'édition française.

■ **Hans von Freyberg nommé président de France-Loisirs.** *L'Allemand Hans von Freyberg, trente*-quatre ans, va succéder à Peter Lieger, à la tête de la société France-Loisirs, filiale à 50/50 du Groupe de la Cité et du groupe allemand Bertelsmann. Depuis 1991, Hans von Freyberg était directeur des éditions Plaza y Janes, filiale de Bertelsmann à Barcelone. Il prendra ses fonctions le 1er juillet. Peter Lieger devient *« area-manager »* des activités club d'Autriche, de République tchèque et de Hongrie.

■ **Monica Mondardini directrice d'Hachette Edition encyclopédies et dictionnaires.** Monica Mondardini *qui était, depuis 1993*, directrice du courtage international et des fascicules au sein d'Hachette Livre, a pris la direction de Hachette Edition encyclopédies et dictionnaires, *un nouveau départe*ment créé au sein d'Hachette Livre. Ce département regroupe l'édition et la fabrication des produits encyclopédiques vendus en courtage *par les réseaux du Livre de Paris*, l'édition de dictionnaires en langue française auparavant réalisée par le département dictionnaires au sein d'Hachette Education, et l'édition électronique de *produits* de produits de référence.

Vivant comme « L'Azur »

Un hebdomadaire de « conversation », de petites nouvelles, une voix unique, drôle et coléreuse : celle de Michel Butel

Comme dans les films de Sacha Guitry, il y aurait un seul et même nom au générique. De *L'Azur*, Michel Butel est fondateur, directeur de la publication, directeur de la rédaction (unique), rédacteur, gérant, préposé aux abonnements, au courrier des lecteurs, etc. Il le répète dans un récent « Appel » (au secours) à ses lecteurs : *L'Azur* et lui ne font qu'un. Mais *L'Azur*, c'est désormais à la fois un hebdomadaire (4 pages), dont trente-six numéros ont déjà paru, et, depuis peu, de tout petits livres de nouvelles : 8 pages, format 11 × 14,5 cm, présentés comme le journal, écrits avec le même chuchotement rageur, drôle, désespéré, plein de tact (surtout *L'Ogre, Eux-mêmes, Mélissa*). Il y en a dix à présent, dont l'auteur, infiniment unique, est Michel Butel (1).

« Un journal n'est pas une œuvre littéraire, mais une guerre civile où on s'implique physiquement », explique cet homme à tout faire, par ailleurs écrivain et qui avait déjà créé, en d'autres temps, *L'Autre Journal*. *« Dans les journaux, en général, il manque la première personne. Ils ne font pas confiance à l'énigme de la voix, ils n'ont rien à voir avec la vie. L'idéal, ce serait plusieurs journaux à une voix, plein de voix discordantes.* L'Azur *est différent d'une semaine sur l'autre et varié à l'intérieur d'un même numéro, aussi varié que les conversations que les gens ont entre eux. »*

L'Azur, en somme, a tout du *vistemboir* de Jacques Perret : un drôle de machin. Qu'est-ce donc ? Quelque chose qui a raison ? Quelque chose qui est d'accord ? Quelque chose qui est, comme on dit, « terre à terre » ? *L'Azur*, ce serait plutôt quelque chose qui parle. Une voix un peu bizarre, assez têtue, qui passe son temps à dire non quand on dit oui, à s'échapper là où on ne l'attend pas, à raconter des choses qui ne se voient même plus. Une voix solitaire, pince-sans-rire, imprécatoire, narcissique, généreuse, horripilante, exaltante, fantaisiste, tragique, fulgurante, vraie, juste, très drôle, ironique, dérangeante, susceptible, chaleureuse, le plus souvent en colère. Un message jeté à la mer, écrit (ou crié) à la première personne (toujours la même personne), partagé, sur ses quatre pages, en plusieurs chapitres délibérément arbitraires. Mais plus qu'une voix, plus qu'un message, c'est quelque chose qui se passe vraiment, un dialogue immédiat, l'exigence d'un tête-à-tête.

Il s'y raconte des tas de choses, des faits divers, des pensées graves, des histoires drôles ou noires, des proverbes, des contes, des poèmes, des pamphlets, dans l'actualité ou un peu à côté, dans la vie. Quand on commence à les écouter, c'est comme un feuilleton, on finit par les attendre. L'homme à tout faire parle tout seul, les yeux ouverts, la voix corrosive, en braquant son silencieux contre la société pour refaire le monde. On pense à Karl Kraus, à Kleist et à d'autres.

L'Azur, c'est là-bas, au bout, à gauche de la gauche, c'est-à-dire nulle part, dans l'utopie, le rêve humain à cause du cauchemar humain, l'indignation contre ce qui passe inaperçu, contre ce qui devient normal, à force. C'est nulle part mais ça existe : c'est bleu.

Marion Van Renterghem

(1) *L'Azur*, BP 272, 75264 Paris Cedex 06. Fax : 46-34-68-16. Vente au numéro : 10 F (en kiosque ou par abonnement). Pour les livres de nouvelles (10 F chacun), écrire à *L'Azur*.

DROIT DE CITER

« Mordu par un chien, un homme cherchait de toutes parts quelqu'un pour le guérir. Un badaud lui conseilla d'étancher le sang avec du pain, puis de le jeter au chien qui l'avait mordu. « Mais si je fais cela, je n'y couperai pas », objecta le blessé : « Tous les chiens de la ville vont me mordre à leur tour ! »

Il en va ainsi de la méchanceté des hommes : lui tendre un appât, c'est la pousser à se déchaîner. »

ESOPE, *Fables*, traduction inédite, présentation, notes, bibliographie et index par Daniel Loayza, édition bilingue, GF-Flammarion.

Dix ans de Dilettante

C'est sur une terrasse, un soir de juin 1984, qu'une bande d'anciens « anars » en rupture de militantisme décida de se lancer dans l'aventure du Dilettante. Il s'agissait d'éditer des *textes courts – faute d'avoir les* moyens d'en imprimer de plus gros –, et surtout de quitter les sentiers battus des modes littéraires. En février, le jour de la Saint-Valentin, l'équipe fêtait les dix ans d'existence de la maison, dans les locaux tortueux de la rue Barrault, Paris-13e. Dix ans de cheminement obstiné, de coups de foudre et de coups durs salués par la publication d'une plaquette gratuite assez drôle intitulée *l'Auteur*.

Auteur de *l'Auteur*, prix de Flore pour un roman paru chez Flammarion en 1994, Vincent Ravalec est aussi une « trouvaille » du Dilettante, dont les responsables mettent un point d'honneur à dénicher de nouveaux talents. En donnant au Dilettante deux recueils intitulés *Vol de sucette* et *Recel de bâtons*, l'écrivain vient de revenir à la maison qui accueillit ses premières nouvelles, en 1992. Dans le catalogue du Dilettante, qui comprend déjà 85 titres – au rythme, immuable, de huit à dix par an –, le nom de Ravalec côtoie ceux d'auteurs très différents, parmi lesquels Henri Calet ou Paul Gadenne, Eric Holder ou Georges Hyvernaud, mais aussi Edward Limonov et Marc-Edouard Nabe. *L'essentiel étant que chacun des* livres sélectionnés *« semble correspondre à une nécessité de la part de l'auteur »*, explique Dominique Gaultier, l'un des fondateurs du Dilettante. *« Nous ne défendons pas une conception déterminée de la littérature*, ajoute-t-il. *Nous raisonnons comme des lecteurs. »*

Au fil des années, les volumes du Dilettante sont progressivement devenus plus épais, tout en conservant le format 12/18 des débuts. La maison parvient à obtenir des prix de revient assez faibles et des seuils de rentabilité peu élevés, grâce au travail bénévole de quelques compagnons de route dévoués. Les couvertures varient d'un titre à l'autre, avec une seule constante : rester le plus loin possible de *« l'esthétisme bon chic bon genre de certains éditeurs »*, indique-t-on rue Barrault. Pari tenu, semble-t-il, surtout pour certaines maquettes particulièrement laides ou humoristiquement kitsch.

Ce parti pris signe en tout cas l'esprit de contradiction *qui a souvent régné sur* la maison, la volonté de se démarquer des modèles officiels ou considérés comme « bien pensants ». Au terme de longs débats internes, les responsables du Dilettante ont ainsi publié, début 1993, les *Lettres de prison* de l'écrivain pro-nazi Lucien Rebatet – l'une de leurs meilleurs ventes –, précédées d'un avant-propos où l'éditeur affirmait nettement que *« Lucien Rebatet a trop frayé avec l'inacceptable »*, tout en regrettant que *« près de cinquante ans après la Libération, la morale publique impose le silence éternel aux morts, comme si elle avait peur de demander des comptes aux vivants »*. Bien que cet ouvrage leur ait valu les critiques des libraires, les responsables de la maison ne regrettent rien, si ce n'est d'avoir *« fait une préface pour s'excuser de publier le livre »*.

R. Ré.

L'impact du « Monde »

Il serait le quotidien le plus « efficace » pour aider à la vente des livres

Selon un sondage effectué auprès des deux cents premiers libraires de France (1) par le service études de Publicat, régie publicitaire du magazine *Télérama*, *Le Monde* arrive en tête des quotidiens *« dont la critique littéraire est la plus efficace pour aider les ventes »*. Il recueille, en effet, 50 % des suffrages, devant *Le Figaro* (18 %), les quotidiens régionaux (14 %) et *Libération* (11 %) tandis que, dans la catégorie « magazines », *Télérama* (48 %) dépasse *L'Express* (23 %), *Le Nouvel Observateur* (11 %), *Le Point* (9 %) et *L'Événement* (3 %). Pour la quasi-totalité des libraires interrogés, la notoriété de l'auteur et la présentation de son livre sur le lieu de vente restent, bien entendu, les facteurs déterminants de l'acte d'achat. Mais 88 % d'entre eux jugent *« très importante »* ou *« assez importante »* la critique dans les journaux, celle-ci dépassant même la présentation dans une émission de télévision (84 %), l'obtention d'un prix littéraire (81 %), la publicité (76 %) et la présence dans un *« hit parade »* (33 %).

Enfin, pour l'échantillon concerné, l'année 1994 semble avoir été favorable. 59 % des libraires interrogés – qui comptent, il est vrai, parmi ceux dont l'activité est la plus importante – déclarent avoir réalisé une hausse du chiffre d'affaires, lequel est resté stable pour 30 % et a reculé pour les 10 % restants.

Fl. N.

(1) *Etude réalisée du 2 au 10 février à* partir d'interviews téléphoniques auprès des deux cents plus importants libraires de France. Ceux-ci sont issus de la liste des deux cent cinquante premières librairies françaises, publiée dans *Livres Hebdo* du 16 décembre 1994.

Israël : l'interminable « affaire Kastner »

Le cinquantenaire de la déportation des juifs de Hongrie, une série de la télévision israélienne, une biographie d'un historien – Yehiam Weitz – à paraître sur Israël (Rezsö) Kastner (aux éditions Keter), ont relancé en Israël la polémique *sur le rôle exact de* ce personnage, *sioniste travailliste*, chargé en 1943 du comité d'aide et de secours (*Vaada*) à Budapest : Kastner était l'interlocuteur privilégié des SS et d'Eichmann, qui cherchaient à entretenir, par des tractactions et des marchandages, l'espoir des masses juives, évitant du même coup que *celles-ci ne se soulèvent, comme les juifs* de Varsovie en 1943. Kastner a-t-il contribué à endormir les juifs hongrois dont une grande partie seront assassinés à Auschwitz au cours de l'été 1944 ? A-t-il *« collaboré »* avec les SS ? Est-ce pour couvrir cette collaboration qu'il témoignera après la seconde guerre mondiale en faveur de *certains d'entre eux, comme* l'ex-officier Kurt Becher, au tribunal de Nuremberg ? Quoi qu'il en soit, la Cour suprême israélienne le réhabilitera après un tumultueux procès qui durera de 1952 à 1954, et après son assassinat par un fanatique, proche de l'extrême droite israélienne, en 1957. Kastner, en Hongrie, a-t-il fait tout ce qui était en son pouvoir pour sauver ce qui pouvait l'être ? Cette affaire douloureuse, dont la droite s'empara pour saper les fondements du pouvoir de Ben Gourion et des travaillistes, fait régulièrement surface parce qu'elle recouvre une question autrement plus complexe et de plus en plus débattue en Israël même : l'Agence juive et la direction du mouvement sioniste ont-ils fait le maximum pour aider les juifs d'Europe quand ils en ont eu l'occasion ?

RUSSIE : CRÉATION D'UN PRIX POUCHKINE

A quoi et à qui sert la poésie ? Cette question, posée dans les années 60 en Russie par les poètes à qui Khrouchtchev donnait enfin la parole – Evgueni Evtouchenko (1933), Andreï Voznessenski (1933), Bella Akhmadoulina (1937) –, est restée sans vraie réponse. Parmi les poètes des années 60, certains sont restés fidèles à leur muse comme en témoignent leurs dernières parutions dans la *Literatournaia Gazeta : Prose en cascade*, de Ian Satounovski (1913-1982), dans la lignée des futuristes ; *l'Azov*, de Iouri Galanskov, poète à qui la politique a coûté la vie ; *Les Plates-Bandes d'Aniouta*, de Henri Volokhonski, et *Poèmes*, de Viatcheslav Kouprianov (1939), un des fondateurs du vers libre en Russie. Le chaos ou la loi du marché ont, certes, eu raison de nombreux autres auteurs, qui ont arrêté d'écrire... ou se sont lancés dans les affaires. D'aucuns considèrent pourtant le marasme ambiant comme un nouveau souffle et s'en inspirent (*Knijnoïe Obozrenie*) : ainsi Karen Djanguirov dans *Le Loup de l'automne* et Vladimir Salimon pour *Le Soleil triste*. Ainsi, à l'heure où, à Moscou, ce sont les histoires sentimentales et les mauvais romans policiers qui font les best-sellers, la poésie continue-t-elle à demeurer vivace. Un Prix Pouchkine sera décerné désormais chaque année dans le cadre d'un nouveau concours (organisé par la Fédération de Russie), qui se clôturera en 1999 pour fêter le bicentenaire de la naissance du célèbre poète.

■ ***GRANDE-BRETAGNE*** *Le* groupe britannique Pentos, dont les pertes financières ont atteint 36 millions de livres (288 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 102 millions (816 millions de francs) en 1994-1995, a dû passer sous administration judiciaire. Pentos contrôlait les chaînes de librairie Dillons et les papeteries Rymans. C'est le groupe Thorn EMI qui a racheté Dillons pour *36 millions de livres, au moment où, par ailleurs, il vendait 231 ma*gasins d'électronique Rumbelows à l'allemand Escom (informatique). Toutefois, Thorn risque d'avoir aussi à rembourser les dettes de Dillons auprès de différents éditeurs. Quand on sait qu'il n'y a pratiquement plus de petites librairies en Angleterre, constater que même les grands groupes – qui ont sonné le glas du petit commerce – connaissent des difficultés est inquiétant.

■ **ÉTATS-UNIS** La publication de *The Age of Extreme 1914-1991* (Pantheon Books) achève le cycle auquel l'historien Eric Hobsbawm, a déjà consacré trois ouvrages – couvrant la période 1789-1914, tous parus chez Fayard. Fidèle à une analyse marxiste de l'histoire, et à *« la longue durée »*, Eric Hobsbawm, voit dans le communisme et dans le libéralisme deux rejetons des Lumières. Il estime que, paradoxalement, c'est l'Union soviétique qui a sauvé le capitalisme du désastre nazi. Autre paradoxe : pour lui, le même système soviétique a été victime de la crise du capitalisme dans les années 70. Il conclut en prédisant l'effondrement de certains points d'appui de l'économie capitaliste, et l'érosion inéluctable de l'Etat-nation.

■ **YOUGOSLAVIE** Vladimir Arsenijevic est, à vingt-neuf ans, le plus jeune écrivain à avoir jamais reçu le plus prestigieux des prix littéraires de son pays, celui du journal de Belgrade *Nin*. Son roman *In the hold* sera prochainement publié en Suède et en France.

COLLOQUES, BULLETINS ET SOCIÉTÉS

■ **LA PREMIÈRE des Rencontres philosophiques de l'Unesco se tiendra à Paris du 14 au 17 mars. Réunissant une soixantaine de participants autour de la question « Qu'est-ce qu'on ne sait pas ? », cette nouvelle manifestation interdisciplinaire entend faire dialoguer chercheurs et grand public. Parmi les intervenants : Bernard Williams, Paul Ricœur, Stephen Jay Gould, Michel Serres, Henri Atlan, René Thom et des spécialistes venus des différentes régions du monde. Entrée libre et gratuite, Maison de l'Unesco, de 9 heures à 19 heures, salle XI, 7, place de Fontenoy, 75007 Paris, tél. : (1) 45-68-38-30, fax : 45-67-67-91.**

■ **ÉCRIVAINS EN BIBLIOTHÈQUES. Dans le cadre des rencontres organisées par les bibliothèques publiques de la ville de Paris, les écrivains Marie-Aude Murail, Ismaïl Kadaré et Marie Rouanet seront respectivement reçus par la bibliothèque Courcelles (17e, avenue Beaucour, Paris 8e), par la bibliothèque Buffon (15, rue Buffon, Paris 5e) et par la bibliothèque Marguerite-Durand (79, rue Nationale, Paris 13e), les 16 mars à 17 h 30, 25 mars à 16 heures et 30 mars à 18 heures.**

■ **L'ASSOCIATION POUR L'AUTOBIOGRAPHIE, qui publie l'excellent bulletin *La Faute à Rousseau*, organise une table ronde sur le thème « Ecrire, décrire ses parents », avec la participation de Christine Buret-Cohen, Jacques Lecarme, Pierre Pachet et J. B. Pontalis. Samedi 18 mars, 14 h 30, Maison internationale, salle 614, Cité universitaire, 19-21 bd Jourdan, Paris 14e. Renseignements au (1) 43-36-29-38 ou 43-50-46-40.**

■ **« IMAGES D'ERNST JÜNGER », tel est l'intitulé du colloque international organisé par l'université de Savoie et le Goethe Institut de Lyon, les 30 (de 9 h 30 à 16 heures) et 31 mars (de 9 h 30 à 12 heures), à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain (Centre de recherche sur l'identité allemande, université de Savoie, rue Marcoz, 73011 Chambéry).**

■ **À LA MAISON DES ÉCRIVAINS, Laurent Lapierre, Jean-Clarence Lambert, Francis Marmande et Dominique Noguez participeront à une rencontre organisée, le 15 mars à 18 h 30, sur le thème « Guy Debord, conversations lues entre l'auteur et les siens » (hôtel d'Avejan, 53, rue de Verneuil, Paris 7e. Réservations au (1) 49-54-68-80).**

■ **« L'AFFAIRE RUSHDIE : six ans après, quelles réponses », tel est le thème du débat qui aura lieu au centre Georges-Pompidou, grande salle du premier sous-sol, samedi 18 mars à 17 heures. Participation de Michel Deguy, Frances D'Souza, Claude Lefort, Jean-François Revel, Olivier Rolin, Günter Wallraff.**

■ **À BRON (Rhône), la Fête du livre se tiendra du 31 mars au 2 avril sur le thème de « L'autre ». Tables rondes, entretiens, lectures, rencontres avec des écrivains français et étrangers, projections de films se succéderont au cours de cette manifestation qui a attiré 20 000 personnes en 1994. (Renseignements au (16) 72-36-13-84.)**

■ **À LA COUTURE (Pas-de-Calais) aura lieu, les 25 et 26 mars, le quinzième Salon de l'édition régionale. (Renseignements auprès de Régis Bel au (16) 21-57-14-50.)**

■ **LA REVUE *Raison présente* et l'Union rationaliste organisent un colloque sur le thème « Justice et droits », en présence de Paul Bouchet, Pierre Lyon-Caen, Pierre Bouretz et Thierry Pfister, samedi 25 mars, de 9 heures à 13 heures, à La Sorbonne, amphithéâtre Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, Paris 5e.**

Else, l'étrange muse de Berlin

Klaus Mann voyait en Else Lasker-Schüler « une poétesse-née ». Elle fut, avant le nazisme, l'égérie des milieux intellectuels berlinois. Elle est morte, oubliée et solitaire, à Jérusalem, en 1945

LE MALIK
Une histoire d'empereur
d'Else Lasker-Schüler.
Traduit de l'allemand
par Geneviève Capgras
et Silke Hass,
éd. Fourbis, coll. « SH »,
156 p., 120 F.

MON PIANO BLEU
Poésie complète, tome I
d'Else Lasker-Schüler.
Traduit de l'allemand
par Jean-Yves Masson
et Annick Yaiche,
éd. Fourbis, coll. « SH », bilingue,
382 p., 150 F.

Else Lasker-Schüler, seule et âgée, meurt à Jérusalem, le 22 janvier 1945. Au même moment, Berlin, qui fut sa ville, s'apprête à capituler sous les bombes. Si un anniversaire semble devoir échapper à la frénésie du souvenir obligé, c'est bien celui-là. Et c'est fort bien ainsi. On imagine mal en effet, dans le cimetière juif aujourd'hui abandonné où elle fut enterrée, au pied du mont des Oliviers, une célébration officielle autour de la pauvre et étrange figure de la poétesse disparue. La sépulture, d'ailleurs, n'existe plus, et nul oranger, au contraire de ce qu'espérait Gottfried Benn – qui fut un moment son amant et qui resta son ami, en même temps qu'il se laissait séduire par le national-socialisme – n'adoucit ni ne parfume *« l'air brûlant du pays autour de cette tombe allemande »*. Une plaque commémorative vient cependant d'être apposée, rappelant le nom de celle qui se voulut, dans ses rêves et dans ses écrits, Tino de Bagdad ou Youssouf, prince de Thèbes.

« Je suis née à Thèbes (Egypte), même si je suis venue au monde à Elberfeld en Rhénanie. Je suis allée à l'école jusqu'à onze ans, je suis devenue Robinson, j'ai vécu cinq ans en Orient et depuis je végète », écrivait Else en 1920, dans la notice biographique d'une anthologie poétique, avec cette constante volonté, qui ne la quitta jamais, de se projeter hors du monde réel. Elle naît, en fait, le 11 février 1869 dans une famille juive, commence à écrire des poèmes à l'âge de quinze ans, se marie en 1894 avec un médecin, Johann Berthold Lasker ; en 1902, elle publie son premier recueil de poèmes, avant, cinq ans plus tard, de divorcer pour se remarier aussitôt avec un musicien, Georg Levin, auquel elle donna le nom de Herwarth Walden ; c'est lui qui fonda, en 1910, la célèbre revue d'avant-garde, *Der Sturm*, où Else publia ses poèmes. En 1899, était né, de père inconnu, son unique enfant, Paul, qui mourut en 1927. Elle quitte l'Allemagne en 1933 – un an après avoir obtenu l'important prix Kleist – et s'installe d'abord à Zurich ; l'année suivante elle fait un premier voyage à Alexandrie et en Palestine. En 1938, elle est déchue de sa nationalité allemande par les nazis. Le début de la guerre l'empêche de quitter la Palestine, où elle avait trouvé refuge et où, deux ans avant sa mort, elle publie son dernier livre de poèmes, *Mein Blaues Klavier*.

« Ma joie de vivre a perdu ses couleurs –... / Je suis tombée sur la terre en si grande solitude : / D'où je vins, personne jamais ne l'a su, / – Sauf toi, à qui je serai un jour réunie », écrit Else Lasker-Schüler dans l'un de ses derniers poèmes. Pauvre, elle ne le fut pas seulement, lors de son dernier exil en Palestine, où les nazis avaient chassé la *« juive pornographique »*. On pouvait la voir, raconte un témoin, dans les rues de Jérusalem, pathétique oiseau de nuit aux ailes brisées, marchant comme en transe, hantée par la chimère d'une religion qui aurait réconcilié juifs, arabes et chrétiens. A Berlin déjà, amie des expressionnistes et égérie de tout le milieu intellectuel dans les premières années du siècle, elle vivait de l'air du temps et de la générosité de ses proches, dormait dans des chambres misérables et, raconte l'une de ses amies, payait ses consommations dans les cafés avec des bonbons multicolores qu'*« elle sortait de son sac, de sa poche, d'entre ses seins »*.

« Fidèle à elle-même avec fanatisme »

Mais les images sont multiples, contradictoires parfois, et l'on ne doit pas trop user de certaines pour solidifier une légende confortable, pour figer définitivement la mobilité d'un visage. Chez Lasker-Schüler, la misère matérielle, d'ailleurs relative et pour une large part choisie, comme l'excentricité, constitue un défi lancé contre l'ordre bourgeois – défi qui, comme toutes les provocations, obéit à des codes, à des conventions. Dans le Berlin de la bohème artistique et des cafés littéraires, loin de souffrir d'isolement, Else est une personnalité célèbre, une silhouette indispensable du paysage intellectuel.

Reconnue par les meilleurs esprits de son temps – comme Karl Kraus, qu'elle appelle le *« cardinal austro-vénitien »* ou le *« dalaï-lama »*, et qui, dès 1910, voyait en Lasker-Schüler *« la plus forte et la plus égarée des apparitions lyriques de l'Allemagne moderne »* –, elle est soutenue, entourée, publiée, écoutée. *« Elle s'arrogeait tous les droits, et en premier lieu le droit de préemption sur tous les hommes »*, écrit la poétesse Claire Goll, non sans une pointe de jalousie. Sa séduction est grande en effet, même si les photographies retiennent surtout l'énergie et la force virile des traits ; les jeunes amants se pressent, tel Gottfried Benn en 1912, surnommé *« Giselheer le Nibelunge »* dans *Le Malik*, et dont elle dressera un magnifique portrait : *« ... Il est là, debout, inébranlable, il ne chancelle jamais, porte sur son dos le toit d'un monde. Quand je me suis égarée à force de danser, que je ne sais plus où aller, je voudrais être alors une taupe de velours, creuser une tanière sous ses épaules et m'y enfouir. »*

L'excentricité, de ses attitudes et comportements, de sa mise et de sa conduite, était devenue comme une seconde nature : pour montrer son être, elle devait le vêtir de noms imaginaires et de vêtements exotiques. De même, pour vivre dans ce monde, il lui fallait sans cesse le réinventer, le métamorphoser ; ainsi ses amis s'enrichirent d'identités fabuleuses, Berlin devint une ville d'Orient, comme, plus tard, Jérusalem deviendra une sorte de Berlin rêvé.


ULLSTEIN BILDERDIENST

« La plus forte et la plus égarée des apparitions lyriques de l'Allemagne moderne » (K. Kraus)

On parle d'elle sans cesse dans les journaux et les revues publient ses proses ou ses poèmes. On l'admire ou on la déteste, parfois les deux. Walter Benjamin, l'invitant un jour à s'asseoir à sa table au Café des Westens, juge son comportement vide, maladif et hystérique ; le même Benjamin tenait pourtant en haute estime la poésie comme les dessins de Lasker-Schüler. Franz Kafka, lui non plus, n'aime guère le *« cerveau vibrant sans choix »* de cette *« citadine qui se surexcite elle-même »*. Il ne participe pas moins, comme il le raconte à Felice Bauer dans une lettre en février 1913, à une collecte en faveur de la jeune femme, mais *« sans ressentir la moindre compassion »*.

Force intérieure et fierté compensent le caractère égaré, abandonné d'Else Lasker-Schüler. Incandescente et narcissique, probablement exaspérante, elle s'impose dans les cercles qu'elle fréquente. Klaus Mann, dans *Le Tournant*, la décrit surgissant *« pour un instant parmi nous, un peu étrange, certes, parfois effrayante, parfois d'un comique démént ; mais dans chacun de ses gestes, dans chacune des paroles qu'elle chuchotait timidement ou murmurait avec colère, elle restait une poétesse-née, le talent personnifié, un talent d'une intensité telle et d'une espèce si parfaitement singulière qu'il mérite presque, en vérité, le nom de génie »*.

Mais ce singulier génie et la force qui l'anime ne peuvent dissimuler l'intense tristesse habitant le cœur et l'âme de l'écrivain. Scandée par les deux guerres, la vie d'Else Lasker-Schüler est une longue suite de deuils, à la fois personnels et collectifs. Le monde auquel elle appartient agonise sous ses yeux, meurtri par une histoire dont elle chercha tant à s'évader : *« Ah ! je voudrais sortir du monde ! / Et pourtant, loin de lui / Je m'égare, flamme qui vacille / Autour de la tombe de Dieu. »* Au début de la première guerre mondiale, elle perd ses amis les plus chers : le peintre Franz Marc en particulier – qui fut le *« cavalier bleu »* et le destinataire du récit *Le Malik* –, tombé à Verdun en 1916, et Georg Trakl, mort deux ans plus tôt, à vingt-sept ans, à qui elle dédia ces vers : *« Ses yeux se tenaient si loin. / Une fois déjà, enfant, il était allé au ciel. / Voilà pourquoi ses paroles naissaient / Sur des nuages bleus et blancs. »* La victoire du nazisme achève de ruiner le monde intérieur et de mettre bas tout le théâtre de la vie d'Else Lasker-Schüler.

La figure s'anime, gagne en complexité, s'écarte du simplisme où l'on pensait pouvoir l'enfermer. Si pauvreté il y a, celle-ci est équilibrée par une formidable richesse imaginaire et onirique dans laquelle Else Lasker-Schüler puise la matière de ses livres, en même temps que le décor nécessaire de son existence. Se jouant de la syntaxe et des règles de la grammaire allemande, elle se forge une langue poétique à elle.

Ses proses, ornées de dessins qu'on dirait d'enfant, sont d'étonnantes variations exotiques, des écheveaux de perpétuelles correspondances poétiques et visuelles, souvent obscures et impénétrables. Elles décrivent, comme *Le Malik* (1), des continents bizarres, un Orient rêvé, hérissé de minarets de pacotilles, de coupoles trop brillantes. Mais ces variations sont d'abord celle de l'intériorité du poète ; les paysages, les foules et les princes qui les habitent sont le reflet, la traduction de cette intériorité fiévreuse, toujours en mouvement. Les poèmes, en revanche, sont souvent limpides dans leur mystère même ; dans *Mon Piano bleu*, l'art du poète, comme soudain épuré, débarrassé de multiples surcharges, atteint son sommet.

« Fidèle à elle-même avec fanatisme » (Gottfried Benn), Else Lasker-Schüler incarne un certain type d'existence poétique. Mais, au-delà de l'incarnation datée et de ses aspects légendaires, c'est à l'œuvre que la valeur de cette existence doit à présent se mesurer.

Patrick Kéchichian

(1) D'Else Lasker-Schüler avaient déjà été publiés en français un récit, *Mon cœur* (traduit par Annick Yaiche, préface de Jean-Michel Palmier, Maren Sell, 1989), et une pièce de théâtre, *Moietmoi* (traduite par H.-A. Baatsch, Christian Bourgois, 1990). Sur l'écrivain, on pourra se reporter au premier tome (« Portrait d'une génération », pp. 159-168) de l'ouvrage de Jean-Michel Palmier, *L'Expressionnisme et les Arts* (Payot, 1988) et au livre de Michel Rachline, *La Muse de Berlin* (Olivier Orban, 1987).

Poupées russes à la suisse

Emboîtant différents niveaux de narration avec brio, Urs Widmer entraîne son lecteur dans un monde de folie

LES HOMMES JAUNES
(Die gelben Männer)
d'Urs Widmer.
Traduit de l'allemand (Suisse)
par Jean-Claude Capèle,
Fayard, 200 p., 110 F.

Vouloir l'illusion pour se masquer l'angoisse de cette existence est peut-être une définition du tragique. Mais n'est-ce pas aussi d'une certaine manière la définition du divertissement ? Attachez vos ceintures. Départ pour Andromède. Là-bas, les hommes sont jaunes et infiniment puissants, capables de fabriquer des robots qui ont, à s'y méprendre, l'apparence des Japonais – car les Japonais sont, c'est bien connu, les Terriens les plus faciles à imiter et à programmer. Quand les robots au faciès de Japonais sont parvenus à investir toutes les positions clefs de l'industrie sur Terre, les Andromédiens arrivent par vagues successives dans leurs vaisseaux interstellaires – et sont acclamés par les robots qui étaient aussi programmés pour ça.

Voilà à quoi s'amuse le romancier Karl. Et des histoires comme ça, il en a plein sa caisse en bois, qu'il traîne dans la neige comme une luge. Karl et son ami – le narrateur – ont, en effet, décidé de quitter Francfort pour s'installer à Bâle, où ils ont déniché une maison vide et délabrée plantée sur une falaise, exactement comme ils le souhaitaient. Dehors, un vent froid souffle et durcit la terre. Sale temps pour les plans de tomates, mais excellentes conditions pour la chasse au sanglier en compagnie d'Anna, la jeune femme qui habite au-dessus. Car la maison n'est pas aussi vide que nos deux amis le croyaient. A l'étage en dessous, par exemple, il y a toute une petite société qui se saoûle et se trémousse au son d'un gramophone.

Voilà le genre d'histoire qu'invente l'ami de Karl, autant pour se consoler de sa disparition que pour consoler Anna. Ils l'aimaient bien, Karl ; si seulement ils savaient où il est passé depuis l'incendie qui les a forcés à quitter la vieille maison plantée sur la falaise... Mais est-il vraiment mort, comme le répète le narrateur à Anna ? Un jour, on frappe à la porte et Karl entre, le sourcil roussi. Si Anna lui fait les yeux doux, le narrateur ne tarde pas à se mettre dans une colère noire. Comme s'il était temps de compter fleurette alors que les envahisseurs sont déjà partout, ces hommes jaunes en blouse blanche ! Déjà, ils sonnent à la porte. Leur vaisseau spatial s'est posé en douceur dans la rue à côté de la maison, tout blanc avec un gyrophare bleu sur le toit. *« Je sens aux vibrations de ma civière que les réacteurs sont allumés. Une sirène se met à hurler. Nous partons. »* Autant en emporte la folie. Anna lui apportera des oranges.

Le roman d'Urs Widmer – déjà connu en France pour *Histoires suisses*, *Le Paradis de l'oubli* et *Le Siphon bleu* (1) – emboîte avec brio les différents niveaux de narration et les multiples décors de l'aventure moderne dans une perspective paradoxale qui n'est pas sans rappeler les illusions graphiques d'Escher : le passé devient présent, la fiction devient réalité, la folie devient sagesse, la fin devient l'origine. Et inversement. Pour le plus grand plaisir du lecteur.

Pierre Deshusses

(1) Le premier, en 1983 aux éditions L'Age d'homme, les deux autres, en 1993 et 1994 chez Fayard.

Hawthorne ou l'union des contraires

Drames et bonheur, beauté de la nature et noirceur des âmes : toute l'œuvre et la vie du romancier anglais sont marquées par cette complexe dualité

CARNETS AMÉRICAINS
1835-1853
(American Notebooks)
de Nathaniel Hawthorne.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
et présenté par Françoise Charras,
José Corti, « Domaine
romantique »,
655 p. 180 F

LE FAUNE DE MARBRE
(The Marble Faun)
de Nathaniel Hawthorne.
Roman traduit par Roger Kann,
José Corti, « Domaine
romantique »,
434 p. 150 F

De Nathaniel Hawthorne, qui naquit à Salem en 1804 et fut élevé par une mère recluse et mélancolique, on sait qu'il fut toute sa vie hanté par la pensée du Mal. Sans doute ne croyait-il pas tout à fait, comme ses ancêtres qui se rendaient sur les places de Salem pour y voir brûler les sorcières, que l'homme est entouré de puissances surnaturelles vouées à sa perte ; ses fables n'en ont pas moins une teinte démoniaque, une atmosphère spectrale, comme si le passé, sous la forme de quelque faute innommable, continuait de peser fatalement sur le présent.

Son imagination était tournée vers le tragique, attirée vers le sombre des âmes. Les ruines le fascinaient, et la décrépitude des choses. En Rome, où il séjourna longuement avant d'y situer l'intrigue du *Faune de marbre*, il vit *« un grand cadavre en décomposition »* ; l'influence des massacres perpétrés dans le passé imprégnait encore la ville, corrompant l'air qu'on y respirait – cette *« lourde haleine de la cité »* qu'il opposait au climat pur de la tour où il logea sa chaste héroïne. Il avait du malheur, de la perversité, du crime et de la folie une connaissance profonde, que compensait – ce qu'on sait moins – d'évidentes dispositions au bonheur : *« Mon impulsion est de rester oisif – de m'allonger au soleil, de vagabonder et de regarder la Nature reprendre vie au sortir de son sommeil si semblable à la mort... ici je traîne sur terre, très heureux, au fond, c'est vrai... »*, écrit-il dans ses *Carnets* en 1843. Mais un peu plus loin, cette pensée surprenante éclaire la division fondamentale de sa nature : *« Un rayon de soleil qui furète à l'intérieur d'une pièce déserte pour y retrouver la marque d'une vieille tache de sang. »*

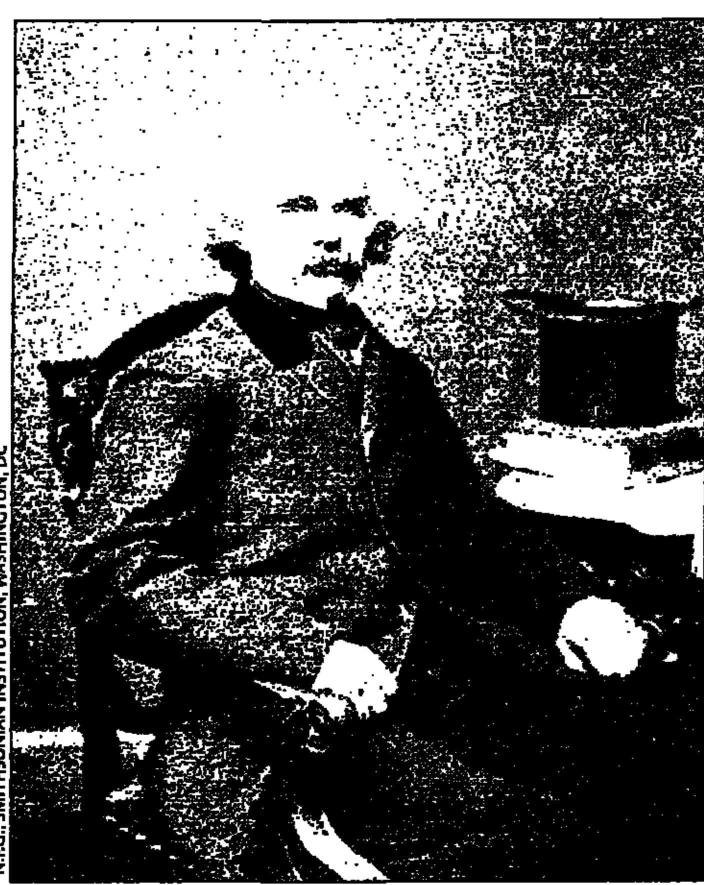
LES GERMES D'UNE ŒUVRE

Ainsi, dans ces *Carnets* publiés pour la première fois intégralement en français (1), alternent des phrases elliptiques, tels de brefs messages, des intuitions fulgurantes, des idées à peine énoncées, qui seront le germe des livres à venir, et des fragments plus longs, anecdotes ou sketches, rencontres et portraits, descriptions précises et détaillées de la nature. Ici, la pensée très belle que les humains, au lieu d'être classés entre riches et pauvres, devraient l'être suivant les peines qu'ils endurent : ceux qui sont affligés par le deuil, souffrent de maladies ou sont coupables d'une lourde faute formeraient ainsi des familles distinctes. Là, telle imagination grotesque et noire : *« Un homme pourrait mourir enfermé dans une cheminée et y sécher comme s'il s'agissait d'un bacon. »* Mais aussi, parmi tant de pages tourmentées, une vision fugitive et lumineuse : des oiseaux à la poitrine blanche, voletant au-dessus de l'eau, *« comme s'ils venaient tout juste d'être créés »*.

Ses amis sont présentés, Thoreau, l'auteur de *Walden*, *« familier des bêtes sauvages, poissons, oiseaux, reptiles »*, qui *« entretient aussi des relations intimes avec les nuages »*, et Emerson, un *« perpétuel bannisseur de tout ce qui est, et un chercheur d'il ne sait trop quoi »*. Thoreau dont il admire et envie la relation heureuse avec les éléments : *« Oh ! Si je pouvais seulement devenir sauvage – je veux dire si je pouvais me trouver véritablement en relation avec la nature »*, écrit ce puritain en quête de l'innocence et de l'Âge d'or. On les voit tous deux pagayer le long de la rivière dans un bateau que Thoreau a fabriqué de ses mains, l'un adroit comme un Indien, l'autre zélé mais inefficace.

De Sophia Peabody, que Hawthorne épousa en 1842, après qu'elle fut guérie d'une longue maladie nerveuse, et de ses trois enfants, Una, Julian et Rose, il est peu question ; jamais les *Carnets* ne versent dans la confession, jamais ils ne privilégient l'analyse de soi. S'ils éclairent sur l'homme et son œuvre, c'est de façon indirecte, parce qu'une pensée fugitive, une obsession se faisant jour, une définition à l'emporte-pièce nous renseigne sur le fonctionnement de cet esprit singulier. La division qui le hante n'est pas sans se refléter dans les nombreuses descriptions du paysage, toujours considéré en termes symboliques. Que l'eau boueuse réfléchisse *« les ombres de chaque arbre et de chaque rocher »*, voilà qui émerveille Hawthorne ; avant D.H. Lawrence, c'est finalement sur l'union des contraires qu'il insiste – sur l'alliance de la boue et de l'image des cieux ; l'âme humaine la plus bornée, commente-t-il, possède au plus profond d'elle-même la faculté de jouir de l'infini.

Les *Carnets américains*, *« de loin les moins volumineux par rapport à leur durée chronologique »*, souligne la préfacière, couvrent la période où fut produit l'essentiel de l'œuvre de Hawthorne (avec la publication des *Twice Told Tales* en 1837, puis, en 1850, de *La Lettre écarlate*, en 1851, de *La Maison aux sept pignons* et, en 1852, de *Valjoie*). Deux autres Carnets suivirent, qui rendent compte des séjours de Hawthorne en Angleterre et en Italie ; ce pays fascina sa nature puritaine et lui inspira le quatrième et dernier de ses grands romans, *Le Faune de marbre*, aujourd'hui réédité dans une nouvelle traduction de Roger Kann (2).


N.R.G., SMITHSONIAN INSTITUTION, WASHINGTON, DC

Un puritain en quête de l'innocence

UN ABÎME

« Une statue finit par exercer sur lui tout le charme malicieux dont elle était capable, écrit Julien Green dans *Suite anglaise. C'était le Faune du Vatican. Son visage n'est qu'un sourire triomphant et moqueur qu'il semble n'avoir jamais eu que pour attraper le puritain... »* Hawthorne ne put l'oublier, non plus que les ruines à la végétation proliférante, les gouffres et les précipices, les souterrains et catacombes que son imagination morbide rechercha dans Rome. Le bonheur et l'innocence, que connaît le faune Donatello, qui personnifie l'instinct et l'énergie vitale, ne recouvrent les ténèbres du dedans que d'une *« croûte tout juste suffisante pour soutenir la scène mère d'illusions »*. Un abîme, au sens propre comme au figuré, est au centre du roman : celui où les deux complices, Miriam et Donatello, jetteront le spectre des catacombes, crime d'où va découler leur transformation profonde.

Comme dans le plus outré des romans gothiques, il est question de cimetières, de falaises et de lieux clos, de cadavres et de squelettes et de tout l'appareil terrifiant de la mort. Un spectre infâme, surgi d'un passé inconnu, s'attache aux pas de Miriam, la belle et mystérieuse héroïne du roman, telle l'incarnation de la malédiction et du péché. Cette faute indicible ne sera jamais révélée. Mais, aussi bien, il s'agit là d'une méditation sur l'origine même du péché, sur la chute et la perte de l'innocence, sur la souffrance qui, pour Donatello, constituera l'apprentissage de la condition humaine. La tour de Monte Beni où s'enferme le faune en proie au remords, s'oppose à celle où loge la pure Hilda en compagnie de ses blanches colombes (il est vrai que ce personnage idéal, natif, comme il se doit, de la Nouvelle-Angleterre, provoque l'exaspération du lecteur plutôt que sa sympathie).

C'est dans la création de Miriam, coupable sans jamais déchoir et dont l'amour est fortifié par le crime, que Hawthorne mit toute la complexité de sa vision. Restent la force de la tension morale, la nostalgie de la joie et la connaissance des abîmes, restent les excès d'une imagination déchaînée et l'intensité de ces visions qui, disait Hawthorne, sont beaucoup *« plus nettes dans le crépusculaire éclat du feu qu'à la lumière du jour ou d'une lampe »*.

Christine Jordis

(1) Il existait en France deux éditions fragmentaires des *Carnets américains* : en 1929 paraissait *Idées et Germes de nouvelles*, traduit par Valery Larbaud, réédité en 1979 par Fata Morgana, et en 1987, *Les Carnets du reclus*, également chez Fata Morgana. Voir la préface de la présente édition.

(2) *Le Faune de marbre* avait été publié en 1957 dans une traduction de François Villaret, chez Gallimard.

Un chaos discret

Touche après touche, Anita Brookner peint les sourdes tragédies de gens ordinaires

DOLLY
d'Anita Brookner.
Traduit de l'anglais
par Claudine Richetin,
Belfond, 248 p., 120 F.

Une nouvelle jeune femme solitaire a fait son entrée dans le cercle déjà vaste des héroïnes d'Anita Brookner. Comme les autres, la dernière arrivée promène une timidité caustique à travers les rues de Londres, marchant à pas de loup sur un tapis de petits drames humains, consignant avec soin des sentiments minutieusement décortiqués. Comme les autres, elle est portée par les méandres d'une existence intérieure compliquée, mélancolique et cruellement drôle. Comme les autres, elle souffre avec un détachement silencieux, plein de tact, et avec une dignité toute britannique.

Cette fois, pourtant, le personnage imaginé par Anita Brookner ne parvient pas toujours à attirer l'attention sur ses incursions dans les recoins d'une histoire familiale un peu sinistre. Non que l'auteur de *Regardez-moi* (1) ait perdu ses qualités d'analyse et la finesse de ses descriptions, mais la première partie du livre pêche par une linéarité qui aplatit le récit. Surtout, la traduction bien approximative – ou du moins mal relue par l'éditeur – vient trop souvent gâter le plaisir des lecteurs et spécialement de ceux qui connaissent la langue habituellement élégante de l'auteur.

GLISSEMENTS FURTIFS

Derrière ces scories se déroule un texte tout de glissements furtifs et de notations désabusées. L'histoire nostalgique de Jane, la narratrice, renvoie aux impressions de la petite enfance – thème récurrent chez Anita Brookner – et à la difficulté de prendre pied dans l'âge adulte. La jeune femme dont il est question tente de trouver son chemin entre les pôles antinomiques que représentent des parents fantomatiques et une tante explosive, cupide, féroce et finalement malheureuse. Trônant au milieu d'un univers rétréci, le personnage de cette femme égoïste se greffe *comme un corps étranger au début* du récit, à l'écriture feutrée d'Anita Brookner, aux paysages délicats de la vieille Angleterre. Les premières descriptions de Dolly, la fameuse parente qui donne son nom au roman, frôlent parfois la caricature tant la narratrice fait d'elle un portrait extérieur, presque exotique.

SOLITUDE

C'est la lente chute de cette vulgaire impératrice qui apporte au livre son épaisseur et le caractère émouvant de certains passages. Peintre de l'incertitude et d'une forme discrète de chaos, l'auteur n'est jamais aussi à l'aise que dans les sourdes tragédies des gens ordinaires. Ses personnages les plus réussis sont les hommes et les femmes qui se débattent avec le réel, soit qu'ils ne parviennent pas à s'y ancrer, soit qu'ils en découvrent l'évanescence. Presque tous portent le fardeau d'une solitude maladive et du désir forcené d'être vus derrière le rideau de brouillard qui les sépare du monde. « Aimez-moi ! Sauvez-moi ! », semble crier Dolly et, avec elle, la plupart des individus qui traversent le roman. De son écriture lucide et sans joie, Anita Brookner a composé un livre où se côtoient le désenchantement et un mince espoir de rédemption, non par la tendresse, mais par la compassion.

Raphaëlle Rérolle

(1) La Découverte, 1991.

La catharsis d'Edith Wharton

Dans son autobiographie, la romancière ne cite jamais le seul amant qu'on lui connût Comme si ce long texte avait pour seul but d'effacer jusqu'à son souvenir

LES CHEMINS PARCOURUS
(A Backward Glance)
d'Edith Wharton.
Traduit de l'anglais
par Jean Pavans,
Flammarion, 303 p., 145 F.

À lire les sept premiers chapitres de cette autobiographie qui en compte quatorze, on se dit que, parmi tous les livres d'Edith Wharton, celui-ci est, de très loin, le moins autobiographique. On se demande, souvent, s'il convient qu'un auteur de fiction s'aventure dans un genre qui suppose le devoir de vérité sur soi-même, alors qu'il est devenu l'esclave du langage, ce complice de l'imagination qui fait son miel de la mémoire de l'écrivain, en toute liberté.

Or, ici, c'est le contraire qui se produit : comme pour détourner le lecteur de sa personne, la romancière muselle ses mots qui, réduits à la condition de domestiques, n'ayant même pas la possibilité d'écouter aux portes, trimballent de-ci de-là de nombreux détails d'époque ; et, plus rarement, quelques-uns qui ont trait à sa précoce vocation littéraire, à la gestation de son style, à son image de débutante.

Ainsi, dans ce *« vieux New York »* où elle est née, en 1862, au sein de l'une des familles les plus riches de la ville, ses parents lui interdisaient-ils les livres américains pour enfants, parce que ceux-ci charriaient un mauvais anglais, *« sans que l'auteur le sache »*. Et, bien des années plus tard, lorsqu'elle avait commencé à publier, les écrivains la trouvaient trop mondaine pour être intelligente, et les gens de son milieu *« moins "chic" qu'avant d'avoir publié »*. Ce qui n'a pas dû décourager, mais aiguiser, l'ironie de cette contemporaine des héroïnes d'Ibsen quant aux stéréotypes sociaux de son temps – pour le principal, le sort réservé aux femmes, la vision exclusivement masculine de la vie.

Des silhouettes glissent, disparaissent, des patronymes se multiplient derrière lesquels il n'y a plus personne ; et, soudain, un nom nous alerte : Walter Berry. N'est-ce pas de lui qu'Henry James disait *« ce brave Henry »*, et qu'il n'aimait pas *« son mélange de talents et de chagrins »* ?

DEUX INTELLIGENCES SŒURS

A son sujet, Wharton se limite d'abord à observer qu'un an avant son mariage elle a rencontré un garçon d'un grand instinct littéraire, et que cette relation lui avait donné un aperçu des rapports entre deux intelligences sœurs. (Ainsi apprend-on, au passage, qu'elle s'est mariée ; elle ne dit pas avec qui, ni quand, ni pourquoi : des biographes nous parleront ultérieurement de Teddy Wharton, jeune milliardaire affable, délicat, fluet, et noteront que le couple aurait toujours fait chambre à part. En parlant du couple, Henry James disait : *« Les Edith Wharton »*...)

Ensuite, lorsqu'elle se dit que *« chacun de nous ne peut avoir au cours de son existence qu'un seul ami qui ne semble une personne étrangère et qui nous donne la signification de notre âme »*, elle nomme sans détour Walter Berry, le patient, le subtil, l'implacable – mais toujours encourageant – conseiller qui examinait à la loupe ses manuscrits. C'est là, peut-être, le seul aveu de taille dans la première partie d'une autobiographie abondamment énumérative et scrupuleusement réticente. Et, tout à coup, une trentaine de pages époustouflantes, où Wharton ne ménage guère les effets qu'elle exploite avec maestria dans ses romans : des réflexions sur l'élaboration de son œuvre, d'une *intelligence comme seul sait en* faire preuve un créateur qui n'est pas un théoricien ; et, surtout, un long chapitre sur Henry James. James, qui, en dépit des critiques à la limite de la cruauté qu'il lui prodiguait, et bien qu'il la trouvât dévorante, dévastatrice et responsable de *« la perte du temps qui nous est accordé »* ; James, pour qui les voyages où elle l'entraînait étaient des *« contes de fées onéreux »*, et qui se voyait, à ses côtés, comme *« une pauvre volaille de basse-cour enlevée par un aigle d'or »* ; James, en fait, aimait beaucoup Edith Wharton et ne manquait pas d'estime pour la romancière.

Wharton nous dit son bonheur d'avoir fait connaître à James *Du côté de chez Swann*, car, obsédé, et de plus en plus, par la structure du roman, il sut néanmoins déceler chez Proust une nouvelle maîtrise, une construction qui lui était encore inintelligible, mais qui était manifestement présente, comme un *« squelette solide sous la chair tendre d'un organisme vivant »*. Et elle parle de la conversation de son ami comme personne, jamais, n'en a parlé – même Pound, qui pourtant l'a fait de façon si émouvante. Elle regrette de ne pas être Boswell, de ne pas avoir retenu les mots, mais c'est le ton, la manière, l'intarissable drôlerie, le *« bouillonnement de* nonsense », de la « littérature orale » de James, qu'elle nous permet d'imaginer.

Puis le récit reprend son train-train monotone. On peut toutefois sauver la *petite histoire que l'abbé* Mugnier raconte à la romancière au sujet des *« cas de conscience »* : un jour, il administrait les derniers sacrements à une mourante, quand le canari de la maison s'échappa de sa cage et, se posant sur l'épaule de sa maîtresse, se mit à picorer l'hostie... Après réflexion, il le bénit.

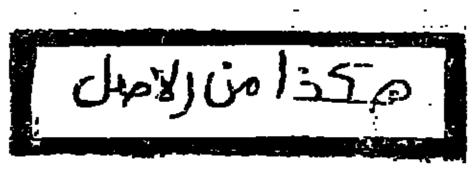
Savant traducteur, Jean Pavans a eu la bonne idée de nous proposer, en guise de complément, un texte d'Edith Wharton longtemps demeuré inédit : *La Vie et moi* – pages d'une première autobiographie inachevée, où le mystère du corps, de la sexualité, n'est pas, comme dans *Les Chemins parcourus*, passé tout à fait sous silence.

UNE OMISSION LUCIDE

Et le lecteur de se rendre compte, brusquement, qu'elle n'a même pas nommé William Morton Fullerton, ce journaliste du genre play-boy – *« d'une remarquable versatilité sexuelle »*, selon James, qui le croqua dans *Les Ailes de la colombe* – avec lequel, à l'âge de quarante-six ans, elle avait enfin connu la passion, le sexe, le plaisir.

Serait-il interdit de soupçonner que l'oubli de son seul amant a été une omission lucide, voire qu'elle n'a écrit cet ouvrage hâtif que pour l'effacer, le jeter hors de sa vie ? Le remords, la nostalgie, l'esprit de justice inspirent les écrivains ; mais leur muse voilée est, bien souvent, la secrète, l'inutile, la délectable vengeance.

Hector Bianciotti





Communes démesures

Une femme s'invente un amour, un homme affronte la solitude
Deux récits imparfaits sur l'exil intérieur

LES JOURS HEUREUX
de Catherine Rey.
Ed. Le temps qu'il fait,
142 p., 85 F.

LE PUITS D'EXIL
d'Armande Gobry-Valle.
Ed. Viviane Hamy,
126 p., 85 F.

Le retour sur soi est l'ultime sauvegarde de notre époque, une sorte d'initiation refuge. *« La mer me lave de tout »*, dit la narratrice de l'histoire d'amour racontée par Catherine Rey. *« J'entre dans la mer, elle entre en moi, je deviens elle, elle devient moi, nous ne faisons plus qu'un »*, insiste le narrateur du soliloque imaginé par Armande Gobry-Valle. *Les Jours heureux* et *Le Puits d'exil* (titre frère du célèbre *Puits de solitude* de Radclyffe Hall) exaltent l'épreuve intime qui métamorphose une vie. Pour les deux romancières, l'écriture est l'exutoire d'un ego douloureux. Les personnages secondaires (confidents trop typés chez Catherine Rey, guetteurs schématiques chez Armande Gobry-Valle) s'épuisent dans les clichés (le mari des *Jours heureux* et l'épouse du *Puits d'exil* n'ont aucun relief). Le héros (l'héroïne) se croit seul dans l'aventure. Artificiel, le déclencheur romanesque n'est que l'alibi d'un lent monologue sur le temps et la mort.

Ces deux romans – opposés par la sensibilité et l'écriture – ont hélas en commun l'imprécision de leur projet. Il fallait choisir entre une fable sur la solitude et le récit réaliste d'une expérience individuelle. Analyser, invoquer ou raconter. La démesure du thème et de la méditation qu'il engendre a nui à l'efficacité de l'intrigue.

FRUSTRATIONS

Les Jours heureux exploite l'éternel filon de l'épouse lasse soudain ressuscitée par un inconnu plus fougueux que le mari. La *Princesse de Clèves, Madame Bovary*, et Marthe du *Diable au corps*, sont de redoutables belles de ce thème dormant, régulièrement réveillé. Danièle Sallenave avait déjà magistralement revigoré ces vies fantômes. Camille *(Les Jours heureux)* vit d'un fantasme amoureux comme Emma, mais Vincent, l'étudiant qu'elle aime, est, plus que Rodolphe, une image trop petite pour combler l'espérance. On ne comprend pas très bien pourquoi sa présence peut ainsi donner prise au désir. Ce qui est évident chez Flaubert et rend la banalité tragique se désamorce chez Catherine Rey, comme si, à son paroxysme, la fiction s'était retirée au bénéfice d'une autobiographie larvée. Il est aisé de tricher avec sa biographie (il suffit de se penser personnage de roman), mais la fiction nous rattrape derrière les masques. Le roman de Catherine Rey, attachant, bien écrit, triste et beau comme un soir d'automne, nous laisse frustré. On ne croit pas tout à fait à l'histoire de Camille.

On ne croit pas vraiment à l'histoire de Daniel pris en otage par de mystérieux ravisseurs. Il n'y a pas de sujets plus scabreux que ceux, d'actualité, qui nous semblent directement romanesques. Daniel ne comprend pas les raisons de son enlèvement. Qu'a-t-il fait de mal, sinon avoir consigné dans des carnets une part fantasmatique de son existence ? Exercice kafkaïen, réflexion sur l'écriture (*« Seuls les souvenirs, seule leur parole me libéreront de la mort en m'évitant l'oubli »*), l'audace était belle. Mais Armande Gobry-Valle ne trouve pas ses marques, entre l'enthousiasme d'un jeune garçon qui s'inventerait une fugue et l'allégresse d'un écrivain qui a découvert une bonne idée. Candide encombré de lieux communs, l'auteur tente vaillamment de s'approprier une allégorie.

Dans ses précédents romans, Armande Gobry-Valle a décrit, avec une acuité et une sympathie vigilantes, les obscures détresses humaines. Le thème du *Puits d'exil* est trop « porteur ». Passés le choc initial et la première curiosité, on tourne un peu en rond comme Daniel dans sa cellule. Armande Gobry-Valle affronte le *« Grand Tout »* où son héros s'engloutit pour renaître. La parabole est un oiseau récalcitrant que le roman a du mal à apprivoiser. En cours de route, l'écrivain s'est absentée. Les mots ont élaboré – loin d'elle – un discours de circonstance.

Hugo Marsan

La volupté du calvaire

De livre en livre, Frédéric Boyer explore la passion de la mortification
Au risque que le roman tourne au bréviaire torturé...

EST-CE QUE TU M'AIMES ?
de Frédéric Boyer.
POL, 226 p., 110 F.

Pour se rassurer, endiguer sa peur de la solitude, essayer de fixer un sentiment dont on sait qu'il peut, à tout instant, se dérober, on ne résiste guère, en général, à poser à l'autre cette question : *« Est-ce que tu m'aimes ? »* Frédéric Boyer fait de cette interrogation le centre brûlant de son nouveau livre, entend lui redonner sa puissance inquiète, sa violence implorante.

Dans un premier mouvement du roman, c'est Suzane, une enseignante de soixante ans vivant dans un appartement défraîchi, abandonnée depuis longtemps par son mari et ses enfants, qui pose cette question au narrateur, âgé de seize ans et devenu son amant. Frédéric Boyer rend émouvante Suzane parce que sa voix d'héroïne oubliée et réprouvée est assoiffée d'amour, *« égorgée de tendresse »*, alourdie par d'anciens désastres sentimentaux. Elles sont empreintes d'un érotisme triste – la volupté étant toujours, chez Boyer, immédiatement corrompue par la culpabilité –, les pages où Suzane se lance dans des étreintes de la dernière heure, répétées, presque sauvages, pour tenter d'effacer une vieille humiliation et nouer la fraternité *« obscure, ambiguë, que fonde le sexe, entre le plaisir, la vie et la mort »*.


PAULO NOZOLINO
Frédéric Boyer : noires flamboyances

Mais ce *« Est-ce que tu m'aimes ? »*, surtout quand il est suivi de l'adverbe *« toujours »*, peut être un moyen d'asservissement, le paroxysme d'un chantage affectif. C'est le cas de la mère du narrateur, mal aimée, dépressive, *« inquisitrice de son propre tourment »*, telle qu'elle apparaissait déjà dans *Comme des anges* (1), le précédent roman de Frédéric Boyer. Ulcérée par la liaison de son fils, elle le harcèle par sa demande tyrannique et désespérée jusqu'à ce qu'il soit convaincu qu'il lui inflige une condamnation à mort et que le mal qu'il s'imagine lui faire ronge en lui l'ambition de plaire et d'être aimé à son tour. Le narrateur ne proteste pas vraiment car il comprend que cette question est, pour sa mère, comme une *« tâche »*. Il sait que cet unique mais ferme désir de connaissance, d'élucidation, *« la tient éveillée, presque pimpante certains jours »*. Il y a quelque chose de touchant et d'harassant à la fois dans la reprise, de livre en livre, par Frédéric Boyer de ce thème de la mère qui cherche à punir son fils de sa propre inaptitude à aimer.

Le troisième pan de ce triptyque de la défaite (le moins réussi parce que le plus systématiquement noir) est consacré à Antoine, un républicain espagnol, que Suzane a recueilli dans sa ferme des Pyrénées, à la fin de la guerre civile, et qui a été son valet, son gardien, puis son amant. Il ne conçoit même pas la possibilité d'être aimé tant, hanté par le cauchemar des tortures qu'il a jadis subies, il s'est abîmé dans un malheur illimité et habite une seule République, *« celle des morts, des victimes, des justes assassinés, des innocents coupables »*. Gorgé d'alcool, il erre dans la montagne tel un Christ démantibulé au bord du gouffre jusqu'au jour où, recru de pénitence, il se suicide dans sa petite cabane.

Le narrateur accède à l'âge adulte en prenant conscience qu'il a participé, avec Antoine, à la *« malédiction des vaincus »*. La passion de la mortification, le goût de l'expiation, la volupté du calvaire étaient déjà présents dans les autres romans de Frédéric Boyer. Ils sont plus aigus ici. Ils donnent lieu à des fulgurances d'écriture, à des flamboyances noires. Mais il arrive aussi que l'auteur oublie ses personnages, préfère s'adonner, avec une emphase naïve, à des commentaires mystico-sentimentalistes et que le roman, faute de simplicité et étouffé sous la prolifération de la glose religieuse, tourne au bréviaire torturé.

Jean-Noël Pancrazi

(1) POL, 1994.

Les raisons d'une foi

LE DIEU QUI ÉTAIT MORT SI JEUNE
de Frédéric Boyer.
POL, 110 p., 65 F.

Romancier chrétien, ou romancier spirituellement inspiré par le christianisme, Frédéric Boyer a éprouvé le besoin d'expliquer à ses lecteurs les raisons de son engagement religieux, les motifs de sa foi. « Pourquoi j'aime Jésus » : telle est la question – sans point d'interrogation – à laquelle il tente d'apporter une réponse. Il faut assurément une certaine audace, doublée ici d'une bonne dose de naïveté, pour livrer ainsi, sans précautions ni malignité, dans un langage simple et direct, une conviction intime.

*Il y a dans le petit livre de Frédé*ric Boyer de belles phrases sur l'abandon, sur la faiblesse du Dieu incarné, « revêtu » de notre condition humaine, sur cette proximité que la double nature du Christ rend possible, sur le corps et sur l'amour. Il y a aussi une heureuse absence de calcul, un caractère spontané, primesautier, qui contourne – parfois un peu trop manifestement – les catégories du raisonnement.

Mais tout cela, qualités et défauts, ne répond pas à la question du pourquoi, de la nécessité du livre. On sait, on sent bien qu'exprimée ainsi, mise telle quelle en écriture, cette conviction est impropre à convaincre quiconque. Si le témoignage est bien l'une des dimensions essentielles du christianisme, ses formes en restent autrement *mystérieuses*.

P. K.

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

LE DÉFI D'OLGA, d'Henri Troyat
Olga Kourganova, quatre-vingts ans, vit à Paris, enfermée dans le souvenir d'une Russie factice qu'elle a quittée enfant. Or, voilà qu'elle se voit offrir, par un traducteur aux allures pittoresques, de publier en français ses souvenirs de pensionnat. Elle finira par accepter cette occasion de connaître une gloire tardive en commençant magistralement une carrière d'écrivain. Dans la lignée de ses dernières fictions, un bref roman d'Henri Troyat entre ses deux « patries » : son pays d'adoption et celui qui continue de nourrir son inspiration (Flammarion, 172 p., 89 F).

LE CYGNE NOIR, de Robert Sabatier
Le fils d'une célèbre actrice, délaissé par sa mère pendant sa jeunesse, entreprend de retrouver un père qu'il n'a jamais connu, et dont il ignore l'identité. Son enquête le mènera de Suisse en Italie et, pour finir, à Mortagne-au-Perche, dans une étrange famille qui fut un jour amie de sa mère, et où il découvrira – le hasard faisant un peu trop bien les choses – le grand amour (Albin Michel, 240 p., 98 F).

LA DÉGLINGUE, de Remo Forlani
Une semaine de l'adolescence parisienne d'un Rital, à l'heure où une quinquagénaire vous roule *« un baiser au Phoscao »*, où les cinoches affichent *Le Juif S"uss*, où tous les Français ne sont pas des héros, où le fridolin est sur nos trottoirs et la vallée de Chevreuse au bout du monde. La semaine aussi de la mort de maman et de la découverte que papa, ivrogne, a une vie amoureuse particulière. Un récit autobiographique à *« cent un pour cent »* dans un univers populiste et dans le style adéquat (Denoël, 315 p., 110 F).

LE SECOND CŒUR DE DIEU, de Jean-Pierre Liegibel
Un petit-fils et sa grand-mère dialoguent, au cours de l'enterrement de celle-ci. Rien là de fantastique, ni de morbide, ni de truc romanesque. Mieux, un style de récit pour un sujet original : une famille où l'on n'a jamais osé se dire « je t'aime ». A quatre-vingt-dix ans, Félicie – la morte – fait le constat de vies n'ayant pas su combler les cœurs humains, qui sont l'autre cœur de Dieu. Sécheresse des esprits, pudeur coupable, tendresse et ressentiments. Ces divers états d'âme, l'auteur les traduit avec une telle justesse, sans fioritures ni pathos, qu'on peut gratifier ce premier roman de l'adjectif « prometteur » (Editions du Rocher, 190 p., 120 F).

HISTOIRE LITTÉRAIRE

HEINRICH VON KLEIST, de Joël Schmidt
Une nouvelle biographie de cette figure solitaire, à mi-chemin entre classicisme et romantisme. Incompris de ses contemporains, comme Hölderlin, sa vie est marquée par un incessant mouvement de pendule entre deux extrêmes : désir de domination et désir de fusion, ponctués par des mouvements d'autodestruction. Croyant avoir échoué sur tous les plans, sentimental, littéraire et journalistique, Kleist se suicide le 21 novembre 1811 avec une amie, Henriette Vogel, au bord du Wannsee, à Berlin. Avant de mourir, il écrit : *« Ce n'est pas un malheur d'avoir perdu le bonheur, le seul malheur c'est de ne plus se souvenir de soi-même. »* (Julliard, 310 p., 145 F.)

Histoires littéraires
PAR FRANÇOIS BOTT



LETTRES SUR LA SYMPATHIE
suivi de *Lettres d'amour*
de Sophie de Grouchy,
marquise de Condorcet.
Préface d'Alain Pons,
présentation et notes
de Jean-Paul Delagrave,
L'Etincelle, 284 p., 100 F.

Le bonheur de Sophie

Il y a des sujets malchanceux. Rarement traités, c'est à peine s'ils existent. Peut-être même n'ont-ils jamais été retenus comme sujets de bac et n'ont-ils jamais eu l'honneur ni le bonheur de faire transpirer les candidats. Les matins d'été, c'est pourtant réconfortant de réveiller les inquiétudes et le zèle des lycéens de France. Dans notre littérature, on a parlé beaucoup de l'amour, et souvent de l'amitié, mais la sympathie semble avoir été négligée, comme si elle était la cousine de province des sentiments. Le genre de demoiselle modeste que l'on retrouve à l'occasion des enterrements ou des mariages, toujours exacte aux rendez-vous de la famille, après avoir pris le train de 10 h 45. Ce n'est pas rien de savoir partager les chagrins ou le plaisir des autres... Néanmoins, on mésestime ce métier : une besogne de suivante ou de confidente racinienne, l'affaire des dames de compagnie et des compagnons de route. Du reste, en politique, on appelle ces derniers des « sympathisants »... Et l'on résume ou restreint le caractère de certaines personnes de son entourage ou de sa connaissance en disant qu'elles sont « sympathiques », comme si elles n'étaient que cela, par nature et pour l'éternité.

En 1798, pour réhabiliter cette vertu, Sophie de Grouchy, marquise de Condorcet, publia des *Lettres sur la sympathie*, à la suite de la *Théorie des sentiments moraux* d'Adam Smith. Elle livrait les réflexions que lui avait inspirées la lecture du philosophe écossais. « *Mon cher C...* », disait-elle en s'adressant au destinataire de ces missives. Il s'agissait naturellement de Condorcet, lequel avait été, dans sa jeunesse, le correspondant de la belle Julie de Lespinasse. Il avait de la chance avec les épistolières... Parmi les ouvrages qui « *traitent des grands moyens d'assurer le bonheur de l'homme en société, je mets au premier rang ceux qui nous ramènent à nous-mêmes, et nous font habiter notre âme* », écrivait Sophie.

Depuis que Fontenelle et Mme du Châtelet avaient abordé le sujet, le bonheur était à la mode. Il avait longtemps occupé les conversations des salons avant d'être l'argument des discours politiques. L'idée de Sophie, c'était que le bonheur de chacun ne pouvait se concevoir sans le bonheur de tous, et qu'il réclamait donc de la bienveillance à l'égard de l'espèce humaine. Dépeinte comme « *la disposition que nous avons à sentir d'une manière semblable à celle d'autrui* », la sympathie devait être le fondement des relations sociales dans les républiques... La marquise de Condorcet avait écrit ces *Lettres* en 1793, dans les pires moments de son existence, puisque, menacé d'être emprisonné, son mari se cachait et vivait comme un homme traqué. Lui-même rédigea, à cette époque, l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*. Arrêté le 27 mars 1794, à Clamart, il mourut à la prison de Bourg-la-Reine, peu de temps après. Mais ni Condorcet ni sa jeune femme n'avaient renié leurs idées. Elles s'étaient même raffermies à l'« *école de l'adversité* », comme le constatait Sophie.

Celle-ci était née le 8 avril 1764, en Normandie. Deux ans plus tard, elle eut un petit frère, Emmanuel, qui se ferait une renommée douteuse. Il serait, en effet, le Grouchy de Waterloo, celui qui manquerait le rendez-vous de la morne plaine. Tout le monde connaît ce genre de déconvenue : l'arrivée de Blücher alors qu'on attendait Grouchy... Sophie reçut l'éducation de son oncle, le juriste Charles Dupaty. Elle apprit à faire des synthèses et réconcilia Voltaire et Rousseau. Le premier nous prévenait contre le fanatisme, et le second nous donnait le goût de la liberté. L'oncle Charles était content. Il pensait que Mme de Sévigné n'aurait pas « *désavoué* » le style de Sophie. Les ombres des épistolières françaises protégeaient la demoiselle. A partir de l'automne 1784, ce furent les chanoinesses de Neuville-en-Bresse qui veillèrent sur son âme. Après son mariage avec Condorcet, le 28 décembre 1786, elle ouvrit un salon parisien dans lequel se retrouvèrent l'Amérique, l'Europe et la France « *éclairées* ». On y rencontrait notamment Chamfort, Beaumarchais, l'abbé Morellet, Volney, Grimm, Alfieri et Jefferson. « *Sortie de sa position demi-ecclésiastique pour présider un salon qui était le centre des libres-penseurs. Mme de Condorcet semblait une noble religieuse de la philosophie* », si l'on en croit Michelet. Il précise qu'« *elle était toute lumière* » et qu'elle donnait de la clarté à toutes les choses. Joli portrait.

Hélas ! de vingt ans plus jeune que Condorcet, Sophie n'était pas amoureuse de lui. C'est seulement en 1789 qu'elle découvrit la vraie nature de son époux. Selon Michelet, « *elle vit tout ce qu'il y avait de passion dans cet homme froid en apparence ; elle commença d'aimer le grand citoyen (...) qui couvait, comme son propre bonheur, l'espoir du bonheur de l'espèce humaine. Elle le trouva jeune, de l'éternelle jeunesse de cette grande idée* ». Le même Michelet – tenait-il la chandelle ? – affirme que le mariage se consomma en juillet 1789. Eliza, la fille des Condorcet, « *naquit* [en effet] *neuf mois après la prise de la Bastille* ».

Devenue veuve, la charmante Sophie resta fidèle à son mari jusqu'à sa rencontre avec Maillia Garat, dont elle s'éprit violemment. C'est sans doute l'adverbe qui convient à ce genre de coup de foudre. Mais quel curieux prénom ! La marquise eut une liaison avec ce Garat de 1796 à 1800. Les *Lettres d'amour* qu'elle lui adressa ne pâlissent point à côté de celles de Julie de Lespinasse. Le « *cher Mail* » – comme l'appelait Sophie – ne méritait pas autant de passion, car il délaissa très vite la marquise de Condorcet pour Aimée de Coigny, la « *jeune captive* » d'André Chénier... Cependant, la littérature affectionne les déceptions sentimentales. Sans elles, la religieuse portugaise aurait gardé le silence. Et si Matilde Viscontini ne l'avait pas rejeté, un jour de printemps, en Toscane, Stendhal n'aurait pas écrit *De l'amour*.

D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

RUES DE BERLIN ET D'AILLEURS
de Siegfried Kracauer.
Traduit de l'allemand
par Jean-François Boutout,
Le Promeneur, 184 p., 120 F.

VILLES DES HABSBOURG
de Thomas Medicus.
Traduit de l'allemand
par Philippe Giraudon,
Le Promeneur, 136 p., 85 F.

Le génie des lieux

Voilà deux petits livres sans autre ambition que d'inciter le lecteur à « flâner » avec eux. C'est d'abord, avec ces miniatures subtiles sur Berlin et la République de Weimar, une occasion de plus pour découvrir Siegfried Kracauer (1889-1966), l'« *intellectuel nomade* » (1), en qui Walter Benjamin voyait l'incarnation du marginal, du dissident, de l'*Aussenseiter*. A la fois romancier et critique de cinéma, philosophe et historien, journaliste et essayiste, ami d'Ernst Bloch, de Theodor Adorno et de Walter Benjamin, on ne connut pendant longtemps de Kracauer que sa remarquable histoire de l'expressionnisme allemand *De Caligari à Hitler* (2). Emigré en France entre 1933 et 1941, où on l'avait oublié, il est mort aux Etats-Unis, et il a fallu attendre les années 70 pour voir paraître en Allemagne, chez Suhrkamp, les huit volumes de ses œuvres complètes (3).

Les *Rues de Berlin et d'ailleurs* regroupent des chroniques parues entre 1925 et 1933 dans le journal dont il était le responsable culturel, la *Frankfurter Zeitung*. Des exercices de style pour un cabinet de curiosités où il accumule des gens, des rues, des objets : un piano, des bretelles, qui n'ont pas encore été remplacées par les « *ceintures de sport* », un parapluie. Ou encore une machine à écrire. Sa première machine à écrire, que, pendant longtemps, il n'osa pas utiliser pour ne pas la détériorer par un mauvais usage. « *C'était toujours avec embarras – jadis, aux débuts de notre relation – que je cajolais ses parties mécaniques. Ce léger contact à lui seul me rendait heureux.* » Soudain, elle tomba malade : une petite touche manqua, celle qui contient l'accent circonflexe et la cédille sans le c.

Une sensibilité commune avec Walter Benjamin l'a amené à entreprendre, dès la fin des années 20, une recherche parallèle sur la ville. La promenade devient, comme chez Franz Hessel, un élément du déchiffrement de l'histoire. Il cherche dans Berlin un passage qui a disparu et dont la forme subsiste encore, faisant surgir le souvenir des imaginations enfantines : « *Je me souviens encore du frisson que m'inspirait dans mon adolescence le mot* passage. *Dans les livres que je dévorais en ce temps-là, son obscurité en faisait le siège privilégié d'agressions meurtrières dont témoignait par la suite une flaque de sang, ou du moins c'était un cadre propice pour les individus douteux qui s'y réunissaient et y tramaient leurs sombres machinations.* » Le Ku-Damm, rue sans mémoire, lui semble être « *l'incarnation du flot vide du temps, à l'intérieur duquel rien n'est susceptible de durer* ». Plus loin se dresse l'église dédiée à la mémoire de l'empereur Guillaume, dont Kracauer ne sait pas encore qu'il ne restera, après la guerre, qu'une tour calcinée, symbole des destructions de Berlin : « *Cette église qui n'est pas une église. (...) Ce bâtiment à coupole qui associe le sabre et le goupillon n'a manifestement qu'une ambition : faire de l'effet vu du dehors. Il porte un univers roman et l'intérieur en est inutilisable.* » Dans le dernier article publié, le 28 janvier 1933, un mois avant son départ en exil, il évoque encore une locomotive qu'il a souvent vue flotter au-dessus de la Friedrichstrasse et à laquelle personne ne consacre un regard.

Exercices de style pour un cabinet de curiosités

Paris, surtout, où il vient souvent dans les années 20, semble l'inspirer. Ou plutôt ses faubourgs, que le flâneur se délecte à parcourir à pied, tout seul, apparemment sans but. Le Paris des « *petites gens* », l'avenue de Saint-Ouen avec les voitures des marchands des quatre-saisons, le quartier de la Bastille, la rue de Flandre et le canal, le quartier de Grenelle. C'est ce dernier lieu qui sert de cadre à « Souvenir d'une rue de Paris », le premier des articles du livre, qui est un petit chef-d'œuvre. Une promenade expressionniste qui semble sortie d'un des chapitres de *De Caligari à Hitler* et qui n'est pas seulement un déplacement dans l'espace, mais une échappée hors des limites du visible « *pour pénétrer dans le temps* ». Une rue mystérieuse, pense-t-il, qu'il croit être une impasse, mais dont il découvre qu'elle n'est pas un cul-de-sac et qui ne le laisse pas partir. Une porte barricadée, des fenêtres sans rideaux, semblables à des bouches édentées, l'enseigne d'un hôtel près d'un panneau signalant que l'entrée de l'hôtel n'est pas ici, mais à côté... « *Un tableau vivant se mit en travers de mon chemin. Je vis : un jeune homme assis sur une chaise au milieu d'une chambre. Elle contient un lit défait, une table de toilette et une armoire. Les objets attendent, comme enracinés dans la pièce, et me dévisagent, pareils à des images peintes avec une précision hallucinatoire. Aux pieds du jeune homme, il y a une valise ouverte, à moitié défaite, dans laquelle on a dû fourrer hâtivement du linge.* » Le jeune homme, tout seul au milieu du vide, ne le voit même pas. Retenu comme par un charme, le narrateur se retrouve une heure plus tard, sans l'avoir voulu, dans la même rue. « *Le jeune homme est toujours assis sur sa chaise au milieu de la chambre. La valise est à moitié défaite comme avant ; l'eau de la toilette n'a pas fini de s'écouler. Et le personnage assis a toujours la tête appuyée dans les mains. Peut-être est-ce un autre jeune homme ?...* » Le décor semble bouger, s'avancer lentement vers lui, s'agrandir sans fin, se refermer derrière lui tandis qu'il se sauve, sans jamais oser retourner dans cette rue du quartier de Grenelle.

Chez le même éditeur, Thomas Médicus, un journaliste du *Tagesspiel* de Berlin (né en 1953), nous livre cinq courts essais synthétiques qui, d'une manière voisine, s'attachent à montrer les lieux et les objets où la physionomie d'une ville se condense sous forme allégorique. Une topographie littéraire de quatre villes de l'ancienne Autriche-Hongrie au tournant du siècle – Vienne, Prague, Budapest, Trieste –, auxquelles il ajoute Venise, ennemie des Habsbourg, rattachée à l'Italie en 1866, mais où la poésie de Hugo von Hofmannsthal prolonge le destin autrichien de la Cité des doges.

A l'image de Claudio Magris, mais sans suivre un fleuve, et avec une ambition moindre, l'auteur, armé de ses lectures intelligemment ordonnées, propose une réflexion cultivée sur un monde emporté par le cataclysme de 1914, sur des villes aujourd'hui encore hantées par le souvenir de l'empire disparu.

(1) Voir la biographie de Siegfried Kracauer, *Itinéraire d'un intellectuel nomade*, due à Enzo Traverso (La Découverte, 1994).

(2) L'Age d'homme, 1973, réédition Flammarion, 1987.

(3) Ont paru également en français : *Jacques Offenbach ou le secret du Second Empire*, Grasset, 1937, réédition Le Promeneur, 1994 ; *le Roman policier. Un traité philosophique*, Payot, 1981.

Philosophie
PAR ROGER-POL DROIT

ŒUVRES COMPLÈTES DE MAURICE BLONDEL
Tome I
Texte établi et présenté
par Claude Troisfontaines,
PUF, 760 p., 380 F.



Agir et y penser



SERGUEÏ

La France, décidément, est une terre de contrastes. Elle qui engendra tant d'esprits forts, de libres penseurs et d'athées anticléricaux garde vivace la tradition des philosophes catholiques. Au cours de ce siècle, des œuvres comme celles de Louis Lavelle, Etienne Gilson, Jacques Maritain ou Henri Gouhier témoignent, quelles que soient leurs différences, de cette continuité. On note ces dernières années, dans certains cercles universitaires, un regain d'intérêt pour des auteurs de cette sorte. Nouveau signe de ce retour, relatif mais net : la publication, prévue en neuf tomes, des *Œuvres complètes* de Maurice Blondel que les Presses universitaires de France entament aujourd'hui. Rappelons qu'une édition de Schopenhauer fait toujours défaut, et que Voltaire est publié à Oxford. Et lisons plutôt ces textes de 1893.

Leur auteur a trente-deux ans. Depuis quatre ans, il a quitté temporairement ses fonctions de professeur au lycée d'Aix pour rédiger son travail à la campagne, dans une propriété de famille. Il y a longtemps déjà que le jeune Maurice a renoncé à devenir prêtre. Il n'a pas non plus suivi la voie habituelle de cette famille de bourgeois dijonnais, où il est d'usage d'être juriste. La philosophie, voilà sa vocation. Normalien à vingt ans, en 1881, il commence peu après à méditer l'ouvrage qui sera, une décennie plus tard, la thèse qui le fait aussitôt remarquer.

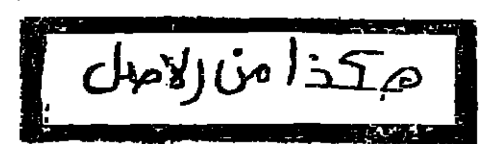
En 1893, les éditions Félix Alcan publient *L'Action, essai d'une critique de la vie et d'une science de la pratique*. Cette analyse, fondatrice de toute la pensée de Blondel, occupe la majeure partie de ce tome inaugural. Point de départ : le conflit entre les exigences de la raison et celles de la foi. Blondel refuse de dissocier la révélation, objet de foi, et la réflexion, outil d'analyse et de critique. Il est, au contraire, intimement convaincu qu'en approfondissant cet antagonisme on doit le voir se dissoudre, comme l'effet trompeur d'une perspective partielle et faussée. Il n'y a donc pas, à ses yeux, l'expérience religieuse d'un côté, avec ce qu'elle comporte d'irrationnel ou d'insaisissable par la pensée, et les structures intellectuelles de l'autre, œuvrant à l'éclaircissement des liens logiques et à l'élaboration des connaissances positives. Son effort le plus constant tend, au contraire, à montrer que nos actes, dans le domaine théorique comme dans la pratique, sont marqués par un inachèvement essentiel, en attente d'un sens à venir qui pourtant les habite déjà à leur insu.

Intuition maîtresse de Blondel : l'action contient en elle-même la clé de son existence énigmatique. Nous décidons en effet sans cesse, même sans savoir clairement nos raisons. La pratique tranche. Elle opte, dans l'urgence, pour telle ou telle solution. Mais elle demeure incapable, le plus souvent, de dire au nom de quoi elle opère son choix. Le sens même de nos actions nous demeure obscur : nous ne faisons pas forcément ce que nous voulons, nous ne voulons pas forcément ce que nous faisons. Quelque chose, toujours, nous échappe dans nos propres actes, comme dans leurs conséquences. Cependant nous agissons. Et cette action, si l'on veut bien y prendre garde, requiert des postulats fondamentaux, engage une métaphysique. « *Il n'est besoin d'avoir résolu aucune question métaphysique pour vivre, si l'on peut dire, métaphysiquement.* »

C'est pourquoi le jeune philosophe prétend ne rien ajouter à la réalité. Sa « science de la pratique » ne fournit aucune interprétation extérieure à ce qui est et à ce qui se fait. Sa méthode : constater seulement, « *déployer simplement le contenu de nos actes* ». L'ensemble de sa démarche consiste à montrer comment le monde de la nature se trouve en permanence travaillé du dedans par le surnaturel. Celui-ci ne constitue pas un univers clos, extérieur ou inaccessible. C'est au sein de nos volontés et de nos activités que se tient, pour Maurice Blondel, cet absolu qui les meut et les fait se dépasser elles-mêmes. « *Du moindre de nos actes, du moindre des faits, il suffit de tirer ce qui s'y trouve, pour rencontrer l'inévitable présence, non pas seulement d'une abstraite cause première, mais du seul auteur et du vrai consommateur de toute réalité concrète.* »

La position singulière de ce philosophe, qui ne cesse de montrer la transcendance au sein de l'immanence, a suscité bon nombre de malentendus et de polémiques. Il eut à se battre aussi bien contre les rationalistes, qui virent dans sa philosophie une limitation de la raison par la foi, que contre les théologiens, qui lui reprochèrent de faire du surnaturel une exigence de la nature ou un prolongement des aspirations humaines. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment souligné que cette pensée de l'action, souvent forte et éclairante, pourrait aussi être entraînée du côté de l'activisme. Ce serait un contresens. Mais Maurice Blondel ne s'y expose-t-il pas en écrivant : « *Même sans être accompagnée d'aucune justification théorique, l'action porte en elle une certitude suffisante* » ? Cet activisme serait un anti-intellectualisme. Voilà encore un contresens. Mais il prend racine dans le texte lui-même : « *La logique de l'action cherche uniquement à découvrir un itinéraire qui permette à l'intelligence des doctes de rejoindre lentement et sûrement les hauteurs des humbles et des petits.* » Sans doute convient-il de se défier des lectures rétrospectives et des associations d'idées trop simples. Mais des passages comme celui-ci laissent rêveur : « *(...)La rude vie du paysan est moins utile à l'entretien de la nation par les aliments qu'elle lui procure que par la forte sève du tempérament et du caractère que donne à l'homme le contact de la terre ; et s'il faut vénérer ces membres actifs qui s'emploient courageusement aux tâches nécessaires, c'est parce que dans la force, la beauté et la salubrité du labeur corporel, ils expriment et opèrent du même coup l'assainissement moral, la pacification intérieure, la vigueur de la volonté.* »

Ces lignes ont un siècle. Elles ont pourtant été écrites après Marx, après Proudhon, après Bakounine, au moment où Jaurès se bat aux côtés des mineurs de Carmaux. En elles-mêmes, comme pauvres petites phrases, elles n'ont guère d'intérêt. On pourrait même penser que les dénicher n'est pas charitable. On pourrait aussi se demander ce que nous apprend de la France du temps présent, comme un minuscule symptôme parmi d'autres, l'entreprise de ces neuf tomes d'*Œuvres complètes* de Maurice Blondel...



LE FEUILLETON de PIERRE LEPAPE


TUDOR BANUS

JOURNAL, POÈMES, ESSAIS
de Jean Giono.
Édition dirigée par Pierre Citron,
Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade »
1 672 p., 390 F jusqu'au 31 mai puis 440 F.

Le triomphe de la littérature

Dans son *Journal de l'Occupation*, à la date du 20 septembre 1943, Giono note que Vlaminck, dans un livre qui vient de paraître, l'appelle *« le Tino Rossi de la littérature »*. Il s'en offusque à peine : *« Il n'a pas tout à fait tort. Il y a un peu de ça. Mais je crois (peut-être je me trompe. Je ne discute pas), je crois qu'il n'y a pas que ça. »* Ce quasi-acquiescement d'un écrivain à sa caricature nous surprend d'autant plus que nous venons de lire l'autre *Journal* de Giono, celui qu'il rédigea entre 1935 et 1939. On était très loin alors de Tino Rossi : *« Je suis en train de construire une sauvage explication des termes de la vie. Je reconnais cette fois que c'est loin en avant des choses faites dans ce siècle. C'est loin en avant de tout. »* Il ne cesse de le répéter, presque à chaque page : ce qu'il écrit est merveilleux et surpasse de cent coudées la production de ses contemporains. Les livres à venir se bousculent sous la plume et dans sa tête. Il dresse les plans de l'œuvre future, dans l'enthousiasme et dans la fièvre. Il tutoie les dieux. Manosque n'a jamais été aussi proche de l'Olympe ; aussi loin de la ritournelle méridionale. Aux antipodes des daudeteries et des pagnolades.

Est-ce le même écrivain qui note le 24 décembre 1943 : *« Il me faut apprendre des mots. Enrichir mon vocabulaire. Ma phrase sera plus aisée et plus juste. Des sonorités nouvelles me seront permises, je donnerai de nouvelles couleurs à mes pensées. (...) Lire en faisant attention à tous les mots nouveaux pour moi et les relever, les écrire humblement en listes. Puis avoir la sagesse de ne pas les employer, ou presque pas, à part quelques-uns très rares, tant qu'ils n'ont pas passé dans mon habitude. »* ? C'est comme si le plomb du doute s'était abattu sur le romancier, sur l'homme, sur son œuvre et sur sa vie. Comme si l'orgueil qui soulevait tout ça avait été piétiné. En 1943, à quarante-huit ans, Giono se prend pour un vieil écrivain débutant. Il nous donne des envies de le secouer, de lui faire relire ses envolées superbes des années 30, du temps qu'il se préoccupait comme d'une guigne de l'ampleur de son vocabulaire tout absorbé qu'il était à faire ce qu'il savait faire mieux que personne : inventer un monde et y faire croire.

Par bonheur, Giono renaîtra, mais nous l'avons échappé belle. L'histoire a bien failli écraser ce poète. Les deux journaux inédits permettent de comprendre pourquoi. Pourquoi, d'abord, Giono, qui n'a jamais rédigé de journal, a choisi de le faire dans ces années troublées. *« C'est une manifestation de ma solitude. Peut-être une défense secrète contre cette solitude »*, écrit-il, dès la première page. Il a choisi de vivre loin de Paris, contre Paris et ses intellectuels, près de la terre, qui est *« vraiment une admirable puissance d'équilibre et de joie »*. Mais ce solitaire, ce sauvage qui se sent gêné par la compagnie des hommes a aussi décidé – les temps l'y incitent – de *« faire partager sa joie »*, de délivrer son message. C'est une navigation dont il ne connaît pas les règles et qu'il devine contraire à son tempérament. Ce *Journal* est sa boussole pour une expédition dans le monde réel dont il pressent les embûches. En contrepoint, comme pour se rassurer et faire le lien, Giono y note aussi ce qui lui importe vraiment : la progression de son œuvre.

Dès les premières pages, on pressent le drame. Giono est un écrivain d'une absolue sincérité : il croit que ce qu'il invente est vrai. Et ça l'est, sans doute, à la manière d'Homère, mais Homère n'a pas à se colleter avec la réalité, avec le nazisme et le stalinisme, pas même avec Chautemps et Daladier. Homère ne hait pas le monde dans lequel il vit, Giono si. C'est pour cela qu'il s'affirme révolutionnaire et qu'il commence par soutenir les communistes. Mais sa révolution n'est pas ce monde. Ses amis exaltent le prolétariat, lui rêve d'une paysannerie universelle, des Basses-Alpes généralisées. Plus d'usines, plus d'asphalte, plus de bibliothèques – *« la découverte de l'imprimerie a été l'une des plus grandes catastrophes du monde »* –, plus de Paris enfin, *« ce faux moyen de vivre »*. Un monde de pureté, communiant dans le culte des *« vraies richesses »*, où ne s'affrontent plus que les hommes libres – les « caractères » – et la nature dans un combat titanesque, amoureux et éternel. Les amis s'éloignent, un à un.

Le *Journal* est empli de lettres de rupture, souvent précédées de discussions bienveillantes et patientes ; mais on ne transige pas avec l'absolu, et Giono écarte ceux qui osent douter des vertus du pacifisme face à Hitler. Les disciples viennent remplacer les amis remerciés. Autour de Giono vient se former une petite garde d'adulateurs à qui les randonnées du Cantadour servent de cheminement intellectuel. Giono jouit à la fois de son isolement – avoir raison contre tous est un alcool qui monte à la tête – et du statut de prophète que lui octroient ces campeurs au regard clair et au mollet alerte. Rien ne le fera plus bouger de son piédestal, même la guerre d'Espagne.

Il y a de la grandeur dans cet aveuglement ; une manière de croire son imagination plutôt que les journaux dont on a peu d'exemples chez les gens sensés. Le 24 novembre 1938, il accepte l'idée saugrenue d'une rencontre avec Hitler pour qu'il *« prenne l'initiative d'un désarmement général universel »*. Il compare son combat à un voilier magique : *« Quand on le voit rien ne paraît plus beau que d'être englouti avec lui. S'il s'engloutit. »*

Le génie littéraire de Giono n'y peut rien : les naufrages ne sont admirables que pour les spectateurs, pas pour ceux qui se noient. Le Giono de 1943-1944 est un homme cassé. Il a perdu tous ses repères ; Vichy l'adore, la propagande allemande fait des films sur lui ; il voit le piège, mais il ne fait rien pour l'éviter. Il se bouche les yeux et les oreilles. Un ami juif vient le voir : *« Il me demande ce que je pense du problème juif. Il voudrait que j'écrive sur le problème juif. Il voudrait que je prenne position. Je lui dis que je m'en fous, que je me fous des juifs comme de ma première culotte ; qu'il y a mieux à faire sur terre qu'à s'occuper des juifs. Quel narcissisme ! »*

Giono n'est pas intelligent ; cela arrive aux plus grands écrivains. Il a une extraordinaire imagination et pas de jugement. Il se trompe même sur son œuvre. Il écrit : *« Ma sensibilité dépouille la réalité quotidienne de tous ses masques ; et la voilà telle qu'elle est : magique. Je suis un réaliste. »* Le plus naïf de ses lecteurs sait qu'il est tout sauf réaliste : visionnaire, épique, flamboyant, mystique, transformant des petits drames paysans en tragédies shakespeariennes et sept villages provençaux en autant de cercles de l'enfer. Mais lui, lorsqu'il sort de ses livres, s'en tient à cette maigre étiquette. Dans ses *Notes sur l'affaire Dominici* de 1954 que redonne cette édition, c'est encore son « réalisme » qu'il met en avant.

Giono, qui suit le procès pour le compte d'un journal parisien, se présente comme une sorte d'expert en paysans de Provence : *« Je suis du bâtiment. Je sais à peu près de quoi est fait l'accusé car la matière qui le compose et l'esprit qui a animé cette matière pendant soixante-seize ans, je les ai vus plus de mille fois composer des paysans que je connais. »* Il connaît les Dominici, les témoins, les jurés comme s'il les avait faits. Ils deviennent des personnages de Giono, malgré eux. Voilà le vieux Gaston Dominici transformé en roi barbare ; Clovis et Gustave, ses fils, sont des dauphins que le commerce des hommes – l'un d'eux a fait de la résistance – a privé d'une part de leur souveraineté. Quant à la femme de l'accusé, *« c'est Hécube... une reine qui sait son droit. »* Tout cela est très beau, raconté par Giono. Il ne lui vient pas à l'esprit que c'est du Giono : c'est la vérité des Dominici, celle que ne pourront jamais comprendre le président, l'avocat général et tous ces enquêteurs que l'écrivains rassemble sous une entité froide, abstraite et évidemment ignorante : le Dossier.

Giono fait mieux. Après avoir annexé l'Affaire et ses protagonistes à son univers, fait échapper Lurs à sa géographie réelle pour la faire entrer dans ce territoire imaginaire des « hautes terres » dont il est le seul maître, il s'appuie sur cette reconstruction romanesque pour faire la preuve du réalisme de son œuvre : *« Quand j'ai publié mes premiers livres, on a dit que « mes paysans » n'étaient pas vrais. On voit maintenant qu'ils l'étaient. »* Imparable tautologie d'un magicien.

Mais la mythologie rêvée et inventée par Giono est faite de blocs si finement jointés, elle adhère au réel par tant de *détails* exacts, qu'elle s'impose comme la vérité. Il est amusant de constater qu'à Paris un de ces jeunes intellectuels de gauche sophistiqués que Giono déteste prend appui sur le compte rendu d'audience de Giono et sur sa thématique – la toute-puissance de la rhétorique urbaine acharnée contre un paysan pauvre en mots – pour dénoncer dramatiquement le « terrorisme » de la justice : *« Voler son langage à un homme au nom même du langage, tous les meurtres légaux commencent par là. »* Ce jeune écrivain se nomme Roland Barthes. Son texte s'intitule : *Dominici ou le triomphe de la littérature* (1).

(1) ~~Publié dans~~ *Les Lettres nouvelles*, la revue de Maurice Nadeau en 1954, le texte de Barthes a été repris en 1957 dans *Mythologies* (Le Seuil).

Version originale

Le Petit Chaperon rouge et Cioran

Dans une série de publications, des intellectuels roumains s'inquiètent de la dérive nationaliste et fondamentaliste à l'œuvre dans leur pays

Un colloque d'intellectuels organisé à Bucarest récemment, autour du critique littéraire Sami Damian, professeur à l'université de Heidelberg, concluait que l'extrémisme nationaliste atteignait la cote d'alerte et que seul un examen critique, en profondeur, pouvait endiguer la vague de xénophobie nourrie par le passé ancien et récent de la Roumanie. En effet, plusieurs poètes et écrivains – groupés autour d'un hebdomadaire de grande diffusion, *Romània Mare* (La Grande Roumanie) – s'acharnent contre la minorité hongroise de Transylvanie, ressuscitent le fantasme d'une conspiration juive, réclament le retour aux valeurs du « sol » et du « sang ». Parmi eux, se remarquent les anciens laudateurs du défunt dictateur. Inquiète davantage encore l'écho de l'offensive fondamentaliste dans les pages des quotidiens proches du pouvoir, *Asi* (Aujourd'hui) et *Adevàrul* (La Vérité), répercutée quelquefois par des revues culturelles « au-dessus de tout soupçon ».

Déjà, deux ans après la chute de la tyrannie nationale communiste, les éditions Pergamon Press de Londres publiaient un essai érudit : *National Ideology and Antisemitism, the case of Rumanian Intellectuals in the 30s* (Idéologie nationale et antisémitisme, le cas des intellectuels roumains dans les années 30), de Leon Volovici. L'auteur, universitaire israélien, y démontrait, textes à l'appui, comment les orientations nationalistes de quelques écrivains et penseurs célèbres entre les deux guerres allaient aboutir, dans le cas de la Roumanie, au même résultat fatal que celles d'un Drumont ou d'un Maurras en France : l'exclusion, la haine de tout ce qui est différent. Parmi ces figures de proue, le poète national Octavian Goga deviendra, vers la fin des années 30, le chef du premier gouvernement ouvertement antisémite de la Roumanie. Nicolae Iorga (1), lui, historien et écrivain prolifique revenu de son nationalisme outrancier, périra en 1940 assassiné par les gardes de fer, ses enfants spirituels. Aujourd'hui, la chute de l'empire communiste a, en réveillant des aspirations nationales légitimes, exacerbé également la xénophobie, puisée, souvent, dans les livres anciens, écrits par des intellectuels prestigieux.

LÂCHETÉ ET ABDICATION

Sollicité par les mêmes interrogations, le critique Sami Damian vient de publier aux éditions Serara (Le Soir) de Bucarest un recueil de textes sous le titre : *Scufita rosie nu mai merge la pàdure* (Petit Chaperon rouge ne va plus au bois). Pourquoi le Petit Chaperon rouge ? Malgré les périls qui la guettent, la fillette s'enhardit à parcourir la forêt et témoigne d'une réelle volonté de découverte. Elle retrouvera quand même sa maison ! Damian utilise cette métaphore pour désigner la frilosité de nombreux écrivains pour qui s'écarter, si peu que ce soit, de l'affirmation d'une appartenance et d'une tradition signifie, au mieux, lâcheté et abdication. Ainsi, Pavel Dan, rédacteur d'un article paru dans une revue roumaine, pourtant peu suspect d'esprit cocardier, se désole que les proses du jeune Cioran, rédigées bien avant les guerres et la Shoah, ne fassent plus l'objet d'une réédition. Cioran, devenu écrivain français, a, depuis longtemps et publiquement, rejeté ces pamphlets extrémistes en les qualifiant de *« prétentieux et stupides »* car ils exprimaient les syndromes de la haine et de l'enfermement. Le rejet de Cioran déplaît à l'auteur de l'article, qui lui reproche d'avoir abandonné son *« intériorité autochtone »* en choisissant d'écrire en français, *« en niant et en méprisant sa culture d'origine »*. Blafarde intériorité, maladroite tentative de récupération ! Tel le Petit Chaperon rouge, l'auteur du *Précis de décomposition* a su s'écarter du chemin des rhinocéros sans pour autant devenir la victime du grand méchant loup.

Selon Nicolae Breban, romancier roumain important qui a vécu plusieurs années à Paris (2), dont les Éditions du Style, à Bucarest, publient aujourd'hui les réflexions dans un volume intitulé *Confesiuni violente* (Confessions violentes), c'est justement le courage, la patience, le pessimisme stimulant de Cioran qui auront permis à cet aristocrate du doute, fils d'un pope transylvanien, de se mesurer avec les grands moralistes français. En effet, en fustigeant avec sa verve impitoyable le fatalisme passéiste de ses anciens compatriotes, Cioran, éloigné de tout nationalisme réducteur, affirme également d'une manière implicite sa roumanité. Le discours de Breban se voile de tristesse et d'inquiétude lorsqu'il évoque les provocations incessantes et haineuses de ceux qui confondent le véritable patriotisme avec ses caricatures lamentables, intégrisme, racisme et xénophobie.

Le calvaire des clercs qui étaient jeunes lors de l'instauration de la terreur communiste (fin des années 40 et début des années 50) nous est admirablement restitué par les confidences échangées entre le critique littéraire Matei Càlinescu, aujourd'hui professeur aux Etats-Unis, et Ion Vianu, essayiste et psychiatre installé en Suisse. Publié en roumain aux éditions Litera (La Lettre), *Sema Amintirin Dialog* (Souvenirs en dialogue) retrace d'une manière bouleversante les tourments d'une classe intellectuelle déchirée entre l'impératif de survie, la terrible pression de la police politique et, plus tard, les ambiguïtés du régime national communiste de Ceausescu dont les floraisons vénéneuses continuent à proliférer aujourd'hui. La mise à nu par tous ces auteurs de funestes et dangereux dérapages, ainsi que de leurs racines, dans un pays anciennement totalitaire (cas particulier mais ô combien éloquent) devrait précipiter quelques traductions à l'heure où les guerres tribales s'allument un peu partout aux confins de notre monde confortable et indifférent.

Edgar Reichmann

(1) Auteur notamment de *Byzance après Byzance*, un essai érudit et évocateur dans la lignée de Michelet, écrit directement en français et paru aux éditions Balland.
(2) Ses romans, *En l'absence des maîtres*, *L'Annonciation* et *Don Juan*, ont paru en français aux éditions Flammarion.

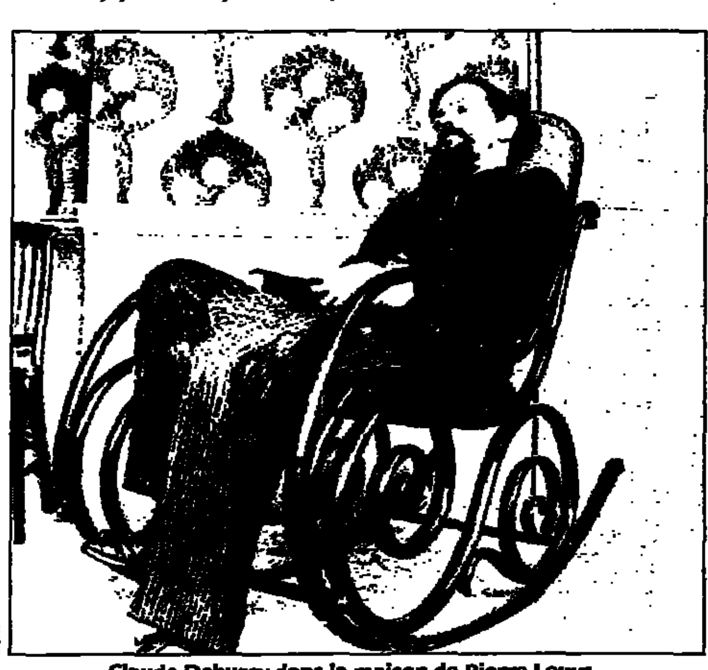
Debussy au jour le jour

Une biographie en forme de puzzle où la silhouette du musicien apparaît petit à petit, en clair-obscur

CLAUDE DEBUSSY
de François Lesure.
Klincksieck 499 p., 250 F.

Il n'est pas sûr que l'on connaisse mieux Claude Achille Debussy après la lecture de cette biographie au jour le jour. En revanche, l'on comprend parfaitement pourquoi le personnage garde et gardera probablement son secret. Dans sa vie, comme dans sa musique, il répugnait aux épanchements et pratiquait l'ellipse. Ses confidences sont rares, même dans sa correspondance amoureuse ou amicale. Elles doivent toujours être décodées à la lumière d'une susceptibilité aussi vive pour les petites offenses que pour les grandes humiliations. La vie ne lui a ménagé ni les unes ni les autres. La vraie surprise de ce portrait (édition scientifique mais bizarrement porteuse de nombreuses coquilles) est de découvrir, en clair-obscur, un Debussy suicidaire, désespéré, assez éloigné de l'image du faune jouisseur ou du bourgeois pantouflard que d'autres biographes, moins informés, ont pu développer.

François Lesure, qui fut longtemps conservateur en chef de la section musique à la *Bibliothèque nationale*, a consacré une bonne partie de sa vie à Debussy. Il a établi le catalogue de l'œuvre, réuni la correspondance et fondé un Centre de documentation qui publie des *Cahiers*. Y sont scientifiquement soulevés et analysés des points très précis, au gré de recherches menées un peu partout dans le monde. Dans le Cahier nº 10, Eiko Kasaba s'est ainsi penché sur la musique de Debussy au Japon. La pièce du puzzle n'est pas si minuscule qu'il y paraît. Debussy, avec son teint olivâtre et *« son front de chien afghan »*, avait au physique quelque chose d'exotique qui culminait dans sa façon de jouer au piano. Sans graisse, mais sans sécheresse non plus. Avec une discrétion, une légèreté chargées de nuances secrètes. Ce qui donne à penser que, de Ricardo Vinès (rapidement pris en grippe) à Marguerite Long (quelque peu mythomane dans l'importance qu'elle donne à leurs contacts), ses œuvres pour clavier ne furent jamais bien jouées de son vivant, sauf par lui-même. On serait désespéré à moins.


D.R.
Claude Debussy dans la maison de Pierre Louys

Fut-il compris ? Il est stupéfiant de mesurer, à la lecture des milliers de pièces assemblées dans ce dossier, le décalage entre le Debussy d'hier et celui d'aujourd'hui. Personne ne met en doute, soixante-dix-sept ans après sa mort, que ce qu'il appelait son *« insurmontable orgueil »* lui permit de libérer la musique de son attirail académique, de faire éclater les formes scholastiques pour n'exprimer que *« l'inexprimable »* – dessein que ne décrierait aucun compositeur contemporain. De son vivant, et même lorsque le *« debussysme »* fut reconnu à l'égal du *« franckisme »* ou du *« d'indysme »*, comme furent rares en revanche ceux qui l'admirèrent pour la bonne cause et sans réserves ! Ernest Chausson, compositeur de sept ans son aîné, remplit surtout le rôle de *« conseilleur »* en affaires de cœur, poussa son cadet dans un mariage heureusement annulé (avec Thérèse Roger, interprète de *La Damoiselle Elue*). Maeterlinck, père en symbolisme, fut d'abord *fair-play* lors des premières péripéties juridiques qui entourèrent la préparation de *Pelléas* pour l'Opéra-Comique. Mais lorsque sa compagne, Georgette Leblanc, fut dépossédée du rôle de Mélisande, Maeterlinck souhaita à l'ouvrage, dans *Le Figaro*, *« une chute prompte et retentissante »*.

Debussy n'eut guère plus de chance avec Pierre Louys, témoin privilégié des années brumeuses qui précédèrent le mariage boiteux avec Lily Texier, bohème chaleureux, d'une folle générosité, auquel le musicien doit l'inspiration de ses *Chansons de Bilitis*. L'auteur du *Roi Pausole*, de textes érotiques et d'essais d'érudition, était en tous points versatile. Quand Debussy lui parle de suicide, en 1897, il lui adresse la plus chaleureuse des lettres de consolation : *« Toi, mon vieux, tu n'as pas l'ombre d'une excuse pour avoir de ces cauchemars : – parce que tu es un grand homme... »*. Mais lorsque, à la fin de 1895, les Concerts Colonne avaient offert la deuxième audition publique du *Prélude à l'après-midi d'un faune*, Louys s'était excusé sans cérémonie.

La très longue camaraderie de Debussy et d'Erik Satie constitue un cas particulier. L'auteur de *Pelléas* y joua le rôle du protecteur, orchestra deux *Gymnopédies* en 1897 pour aider l'humoriste d'Honfleur à se faire connaître, et le nourrit bien souvent de frites et de côtelettes, quand il fut rangé et père de famille dans son hôtel particulier de l'avenue du Bois de Boulogne. Mais Satie avait son caractère et sut mal pardonner à son vieil ami un silence lourd de sous-entendus au moment de la création de *Parade* par les Ballets russes, en 1917. Aussi bien, le destin avait-il tranché. Debussy était mourant, la France envahie par *« les Boches »*, Wagner triomphait de Couperin et le germanisme de *« l'esprit français »*.

Retenons donc comme une consolation l'épisode de la rencontre avec Stravinsky, leur estime mutuelle, l'espèce de révélation effrayée ressentie par Debussy à la première lecture au piano du *Sacre* (à quatre mains, au côté d'Igor lui-même). Il fallut attendre 1913, année de la création de *Jeux* par les Ballets de Diaghilev, pour que paraisse, sous la plume d'un étudiant en philosophie de dix-huit ans (Daniel Chennevière), un hommage prémonitoire : *« Avec Debussy la musique s'engage dans une ère nouvelle. Le futur est lié à son nom. »*

Anne Rey

Portrait d'un joueur

Un Prokofiev inattendu par la grâce de Michel Dorigné

SERGE PROKOFIEV
de Michel Dorigné.
Fayard, coll. « Bibliothèque des grands musiciens »,
816 p., 290 F.

Prokofiev n'a pas eu de chance avec le calendrier : coïncidant avec la mort de Staline, sa disparition eut autant de mal à se frayer une place dans l'actualité de mars 1953 (la *Pravda* aura près d'une semaine de retard sur l'événement) que le cortège funèbre à atteindre le cimetière moscovite où le compositeur rejoignait Scriabine et Tchekhov. La fièvre commémorative actuelle ne l'a pas mieux servi, et 1991 fut si manifestement une année Mozart qu'on a presque oublié le centenaire de Sergueï Sergueïevitch. En attendant 2003 et la communication des lettres et carnets bloqués aux archives de Moscou, la somme de Michel Dorigné propose mieux qu'une célébration de « rattrapage », un véritable bonheur qu'on ne recommandera pas aux seuls musicologues. Enfin, une biographie étonnamment fluide pour un genre souvent sérieux et doctement documenté mais bien rarement conduit d'une plume aussi alerte, voire inspirée ! Dès les premières lignes, le charme opère : *« Vu du haut de la colline, le village de Sontsovka ressemble à une grosse toile d'araignée. Ses cinq rues en étoile, partant du centre, vivent au gré des saisons. Tantôt poudreuses, elles s'envolent sous les sabots des chevaux jusqu'aux premières branches des acacias. Tantôt boueuses, elles s'accrochent aux jantes des lourds chars à bœufs qui les creusent en grinçant. »* Le charme ne se dissipera plus.

Du bourg ukrainien à la Moscou réfrigérée du tsar rouge, un parcours bigarré et unique, où l'insolence et la provocation du jeune homme cèdent le pas à la prudence réticente de l'otage politique qu'il est devenu, sans que ses qualités d'écriture – simplicité et maîtrise – et son tempérament de joueur impénitent et d'excentrique naïf ne soient réellement entamés. Pourtant, quelle distance entre l'élève caustique de Rimski-Korsakov qui choque Glazounov et la figure tutélaire de la musique soviétique que n'épargne aucune censure, aucune humiliation !

Son ultime symphonie puise sans doute davantage sa fraîcheur lumineuse dans un retour sur l'enfance à Sontsovka, où le jeune *bartchouk*, faux *fils de seigneur mais véritable chef de* bande, imposait son style et son imagination, que dans la célébration d'une jeunesse soviétique forte d'un avenir radieux. Pourtant, falsifiée et détournée, elle triomphe jusqu'à valoir au compositeur à titre posthume le premier prix Lénine décerné à un musicien. Cette reconnaissance officielle *correspond mal* au jeune loup dont les premières compositions dérangent et qui ne s'impose que par le défi : pianiste athlétique aux doigts d'acier, il décroche le prix Rubinstein en jouant... son propre *Premier Concerto*. Panache et orgueil qui disent assez l'ambition et l'indépendance du jeune homme.

Voyageur infatigable, il quitte une scène russe trop étroite au moment où le vieux monde tsariste s'effondre. En route pour les Etats-Unis, il se révèle d'un pragmatisme efficace (vivant, lors d'une escale obligée au Japon, de concerts qu'il négocie ou réemployant des pièces tirées de « vieux cahiers » pour de nouvelles productions), mais ne cède rien sur l'essentiel : une exigence musicale allergique aux concessions. La rencontre avec Diaghilev, qui le pose ouvertement en rival du grand aîné Stravinsky, permet de révéler, avec plus d'éclat encore que les premières œuvres scéniques, la vitalité formidable, la violence et l'humour, la singularité et la hardiesse de l'art de Prokofiev. L'emblématique *Pas d'acier* de 1927 (vantant/caricaturant la mécanisation soviétique) montre les limites d'une lecture militante de l'œuvre. Seule importe la musique, qui innove moins qu'elle n'assimile tradition et modernité, de l'aventure quasi cinématographique de *l'Amour des trois oranges* à la collaboration avec Eisenstein. Prokofiev livre en fin de matinée la partition des plans visionnés la veille pour *Alexandre Nevski*, composant même parfois avant le tournage pour *Ivan le Terrible*, véritable maître alors du rythme de l'image.

Toutefois, l'homme ne disparaît pas derrière le compositeur, et son caractère irritable et boudeur, presque enfantin, rend plus attachant encore le personnage (les confidences de ses deux fils enrichissent ici notre connaissance de l'homme privé). Joueur assidu – il défie les maîtres aux échecs, *bridge avec Poulenc et Chaliapine* –, il organise des tournées gastronomiques qui pâtissent de sa conduite automobile, *« misérable »* selon son ami Nicolas Nabokov ; sportif aguerri, il fréquente les courts et les piscines, chronomètre même ses promenades apéritives. Ce portrait inattendu illustre le temps de l'Occident, fait de cosmopolitisme et d'errance perpétuelle, sans doute le plus heureux. De retour en *« Urssie »*, le fils prodigue n'aura pas l'habileté de son héros Pierre à *neutraliser le loup. Ce sont* là des contes d'enfant qui séduisent plus Walt Disney que le maître du Kremlin. Le mariage heureux – et si rare – d'une intelligente présentation des œuvres – analysées, exemples à l'appui – et d'une évocation vivante et passionnée fait de cette biographie un modèle dont on souhaite qu'il ne reste pas longtemps isolé.

Philippe-Jean Catinchi

Chabrier le magnifique

Folle mais judicieuse idée que cette édition de la correspondance du musicien
Truculentes dans l'expression, aiguës dans l'observation, ces lettres – plus de 1 100 ! – sont d'un intérêt toujours soutenu

CORRESPONDANCE D'EMMANUEL CHABRIER
Réunie et présentée
par Roger Delage
et Frans Durif,
avec la collaboration
de Thierry Bodin.
Klincksieck, 1 261 p., 550 F.

Les lettres de Chabrier font depuis toujours la bonne fortune de ses biographes. Par la truculence de l'expression, l'acuité de l'observation, un paragraphe suffit pour tracer le portait de l'artiste. En même temps, le rythme de la phrase et les sonorités contrastées des mots offrent un équivalent aux couleurs vives de la partition d'*España*, à la sensualité de *L'Ile heureuse* ou de *La Sulamite*. On n'a que l'embarras du choix. De la verve débridée : *« Qui est-ce qui a dit qu'il n'y avait plus de Pyrénées ? Quelle est cette foutue bête ? Où est-elle ? J'en ai là, sous mes fenêtres, une tranche énorme »*, à l'ironie ravageuse : *« Si vous connaissez d'existence plus gélatineuse que la mienne, ne me l'indiquez pas : comme déveinard on a aussi son amour-propre et je tiens à être le plus complet ; s'il faut encore être distancé dans ça, c'est trop souffrir. »*

Le style de Chabrier, vif comme la parole, est direct, apparemment sans recherches, le mot d'une exactitude absolue, l'adjectif employé avec parcimonie. La phrase, sans empâtement, respire. Elle est courte en général, ou coupée de points-virgules et de tirets qui la font rebondir : *« Minuit – Moulé dort, sa femme dort – le petit Moulé dort – la bonne dort – c'est donc comme si tu étais là, et que nous causions de bonne, d'énorme amitié. »* Les idées, liées les unes aux autres par la seule puissance des juxtapositions, se succèdent selon un rythme soutenu, sans temps morts.

CONCISION MERVEILLEUSE

Parfois, on le sent, Chabrier force la note pour mieux frapper l'imagination de son correspondant. Ce sont souvent ces phrases-là qu'on cite, naturellement. Elles sont d'une concision merveilleuse, comme certaines pages de sa musique : « Gwendoline, *c'est du Liebig musical*, écrit-il. *C'est trop compact ; il faudrait en prendre une boulette pour mettre dans un honnête délayage et agiter avant de servir le morceau. »* Et, de fait, c'est seulement en les replaçant dans la correspondance que ces phrases prennent leur véritable valeur. A les lire rassemblées au fil des biographies, comme c'était le cas jusqu'à présent, on n'en voyait que le panache et, à la longue, on s'en lassait sans cesser pour autant d'admirer. Mais on admirait le chic et l'on doutait parfois de l'authenticité.

Passé le moment d'intimidation devant ces douze cents pages bien remplies, on oublie vite de regretter que tout ne soit pas de la même volée car, justement, les moments forts sont amenés par une progression organique. La bordée n'est pas moins violente, mais elle est motivée ; fût-elle soudaine, elle vient comme un point culminant ou comme une rupture. Bien sûr, il y a des lettres dont il ne viendrait pas à l'idée de citer une ligne, mais elles se laissent lire comme les autres. Et c'est là, sans doute, la justification la plus sérieuse d'une entreprise aussi extravagante, *a priori*, que l'édition d'une correspondance générale tant ces 1 149 lettres offrent un intérêt soutenu.

Un intérêt intrinsèque, pourrait-on dire, car on n'y suit pas pour autant, au jour le jour – comme dans le cas de Berlioz, par exemple –, l'existence laborieuse d'un compositeur qui ne sortira de l'anonymat qu'à quarante-deux ans avec la création d'*España*, en 1883. C'est seulement à partir de 1880 quand, sous le choc de la découverte de *Tristan* à Munich, il quitte toute activité alimentaire au ministère de l'intérieur pour se consacrer exclusivement à la musique et tenter – *sans succès* – d'en vivre, que ses lettres à ses éditeurs, ses démarches auprès des auteurs dramatiques (Claretie, Mendès, Sardou, Richepin) pour obtenir d'eux le livret d'opéra qui le lancerait ou les vers qu'ils lui ont promis, nous font entrer dans l'atelier de l'artiste, partager ses colères contre l'indolence des uns, la bêtise des autres, ses enthousiasmes pour Berlioz, pour Wagner, pour ceux qui cherchent à sortir de la routine et du confort béat, pour tout ce qui élève l'esprit.

Car si Chabrier aime la bonne chère et les soirées entre amis, il aime encore davantage la musique et, comme s'il pressentait qu'il ne lui reste qu'une dizaine d'années à vivre, lui sacrifie tout jusqu'à s'enfermer de longs mois dans une solitude provinciale où il crèverait d'ennui s'il ne travaillait pas avec un acharnement flaubertien. Défaisant, refaisant son ultime opéra, *Briseis*, il n'en achèvera qu'un acte et demi en cinq ans.

C'est à cet éloignement de la capitale que l'on doit une belle moisson de lettres, tandis que les périodes où Chabrier se trouvait à Paris se limitent à sa correspondance avec l'étranger, notamment quand *Gwendoline* et *Le Roi malgré lui* commencent à se jouer en Allemagne sous la direction des chefs wagnériens. A ce moment, d'ailleurs, Chabrier qui commence à voir un début de reconnaissance succéder à une obscurité tenace, s'avise de faire carrière. Il y met de l'obstination et une roublardise parfois naïve. Il se brouille même passagèrement avec ses éditeurs dont il voudrait obtenir un fixe bien que ses œuvres coûtent alors plus qu'elles ne rapportent.

Sur ce point, l'avenir lui donnera raison car, après sa mort en 1894, des suites d'une syphilis contractée dans sa jeunesse, sa musique fera vivre ses éditeurs. Mais l'avenir donnera tort aussi à la désinvolture de ses collaborateurs qui lui faisaient attendre un mois la modification de quelques mauvais vers. Et ce qui ressort de ces lettres, mieux que d'une biographie, c'est que l'indifférence du monde musical, et paramusical, a fait perdre son temps et son énergie à un musicien de génie, que Chabrier est mort sans avoir pu donner la moitié de ce qu'il avait en lui, et désespérément conscient de cela.

Gérard Condé

Le Kremlin vu du Vatican

Sergio Trasatti raconte soixante-dix ans d'affrontement entre Rome et Moscou
Et montre que les relations des deux puissances furent plus complexes qu'on ne le croit

VATICAN-KREMLIN
LES SECRETS
D'UN FACE-À-FACE
de Sergio Trasatti.
Traduit de l'italien
par Chantal Moiroud,
Payot, 428 p., 149 F.

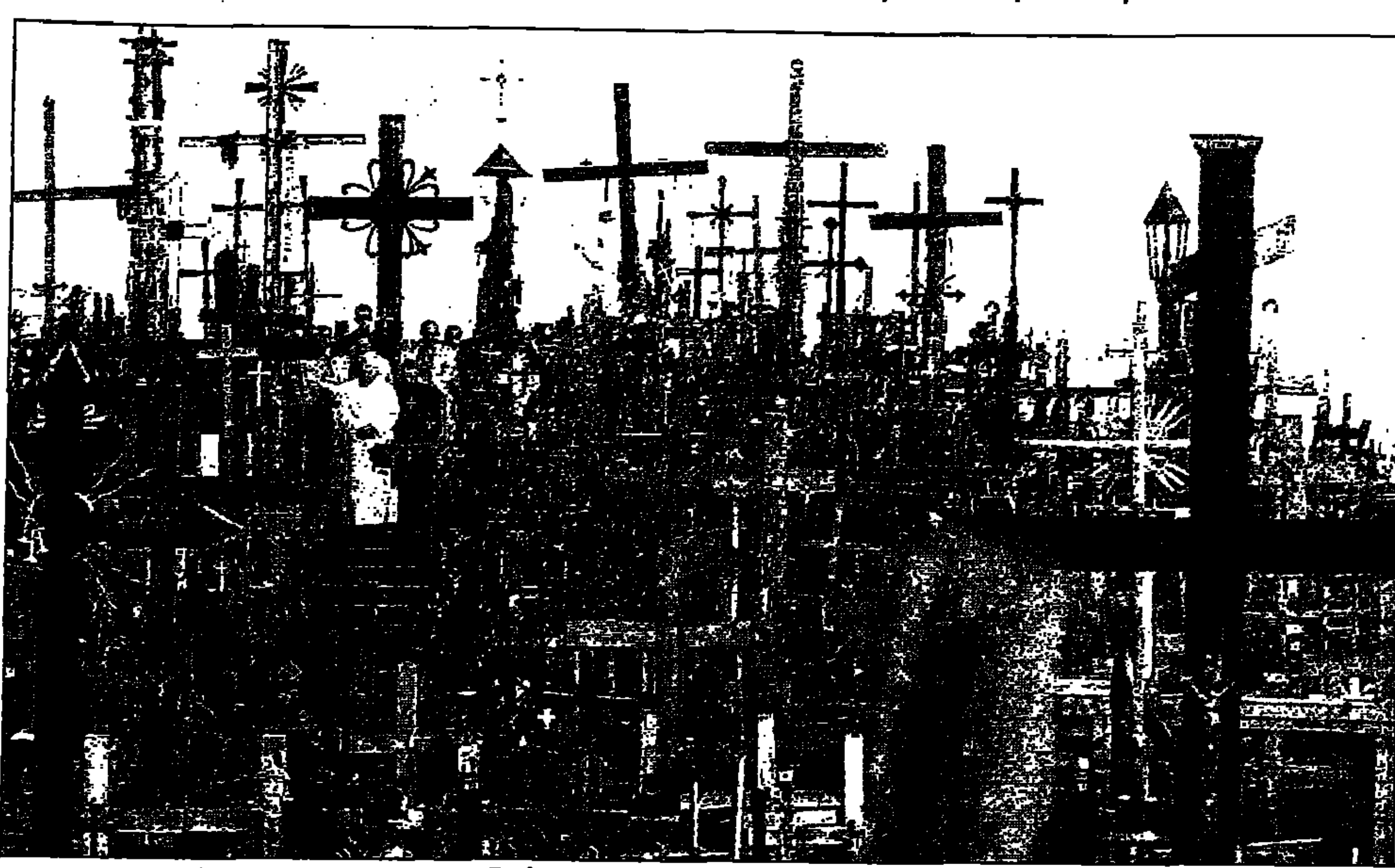
Marx et Engels en étaient certains : l'avènement du *« socialisme scientifique »* provoquerait par la force des choses et la volonté des hommes l'extinction des religions. Leurs disciples sont venus. Ils ont vu. Et, au bout de trois quarts de siècle, ils ont été vaincus. Leur régime, maître de l'armée la plus impressionnante, n'a pas résisté à ces puissances spirituelles que Staline méprisait parce qu'elles ne disposaient pas de divisions. Au premier rang de ces puissances spirituelles qui affrontèrent les gouvernements communistes, figure l'Eglise catholique. L'histoire de cette coexistence conflictuelle nous est contée par Sergio Trasatti, ancien rédacteur en chef de l'*Osservatore Romano*, le journal du Saint-Siège.

Un tel auteur présente évidemment sans la moindre antipathie, mais aussi sans souci d'apologétique, la politique du Vatican et de ses pontifes successifs, à l'égard de la Russie soviétique et des Etats que l'on appelait satellites. On pourrait même dire les politiques successives. Avec le temps, on a tendance à simplifier. A opposer, par exemple, l'anticommunisme sans nuances de Pie XI et de Pie XII à l'ouverture pratiquée par Jean XXIII et par Paul VI.

Sergio Trasatti a pour premier mérite de nous rappeler, ou de nous apprendre, que, dès l'origine, les positions ne furent pas aussi tranchées. Lorsque les bolcheviks saisirent les commandes, le Siège apostolique avait, certes, toutes les raisons de redouter ce groupe qui professait un athéisme militant. Mais, à Moscou, les catholiques se heurtaient à l'Eglise orthodoxe qui faisait cause commune avec le régime impérial. Le Vatican pouvait espérer que, privée de la tutelle tsariste et désormais en conflit avec le pouvoir temporel, elle perde de sa superbe. Un espoir qui incita le pape de l'époque (Benoît XV) à rechercher une entente avec le régime, même si, très vite, le sens de la solidarité devait l'emporter sur les vieilles rancoeurs : le rival d'hier devenait, en fait, compagnon d'infortune et de martyre.

Pourtant, le Saint-Siège ne se résigna pas à cesser tout rapport avec les camarades de Lénine. Ses représentants – Ratti, le futur Pie XI, alors visiteur apostolique en Pologne et en Lituanie, Pacelli, le futur Pie XII, nonce à Munich – recherchaient le contact. Le dernier cité ébaucha même, avec l'aide du diplomate allemand Brockdorff-Randau, une négociation avec Thitchérine, successeur de Trotski à la direction des affaires étrangères. Mgr Ratti, devenu Pie XI, appelait les fidèles à aider la Russie, en proie à la famine. Le Kremlin entrait dans ce jeu : tenu au ban des nations, il ne dédaignait pas cette sorte de reconnaissance que pouvait lui donner le Vatican. La précaution devint inutile, et encombrante, lorsque des puissances renouèrent avec la Russie.

Ce rappel permet de comprendre un peu mieux l'histoire des rapports entre Rome et Moscou, entre 1917 et la chute du communisme. C'est en réalité l'histoire de relations constamment ambivalentes. L'affaire des uniates y occupe, souligne Sergio Trasatti, une place essentielle. Ces descendants des chrétiens ukrainiens avaient, par le traité d'Union signé à Brest-Litovsk, en 1596, fait allégeance au pape, tout en gardant leurs rites. Après la deuxième guerre mondiale, l'Eglise orthodoxe, avec l'appui redoutable du pouvoir stalinien, obtint d'un synode réuni à Lvov, le 10 mars 1946, l'abolition de cette Eglise uniate. Les évêques orthodoxes effaçaient ainsi ce qu'ils tenaient pour un schisme, et le gouvernement communiste plaçait sous la juridiction d'une hiérarchie nationale, qu'il avait les moyens de contrôler, une communauté membre d'une Eglise supranationale. Les évêques uniates, les prêtres, les fidèles qui refusèrent d'abjurer furent emprisonnés, déportés, assassinés. Avant de disparaître, quelques évêques réussirent quand même à ordonner clandestinement des successeurs. L'Eglise uniate renaît avec la chute du communisme. Avec sa renaissance réapparaissent forcément les tensions entre les clercs orthodoxes et catholiques.



GIANNI GIANSANTI/SYGMA

Jean-Paul II en Lituanie en 1983 : à l'Est, du nouveau

Sergio Trasatti ne limite pas ses investigations à la Russie. Toute l'Europe communiste défile dans son livre. Pendant la dernière guerre, le pape et ses collaborateurs estimaient qu'après avoir été la victime du nazisme l'Europe entière allait être menacée par le « péril rouge ». Pie XII, disait-on, redoutait d'être placé à Rome sous la coupe d'un pouvoir léniniste. C'est pourquoi il allait inciter les catholiques à faire bloc pour écarter le danger. Si ses appréhensions s'avérèrent injustifiées à l'Ouest, elles devinrent réalité à l'Est et au centre du continent, justifiant, à ses yeux, le maintien d'une politique de fermeté. Un événement est révélateur : en 1957, le cardinal Wyszynski – il venait à peine de retrouver la liberté – put enfin venir à Rome. Il y fut plutôt fraîchement reçu : n'avait-il pas, pour raison d'intérêt national, invité les fidèles à voter pour Gomulka, le communiste ? Sergio Trasatti indique que son audience chez le pape ne dura pas plus d'un quart d'heure.

L'ambivalence des relations demeurera une constante

La souplesse vint avec Jean XXIII, qui reçut comme un signe de la Providence un message sympathique de Khrouchtchev pour son 80e anniversaire. La politique vaticane d'ouverture à l'Est était esquissée. Son maître d'oeuvre, Mgr Casaroli, disait qu'il fallait rechercher un *modus vivendi*, ou plutôt un *modus non moriendi* (une façon de ne pas mourir). Cette politique a provoqué bien des murmures à l'intérieur de l'Eglise, y compris de la part de ceux qui allaient bénéficier d'un allègement de leurs souffrances : *« Si Jean XXIII avait brisé la glace et renoué, par des chemins insensés, le dialogue interrompu depuis des années*, note Sergio Trasatti, *Paul VI* [fit] *de ce dialogue une activité continue du Saint-Siège. »* Le journaliste remarque encore que *« l'Ostpolitik parvenait au même résultat que la dissidence »*.

C'est peut-être même ce mélange d'Ostpolitik et de dissidence qui vint à bout du système léniniste. Jean Paul II est d'ailleurs l'illustration de cette synthèse. N'est-ce pas son élection au pontificat qui a ébranlé un régime réputé indestructible ? Lors d'un voyage dans son pays, le pape affirma : *« En cette année 1983, le sort de la Pologne ne peut laisser indifférentes les autres nations du monde. »* Une déclaration qui sonnait comme l'exact contrepoint de la fameuse phrase de Brejnev – *« Nous ne pouvons rester indifférents au destin du socialisme dans les autres pays »* – établissant la doctrine de « souveraineté limitée ».

On trouvera beaucoup d'autres informations dans ce livre agréable à lire. Il faut, hélas, faire une réserve. Voilà l'ouvrage d'un homme particulièrement bien placé pour être renseigné. Il est le premier à traiter l'histoire complète des relations de l'Eglise catholique et de tous les régimes communistes d'Europe. Son travail a la caution de l'observateur permanent du Saint-Siège à l'Unesco et il est publié par un éditeur très sérieux. Pourquoi donc y relève-t-on d'étonnantes erreurs ? Mgr Ratti, évêque de Varsovie ? Tout au plus pouvait-il être nommé évêque pendant qu'il remplissait une mission diplomatique en Pologne. Le jeune Roncalli, archevêque de Bergame ? Ce n'était que son pays natal. Une conversation – très intéressante – est datée du 29 février 1926, or cette année-là ne fut pas bissextile. L'auteur parle encore d'*« une nouvelle Constitution soviétique adoptée le 18 mai 1929 »* : il s'agit vraisemblablement de l'amendement du 22 mai 1929 à la Constitution de 1924, qui resta en vigueur jusqu'en 1936...

On peut avancer une explication : Sergio Trasatti est mort brutalement en 1993. Peut-être n'a-t-il pas eu le temps de réviser correctement son travail. Dommage, car, avec quelques soustractions et une addition – l'indication plus complète des sources utilisées –, ce livre posthume aurait pu être un véritable ouvrage de référence.

Bernard Féron

Le KGB tel un phénix

Selon la journaliste Evguenia Albats, les « services » russes
ont su, malgré les tempêtes, préserver l'essentiel de leurs pouvoirs

LA BOMBE À RETARDEMENT
Enquête sur la survie du KGB
d'Evguenia Albats.
Traduit du russe
par Galia Ackerman
et Pierre Lorrain,
Plon, 420 p., 115 F.

Evguenia Albats est l'une de ces journalistes moscovites de la génération d'« après le 20e congrès » – elle est née en 1958 – qui a fait ses débuts à la fin de Brejnev et ses vraies classes aux *Nouvelles de Moscou*, fer de lance de la *glasnost* gorbatchévienne. Un cursus qui l'a conduite ensuite aux Etats-Unis (elle était interdite de voyage jusqu'en 1989), où elle a étudié les méthodes de la presse américaine. Autant dire que ce nouveau livre sur le KGB – une version réactualisée d'un premier ouvrage publié en allemand et en russe – est d'abord un travail d'investigation effectué « en immersion », à distinguer notamment des travaux universitaires effectués ailleurs. L'auteur connaît à fond son sujet, le KGB d'avant, ses gigantesques « directions principales », ses innombrables sous-directions, services et sections, ainsi que leurs avatars actuels : le SVR, le service des renseignements extérieurs, et surtout le FSK, le service de contre-espionnage, qui a hérité de la plupart des fonctions « internes » du KGB et qui retient toute son attention. Aux nombreuses informations publiées à Moscou et ailleurs depuis la fin des années 80, Evguenia Albats ajoute ses propres enquêtes et leur suite.

On retiendra tout spécialement le cas extraordinaire de Vladimir Boïarski, délateur et tortionnaire sous Staline, haut dignitaire policier à l'étranger (c'est lui qui mit en route, au début des années 50, à Prague, le procès Slansky), profiteur et jouisseur, qui fut à peine égratigné en 1953 (il se tire de la première épuration khrouchtchévienne avec un mois de prison), avant de se reconvertir en « journaliste », puis en « savant » éminent. Démasqué en 1989 seulement, par Evguenia Albats précisément, cet homme, qui a fait mourir sous la torture plusieurs personnes, a certes perdu ses titres, mais vit aujourd'hui tranquillement à Moscou...

L'ouvrage est fort désagréable pour d'autres personnes et institutions. Pour les dignitaires de l'Eglise orthodoxe, y compris l'actuel patriarche Alexis II (« Drozdov » pour les services), auquel on devrait la dissolution de la commission d'enquête sur le KGB – dont l'auteur faisait partie – en 1992 ; pour les PC européens, que Moscou fournissait non seulement en fonds, mais aussi en faux passeports et... en perruques ; pour quelques dirigeants plus « bourgeois », de Radjiv Gandhi à la Srilankaise Bandaranaike, qui auraient bénéficié de l'aide du KGB ; et même pour Alexandre Iakovlev, père de la perestroïka et actuel patron de la télévision Ostankino, dont on trouve la signature au bas des instructions de l'agit-prop à propos du procès Siniavski dans les années 60...

« BOMBE À RETARDEMENT »

Mais cette police tentaculaire est encore aujourd'hui une *« bombe à retardement »*. Pour l'auteur, des trois piliers sur lesquels reposait le régime d'antan – le PCUS, l'armée et son appendice, le complexe militaro-industriel ou CMI, enfin le KGB –, ce dernier est celui qui a le mieux résisté. Sous Gorbatchev déjà, il n'a pas hésité à couper les amarres avec le parti unique que son secrétaire général sacrifiait. A la différence du CMI, il pouvait s'adapter à une économie de marché, et le pluralisme politique ne l'effrayait pas trop non plus, puisqu'il lui ouvrait un nouveau champ d'action : le noyautage et l'infiltration des nouveaux mouvements et partis. Bref, il était et est resté *« la seule institution capable de vivre dans un cadre différent de celui pour lequel elle avait été conçue »*. Certes, lors du putsch manqué de 1991, auquel son chef Krioutchkov prit une part active, *« la bastille vacilla »*. Mais, si le KGB fut alors fractionné, il ne fut pas démantelé, à la différence de ce qui s'est passé en RDA ou dans d'autres pays de l'Est.

On crut bien à tort qu'il était devenu un *« bon KGB »*. Or il avait conservé ses structures verticales et ses ramifications dans tous les milieux et institutions, chez les « démocrates » comme chez les autres, dans les entreprises comme dans les milieux politiques. Il a gardé ses archives, grâce auxquelles il exerce un chantage sur une série de responsables en Russie et dans toute l'ancienne URSS. Et, surtout, toutes ses habitudes et une clientèle intéressée : Boris Eltsine, incapable d'imaginer qu'une police « secrète » puisse être autre chose qu'une police politique, s'est empressé de recourir à ses services pour espionner ses opposants. Depuis lors, selon l'auteur, les écoutes téléphoniques et filatures se poursuivent de plus belle, et dans tous les sens : ainsi, lors de l'affrontement de 1993 entre le président et le précédent Parlement, les « services » fournissaient les uns et les autres.

L'auteur force peut-être un peu la note en affirmant qu'il y a maintenant en Russie *« plus d'informateurs par habitant que pendant la période soviétique »*. Mais, à l'heure de l'intervention en Tchétchénie, et alors que les ministères dits *« de force »* sont à peu près les seuls dont on parle à Moscou, son message doit retenir l'attention.

Michel Tatu

Dernières livraisons

HISTOIRE

L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE, collectif
Pourquoi les rares résistants polonais qui acceptèrent de se battre avec les juifs de Varsovie étaient-ils tous officiers ? Parce que leurs hommes avaient refusé de les suivre. Avez-vous entendu parler du réseau Zegota, qui sauva 2 400 enfants ? Quels furent les échos de la célèbre insurrection d'avril-mai 1943 dans les diverses presses clandestines de l'Europe occupée ? Tous ces thèmes sont abordés dans cette passionnante collection de textes, entourant une conférence et un entretien avec l'historien américain de la « solution finale » Raul Hilberg. On notera la participation de nombreux historiens polonais, témoignage du regain d'intérêt à l'Est pour la Shoah, après cinquante années de silence (Complexe, 200 p., 120 F).

HISTOIRE ET DICTIONNAIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE
d'André Palluel-Guillard, Alfred Fierro et Jean Tulard
Cet ouvrage, à ne pas confondre avec le *Dictionnaire Napoléon* de Jean Tulard (Fayard, 1987), est-il le prodrome d'un futur bicentenaire napoléonien ? Assorti de deux courtes contributions du même Jean Tulard, dont une filmographie, le livre ne débute qu'en 1799, avec le coup d'Etat de brumaire, laissant Napoléon occulter quelque peu le Bonaparte révolutionnaire. C'est l'œuvre intérieure, plus durable que les conquêtes, qu'André Palluel-Guillard et Alfred Fierro ont voulu mettre en valeur à l'aide d'une chronique des *« événements de France »*, d'un dictionnaire et d'une minutieuse chronologie, assortie de nombreuses cartes (Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1 376 p., 179 F).

LINGUISTIQUE

PARLER SUISSE, PARLER FRANÇAIS, de Georges Arès
Il y a un bilinguisme franco-français, moins connu que le bilinguisme franco-franglais des Canadiens francophones. C'est le français suisse. Que sont des « services », en Suisse romande ? Des couverts. Un « rogneux » ? Un ronchonneur, un teigneux, un mauvais coucheur. Georges Arès, qui est de nationalité suisse, vit à Paris et a publié sous ce pseudonyme de nombreux articles dans la *NRF* et la *Nouvelle Revue de psychanalyse*, donne, avec de très astucieuses définitions, un lexique de ce parler suisse qui fait souvent passer pour des balourds les touristes pour qui le TGV a mis Paris à portée de week-end. Ils se disent, en général, *« déçus en bien »* par la capitale, ce qui indique leur méfiance. Le livre, lui, ne surprend pas en bien, puisqu'on savait pouvoir attendre le meilleur d'un essayiste qui est aussi, sous son vrai nom, un très remarquable traducteur (Editions de l'Aire, 149 p., 120 F).

PHILOSOPHIE

UNE HUMANITÉ AFFRANCHIE DE DIEU AU XIXe siècle
de Pierre Viaud
Dans l'effort réalisé pour desserrer l'emprise du religieux sur la pensée politique, philosophique et l'ordre universel, le XIXe siècle représente une étape considérable. Pierre Viaud retrace la diversité des parcours par lesquels a tenté de s'imposer une volonté d'unité politique du genre humain à dimension universelle (Fichte, Hegel), de refonte de l'organisation sociale selon la raison et la science (Saint-Simon, Renan), d'instrumentalisation du concept d'humanité dans une politique d'émancipation (Marx, Engels) (Cerf, 385 p., 120 F).

PSYCHANALYSE

LA CRUAUTÉ MÉLANCOLIQUE de Jacques Hassoun
Le psychanalyste a-t-il quelque chose à dire sur le mal ? Sur notre attente de la mort et sur notre passivité face aux dictatures comme aux génocides ? Jacques Hassoun pense que oui. Si la mélancolie découle de l'impossibilité pour l'inconscient de se représenter la mort, ce désarroi ne serait-il pas à l'origine de notre cruauté, de la férocité prêtée aux autres, et de notre inertie face au déchaînement du mal ? Une étude qui porte autant sur la clinique que sur la littérature, de Kafka à Pierre Pachet (Aubier, 129 p., 98 F).

RELIGIONS

LE JUDAÏSME, de Hans Küng
Comment le grand théologien catholique, professeur à Tübingen (Allemagne) et aux Etats-Unis, condamné en 1980 par le Vatican, voit le judaïsme, de son passé biblique jusqu'à son histoire présente en Israël et dans la diaspora. De son écriture forte et moderne, il retrace les contentieux théologiques et politiques avec l'islam et le christianisme. C'est une somme d'érudition, à la fois chaleureuse et critique (sur l'*« ambiguïté de la Loi »* et la politique d'Israël), écrite par un homme ouvert, passionné par l'œcuménisme, qui fait de la rencontre des religions la chance de salut pour l'humanité du troisième millénaire (Seuil, 957 p., 280 F).

LA TRADITION APOSTOLIQUE, de Pierre Grelot
Sur les questions les plus débattues dans toutes les églises – les ministères, les femmes prêtres, la primauté du pape, l'œcuménisme, etc. –, le livre de Pierre Grelot, qui est l'un des principaux exégètes français, apporte tous les éléments d'une réflexion à la fois historique et théologique, liée au patrimoine biblique et à la tradition ecclésiastique (Cerf, 336 p., 220 F).

LE CHRIST COSMIQUE, de Matthew Fox
Matthew Fox, condamné en 1988 par le Vatican et exclu de l'ordre dominicain, a vécu toutes les contestations de la société américaine et de l'Eglise catholique. Il fut de tous les combats féministes, écologistes, tiers-mondistes, antiautoritaires. Comme l'indique le titre de ce livre, il verse dans une recherche – très controversée – de réinterprétation de toute la *tradition chrétienne à partir des grands mystiques* (Me Eckhart ou Hildegarde de Bingen) et de la thématique du *new age*. Ce qui donne une sorte de programme utopique d'un christianisme dégagé de ses éléments dominants : dogme, sexisme, occidentalo-centrisme, moralisme. Mais est-ce encore le christianisme ? Préface de Bernard Besret (Albin Michel, 337 p., 125 F).

ESPACE ET SACRÉ EN PROVENCE (XVIe -XXe siècle)
Cultes, Images, Confréries, de Marie-Hélène Froeschlé-Chopard
L'auteur, qui se place dans le sillage des travaux d'Alphonse Dupront, étudie la constitution d'un *« espace sacré, marqué par la nature des lieux, l'aspect des images et les particularités des confréries qui les créent et les animent »*. Véritable enquête sur tous les signes de foi, manifestations de dévotion, témoignages iconographiques, cultes divers, dont cet espace est rempli, ce livre constitue une synthèse sur la réalité et l'évolution religieuses de la Provence depuis cinq siècles (Cerf, 606 p., 190 F.)

TÉMOIGNAGES

LIBRE A BUCHENWALD, de Jean Moussé
Ancien prisonnier à Buchenwald, Jean Moussé a attendu cinquante ans pour témoigner. Ce jésuite ne prétend pas ajouter un récit de plus à l'horreur des camps nazis. Son propos est plus ambitieux : tenter de tirer de l'expérience de la déportation des leçons pour aujourd'hui. *« A partir de là où l'un est et où que l'on soit, malade ou bien portant, prisonnier ou libre, il est possible de se fermer ou de s'ouvrir, de refuser ou d'accueillir, de se révolter ou d'assumer, de se faire illusion ou de se rendre lucide, de dire non ou de dire oui »*, écrit Jean Moussé, qui enseigne l'éthique des affaires dans plusieurs écoles de commerce (Bayard Editions/Centurion, 175 p., 99 F).

Un romancero de la nature

Observateur des bois et des eaux, Aldo Leopold a consigné ses « chasses subtiles » autour de sa « cabane » dans le sud du Wisconsin

ALMANACH D'UN COMTÉ DES SABLES
suivi de QUELQUES CROQUIS
(A Sand Country Almanach and Sketches Here and There)
d'Aldo Leopold.
Préface de JMG Le Clézio,
illustrations
de Charles W. Schwartz,
traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Anna Gibson,
Aubier, 296 p., 99 F.

LE Clézio est-il une sorte de traître ? Faut-il lui reprocher de mettre au jour un petit livre que quelques lecteurs bilingues tenaient dans leur jardin secret ? Ces questions viendront à l'esprit de ceux qui regrettent déjà de ne pas l'avoir fait avant lui. Soyons juste : l'absence, dans le catalogue français, de l'*Almanach d'un comté des sables* ne pouvait durer plus longtemps et les amateurs de livres rares devront se rabattre sur d'autres inédits s'ils veulent s'adonner au plaisir exclusif des livres méconnus.

Ce qui frappe d'abord dans l'*Almanach d'un comté des sables*, c'est la limpidité, la simplicité, l'évidence. Observateur des bois et des eaux, docteur diplômé de l'Office américain des forêts, Aldo Leopold y consigne ses *« chasses subtiles »* autour de sa *« cabane »* – une ferme de 50 hectares, au vrai – située à Madison, dans le sud du Wisconsin. Il ajoute des notes prises au cours de ses voyages dans l'Illinois, à Chihuahua, en Oregon ou au Manitoba, et conclut par une profession de foi écologiste. Il devait mourir le 21 avril 1948, deux mois après avoir signé la préface de ce recueil qui recouvre en fait l'expérience de toute une vie.


A. LE TOQUIN
Bruant à calotte blanche par Jean-Jacques Audubon

UNE LEÇON D'HARMONIE
Ni virgilien ni romantique, plus poétique que sentimental, Aldo Leopold ne s'épanche ni ne minaude. Il ne professe pas un amour névrotique pour les plantes et les animaux mais, dans une prose libre de tout jargon et de toute rouerie, il essaie d'entrer en *« intelligence »* avec la nature. Il va sur le motif, raconte ce qu'il a vu et réfléchit. Il pense *« Naar het leven »* – d'après la vie. C'est ainsi que la moindre fleur – la minuscule *« Draba »* – devient une lucarne ouverte sur la splendeur de l'Univers ou que le plus tordu des chênes à gros glands propose une leçon d'histoire et d'harmonie.

Aldo Leopold, monstre de minutie et de modestie, construit ainsi, touche après touche, une esthétique scientifique, une éthique de l'anodin, qui va finalement à l'essentiel : la Terre et les Terriens – toutes espèces confondues – forment un ordre généralisé et la santé du système passe par l'écologie. L'auteur énonce cette idée avec la netteté d'un postulat : *« Une chose est juste lorsqu'elle tend à préserver l'intégrité, la stabilité et la beauté de la communauté biotique. Elle est injuste lorsqu'elle tend à l'inverse. »*

Almanach d'un comté des sables n'a cependant rien d'un traité théorique. Il est constitué aux deux tiers de scènes animales et de descriptions miniaturistes de choses et de bruits où se mêlent l'imperceptible, l'éphémère et le saisonnier, d'empreintes et de traces, de cris, que l'auteur décèle et identifie à partir des indices les plus frêles. Il sait comme personne (ou pour le moins aussi bien que Thoreau, Hudson ou Beebe) emmener son lecteur de l'observation à la méditation, du savoir à la connaissance. La science devient sous sa plume – quelle aubaine ! – une source vive d'humour et d'images littéraires...

Comment oublier les principaux protagonistes de ce romancero de la nature ? Il y a la mouffette pansue et l'humble campagnol que le dégel délivre de la faim et de la peur, le chêne foudroyé dont le tronc auréolé raconte l'histoire du comté, la danse céleste des bécasses, la truite embusquée dans la fourche des aulnes, la mystérieuse migration des oies (*« Quel monde ennuyeux qu'un monde où nous saurions tout sur les oies ! »*), le chant du moineau à 3 h 55 du matin (qui décide le rouge-gorge à prendre la parole, ce qui éveille le loriot, puis le bruant, puis le roitelet, puis les cous-jaunes, les merles bleus, les cardinaux, les gros-becs et les moqueurs...), les cailles qui chantent *l'Ave Maria* dans le silence de l'aube, le silphium détruit par les vaches (que l'auteur appelle drôlement *« les bisons noir et blanc qui sortent des granges peintes en rouge »*), la mésange qui porte la bague 65 290 et qui revint cinq hivers durant, les pluviers qui sifflent dans le ciel de septembre et surtout, le pigeon migrateur, *« ouragan biologique »* disparu aujourd'hui, à qui les hommes ont dressé un monument commémoratif et qui fait dire à Aldo Leopold, désabusé : *« Qu'une espèce porte le deuil d'une autre, voilà une nouveauté sous le soleil. L'homme de Cro-Magnon qui abattit le dernier mammouth ne pensait qu'à ses steaks. Le chasseur qui tua le dernier pigeon ne pensait qu'à son exploit. Le marin qui assomma le dernier alque ne pensait à rien du tout. Mais nous, qui avons perdu nos pigeons, nous en portons le deuil. »*

UN MONDE COMPLEXE
Bien sûr, le survol de l'*Almanach d'un comté des sables* n'en épuise pas les richesses. De nombreux incidents échappent à la première lecture. Nous vivons sur une planète encore inconnue et la complexité du vivant s'amplifie en fonction de notre désir d'y comprendre quelque chose. La science court après son ombre. Elle soulève autant de problèmes qu'elle en résout. Aldo Leopold en est conscient. Cela ne l'a pas empêché d'alerter la planète, de dire deux ou trois choses qu'il savait d'elle et de proclamer sa désapprobation. Son *Almanach d'un comté des sables* mérite d'être lu avec ferveur et attention. Il est d'une fraîcheur inespérée.

Jacques Meunier

Thérapeutes nihilistes

Les patients ? « Je leur tordrais bien le cou, à tous » : ainsi s'exprimait Freud dans sa correspondance avec un jeune psychiatre suisse, Ludwig Binswanger

SIGMUND FREUD ET LUDWIG BINSWANGER : CORRESPONDANCE. 1908-1938
Edition établie et présentée
par Gerhard Fichtner.
Traduit de l'allemand
par Ruth Menahem
et Marianne Strauss.
Calmann-Lévy, 283 p., 180 F.

Le 27 août 1924, le psychiatre suisse Ludwig Binswanger écrit à Sigmund Freud : *« Celui qui a été saisi une fois par la psychanalyse, elle ne le lâche plus, l'un dans sa pratique, l'autre en théorie, chacun selon ses tendances, mais nul ne peut prétendre qu'elle n'est pas devenue la mission de sa vie. »* Comme toujours, les déclarations d'amour ou les protestations de fidélité n'indiquent qu'une chose : qu'on s'éloigne de la personne aimée ou de la mission à laquelle on s'était promis de consacrer sa vie. Binswanger ne reniera jamais son amitié pour Freud, mais son attitude critique à l'égard de la psychanalyse ne fera que croître.

L'amitié remonte à son premier voyage à Vienne, en 1907. Alors très proche de Jung, Binswanger l'avait accompagné chez Freud. Ce dernier voit dans ces deux jeunes et brillants psychiatres suisses, formés au Burghölzli par Bleuler et soucieux de confirmer ses découvertes, l'occasion de sortir de son *« splendide isolement »*. Il fera de Jung son *« dauphin »* et se félicitera de pouvoir envoyer des patients à la clinique Bellevue, à Kreuzlinger, fondée, en 1857, par le grand-père de Binswanger. Ce sont, à ses yeux, deux recrues de choix qui tranchent avec ses disciples viennois. On sait en quelle piètre estime il les tenait. A Binswanger il dira un jour : *« Alors, vous avez vu cette bande ? »*, ajoutant en une autre circonstance : *« J'ai toujours pensé que ce seraient les porcs et les spéculateurs qui se jetteraient en premier lieu sur ma doctrine. »* Il oubliait les perroquets.

L'admiration, le respect, l'affection que Binswanger portera à Freud ne se démentiront jamais. Pendant toute sa vie, il suivra *« le chemin Freud »* mais, saisi par le démon philosophique – il considérait la *Critique de la raison pure* comme sa nourrice spirituelle –, il s'intéressera de plus en plus à la pensée de Bergson et, surtout, à la *Phénoménologie* de Husserl. Ce dernier se rendra d'ailleurs à Kreuzlingen, en 1923, pour y donner une conférence sur « La nature de la phénoménologie ». Son influence, autant que celle de Heidegger et de Martin Buber, éloignera Binswanger de la psychanalyse.

« VOUS AVEZ UN DIEU »
Freud, et c'est ce qui rend passionnante cette correspondance, suivra avec une certaine ironie l'évolution spirituelle de son jeune ami – un quart de siècle les sépare –, notant au passage : *« Ainsi, vous aussi, vous avez un dieu. Certainement un dieu distillé à travers la philosophie. Eh bien, j'ai été toujours très sobre, presque abstinent... »* Il se réjouit toutefois que leurs relations personnelles n'en aient pas été affectées.

L'autre pôle de cette correspondance concerne les patients que Freud adresse à la clinique Bellevue. On y lira le récit de certaines erreurs médicales qui donnent froid dans le dos. Ainsi Freud comme Binswanger, obnubilés par la causalité physique de certains symptômes, tels l'asthme ou les douleurs cardiaques, passent à côté de troubles organiques. Résultat : le patient meurt. Commentaire de Binswanger : *« De tout cela, il ressort que les manifestations tant dépressives qu'hystériques des derniers mois n'étaient pas de nature purement psychogène, mais représentaient un mode de réaction spécifique au début de la déchéance corporelle. »*

« LES NÈGRES »
Quant à Freud, il avoue se consoler de la faiblesse de la thérapeutique analytique en songeant qu'elle nous enseigne au moins pourquoi on ne peut pas être plus efficace... Plus cyniquement, et sans doute plus sincèrement, quand Binswanger lui demande en quels termes il est avec ses patients, il lui répond : *« Je leur tordrais bien le cou, à tous. »*

A ce propos, et pour la petite histoire, on apprendra que, dans le jargon psychanalytique viennois, on appelait les patients *« les nègres »* et la cure *« un blanchiment de nègres »*. Pourquoi ? Jones, le biographe et ami de Freud, pensait que cette désignation se rapportait à une caricature figurant dans le cabinet du maître à ses débuts et représentant un lion qui bâille en bougonnant : *« Il est midi et toujours pas de nègre ! »* Mais, selon la note figurant dans ce volume de correspondance, l'expression *« blanchiment de nègres »* – elle se trouve déjà dans les *Etudes de l'hystérie* et serait une allusion à la Bible – signifierait l'inutilité patente de la psychanalyse, le « travail des Danaïdes » psychothérapeutique. Une anecdote qui en dit long sur le nihilisme thérapeutique de nos chers Viennois.

Roland Jaccard

Si l'élite se délite...

Dans le sillage des « affaires », le droit et la morale ne jouent pas, pour Alain Etchegoyen, sur le même registre

LE CORRUPTEUR ET LE CORROMPU
d'Alain Etchegoyen.
Julliard, 230 p., 119 F.

Le créneau est bon. Alain Etchegoyen n'était pas le plus mal placé pour s'en aviser. Normalien philosophe, il dirige un cabinet d'études auprès de grandes entreprises. Mélange étonnant. Détonant ? Parfois, lorsqu'il essaie, en force, de couler l'éthique dans le circuit compact des affaires (1). Ici, les « affaires » ne sont plus celles que l'on brasse (en tout bien tout honneur ?) pour le bénéfice d'une firme, mais celles qui appartiennent à la rubrique des faits divers. L'auteur pense que la corruption devrait sortir de ce registre, parce qu'elle est devenue un authentique problème politique. Si l'élite se délite...

Pour lui, à partir d'un certain niveau, la corruption *« constitue un engrenage dans lequel l'argent facile devient progressivement un besoin, voire une nécessité »*. Une sorte de drogue, avec ses lieux de manipulation (travaux d'utilité collective, offices d'HLM, etc.). Et de rappeler quelques scènes qui ont défrayé la chronique, surtout, au reste, pour mieux faire percevoir l'épure d'une mécanique à répétition.

Le droit et la morale vont-ils du même pas, en la circonstance ? Non, répond Alain Etchegoyen, et sa démonstration est d'une grande force. Le corrompu est plus coupable que le corrupteur. En effet, le second (*« corrupteur actif »*) n'a pas le pouvoir de prendre la décision s'il est bien évidemment le tentateur. En outre, contrairement à ce que pensent les cyniques, l'incorruptible existe et il reste *« la figure la plus courante de notre République »*. C'est lui qui pourra éliminer le corrupteur de la course à la décision pour le punir. Enfin, le corrompu (*« corrupteur passif »*) est un traître car *« il dispose de son pouvoir à contresens du mandat qui lui était donné »*.

Autre idée combattue par l'auteur : la corruption ayant toujours existé, si elle apparaît davantage aujourd'hui, c'est parce què les médias s'y emploient. Bien sûr, Cicéron plaidait déjà contre Verrès, mais *« la corruption n'est plus ce qu'elle était »*, du fait de l'émergence du *lobbying*, de l'internationalisation des mouvements de capitaux, des privatisations, des besoins de financement des partis politiques, de la décentralisation de l'Etat et des nouvelles structures des groupes industriels.

« CORRUPTION NÉCESSAIRE »

Perte du sens moral ? Terrain glissant. On pourrait faire un très beau discours réactionnaire sur la question, avec la dose d'hypocrisie habituelle. Il reste que, de Jean-Pierre Chevènement à François Bayrou, note-t-on justement dans ce livre, on se soucie de réintroduire à l'école une *« instruction civique et morale »*. La IIIe République avait jugé que c'était là un levier nécessaire à l'éducation des hommes.

De solides arguments, on le voit, et souvent des formules bien frappées. Alain Etchegoyen nous paraît toutefois moins heureux sur le thème final : *« Une menace : la corruption des élites »*. La peur d'une curée sur les dirigeants lui fait écrire qu'il *« existe une corruption nécessaire, comme il existe des microbes qui produisent de belles fermentations »*. Au fond, mieux vaudrait de temps en temps tirer un voile sur les turpitudes, car discréditer les « élites » a un effet ravageur sur la République. Etrange... L'exemplarité de la peine n'est-elle pas encore la meilleure forme de dissuasion avant de restaurer – vaste chantier – une morale préventive ?

Pierre Drouin

(1) *La Valse des éthiques* (François Bourin, 1991) ; *Le Temps des responsables* (Julliard, 1993).

Danse autour du désir

Pour Daniel Sibony, conteur autant que thérapeute, la danse est une psychanalyse physique

LE CORPS ET SA DANSE
de Daniel Sibony.
Seuil, 360 p., 135 F.

L'histoire commence avec la danse de joie, exubérante, déchaînée jusqu'aux cris, qui s'empare du corps du roi David rapportant dans sa ville les Rouleaux de la Loi, et la honte qu'en conçut sa femme, la fille de Saül, jugeant obscène que son mari, oublieux de son rang, se soit mis à nu, dévoilé devant les autres, les autres femmes surtout, le peuple. C'est avec cette danse biblique, sacrée, tirée de l'Ancien Testament, que Daniel Sibony choisit d'ouvrir son livre *Le Corps et sa danse*. L'auteur commente ainsi l'attitude de Saül : *« Depuis le jour où elle a médit de la danse – comme éclatement de la joie du corps devant les autres et devant la Loi –, elle n'a rien pu mettre au monde de vivant. C'est là une pensée de l'amour : la danse y est nécessaire comme mouvement entre l'énergie irrationnelle et les raisons subtiles de vivre. Si pour cette femme le refus de l'amour s'est déclaré en refus de la danse, c'est que le* oui *à la danse, ou à ce que la danse affirme, est une déclaration de corps en rapport avec l'amour. »*

Cet exemple éclaire la méfiance, parfois l'angoisse, que suscite toujours l'acte de danser. Daniel Sibony, docteur d'Etat en mathématiques et en philosophie, psychanalyste, racontait la danse royale de David, en juillet 1991, au Festival de Montpellier, devant un auditoire tenu sous le charme. Il annonçait, non sans prudence, qu'il préparait un livre où *« il serait beaucoup question de danse »*. Chaque page, chaque ligne du *Corps et sa danse* est un aveu de la détestation de l'homme envers son corps, et, paradoxalement, de son refus narcissique, relevant souvent de la peur panique, que quelque chose de ce corps lui échappe. Double mouvement que traduit la langue de Sibony, oscillant entre celle, tâtonnante, du thérapeute, qui avance ses hypothèses pas à pas, et celle du conteur oriental, né à Marrakech, qui découvre la danse en regardant les ondulations du ventre de sa mère, des femmes de la famille.



La chorégraphe Trisha Brown

Le livre ouvre des passages, tantôt heurtés, tantôt fluides, selon qu'ils explorent le corps souffrant, lieu des traumatismes et des blocages, ou qu'ils abordent le corps jouissant, corps de la danse, à condition que cette dernière sache s'affranchir de la loi. Des lois sans l'existence desquelles elle ne saurait se constituer, s'inventer, s'aventurer dans des espaces vierges : *« Or le plus vif de la jouissance est de casser la répétition »*, écrit l'auteur. Ces pages sur les règles et leur dépassement renouvelle le vieux débat entre le classique et le contemporain. *« La danse est un pouvoir poétique sur le manque-à-être ; mais le pouvoir qu'elle donne disparaît dès qu'on jouit trop de le maîtriser »*, reprend Daniel Sibony. Et plus loin : *« Il ne s'agit ni d'être conforme à des règles ni d'étaler leur transgression. La beauté se dégage et des règles supposées et du geste qui les refuse. »*

La danse n'existe que dans l'« entre-deux », pour reprendre une expression trop utilisée depuis qu'elle donna, en 1991, son titre à un livre très intéressant de l'auteur (1). Elle surgit de la rupture, de la fissure. Dans cet espace qui relie à l'Autre, à l'autre corps dansant, au corps du spectateur. *« L'essentiel de la danse reste aux limites où le savoir ne se sait plus, ne se connaît plus, et pourtant veut se reconnaître dans sa lancée vers l'inconnu. »* Plus qu'à des problèmes d'esthétique, la danse qui concerne Daniel Sibony renvoie à la question de l'origine, du désir, du fantasme. Art dangereux, risqué, interdit au Moyen Age par les Pères de l'Eglise, récusé, méprisé, tant il met en jeu l'identité même de celui qui danse. Mais surtout de celui qui ne danse pas. De celui qui a peur.

Ce livre s'avère un redoutable révélateur : il oblige chaque lecteur à définir sa position. Qu'il aime regarder la danse, qu'il la refuse, qu'il la pratique en amateur ou en professionnel, ou pas du tout. En acceptant le postulat de Sibony – la danse est une psychanalyse physique –, on sort de cette lecture fort renseigné sur son propre compte. L'illustration de la couverture, qui représente *La Danaïde* sculptée par Rodin, dit assez que le sujet est loin d'être épuisé. Il est sans fond, comme le désir.

Dominique Frétard

(1) *Entre-deux : l'origine en partage*, Seuil, 1991.

Ces villes que l'on a aimées

Suite de la page I

Et l'espace envahit tout, la ville devint une succession d'immeubles-objets semés dans l'ouvert. La Cité radieuse de Le Corbusier rêvait d'être un paquebot. Partout des propositions relativement parfaites, lisses, fonctionnelles, pas embrouillées, et clairement concevables par l'esprit humain.

Fortier n'insulte pas ces imaginaires d'autrefois : il en garde au contraire le souvenir ému : il sait combien purent être poétiques ces visions d'objets erratiques semés dans des paysages vierges, voire dans les villes anciennes qu'ils allaient broyer dans leur sillage et tondre comme un chiendent.

Il se souvient des dernières tentatives éperdues de l'esprit rationnel dans les années 60, à la recherche d'une complexité qui serait un nouveau progrès de la modernité, les efforts du groupe Team Ten, avec ses réseaux abstraits, ses rhizomes, ses arborescences bien articulées, ses grilles, ses trames, ses agrégats, ceux de Jean Renaudie avec ses références à la biologie, aux thèses du hasard et de la complexité.

Et comment, dans ce grouillement des grappes de pyramides des villes nouvelles, devant la perspective inquiétante d'un piétinement du monde ancien par ces mégastructures, ces utopies d'Archigram épanouies à Londres au temps du pop, ces propositions mobiles, monstres caparaçonnés comme des robots, ces phalanstères high-tech, ces Nautilus télescopiques à pattes d'insectes se mouvant dans les villes défaites (vingt ans avant que ne soit célébrée l'esthétique du *destroyed*), comment, alors que dans la pensée contemporaine s'effritaient partout le sentiment moderne ou progressiste et la confiance dans les grands discours, alors que se répandait ce que Lyotard devait appeler le postmodernisme, remontait, inéluctable, le goût des profondeurs, de la ville, du patrimoine, laissant les architectes assez pantois, orphelins de ces utopies *« qui, de quelque manière qu'on les juge, avaient donné à l'urbanisme une force incomparable »*.

François Chaslin

Masao Maruyama l'homme silencieux qui dérange

Sa figure a dominé le monde intellectuel japonais, de l'après-guerre jusqu'au début des années 70. Elle est comparable, à l'échelle de l'archipel, à celle de Jean-Paul Sartre en France à la même époque. Masao Maruyama inspira en effet des modes de pensée, mais aussi des manières d'être, à tout le moins des façons de se faire citoyen de son époque.

Depuis une vingtaine d'années, ce professeur honoraire d'histoire des idées politiques à l'université de Tokyo, né en 1914, a pourtant choisi le retrait. Il continue à travailler, mais refuse les feux de l'actualité. Il s'est tu, rejetant toute demande d'entretien public (1). Comme si cette pensée, brillante et passionnée par la rigueur, embrassant à la fois l'histoire intellectuelle japonaise, la philosophie allemande et la science politique, devait se suffire à elle-même, et s'imposer par sa seule pertinence. Dans le Japon de cette fin de siècle, qui s'efforce d'apprivoiser le désir de pouvoir et de reconnaissance inhérent à la puissance, cette œuvre monumentale, à l'écart, demeure essentielle.

Car la réflexion de Maruyama pose avec acuité la question de la modernité et celle de la démocratie dans la société japonaise contemporaine. Sous le règne du libéralisme sans alternative, la démocratie, bien qu'elle ne soit jamais acquise, ici comme ailleurs, n'est plus un objet de débat.

A l'heure où le déclin de la *pax americana* en Asie renforce le rôle du Japon, au point de remettre en question son pacifisme constitutionnel, à l'heure où les grands équilibres traditionnels de la politique intérieure nippone sont sérieusement mis à mal, un nouvel establishment intellectuel médiatique, disposant de puissants moyens par l'entremise de fondations, tend à réactiver une « nipponicité », susceptible de prendre le relais d'un Occident essoufflé. Un néonationalisme culturel, qui en cas de crise, pourrait constituer le refuge de la cohésion nationale.

Or c'est précisément cette réduction de la nation à une « communauté culturelle », cette conception d'une « communauté nationale » (*kokumin kyodotai*), idéale et harmonieuse, évinçant les classes, exprimant une authenticité supposée conjuguer légitimité et éthique, que Masao Maruyama a toujours combattue : il y voit la matrice du discours totalitaire.

A l'origine de sa pensée, il y a le constat d'impuissance établi par un jeune intellectuel, nourri de philosophie allemande, devant la montée de l'ultranationalisme.

Dans un article lumineux, publié en 1946, « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », il montrait que la mutation du nationalisme en étatisme trouvait son origine dans la paralysie psychologique de l'individu (2) plutôt que dans la coercition. Le totalitarisme constitua, en Europe, une rupture dans la pensée comme dans le fonctionnement politique. Au Japon, il releva, en revanche, de la dérive interne du système. L'ultra-nationalisme japonais n'eut jamais de structure conceptuelle solide, mais *« l'Etat de Meiji* [né de la restauration du pouvoir impérial dans la seconde moitié du XIX[e] siècle] *évinçait les aspects techniques et neutres de la souveraineté nationale »*. Cet Etat faisait coïncider en la personne de l'empereur le principe de la puissance et la forme de son exercice. En monopolisant l'espace public, l'Etat ne laissait aucune autonomie aux forces « profanes », bien que le peuple, avec le droit de vote, soit devenu une catégorie politique à part entière. L'Etat impérial n'était pas un instrument au service d'idéaux qui auraient transcender son pouvoir : par son truchement, l'éthique était au contraire supposée s'actualiser en pouvoir. Cette *« raréfaction de la Valeur »*, celle-ci étant monopolisée par l'Etat, se traduisit par l'impuissance politique et éthique du citoyen.

Cet article eut un immense retentissement. Il donnait, pour la première fois, des clés pour comprendre la pathologie d'un système. Au sortir de la *« vallée noire »* du militarisme, la pensée de Maruyama fit l'effet d'un météore : elle conjuguait vertus décapantes et révolution conceptuelle. Maruyama proposait une idée de la démocratie qui avait pour soubassement la *« subjectivité »* (*shutaisei*) citoyenne. La démocratisation du Japon devait résulter autant d'une modification des institutions (opérée par l'occupant américain) que d'une mutation spirituelle dont l'instrument privilégié devait être les sciences sociales.

Le Maruyama du lendemain de la guerre reste hégélien. Il perçoit l'histoire *« comme la progression vers la conscience de la liberté »*. Modernité et démocratie lui semblent indissociables : la démocratie est impensable sans l'autonomie de l'individu. Elle constitue une exigence non seulement philosophique mais aussi politique, en tant que mécanisme de résistance à l'autoritarisme et expression de la faculté critique.

Ses *Etudes sur l'histoire de la pensée politique du Japon*, publiées en 1952 (3), s'attaquent au grand dilemme du Japon : la modernité nippone est-elle liée à l'occidentalisation, ou est-elle aussi le fruit de facteurs endogènes ? Marquées par leurs débats avec les tenants du marxisme, dont il ne nia jamais l'apport, les *Etudes* de Masao Muruyama sont symptomatiques d'une démarche d'historien qui cherche moins à accumuler des faits qu'à appréhender des structures et à repérer les contours du pensable d'une époque, en l'occurrence le siècle qui précéda l'ouverture du pays. L'analyse complexe et controversée des *Etudes* constitue le point de départ d'une relecture de l'histoire intellectuelle japonaise. Elle met en lumière l'apparition, un siècle avant l'ouverture de l'archipel à l'étranger, d'une pensée moderne – rationnelle –, dont l'auteur souligne les différences et les similarités avec l'Occident.

Son œuvre a marqué l'histoire intellectuelle du Japon entre la guerre et les années 70. Il se tait depuis une vingtaine d'années. Mais ses idées redeviennent actuelles

> *« L'assimilation de la civilisation occidentale par le Japon n'aurait pas été possible sans l'existence du cadre intellectuel et éthique préexistant à l'ouverture du pays »*

Maruyama ne renia jamais l'influence exercée sur sa pensée par ce qu'il estime être *« universel »* dans l'héritage de l'Occident. Mais il considère que modernité et démocratie ne sont pas l'apanage exclusif de celui-ci. Il déplore la situation *« pitoyable et absurde à laquelle est réduit le Japon, contraint d'apprendre l'ABC de la civilisation moderne de son occupant »* (*La Pensée moderne*, 1946). Aussi cherchera-t-il à mettre en perspective le cas japonais (*« ce qui implique un rejet des théories universalisantes sur les étapes de développement »*) en explorant ce qu'il nomme les *« soubassements »* (*koso*) de l'histoire intellectuelle nationale. Il met notamment en lumière la *« force continue et changeante des choses »* dans une Histoire vécue comme une évolution cumulative, au fil d'un petit ouvrage classique, *La Pensée japonaise* (1961).

Pour Maruyama, l'assimilation de la civilisation occidentale par le Japon n'aurait pas été possible sans l'existence du cadre intellectuel et éthique préexistant à l'ouverture du pays. L'une de ses analyses les plus éclairantes sur les problèmes du sujet autonome et de la modernité porte sur la figure de Yukichi Fukuzawa (1834-1901), grand penseur de l'époque Meiji. Dans son essai sur *la Philosophie de Yukichi Fukuzawa* (1964), Maruyama évoque la question de la relativité du jugement et introduit dans son analyse la notion de « sociabilité » qu'il emprunte au sociologue allemand Georg Simmel. Dans un essai ultérieur également consacré à Fukuzawa, *Loyauté et révolte, une histoire intellectuelle de la transformation moderne du Japon* (1992), il montre que ce moderniste n'était pas un ennemi de la tradition et mettait en garde contre son érosion. Les huit essais de ce recueil, écrits au cours des trente-cinq dernières années, attestent la cohérence de la démarche intellectuelle de Maruyama dans l'analyse de la *« transformation »* (*tankaiki*) que furent les XVIII[e] et XIX[e] siècles pour le Japon. Dans l'article donnant son titre à l'ouvrage, il montre que la loyauté de type féodale (celle du samourai, dont l'Occident a fait l'archétype de la mentalité nippone) implique une fidélité qui, loin d'être aveugle, comporte l'obligation morale pour le vassal de persuader son maître de ne pas s'engager sur des chemins erronés. Cette « loyauté » peut donc, dans des moments cruciaux, légitimer la « trahison ». Dans un autre essai sur *Le Concept de raison d'Etat*, l'auteur montre que la confiscation des valeurs par le régime Meiji a paralysé cette capacité de résistance.

Maruyama, après avoir cherché à *« penser l'événement »*, c'est-à-dire à offrir des réponses avant l'irruption du réel (en cela, son œuvre présente des analogies avec celle d'Hannah Arendt), ne s'est pas replié sur l'histoire sans désenchantement : l'élévation de la conscience subjective qu'il avait espérée n'a pas eu lieu. Les étudiants contestataires de la fin des années 60 ne ménagèrent d'ailleurs pas leurs attaques contre la grande figure du monde académique qu'il était devenu.

Le travail historique auquel il s'est livré n'en demeure pas moins d'une remarquable actualité et contribue à mettre en perspective les problèmes du présent. La cohérence, depuis un demi-siècle, de l'œuvre de ce grand intellectuel, empreinte d'une quête jamais assouvie – celle d'une conscience irréductible, condition d'une démocratie synonyme de modernité –, en fait l'une des figures de son époque.

Philippe Pons

(1) Ne sont donc cités ici que les écrits de Masao Maruyama. Mais cet article est aussi le fruit des nombreux entretiens privés que l'historien nous a généreusement accordés au cours de ces vingt-cinq dernières années.

(2) *Le Débat*, septembre 1982. Cet article est extrait d'un recueil de textes représentatifs de l'auteur : *Thought and Behaviour in Modern Japanese Politics*, présenté par Ivan Morris, Oxford University Press, 1963. Un autre article, « Caractéristiques du nationalisme japonais », a été publié dans *France-Asie* (janvier-février 1961).

(3) Traduit en anglais *Studies in the Intellectuel History of Tokugawa Japan* (University of Tokyo Press, 1974), cet ouvrage doit paraître prochainement en français sous le titre *Essais sur l'histoire de la pensée politique au Japon*, aux Presses universitaires de France.

LITTÉRATURES

■ LE MALIK
Une histoire d'empereur
d'Else Lasker-Schüler. Page III

■ MON PIANO BLEU
Poésie complète, tome I
d'Else Lasker-Schüler. Page III

■ LES HOMMES JAUNES
(Die gelben Männer)
d' Urs Widmer. Page III

■ CARNETS AMÉRICAINS
1835-1853
(American Notebooks)
de Nathaniel Hawthorne. Page IV

■ LE FAUNE DE MARBRE
(The Marble Faun)
de Nathaniel Hawthorne. Page IV

■ LES CHEMINS PARCOURUS
(A Backward Glance)
d'Edith Wharton. Page IV

■ DOLLY
d'Anita Brookner. Page IV

■ EST-CE QUE TU M'AIMES ?
de Frédéric Boyer. Page V

■ *LE DIEU QUI ÉTAIT MORT* SI JEUNE
de Frédéric Boyer. Page V

LES JOURS HEUREUX
de Catherine Rey. Page V

■ LE PUITS D'EXIL
d'Armande Gobry-Valle. Page V

CHRONIQUES

■ LETTRES SUR LA SYMPATHIE
suivi de Lettres d'amour
de Sophie de Grouchy. Page VI

■ RUES DE BERLIN ET D'AILLEURS
de Siegfried Kracauer. Page VI

■ VILLES DES HABSBOURG
de Thomas Medicus. Page VI

■ ŒUVRES COMPLÈTES TOME I
de Maurice Blondel. Page VI

Le Feuilleton
de Pierre Lepape
■ JOURNAL, POÈMES, ESSAIS
de Jean Giono. Page VII

ESSAIS

■ CLAUDE DEBUSSY
de François Lesure. Page VIII

■ CORRESPONDANCE D'EMMANUEL CHABRIER
Réunie et présentée par Roger Delage et Frans Durif. Page VIII

■ SERGE PROKOFIEV
de Michel Dorigné. Page VIII

■ VATICAN-KREMLIN
LES SECRETS D'UN FACE-À-FACE
de Sergio Trasatti. Page IX

■ LA BOMBE À RETARDEMENT
Enquête sur la survie du KGB
d'Evguenia Albats. Page IX

■ ALMANACH D'UN COMTÉ DES SABLES,
suivi de QUELQUES CROQUIS
(A Sand Country Almanach and Sketches Here and There)
d'Aldo Leopold. Page X

■ SIGMUND FREUD ET LUDWIG BINSWANGER : « CORRESPONDANCE. 1908-1938 »
Edition établie et présentée par Gerhard Fichtner. Page X

■ LE CORRUPTEUR ET LE CORROMPU
d'Alain Etchegoyen. Page XI

■ LE CORPS ET SA DANSE
de Daniel Sibony. Page XI